



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

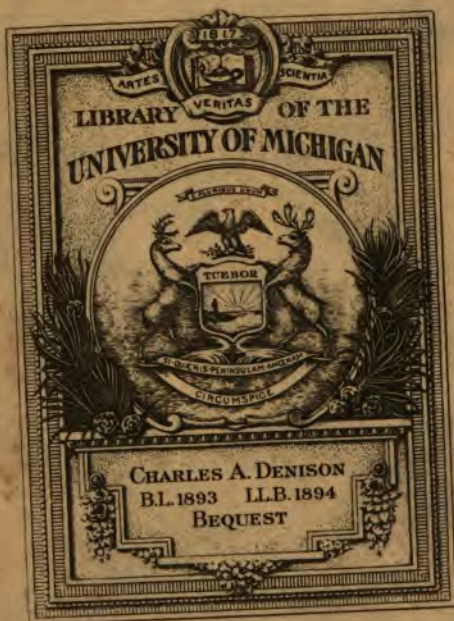
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



CHARLES A. DENISON
B.L. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST

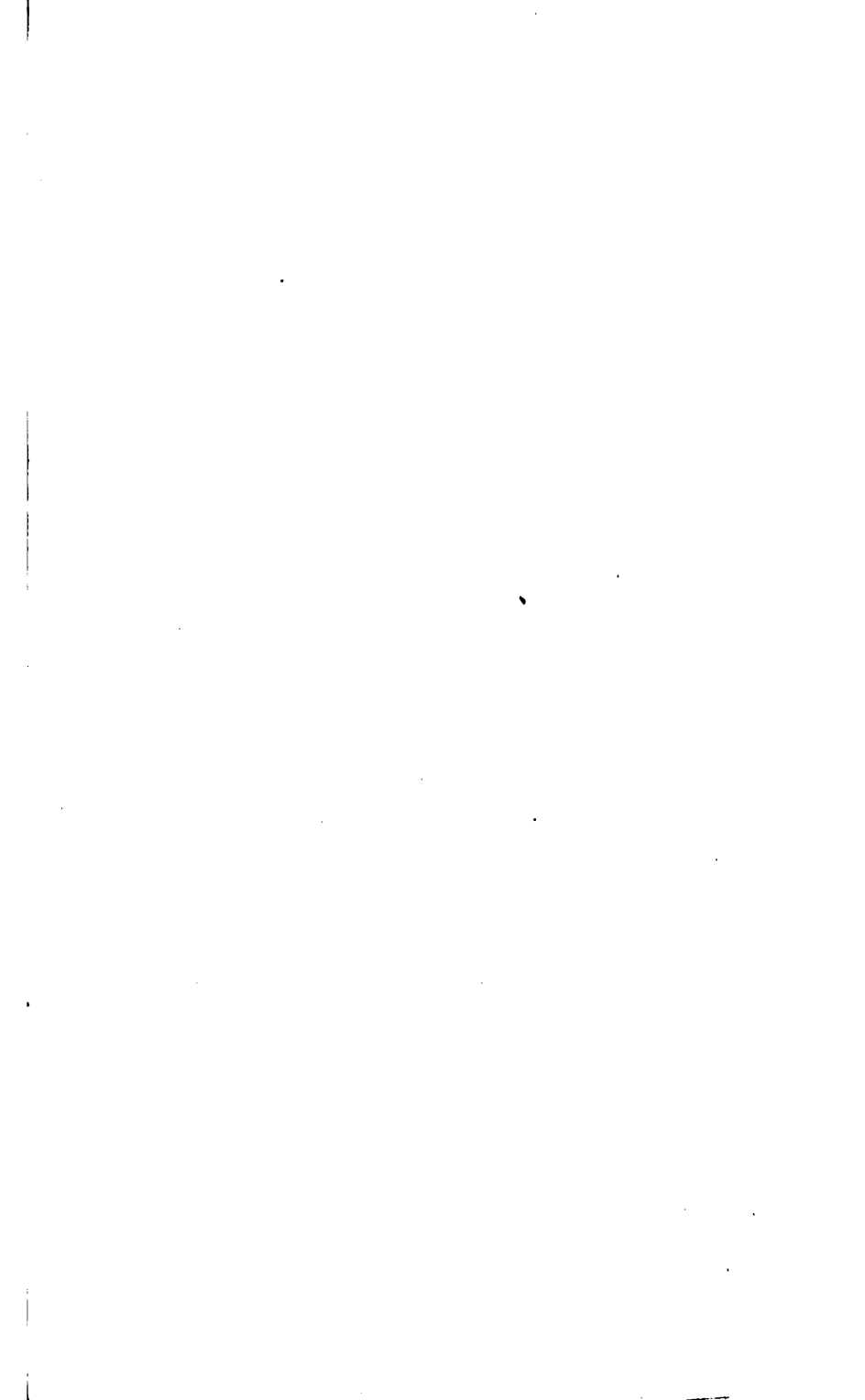


DC

252.5

.G9

V.15



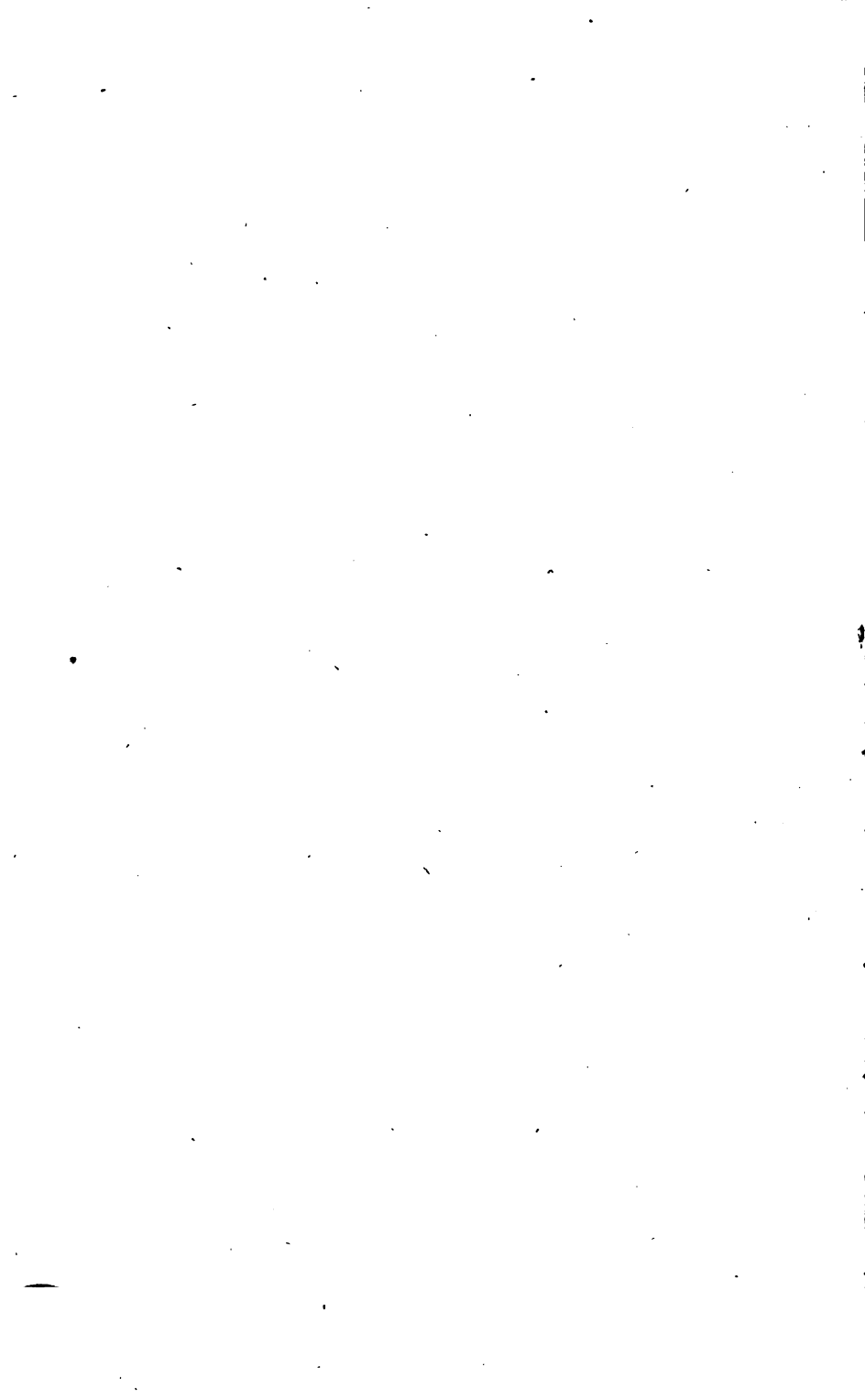
LETTRE

ADRESSÉE A L'EX-ROI

LOUIS-PHILIPPE

EN 1838.





LETTRE

ADRESSÉE A L'EX-ROI

LOUIS-PHILIPPE

EN 1838,

SUIVIE

1° D'UNE LETTRE A M. GUIZOT

SUR LE CARACTÈRE DES RÉVOLUTIONS DE 1688 ET DE 1830,

ET LA RÉPONSE DE M. GUIZOT;

2° D'UNE LETTRE

SUR LES PRÉDICTIONS DE MM. DE CHATEAUBRIAND,
DE FITZ-JAMES ET CAVAINAC EN 1831.



PARIS,

PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

Rue de Seine, 44 bis.

1848

14

AVIS AU LECTEUR.

Guillaume III, après avoir pris possession du trône de la Grande-Bretagne, indisposa par sa politique le parti Whig qui l'avait fait roi ; il reçut alors une lettre anonyme d'un Whig mécontent. L'auteur de cette lettre resta pendant longtemps inconnu : plus tard cependant on l'attribua à M. Wharton, un des hommes influents du parti Whig.

En 1838, l'ex-roi Louis-Philippe reçut également une lettre, mais elle n'était pas anonyme ; celui qui l'écrivit la signa ; aujourd'hui il la livre au public, comme un document de l'histoire de ce règne.

GROVESTINS.



Denison
magg
3-30-38
39848

AU ROI LOUIS-PHILIPPE.

SIRE,

Voilà plus de huit années que vous réglez ; qu'il me soit permis de jeter un coup d'œil et sur votre élévation au trône, et sur la situation politique et morale où se trouve la France à l'époque actuelle.

Vulgairement parlant, votre royauté, Sire, représente le principe de la souveraineté nationale, en opposition avec le principe de la monarchie légitime, qui était l'apanage exclusif des Bourbons de la branche aînée.

Légitimité et souveraineté nationale me paraissent cependant être des mots très-vagues, quand on ne les considère que sous un point de vue abstrait, rétréci.

Un roi légitime, ou de droit divin, est, dit-on, un prince qui ne règne qu'en vertu d'une mission spéciale de la Divinité. La royauté, qui prend sa source dans la souveraineté nationale, tient au contraire son mandat du peuple, dont le vœu est manifesté par la majorité de la nation.

Dans le premier cas, le choix du monarque se fait immédiatement par la Divinité, ou, comme nous ne vivons plus

au temps des miracles, le roi s'impose à la nation par la conquête. Dans le second cas, la Divinité choisit le monarque par l'organe de la nation ; car je ne puis raisonnablement supposer que, dans cette seconde hypothèse, on puisse vouloir nier l'intervention de la Providence. Si donc la force des choses contraint le roi légitime à céder la place au roi, l'élu de la nation, c'est que la Providence a jugé ce changement nécessaire; d'où il résulte que ce roi, couronné par la volonté de Dieu, est bien légitimement roi, bien qu'on puisse lui refuser la qualification de roi légitime.

Je ne m'arroge point le droit de discuter si cette royauté doit être considérée comme un bienfait que la Providence entend accorder à la nation, ou comme un châtement qu'elle veut lui infliger.

Ceux qui donnent la préférence à cette royauté sur celle dite légitime, se diront être en possession d'un bonheur d'autant plus grand, qu'il aura été d'autant plus ardemment désiré par eux.

Ceux, au contraire, qui considèrent la royauté légitime comme le gouvernement modèle, et la royauté émanant de la volonté nationale comme une punition du Ciel, vivront sous celle-ci, comme on vit à l'époque d'une calamité publique. Ils subiront la volonté de Dieu, comme on est tenu de subir tout ce qui vient de lui ; comme on subit la grêle, la famine, la peste, la guerre, et tous ces milliers de maux qu'il plaît à la Providence d'envoyer de loin en loin sur notre globe, pour châtier le genre humain.

Ma prédilection ou mon antipathie pour telle ou telle forme de gouvernement; mon amour ou ma haine pour

telle ou telle famille régnante ou expulsée, ne me fera jamais divaguer au point de méconnaître que c'est Dieu qui est l'arbitre suprême des événements de ce monde, et que dans la chute ou l'élévation des grands de cette terre, je dois, avant tout, mettre la volonté orgueilleuse de l'homme de côté, pour ne reconnaître que la main agissante de Dieu, à moins que, par une aberration d'esprit inconcevable, je veuille positivement me déclarer rebelle ou au-dessus de la volonté de la Providence.

Libre donc aux uns d'applaudir à votre élévation ; libre aux autres de la déplorer ; mais tous, indistinctement, sont tenus d'adorer la volonté du Très-Haut.

En somme, Sire, je suis intimement convaincu que vous réglez de par la volonté de la Providence ; car je ne puis considérer le peuple français que comme l'instrument dont elle se sert pour vous porter au trône. La révolution qui vous y porta a été une haute, une éclatante leçon. Dieu veuille que les annales de la France n'aient plus à en enregistrer de semblables ! Car la plupart du temps, ces jeux de hasard, où une couronne, jetée négligemment sur le tapis vert, est l'enjeu, se jouent au détriment de la pauvre humanité ; elle les paie de son sang et de son avoir. Dieu vous a couronné par l'organe de la nation, ceci me suffit, et je crois que dans son immense miséricorde il a épargné par là bien des malheurs à la France et à l'Europe.

Quant à votre mission, Sire, comme roi des Français, je la considère comme complexe : vous en avez une à remplir à l'égard de la France, et comme représentant de ce royaume en Europe, une mission européenne vous est imposée simultanément.

Votre mission, à l'égard de la France, est rude, Sire, j'en conviens; elle correspond, à peu près, à celle que le roi des Dieux de la Fable imposa à Hercule en lui ordonnant de nettoyer les étables d'Augias.

Qui jamais assista à un débordement de passions viles, sordides, désordonnées, atroces? C'est une gangrène qui est à la veille de gagner toutes les classes de la société en France ¹.

Vos généraux, Sire, se rendent plus fameux par leur rapacité et par les pots-de-vin qu'ils se font donner, que par leurs exploits. Le public n'a pas encore oublié l'allusion spirituelle de M. le président Dupin, à Rome devenue vénales depuis sa guerre contre Jugurtha. De nouveaux faits sont là pour rappeler cette piquante sortie qui, d'ailleurs, fut si docilement avalée par celui à qui elle s'adressait ².

Vos administrateurs supérieurs ne seront fameux dans l'histoire que par leurs marchés scandaleux, par leurs tours

¹ Depuis que ces pages ont été écrites, la corruption fit de si effrayants progrès, que le gouvernement à bon marché promis en 1830, devint un gouvernement qui dévorait tous les ans un milliard et demi. Enfin le mot historique de M. Guizot en dit plus que toute autre chose; on se rappelle sa question aux électeurs de Lisieux, *Vous sentez-vous corrompus?* Une question semblable ne peut se faire qu'en temps de corruption flagrante, patente, quand toute vergogne est mise de côté par les corrupteurs et les corrompus.

² Ce mot fut lâché par M. Dupin, à l'occasion d'un reproche de concussion fait au maréchal Clausel pendant son commandement en chef en Algérie; plus tard on eut le procès du général Brossard, et les révélations relatives à certain cadeau de chancellerie fait au général Bugeaud.

de bâton, leur passion pour l'ignoble pot-de-vin ¹, et surtout par la manière dont ils savent exploiter vos télégraphes royaux : ceux-ci paraissent n'avoir été inventés que pour fournir l'occasion à des va nu-pieds, d'amasser de grosses fortunes à la Bourse.

Vos juges, Sire, sont plus habiles à dénaturer l'esprit et à torturer le texte du Code, par les subtilités, d'une misérable jurisprudence, pour donner gain de cause à de malhonnêtes gens, qu'à rendre bonne et équitable justice à ceux qui ont été dépouillés de leur avoir par d'impudents fripons.

Le barreau n'a pas échappé à la contagion générale ; son éloquence, loin d'être uniquement consacrée à défendre le bon droit, la justice, le faible contre le fort, ne s'est mis que trop souvent au service du vice et de l'immoralité. L'avocat ne rougit plus de flétrir sa toge, en couvrant de l'égide de son nom et de ses éloquentes sophismes, ce que la clameur publique signale comme le comble de l'audace et de l'impudeur. Ce n'est pas la nature de la cause qui touche ces modernes disciples des Cicéron et des Démosthène ; c'est le lucre ; l'art oratoire s'élèvera chez eux aux plus

¹ Cette lettre fut écrite à l'époque du scandaleux procès où M. Gisquet, l'ancien préfet de police, fut si ouvertement flétri. A cette même époque les pots-de-vin de M. Edmond Blanc faisaient également très-grand bruit dans le public.

Plus tard des pairs de France allèrent s'asseoir sur le banc des accusés, et MM. Teste et Cubières furent dégradés pour leurs concussions. La science non plus n'y resta pas étrangère, et les journaux retentissent aujourd'hui du rapport d'un procureur du roi au garde des sceaux à l'occasion de soustractions faites par un membre de l'Institut.

nobles inspirations, si le client est dans une position à pouvoir leur en tenir compte à beaux deniers comptant. Leur éloquence sera pâle, stérile, décolorée, quand Plutus ne se tiendra pas à leur côté pour échauffer leur imagination et faire vibrer la corde de l'intérêt dans leur âme.

La capitale du royaume, ce centre de la civilisation, comme on la qualifie si pompeusement, rivalise à l'heure qu'il est avec la forêt de Bondy, à l'époque de ses plus mauvais jours. Vous en savez quelque chose, Sire ; votre poitrine a pendant longtemps servi de cible aux régicides.

Nous vivons au milieu d'une nuée de voleurs, d'assassins, d'empoisonneurs ; les bagnes vomissent, sans désemparer, le rebut de la société dans cette société même, d'où il semblerait qu'on ne l'eût banni momentanément, que pour l'y voir rentrer plus pervers, plus hideux, mille fois plus à redouter encore. Qui donc s'aviserait de lâcher des loups affamés dans une bergerie ?

Assis au coin de son foyer domestique, on n'est pas certain de n'y point périr sous le poignard ou la hache d'un scélérat. Du train dont on y va, on sera certain, à Paris, de rencontrer la mort au détour de chaque rue, et de retour au logis, la mort vous y attendra encore ; car, pendant votre absence, le crime se sera fait un repaire de votre domicile, et en franchissant le seuil de sa demeure, on sera exposé à le teindre de son sang ¹.

¹ Dans les premiers temps qui suivirent la révolution de 1830, on eut la pensée généreuse d'abolir la peine de mort, non-seulement pour les crimes politiques, mais aussi pour les assassins. Pendant un temps on recula devant l'application du supplice ; mais les crimes devinrent enfin si fréquents, que force fut de replacer sur les places publiques,

Ainsi nos vies sont à la merci des assassins, notre avoir à la merci des voleurs et des *loups-cerviers*, comme les appelle si pittoresquement M. le président Dupin. Ce que les premiers daigneront nous laisser, les autres ne se feront pas faute de nous en débarrasser, par l'émission d'actions de toute espèce, véritable guet-apens, nouveau *Mississipi* au moyen duquel ils savent faire passer dans leurs coffres forts le patrimoine du riche et du pauvre, de la veuve et de l'orphelin ¹. Ces *loups-cerviers* ne sont autre chose que des détrousseurs patentés ; ils logent dans de somptueux hôtels, roulent dans d'élégants équipages, caracolent sur des chevaux de pur sang, donnent des diners et des bals, et se plaisent à étaler sur le cou de leurs femmes pour quelques millions de diamants et de rubis , en témoignage irrécusable et dénonciateur du luxe de leur odieux agiotage ².

Parmi ces *loups-cerviers*, il s'en trouve qui se vantent d'habiter dans des demeures qu'ils tiennent de la munificence nationale. Ils en ont menti ; certes, c'est bien l'argent de la nation qui a payé ces splendides habitations ; mais c'est le fruit de leurs innombrables rapines, c'est

cet instrument, dont le nom seul évoque de si hideux souvenirs. Les drames Lafarge et Praslin font partie de cette lugubre série de méfaits et de crimes.

¹ Qui ne se rappelle le scandale des mines de Saint-Bérain et la plaisanterie, malheureusement trop vraie, des dividendes *anticipés*. Ce fut à la suite de toutes ces opérations scandaleuses que Robert-Macaire et son ami Bertrand acquirent droit de bourgeoisie en France.

² On se rappelle l'anecdote sur l'écrin de madame Aguado, qui était jugé trop mesquin par quelques matadors de la Bourse ; cependant cet écrin renfermait pour une valeur de 2 millions en diamants, disait-on à cette époque.

le produit de l'art avec lequel ils savent tondre leurs concitoyens.

Ce tableau est vrai, il est exact, Sire ; chaque fait que j'allègue, je pourrais l'appuyer par la citation d'un nom propre ; mais je préfère laisser au vice que je stigmatise la satisfaction de se reconnaître lui-même, et de se nommer s'il en a l'impudeur.

Ces vices, ces passions sordides marchent la tête haute au milieu d'une société dont la mollesse, l'abaissement moral et la dégradation intellectuelle sont une honte pour la génération présente. Ils bravent ouvertement la réprobation, parce que celle-ci n'ose se montrer à front découvert ; et pourvu que la société, timide et lâche, leur fasse bonne mine dans les salons dorés de la capitale, ils s'inquiètent très-peu si on les voue au mépris quand ils ont tourné le dos.

Voilà pour la France, Sire ; convenez qu'elle est bien malade, bien profondément gangrenée ; vous réglez sur une nation où toute foi est éteinte : foi religieuse et foi politique ; où le vice et l'immoralité ne se cachent que trop souvent sous une apparence de philanthropie et d'indulgence, qui, au fond, n'est qu'un calcul hypocrite, pour laisser impuni ce que d'autres peuples moins raffinés punissent et vouent à l'exécration.

Ce que nous voyons, ce que nous entendons journellement terrifie l'esprit, et assombrit profondément l'âme ; on est en droit de se demander si les bienfaits d'une civilisation très-avancée ne peuvent s'acquérir qu'au prix de si douloureux sacrifices, et si le bien-être matériel aurait pour conséquence immédiate la démoralisation de l'homme,

cet être créé à l'image de Dieu ? Votre règne, Sire, paraît être destiné à résoudre ce grand, cet immense problème en France. Puisse-t-il l'être dans l'intérêt de l'humanité et dans celui de la morale publique ! Le plus grand bienfait qu'un roi sage pourrait accorder à la France, ce serait d'y faire renaître la foi religieuse sans fanatisme, et la foi politique sans une basse servilité.

En présence de ce débordement qui souille la France, quel serait votre devoir ou celui de votre gouvernement, pour ne m'exprimer que dans un langage constitutionnel ?

Ce devoir serait de mettre la cognée à l'arbre du vice ; ses branches démesurées et son feuillage épais étouffent le bon grain qui pourrait germer en France.

Le devoir de votre gouvernement serait de signaler tant et de si nombreux actes avilissants pour l'humanité à la législature du pays ; de ne point craindre d'aborder franchement et en public une question et un état de choses, dont, je n'en doute point, vous êtes le premier à gémir en secret, Sire, quand vos ministres paraissent n'en tenir aucun compte, préoccupés qu'ils sont exclusivement à se procurer cette majorité parlementaire qui leur assure la possession de leur portefeuille.

Qu'est-ce qui peut retenir vos ministres ? Vous l'apprendrai-je, Sire ? Une fausse honte. On s'est plu, depuis nombre d'années, à proclamer la France le pays modèle en Europe, comme le centre de la civilisation du continent. Aujourd'hui, il faudrait convenir que ceci n'est qu'une illusion ; qu'une lèpre hideuse, infecte, immonde, la couvre, vicie et mine le corps social ; il faudrait demander à ces législateurs des lois sévères pour réprimer le crime et

ceux qui ont rêvé, si longtemps, que les châtimens étaient trop sévères; eux qui se sont évertués, depuis plusieurs années, à émousser la loi, au profit de qui? non au profit de la société qui périclité, qui souffre, qui se démoralise; mais du crime et de l'immoralité qui y bénéficient.

Législateurs, prenez garde que l'équitable histoire ne dise de vous un jour : « Vos lois! elles étaient faites dans » l'intérêt des malhonnêtes gens; on peut raisonnablement » vous confondre avec eux, pour qui votre sollicitude s'évertuait d'une manière éclatante. »

Sire, ne soyez pas davantage dupe du langage hypocrite ou stupide de ceux qui prêchent des principes délétères pour le corps social.

Rappelez-vous, Sire, que le glaive de la justice est déposé entre vos mains.

Ramenez à l'ordre vos juges qui faiblissent devant la justice, l'éternelle justice.

Châtiez vos administrateurs qui prévariquent et se déshonorent; ne tolérez point qu'on puisse dire de votre gouvernement qu'il capitule avec l'immoralité, avec la corruption.

Associez à cette œuvre louable la législature du pays, et croyez, Sire, que votre gouvernement grandira aux yeux de la France et des autres nations, quand elles le verront, s'attachant avec fermeté et constance à déraciner le vice, et à purger le sol de la France de tant de misères qui en font la honte et finiront un jour par en faire le malheur.

La session législative va s'ouvrir, Sire, l'occasion est belle; abordez franchement la question de la réforme sociale dans votre discours d'ouverture aux chambres. La

France demande réparation, justice, depuis longtemps. Demandez-la aux chambres au nom de la France, et vos nobles paroles ne peuvent être reçues des hommes honnêtes et bien pensants qu'avec reconnaissance, qu'avec applaudissement.

De l'intérieur de la France, je reporte mes yeux sur la situation de l'Europe et sur la place que la France est appelée à y occuper. Cette situation est, à peu d'exception près, territorialement parlant, ce qu'elle était quand l'Europe sortit des mains des architectes politiques qui travaillèrent à la réédification de l'édifice européen à Vienne. Mais, moralement, il s'y est opéré une immense révolution depuis 1830.

De 1815 à 1830, l'Europe parut n'être qu'une grande famille, confiée à la direction de plusieurs chefs, qui, à tout prendre, s'entendaient merveilleusement bien.

En prenant place parmi ces chefs, Siré, vous avez désuni ce qui était uni, par une même pensée ; votre élévation sur le trône a créé deux intérêts distincts en Europe, deux pensées. Elle est bien positivement divisée à l'heure qu'il est en deux zones.

Plusieurs publicistes ont désigné ces deux divisions sous le nom de zone absolutiste et de zone libérale. En adoptant cette division, ils placent dans la première tous les peuples et États qui vivent sous le régime d'un gouvernement plus ou moins absolu. Dans la zone opposée ils ont placé tous les pays régis constitutionnellement et en possession d'une représentation nationale. Cette définition, toutefois, me semble être défectueuse.

Je préfère, par conséquent, m'en tenir à une définition

qui me paraît plus claire, parce qu'elle est applicable à la position vraie du continent européen. Je dis que l'Europe est divisée aujourd'hui en Europe occidentale et orientale ; chacune de ces divisions a un intérêt, un avenir très-distincts.

La ligne de démarcation entre l'Europe occidentale et orientale ne serait pas difficile à établir : la première devrait comprendre tous les pays qui ne font pas partie de l'Empire moscovite ; car l'Europe orientale, c'est la Russie.

Malheureusement, cependant, il se trouve deux puissances en Europe qui n'appartiennent ni à l'Occident, ni à l'Orient¹ ; elles s'éloignent des États de l'Occident, parce que leurs gouvernements ont une invincible répugnance pour les institutions politiques des peuples de l'Europe occidentale, tandis qu'elles ne voient pas sans une inquiétude très-fondée, le colosse russe, grandissant outre mesure en Orient, pesant sur elles de tout son poids et menaçant de les écraser tôt ou tard. Ces deux puissances, sont la Prusse

¹ Ce passage a été écrit dix ans avant que la Prusse fût entrée dans le rang des États régis par une forme de gouvernement constitutionnel. L'assemblée des États, dont le roi de Prusse a doté son royaume, change entièrement la position de la Prusse en Europe ; par là elle s'est rapprochée de l'Europe occidentale, et une barrière morale, plus puissante mille fois que toutes les barrières matérielles, s'est élevée par cela même entre la Prusse et la Russie. A ce titre, l'Europe doit une grande reconnaissance au roi de Prusse, et ceux qui se montrent peu satisfaits de la forme, devraient s'attacher davantage au fond, qui est un triomphe de l'Europe occidentale sur l'Europe orientale.

Au moment où ces pages s'impriment, l'Autriche s'est décidée. L'Europe orientale et occidentale sont désormais bien dessinées ; le nouveau Tamerlan se trouve dans l'isolement.

et l'Autriche. En se tournant vers l'Occident, le mot constitution, semblable à la tête de Méduse, les fait pâlir ; l'assujettissement, prochain ou éloigné, à la domination russe, les épouvante lorsqu'elles jettent les yeux du côté de l'Orient.

Une commotion politique violente pourra seule mettre un terme à l'incertitude qui ballotte les cabinets de Vienne et de Berlin ; et comme les peuples de ces contrées ont plus à craindre des hordes nomades que les flancs de l'Orient pourraient un jour vomir sur elles, que des populations casanières de l'Occident, il est à prévoir que le choix de l'Autriche et de la Prusse ne proviendra pas de leurs cours, mais qu'à l'heure du danger, ce seront les populations qui indiqueront à ces cabinets le parti qu'ils devront prendre et adopter pour s'y soustraire.

Sauf cette région de neutralité entre l'Occident et l'Orient de l'Europe, les positions respectives sont bien nettement dessinées, d'ailleurs.

La Russie est là, menaçante, n'attendant que l'occasion de faire un pas de plus vers l'Occident, de faire un nouveau mouvement en avant de la Vistule sur l'Oder ; mais avant de faire ce nouveau mouvement, avant de faire avancer son centre sur l'Allemagne, elle doit nécessairement tenter d'achever son mouvement sur son aile méridionale, c'est-à-dire prendre pied en Turquie, s'emparer de Constantinople, et devenir ainsi, ce que, Dieu soit loué ! elle n'est pas encore, une puissance maritime formidable.

L'Occident de l'Europe est donc intéressé à empêcher ce nouvel accroissement de puissance de la Russie dans le Midi, pour ne pas devenir ensuite victime d'un nouveau

débordement de la puissance russe du côté de l'Allemagne et de l'Europe centrale.

A la tête des puissances de l'Europe occidentale, marchent la France et l'Angleterre : l'une et l'autre sont également intéressées à s'opposer au débordement de la domination moscovite. L'une, comme puissance maritime et commerciale, l'autre, comme grande puissance continentale, mais dont la prépondérance relative s'affaiblirait, si à côté d'elle s'élevait une domination qui la surpassât de beaucoup en étendue, en population et en richesses.

La France et l'Angleterre sont encore placées dans une position à pouvoir dire conjointement à la Russie :

« Tu n'avanceras pas de la largeur d'un pouce, soit sur
» la frontière du Midi, soit sur celle du Nord, soit du côté
» de l'Allemagne. Nous prenons sous notre protection la
» puissance que tu voudrais essayer de violenter, pour la dé-
» pouiller ; nos flottes réunies bloqueront dans ce cas les
» tiennes, et dans la Baltique et dans la mer Noire ; notre
» assistance sera non-seulement accordée pour empêcher que
» tu te livres à de nouvelles spoliations, mais aussi à ces
» peuples que tu as réunis si iniquement à ta domination ;
» à notre voix, ils s'émouvront ; les Finlandais pourraient
» fort bien redevenir Suédois ; les Polonais ressaisir leur
» vieille et respectable nationalité ; les populations mahométanes rentrer sous la domination de la Porte ; la
» Géorgie, redevenir province de la Perse. Ainsi attaquée,
» traquée, sur tant de points en même temps, tu ne sauras
» où courir le premier, et tant de peuples divers, ayant à
» venger tes longues, tes cruelles spoliations, se donneront
» rendez-vous dans le centre de ton empire, pour se ven-

» ger de l'ennemi qui leur a coûté tant de soupirs, de larmes, de trésors et de sang. »

Voilà, Sire, ce que l'Europe peut attendre de l'Angleterre et de la France réunies ; elle peut l'attendre avec raison, parce que ces deux puissances sont dans une position à pouvoir le faire, du jour où le salut de l'Europe et de la civilisation le commandera.

La France et l'Angleterre n'ont-elles pas d'ailleurs une grande, une immense faute politique à réparer ? Elles restèrent spectatrices impassibles du partage de la Pologne, de la destruction de cette antique nationalité qui combattit si longtemps et si vaillamment pour l'indépendance de l'Europe ; qui fut le boulevard de l'Occident, quand les Osmanlis menaçaient la chrétienté ! Le Polonais a rougi de son sang et sa terre natale et celle de ses voisins, pour que la Croix ne fût pas renversée, pour n'y pas voir substituer le croissant par l'ennemi du nom chrétien.

Le jour où la Moscovie envahit la Pologne, l'Orient entraîna l'Occident, la barbarie fit une irréparable conquête sur la civilisation.

Si la Pologne eût existé au commencement de ce siècle, si cette clef de voûte de l'édifice politique n'eût pas fait défaut au Continent, est-il présumable que l'occident de l'Europe eût été forcé d'envoyer ses enfants périr misérablement dans le climat affreux de la Russie, et qu'à son tour la Moscovie, à demi barbare, eût envoyé les siens

¹ On sait que le célèbre publiciste anglais Burke date l'ère des révolutions en Europe, du premier partage de la Pologne ; que de cet ébranlement de l'équilibre politique provinrent, selon lui, une partie des bouleversements subséquents dont l'Europe fut le théâtre.

camper sur les bords du Rhin et de la Seine ? Lorsque, sous le Bas-Empire, les hordes du Nord eurent goûté les douceurs de l'Italie, le souvenir ne s'en effaça pas, et le Nord ne tarda point à venir s'élancer sur le Midi ; la rudesse sauvage de ses populations triompha facilement d'une civilisation qui avait amolli, vicié les populations du Midi : un pareil destin serait-il réservé à l'occident de l'Europe ?

Ce que la France et l'Angleterre ont laissé faire pour la Pologne, le laisseront-elles également faire pour la Turquie, lorsque la Russie croira que le moment est venu de s'établir sur les rives de Bosphore ?

Voulez-vous savoir, Sire, pourquoi tant de questions politiques, qui en d'autres temps eussent principalement absorbé l'attention des cabinets, restent en suspens, et sans qu'on ait l'air de s'inquiéter bien vivement de leur solution ?

Pourquoi on laisse les Espagnols s'entr'égorger, et les partis se disputer une terre, qui bientôt ne sera qu'un vaste charnier, où rien que des ruines attesteront le passage des populations qui ne seront plus ?

Pourquoi le roi des Pays-Bas et le roi des Belges prolongent à l'infini une parodie politique, qui compromet à la fois les intérêts des parties intéressées et la dignité des grandes puissances, qui se sont posées comme arbitres dans cette interminable querelle de deux petits peuples ?

Pourquoi le nom de Pologne a disparu une seconde fois de la liste des nations, après que l'Europe entière l'y eut réinscrit en 1815 ?

C'est que toutes ces questions, et nombre d'autres, qui à une autre époque eussent eu un intérêt direct, immédiat,

n'ont, à l'heure qu'il est, et en présence de la question principale entre l'Occident et l'Orient, qu'un intérêt très-secondaire.

C'est à la France de 1830 qu'appartient l'honneur de la résoudre, en comblant cette lacune du traité de Vienne, qui laissa la Porte Ottomane en dehors des arrangements qui furent arrêtés à cette époque entre les cinq puissances. Seule la Russie était intéressée à laisser la Turquie en dehors du droit public européen, mais toutes les autres puissances, et en particulier la France, sont intéressées à garantir l'existence de l'empire Ottoman, à le mettre à l'abri de toute atteinte de la part d'un voisin ambitieux, et à se créer un allié dans la Porte, pour contre-balancer la puissance déjà si prépondérante de la Russie dans l'Orient.

La solution de cette question est la question dominante de votre règne ou de celui de votre successeur; ce que les Bourbons de la branche aînée ne pouvaient pas faire, vous le pouvez, Sire.

Ce serait une étrange aberration de s'imaginer que la Providence vous a couronné seulement pour que vous et vos successeurs puissiez avoir la satisfaction de porter l'antique couronne, apanage de la branche aînée de votre race.

Un but plus grand, plus glorieux se révèle dans cette Révolution qui vous porta au trône : c'est un but européen; c'est la rupture de l'alliance monstrueuse entre l'Orient et l'Occident; la rupture entre les cours de Saint-Pétersbourg et des Tuileries. Des liens de reconnaissance, mais d'une reconnaissance funeste pour l'Europe et pour la catholicité, attachaient les Bourbons de la branche aînée à la

famille et à la politique des czars. Le choix d'un roi a rompu cette alliance ; avant 1830, ces deux principales puissances de l'Europe, la France et la Russie, par l'organe de leurs souverains respectifs, se tendaient la main. C'était une alliance, où l'Orient avait tout à gagner, l'Occident tout à perdre. Aujourd'hui la France et la Russie sont placées dans une situation naturelle ; elles s'observent la main posée sur la garde de leur épée.

Au dix-septième siècle un grand homme, Guillaume III, vint en Angleterre, et s'y fit couronner par la nation, pour rompre l'alliance britannique et française, qui menaçait l'Europe dans son indépendance. L'alliance fut rompue, le Continent fut sauvé, et Guillaume III proclamé le libérateur et le défenseur de l'Europe.

Sire, soyez le Guillaume III du dix-neuvième siècle. Aujourd'hui comme à l'époque de ce grand prince, l'Europe sent le besoin d'avoir un défenseur ; l'Occident de l'Europe a les yeux fixés sur vous ; car il sait ce que peut un roi à la tête de 32 millions de Français.

Telle est la mission européenne qui vous est imposée, Sire ! Dieu veuille pour le bonheur des peuples, des nations, et pour votre gloire personnelle, que vous sachiez la remplir : c'est à cette condition, mais à cette condition seulement, que vous et vos successeurs vous vous ferez un grand nom, et que vous parviendrez à vous concilier à jamais l'amour et le respect des peuples.

Si j'étais Français¹, Sire, je ne croirais point déroger à

¹ Cette lettre fut écrite à une époque où l'auteur avait formé le projet de se faire naturaliser en France ; mais lorsqu'il vit dans quelles

ma qualité d'homme libre, en me disant votre très-humble sujet ; étranger, je dois me borner, en faisant des vœux sincères pour le bonheur et la grandeur de la France, à me dire avec respect,

Sire,

De votre Majesté,

Le très-humble et très-obéissant serviteur,

GROVESTINS.

Ce 10 décembre 1838.

eaux immondes la pensée immuable dirigeait le vaisseau de l'État, il ne tarda pas à renoncer à son dessein ; puisque celui qui écrit ces lignes ne connaît pas de plus grand supplice, que celui d'avoir à rougir pour le gouvernement de son pays.

A M. GUIZOT.

Montmorency, ce 8 mai 1838.

MONSIEUR,

C'est peut-être une présomption déplacée de ma part de vous adresser ces lignes, et je commence par vous faire mes très-humbles excuses de ce qui pourrait y avoir d'insolite dans la démarche que je me permets auprès de vous; moi, dont le nom n'est, à coup sûr, jamais parvenu jusqu'à vous.

Cependant, Monsieur, j'ai pris courage en me disant : amis ou inconnus ont des chances égales en s'adressant à M. Guizot, lorsqu'il s'agit de faire faire un pas en avant à l'éternelle raison, à la saine philosophie.

Me suis-je trompé, Monsieur? suis-je dans l'erreur? Dans ce cas-là, veuillez me pardonner d'être venu interrompre un instant vos méditations ou troubler vos loisirs. — Si au contraire j'ai deviné juste, dans ce cas-là, Monsieur, veuillez me permettre de vous exposer succinctement ce que j'écrivis il y a quelque temps à un de mes correspondants en Angleterre, à l'ami du célèbre Fox, à l'élève en politique de l'historien des derniers rois de la maison des Stuart.

Le but de ma lettre était de lui exposer mes opinions relativement à la Révolution de 1688 et relativement à celle, peut-être plus mémorable encore, de 1830. Je lui demandais en sa qualité d'Anglais jusqu'à quel point il trouvait un caractère d'analogie, des points de rapprochement, entre ces deux grands événements de l'histoire moderne ; je lui écrivais entre autres ce qui suit, Monsieur :

« Je suis condamné à entendre répéter autour de moi, et
» cela, pour ainsi dire, sans appel : — La révolution de
» 1688 est une œuvre d'aristocratie, et celle de 1830, une
» œuvre de démocratie et de souveraineté nationale, — d'où
» on tire cette conclusion : qu'il n'y a aucune ressemblance
» entre ces deux révolutions.

« Voilà tantôt treize années de mon existence que j'ai
» consacrées à l'histoire de Guillaume III, et j'avoue que
» rien ne me paraît plus absurde que d'entendre ravalier la
» révolution de 1688 à une œuvre d'aristocratie, et rien de
» plus faux que d'entendre décider qu'il n'existe aucune
» ressemblance entre la révolution de 1688 et celle de 1830.
» Quant à moi, il me semble qu'il existe une grande ana-
» logie entre ces deux événements. Voici de quelle manière
» ils se présentent, l'un et l'autre, à mon esprit :

« Les grands points de ressemblance qui existent entre
» les révolutions de 1688 et de 1830, sont : qu'elles furent
» l'une et l'autre nationales ; que la branche aînée de la dy-
» nastie régnante tomba du trône et que la branche cadette
» fut appelée, par élection nationale, à la remplacer,
» moyennant certaines conditions que la nation lui imposa
» en prenant possession du trône.

« Voilà les grands points de ressemblance, et en fait de

» révolution, c'est beaucoup. Ce fut ainsi qu'on considéra
» la chose peu de jours après l'avènement de Louis-Phi-
» lippe I^{er}.

» On oppose à cela les points de dissemblance suivants :

» La révolution de 1688 fut empreinte, dit-on, d'un ca-
» ractère essentiellement aristocratique, ce qui implique
» qu'elle ne fut point nationale ; qu'elle fut l'ouvrage d'une
» caste privilégiée ; tandis que la révolution de 1830 porte
» le cachet de la démocratie, c'est-à-dire de la souveraineté
» nationale.

» Dire que la révolution de 1688 fut une œuvre d'aristo-
» cratie, n'est-ce point parler dans un sens beaucoup trop
» absolu ? Car l'aristocratie anglaise, les pairs spirituels et
» temporels, se joignirent au peuple, l'élément démocrati-
» que, pour faire cette révolution ; ce qui lui imprima un
» caractère de nationalité, que certes elle n'eût point eu,
» si les pairs seuls se fussent arrogé le droit de décerner
» la couronne à Guillaume III et à la princesse Marie ; et
» Guillaume lui-même était pénétré de cette vérité.

» En France, où, depuis la fin du siècle dernier, il n'existe
» plus à vrai dire d'aristocratie, il eut été difficile de faire
» une révolution empreinte d'un caractère aristocratique ;
» mais dans un pays où il n'existe point d'aristocratie con-
» stituée, il n'existe pas non plus de démocratie, l'absence
» de l'une exclut l'autre : tout alors vient se confondre dans
» la généralité de la nation, où l'on rencontre le riche et le
» pauvre, le duc, le grand seigneur, ayant quelques cent
» mille livres de rentes, et l'artisan qui vit de son labeur ;
» dans ce pêle-mêle de toutes les classes de la société, il est
» difficile de reconnaître le caractère *exclusif de la démocra-*

» *tie*; mais on y trouve la nation forte et puissante, compo-
» sée de tous les différents degrés qui se présentent dans
» la société par suite des richesses, des lumières, des talents,
» de l'activité, de l'ordre, de l'économie des uns, de la pa-
» resse, des vices, de l'ignorance des autres ; différences qui
» subsisteront toujours dans la société, quelle que puisse
» être la forme de gouvernement qui la régit. Or, c'est la
» majorité de cette nation qui a fait, qui a sanctionné la
» révolution de 1830.

» Ainsi il ne me paraît pas plus exact de dire que la ré-
» volution de 1688 fut exclusivement une œuvre d'aristocra-
» tie, que de soutenir que celle de 1830 fut exclusivement
» l'ouvrage de la démocratie. Ces deux révolutions ont été,
» selon moi, l'une et l'autre, l'œuvre de la nation, telle
» que cette nation était organisée en corps social et politi-
» que, en Angleterre, à l'époque de 1688, et telle que la
» nation se trouvait organisée, en France, en 1830. »

Voilà ce que j'eus l'honneur d'exposer à Sir Robert Adair, et à l'appui de ce que je lui disais, je me permis d'énoncer le doute suivant : « Quelque grande que puisse
» avoir été l'influence de l'aristocratie anglaise en 1688,
» la masse de la nation n'était point dominée par elle, et si
» cette nation n'avait pas voulu de Guillaume III pour son
» roi, il eût été, je crois, impossible à cette aristocratie de
» l'imposer de son chef au peuple anglais. »

D'où je conclus, Monsieur, qu'il fallut, en 1688, l'assenti-
ment du peuple, de l'élément démocratique en Angleterre,
pour maintenir le nouveau trône que la révolution y avait
fondé sur les ruines de celui des Stuart, et que par consé-
quent cette révolution fut bien véritablement nationale.

Je ne disconviens point, Monsieur, qu'à l'époque de la révolution de 1688, ce furent quelques pairs spirituels et temporels, quelques notabilités sociales, en dehors de la pairie, qui jouèrent le premier rôle, qui prirent l'initiative, qui donnèrent l'impulsion au mouvement populaire ; que ce furent ces hommes qui préparèrent la voie à cette révolution, que la nation adopta comme son œuvre, qu'elle sanctionna presque aussitôt que Guillaume III eut foulé le sol anglais. Pourquoi ? parce que l'homme de cette révolution n'était pas en Angleterre, qu'à cette époque il était encore en Hollande ; que la révolution ne put devenir l'œuvre de la nation que lorsque le libérateur eut planté son étendard en Angleterre. La révolution de 1688 arriva à pas lents et mesurés ; celle de 1830 comme un coup de tonnerre. Dans celle-ci on voit le peuple, les députés de la nation, les notabilités sociales qui interviennent de prime abord et simultanément.

Ici l'esprit du siècle se fait sentir d'une manière irréfragable. Dans le ^{xvii}^e siècle, les lumières partaient d'en haut, et éclairaient les masses ; dans le ^{xix}^e, les masses sont plus éclairées, elles n'ont plus besoin de guides ; le bon sens national indique le mal, il indique le remède, la route qu'il faut suivre, et la majorité la suit par une force instinctive et s'y rallie tout d'abord.

Les deux révolutions dont je me permets de vous entretenir, Monsieur, furent, l'une et l'autre, des événements admirables ; mais celle de 1830 a l'avantage sur sa sœur aînée qu'elle se fit sans le concours d'une intervention étrangère ; que la France ne dut sa délivrance qu'à l'énergie et au bon sens de ses propres enfants.

Mais s'il en est ainsi, Monsieur, si la révolution de 1830 fut une œuvre nationale, n'est-ce pas s'écarter du vrai que de la représenter comme une œuvre de démocratie pure. Lorsque, dans ces jours pleins de si hautes et si importantes leçons, un trône s'écroulait à la voix d'une nation rugissante de colère, et qu'un autre trône s'élevait au milieu d'un concours universel d'espérances pour l'avenir, on vit prendre part à la réédification des hommes qui portaient un nom presque aussi ancien que celui de l'établissement monarchique en France. Peut-on attribuer à la démocratie pure un mouvement auquel s'associèrent des Périgord, des Mortemart, des Molé, etc. ?

Ces illustrations de la vieille noblesse d'épée et de robe se sont jointes à la bourgeoisie et au peuple, et c'est ce qui donne un caractère véritablement national à la révolution de Juillet.

Je crois volontiers que la France aime sincèrement la liberté ; elle a fait, depuis près d'un demi-siècle, des sacrifices et des efforts trop grands pour l'obtenir, pour qu'on en puisse douter ; mais il y a en France une chose que l'on prise à tout prendre plus haut que la liberté, c'est l'égalité, et ce sentiment y date de loin. C'est lui qui fit trouver grâce, dans tous les temps, aux niveleurs en France. Richelieu en profita pour battre en brèche les restes de l'esprit de la féodalité. Louis XIV, essentiellement niveleur quoique despote, fut redevable à ce sentiment d'égalité de pouvoir fonder son établissement monarchique sur les ruines des derniers vestiges de la liberté nationale. Il n'y eut plus en France qu'un roi et son peuple.

Ses faibles successeurs ne furent point en état de main-

tenir ce qu'il avait établi. L'empire qu'exerçaient quelques grandes familles sous le règne de Louis XVI blessa mortellement l'esprit d'égalité qui, de jour en jour, prenait plus de force et de consistance en France. Dès l'aurore de la révolution de 1789, ce sentiment éclata dans la scène de la nuit du 4 août, spectacle unique dans l'histoire du monde.

Qu'est-ce qui constitue la popularité dont Napoléon jouit encore ? C'est que la France, qui avait déjà été à l'école du despotisme sous Louis XIV, trouva dans Napoléon un despote mille fois plus despote que Louis ; mais, en retour, elle trouva aussi en lui un niveleur bien plus déterminé, bien plus audacieux¹. Tout pliait sous son sabre. Tous indistinctement recevaient, étaient tenus de recevoir sa loi, avec soumission, avec docilité ; il n'y avait d'exception pour personne. Si cet état de subordination à la force brutale abaissait les notabilités sociales, il relevait en quelque sorte les classes inférieures, en plaçant indistinctement tout le monde sur la même ligne. C'était la perfection de l'égalité au sein du despotisme, et c'est là, je crois, ce qui rendit Napoléon populaire pendant un temps en France.

Du système de privilège de l'ancienne monarchie il ne reste aujourd'hui que des titres qui, à eux seuls, ne constituent point une aristocratie, et quelques grandes fortunes, soit d'origine patrimoniale, soit nouvellement acquises. L'ancienne aristocratie, ayant tout perdu, en est venue au point d'invoquer aujourd'hui l'égalité qu'elle détestait cor-

¹ « Je suis l'Empereur du peuple, » disait-il.

dialement il y a 50 ans. Cette égalité est devenue sa seule sauvegarde à l'époque actuelle.

Telles sont les considérations que je me permets de vous soumettre, heureux si je puis acquérir la certitude que je ne suis pas dans l'erreur, et que je comprends et la révolution de 1688 et celle de 1830.

J'ai l'honneur, etc.

GROVESTINS.

RÉPONSE DE M. GUIZOT.

Je partage presque complètement, monsieur le Baron, votre idée ou plutôt vos idées sur les deux révolutions de 1688 et de 1830. Quoique diverses par la forme, elles se ressemblent beaucoup au fond. Des acteurs différents ont joué le même drame. Des principes à peu près pareils ont employé des instruments divers ; et je crois aussi qu'on a tort de donner à la révolution de 1830 le titre spécial de *Démocratique*. C'est l'état de la société en France qui est démocratique. La révolution de 1830, prise en elle-même et dans les quelques jours qui l'ont accomplie, n'a été ni démocratique, ni aristocratique, mais tout simplement nationale, c'est-à-dire accomplie par le concours ou du moins

de l'avent dè presque tous au milieu du silence absolu de quelques-uns. Elle a, il est vrai, donné une nouvelle force et imprimé un nouvel élan au principe démocratique, déjà si prépondérant, et encore si mal compris et si mal réglé parmi nous. Finira-t-il par être compris et réglé? Deviendra-t-il un principe d'organisation et de création, après avoir été un principe de guerre et de destruction? Je l'espère. Là est le secret de notre avenir.

Agréez, je vous prie, Monsieur, mes remerciements, etc.

GUIZOT.

LETTRE

A

M. LE COMTE VANDER DUYN

SUR LES PRÉDICTIONS

DE MM. DE CHATEAUBRIAND, FITZ-JAMES ET CAVAINAG,

EN 1831.



Paris, avril 1831.

La brochure de M. de Châteaubriand, sur la *Légitimité et la Monarchie élective*, a été, on peut le dire, un événement. Elle a fait hier l'occupation de tout Paris. L'occasion de la publication de cette brochure est la proposition de M. Baude, relativement au bannissement perpétuel de l'ex-roi Charles X et de ses descendants.

M. de Châteaubriand parle beaucoup de sa position personnelle, de son refus d'adhésion au gouvernement actuel, de son affection pour Henri V, qu'il aurait désiré voir appeler au trône par le vœu national, mais qu'il repousserait de ses efforts s'il rentrait en France appuyé sur les baïonnettes étrangères.

Il regarde comme inévitable une lutte à mort entre la royauté élective et la liberté : il faut que l'une ou l'autre succombe au profit de la dictature ou de la République : la monarchie nouvelle n'a que peu de chances de durée, exploitée qu'elle est par des hommes de tous les régimes, par des hommes qui, pour la plupart, n'ont prêté serment que pour sauver leur position sociale et l'avenir de leurs familles, et qui seraient tout prêts à prêter de nouveaux serments si les circonstances exigeaient une résignation nou-

velle. Il convenait de s'entourer de jeunes capacités, d'une génération pure et énergique (la jeune France, à la barbe de bouc); c'est étayé sur cet appui, qu'aurait surgi le trône de Henri V.

M. de Châteaubriand traite assez mal le roi parjure et ces imbéciles courtisans, qui, au jour du danger, s'occupaient moins à organiser la résistance qu'à méditer des rigueurs et des vengeances, en cas de victoire. Un abîme, dit-il, est placé entre eux et lui, et du passé, il ne lui reste de sympathie que pour un jeune prince, que la révolution de 1830 aurait façonné à son goût et à ses exigences.

Il rend, ou, pour mieux dire, il renouvelle un éclatant hommage aux hommes de Juillet. Il n'en faut pas davantage pour motiver l'anathème dont il prétend avoir été frappé depuis longtemps par une faction ennemie de la France.

Voué désormais à l'isolement à la retraite, M. de Châteaubriand se compare à ces moines du moyen âge qui, dans un obscur asile, se condamnaient à faire pénitence pour le salut de tous; il se console en s'occupant de ses souvenirs et en se rappelant que M. Canning et lui ont eu la pensée de reconstituer la société européenne et de rendre à la France l'importance et la force qui, au temps passé, lui ont donné le premier rang parmi les nations.

Voilà en peu de mots l'analyse de la brochure qui occupe le public.

Voici le jugement que je porte sur cette œuvre : M. de Châteaubriand est un homme d'infiniment d'esprit, ce qui, par parenthèse, n'implique pas toujours le jugement.

M. de Châteaubriand comprit, au mois d'août dernier,

que le rôle que la chambre des pairs avait joué dans les Journées de Juillet avait été si nul, si peu conforme à sa dignité, comme l'un des grands pouvoirs de l'État, que cette assemblée allait immanquablement subir la peine de son incurie, et de s'être, pour ainsi dire, suicidée. Il prévoyait qu'une modification importante allait être apportée à l'institution de la pairie, pour la mettre en rapport avec la révolution de 1830, à laquelle elle était pour ainsi dire restée étrangère, qu'elle avait subie, comme une nécessité inévitable, plus par intérêt pour sauver sa propre existence, que par un sentiment de sympathie.

M. de Châteaubriand comprit, à cette époque, qu'il y avait plus de dignité à abandonner de plein gré une assemblée dont l'existence était si évidemment compromise, que de se voir plus tard réduit à se débattre contre l'opinion publique, qui, à tort ou à raison, condamnait d'avance l'hérédité de la pairie. Il s'est donc hâté de renoncer à la pairie, avant qu'on eût mis la hache dans cette institution; il a fait ce sacrifice, en proclamant son attachement au principe de la légitimité.

Aujourd'hui, M. de Châteaubriand croit voir dans le lointain la possibilité de rentrer aux affaires. Il soutient sa thèse, tout en se ménageant une issue qui lui permettra de sacrifier ses plus chères affections; car il dit en terminant son opuscule, que si les puissances étrangères voulaient imposer par la force des armes à la France, cette même légitimité à laquelle il dit être si dévoué, il réunirait ses efforts contre cette même légitimité, en soutenant la cause de la branche cadette des Bourbons contre la branche aînée.

Enfin, je ne vois dans l'écrit de M. de Châteaubriand que l'expression d'un homme qui sent le besoin de sortir de l'espèce d'isolement dans lequel il s'est placé, et qui se propose d'en sortir, aussitôt qu'il le pourra sans compromettre trop ouvertement sa réputation ; un coup de canon tiré contre la France, et je crois que l'on verrait M. de Châteaubriand faire son apparition à la cour citoyenne.

Quand l'auteur de la brochure dit : « Je ne crois ni aux » peuples ni aux rois, » que faut-il penser de cela ?

Dire : Je ne crois plus aux peuples, dans un moment et à une époque où les peuples ont donné des preuves si manifestes de leur volonté, est, au moins, une simplicité.

Ne plus croire aux rois, me paraît être aussi une sentence prise dans un sens beaucoup trop absolu ; ne plus croire aux rois qui seraient assez aveugles pour ne pas vouloir gouverner dans l'esprit de leurs peuples, eût été placer la question sous un point de vue plus vrai, plus logique, plus rationnel. Mais l'excessive vanité de M. de Châteaubriand est toujours là ; il veut qu'on parle de lui, ne fût-ce que pour critiquer ses paradoxes.

Je me défie des prophètes quand ils parlent dans le style des Écritures ; car des prophéties de ce genre sont quelquefois admirablement propres à être interprétées, soit dans un sens affirmatif, soit dans un sens entièrement opposé, ce qui fait que le prophète a toujours raison quoi qu'il arrive.

Quand on se fait prophète, j'aime, par conséquent, qu'on

soit explicite, au risque d'être faux prophète, si la prédiction ne s'accomplit point.

Nous avons eu, ces jours derniers, deux hommes qui se sont mis à prophétiser ; et s'ils ne soufflaient point le chaud et le froid de la même bouche, les deux bouches réunies offraient ce spectacle ; car tandis que l'un prédisait le retour immanquable de la légitimité, l'autre assurait aussi positivement l'établissement, plus ou moins prochain, de la République. Lequel de ces deux hommes faut-il croire ? Car croire à tous les deux à la fois, c'est chose impossible. Qui sera le vrai, qui sera le faux prophète des deux ?

L'un prophétisait à la Chambre des Pairs, à l'occasion de la discussion sur la loi qui expulse à perpétuité la branche aînée, que les Bourbons rentreraient un jour triomphants, en dépit de cette loi. Voici un passage de ce discours :

« L'exclusion de la branche aînée des Bourbons est un
» fait accompli. Trois générations de rois ont été jugées,
» condamnées, exécutées, on peut le dire. Que veut-on de
» plus ? Fortifier ce fait, lui donner de la durée, de la per-
» manence, de l'éternité, en le faisant prononcer par une
» loi ? Détrompez-vous. Ce fait, il durera autant que Dieu
» lui permettra de durer ; pas une minute au delà. Que sont
» devenus ces serments de haine à la royauté, ces lois de
» mort contre quiconque oserait prononcer le nom de roi ?
» Napoléon vint, les biffa d'un trait de son épée, et les lé-
» gislateurs de la mort furent les premiers à tomber à ses
» pieds. J'ignore les destinées que la Providence réserve à
» mon pays, j'ignore ce qu'elle a décidé de l'avenir de cet
» enfant sorti du tombeau de son père, et que la calomnie

» la plus abjecte a poursuivi déjà jusque dans son berceau,
» et je sens qu'il est téméraire de vouloir sonder des profon-
» deurs mystérieuses dont Dieu seul a la clef.

» De deux choses l'une ; ou l'exil de cet enfant doit être
» éternel, ou la France le replacera sur le trône de ses
» pères. Dans le premier cas, ce ne sera pas la loi proposée
» qui cimentera sa condamnation ; ce sera la liberté, la
» paix, le bonheur dont le gouvernement qui a succédé à la
» branche aînée, saura faire jouir la France. Rendez la France
» heureuse si vous le pouvez, et les pensées ne se porteront
» point ailleurs. Dans la seconde supposition, comme il ne
» pourrait jamais être rappelé que par la force des choses,
» par la conviction intime de tous les Français, par une
» loi unanime de salut qui sortirait à la fois de toutes
» les bouches, une telle puissance est irrésistible, et votre
» loi serait alors entraînée par le torrent qui en a déjà en-
» glouti tant d'autres. Ah ! MM. les ministres, assurez au
» pays son existence de demain, si vous le pouvez, et ne
» lui faites pas de l'éternité. »

Plus loin l'orateur ajoute encore :

» Qu'on ne me parle pas davantage d'une *barrière in-*
» *surmontable, d'un mur d'airain* que l'on veut élever entre
» la France et la branche aînée. Je ne connais pas de bar-
» rière insurmontable à la volonté de l'homme, quand il
» cherche son bonheur et son salut, à la volonté d'un peu-
» ple dont vous avez placé le principe de la souveraineté
» en tête de vos lois. C'est méconnaître le principe que de
» prétendre enchaîner son avenir ; que de lui dire, sur
» une question toute de souveraineté, toute relative au
» droit qu'il a de la déléguer : « Tu iras jusque là, tu

» n'iras pas plus loin; tu voudras toujours, tes enfants
» voudront toujours ce que tu veux aujourd'hui. » Je
» voudrais bien une fois que l'on se mit d'accord avec
» soi-même. — Un des buts que l'on se propose est de
» couper tous les fils qui rattachent la branche aînée des
» Bourbons à la France. Cette intention a été avouée, on y
» est revenu plusieurs fois comme à une idée lumineuse, et
» l'on ne peut s'empêcher de sourire en voyant des hommes
» raisonnables, ou qui devraient l'être, avancer sérieuse-
» ment de telles absurdités. Effacez donc toute l'histoire de
» France; c'est elle qui contient ces fils qui vous semblent
» si dangereux. Eh bien! traversez ces huit siècles entre-
» mêlés de gloire et de malheur (je le sais, c'est l'histoire de
» tous les peuples), mais huit siècles qui portèrent la France
» au premier rang parmi les nations; traversez-les, si vous
» pouvez, sans retrouver à chaque pas le nom des Bourbons,
» sans retrouver ces fils que la haine croit pouvoir anéan-
» tir. Ne dateriez-vous nos annales que de l'ère de la révo-
» lution du 14 juillet 1789, on les retrouverait encore au
» long sillon de sang qui la traverse. Faites plus; encore une
» loi tandis que vous êtes en train de vous acharner sur le
» malheur. Au nom de la liberté, défendez à tous les Français
» de prononcer même ce nom proscrit; au nom de la liberté
» d'enseignement, ordonnez à vos professeurs de brûler
» tous les livres où l'on parle d'eux. Vains efforts! Ce nom,
» il brillera d'autant plus qu'on ne le trouvera tracé nulle
» part, et les cœurs fidèles et reconnaissants sont un sanctuaire
» où vous ne pourrez jamais l'atteindre. Ils ont résisté à bien
» d'autres épreuves, et ne redoutent pas celles qu'on leur pré-
» pare, parce qu'il est dans la nature de l'homme de s'atta-

» cher au malheur, et que la générosité est sa plus
» noble attribution. Que l'on renonce donc à de vaines ten-
» tatives ; ces mesures mesquines et pitoyables font naître les
» partis, et loin de les étouffer, leur donnent un corps, une
» âme, une action. »

Vous venez de lire quelques passages de la prophétie légitimiste, voici le tour des prophéties républicaines ; celles-ci se prononçaient à la cour d'assises, à l'occasion de la conspiration des patriotes. L'orateur, après s'être déclaré républicain de cœur et de conviction, a dit entre autres :

• S'il est un parti en France qui ne conspire pas, c'est
» le parti républicain, car il est convaincu qu'il n'a qu'à
» laisser aller les choses ; que ceux-là conspirent pour qui
» chaque jour est une chance de moins ; qui sont obligés
» d'avoir recours à leur énergie personnelle, de tenter un
» coup de fortune politique, parce que leur siècle les re-
» pousse, parce qu'ils n'ont d'autres ressources que des
» complots, d'autre avenir que celui qu'ils joueraient con-
» tre leurs têtes, je le concevrais. Il y a, sans doute, au
» moins un parti comme cela en France ; mais le parti
» républicain serait bien fou de compromettre une cause
» dont le succès est immanquable, par des entreprises
» inutiles. Il faudrait qu'il eût bien la fureur de livrer à la
» justice des lois des têtes qui peuvent se reposer sur la
» fortune des peuples. »

Et plus loin il ajoute :

• Avec ce que nous attendons il nous est facile d'atten-
» dre. Les partis qui ont de l'avenir ont de la patience ;
» d'ailleurs, nous sommes jeunes, et dans ce temps le monde
» va vite.

» A une révolution, quelque belle, quelque facile qu'elle
» ait été, succèdent toujours des difficultés immenses. La
» monarchie se charge de cette tâche : tant pis pour elle,
» tant mieux pour nous ; si elle ne réussit pas cette fois,
» c'est fait d'elle ; et, dans notre conviction, elle ne peut
» pas réussir, car les nations sont travaillées aujourd'hui
» d'un mal si profond, si inexplicable, si corrosif ; il y a
» dans la société un dissolvant si énergique de tous les
» moyens de pouvoir, que le pouvoir est à refondre tout
» entier ; et, en vérité, à voir les besoins qui tourmentent
» le monde, il semble qu'un Dieu même trouverait plus
» difficile de le gouverner que de le refaire..... Nous vi-
» vons dans le siècle des gouvernements suicides La mo-
» narchie fera nos affaires ; elle s'épuisera à notre place, elle
» conspirera pour nous.

» Et qu'on ne nous reproche pas à nous, de ne nous être
» point ralliés à un fait accompli, le gouvernement actuel.
» Sans doute, un fait accompli est toujours d'une grave
» considération pour des gens raisonnables, mais c'est à
» condition que ses conséquences s'accorderont avec leurs
» principes. Or, que voyons-nous depuis Juillet ? Quel in-
» térêt veut-on que des hommes jeunes et de bonne foi
» prennent sérieusement à toutes ces vieilleries de la Res-
» tauration, qu'on s'efforce de déguiser sous quelques mots
» plus ou moins neufs ? Messieurs, nous regardons tout cela
» avec la plus profonde indifférence ; c'est une dernière
» épreuve qu'on fait devant nous, et nous savons qu'en
» penser ; mais il n'y a rien au monde dont nous soyons
» plus insoucians. C'est que nous savons bien aussi que
» la destinée de notre pays n'a rien à démêler avec tout cela,

» qu'elle ne s'accomplira pas moins ; c'est que nous avons
» une juste idée de sa force, de sa vocation, de son avenir ;
» c'est que nous le voyons tel que la nature l'a voulu, non
» pas le maître, mais le chef du monde civilisé, et réalisant
» par sa puissance morale cet empire universel que l'am-
» bition de quelques grands hommes despotes a rêvé, et
» que le génie de cette grande nation libre exerce toujours,
» et conservera, malgré les petites gens d'État qui la gou-
» vernent. »

Ainsi, d'une part, on annonce le retour des Bourbons, et, de l'autre, on dit que la République est à la porte, prête à s'implanter en France, et, grâce à elle, dans le reste de l'Europe. Ceci se passait en face du même peuple, dans la même ville, peu s'en faut le même jour. Qui faut-il croire encore une fois ? Ceci m'a paru une chose si curieuse, que j'ai réuni les prophéties de M. le duc de Fitz-James et celles du citoyen Cavaignac, pour pouvoir juger, dans la suite, à qui la gloire d'avoir entrevu la vérité devra être attribuée.

Que M. Cavaignac me montre un homme qui puisse réaliser la République, et je commencerais à croire que la chose soit possible ; mais, aussi longtemps qu'on ne m'indiquera du doigt qu'une multitude mouvante et agitée comme les flots de la mer, pour réaliser cet établissement républicain, je serai incrédule. A côté de la République, je trouve la dictature ; point de dictature, point de République. Lafayette n'est pas de l'étoffe dont on fait les dictateurs. Celui-ci ne convenant point, je ne vois point où l'on pourrait aller en chercher un autre. Mes études sur l'histoire m'ont appris que toute forme de gouvernement

n'est viable que pour autant qu'il se résume dans un homme; que ce gouvernement soit monarchique ou républicain, c'est tout un.

Quant aux prophéties de M. le duc de Fitz-James, je le renvoie aux annales de sa famille; elles sont riches en leçons. M. de Fitz-James a du sang anglais et écossais dans les veines; et pourquoi, s'il vous plaît, est-il Français aujourd'hui? C'est parce qu'il y a des déchéances royales qui sont irrévocables. Lui, plus que tout autre, devrait se souvenir de cette terrible vérité.

Si je portais les armes de la maison de Stuart dans mon écusson, je frémirais de prononcer le mot de restauration, dans la crainte que ce mot, dans ma bouche, ne portât malheur à celui à qui je souhaiterais un semblable triomphe. Il y a des noms sur qui pèse une fatalité inévitable, et si j'étais Bourbon, je croirais entendre le cri d'un oiseau de mauvais augure, en entendant un rejeton de Jacques II me prédire un avenir heureux et triomphant. Voilà les observations que j'ai faites en lisant les prédictions de ces deux champions d'un ordre de chose si différent. Ce sont peut-être les illusions des deux partis opposés au gouvernement, qui constituent la force véritable des hommes du parti modéré; car certes la modération ne se trouve ni du côté des amis de M. de Fitz-James, ni du côté des partisans du citoyen Cavaignac.

GROVESTINS.



DIALOGUES

DES

MORTS POLITIQUES.

PRÉMIER DIALOGUE.

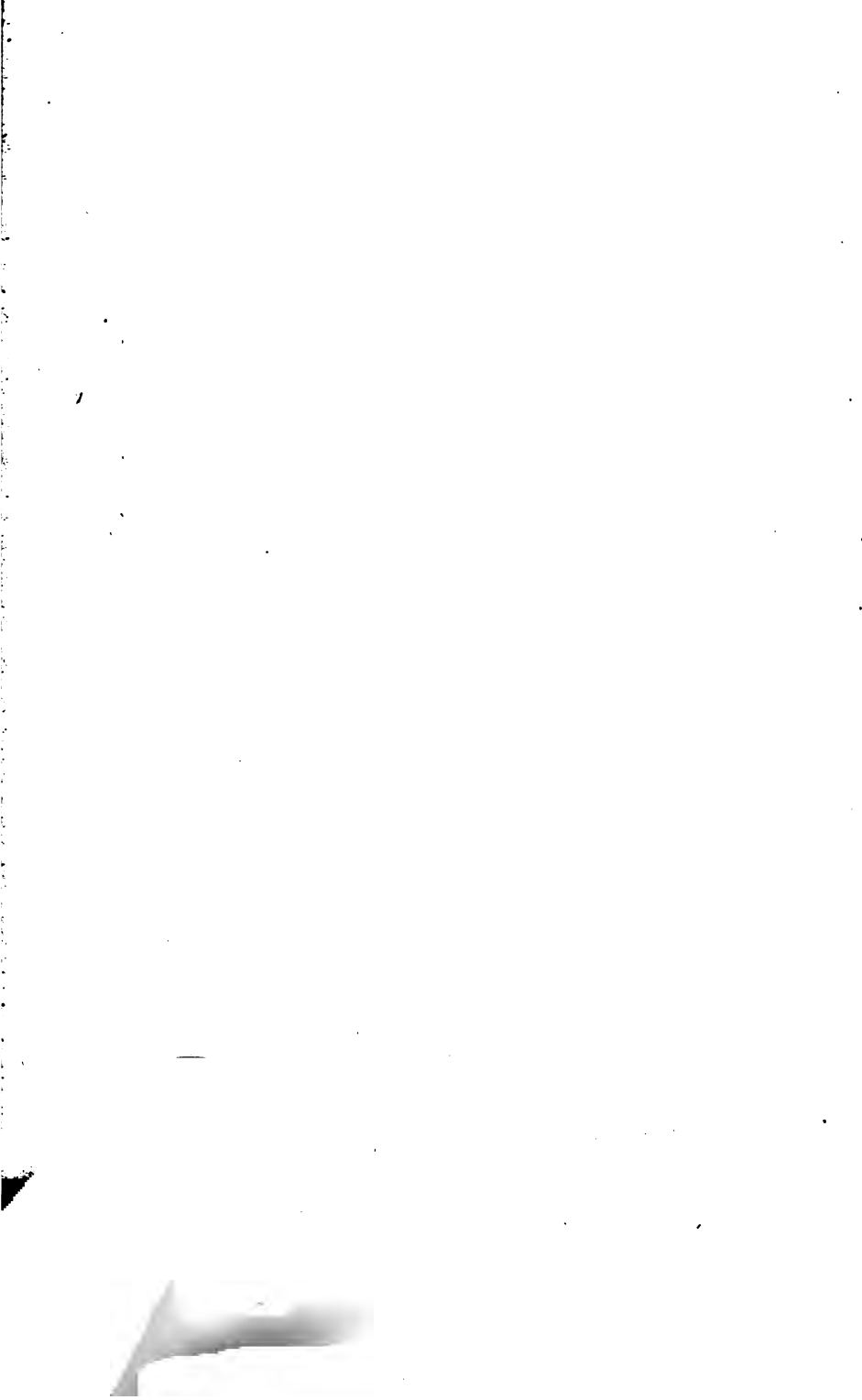
INTERLOCUTEURS :

MONSIEUR GUIZOT, ET MONSIEUR LOUIS BLANC.

OXFORD :

PRINTED BY I. SHRIMPTON.

M DCCC XLVIII.



[*Le dialogue a lieu en Angleterre au mois
d'Aout 1848.*]

M. GUIZOT.

EH bien ! Citoyen Blanc, vous voilà donc aussi arrivé déjà, sur cette terre si près de la France, chez cette nation qui en est si loin. Je ne sais pas précisément ce qui a pu vous amener ici, mais s'il m'est permis de vous emprunter un mot ^a que vous prêtez quelque part à un de mes anciens collègues, qui du reste est bien dans le cas de vous le rendre, Mettez la main dans votre poche, et si vous n'y trouvez pas un passeport, vous devez y trouver un événement : le peuple Français en a pour le moment ses poches toutes pleines.

M. LOUIS BLANC.

Il n'est pas nécessaire, je crois, que je vous raconte en détail les événemens, aux quels je suis redevable,

^a Ce mot est attribué par M. Louis Blanc à M. Thiers comme ayant été adresse par lui au Duc de Broglie : "Mettez la main dans votre poche, mon cher Duc, et vous allez y trouver un événement."—Hist. de dix ans.

B

tout innocent que je suis, de l'hospitalité Anglaise. Vous savez sans doute déjà, et qu'il vous suffise de savoir, que c'est un peu malgré moi que je me trouve sur les bords de cette Tamise, ou la Liberté proscrite a le privilège d'errer, comme une âme en peine, aux rivages du Styx. Mais n'oublions pas Monsieur l'Ex-ministre, que vous y étiez avant moi, et un peu par moi, et que vous y resterez, comme je pense, plus long tems. Non pas que j'aie besoin de consoler ma défaite, par le spectacle d'une ruine plus complète que la mienne : croyez plutôt, Monsieur, que j'ai plus de plaisir a rencontrer en vous ici, un compatriote illustre, qu'un vaincu memorable.

M. GUIZOT.

A la bonne heure, Monsieur, je suis charmé de vous voir dans ces sentimens, qui répondent d'avance aux miens. Et moi aussi, si j'avois besoin de consolation, je la trouverois en moi-même. Mais pour mon propre compte, et si je pouvois oublier les désastres dont je n'ai pu sauver ma patrie, je me trouverois bien d'être, où je suis, et ce que je suis : les allures et les idées de ce pays me conviennent assez, et si je suis moins riche qu'un honnête homme ne devoit

l'être en Angleterre, vous le savez Monsieur, ce n'est pas la richesse du moins que j'ai demandée aux grands,—et pour un homme borné dans ses desirs c'est déjà quelque chose, que de n'être pas ministre de France.

M. LOUIS BLANC.

Mais que diriez vous donc si vous aviez jamais été d'un gouvernement provisoire ?

M. GUIZOT.

C'est encore là pour moi, Monsieur, un sujet de consolation. J'ai administré une révolution comme je l'ai pu, mais je n'ai jamais aidé à en faire, pas même celle de Juillet. Et quand je regarde la fille qu'elle a mise au monde à l'âge de dix-huit ans, je me félicite de n'avoir fait qu'assister à la naissance d'une mère, si prompte à concevoir des enfans si terribles.

Mais en vous parlant de ce que j'ai fait, et de ce que je n'ai pas essayé de faire, je ne dois pas oublier, que vous êtes avant tout, et que vous resterez, je pense après tout, historien distingué, et je voudrais bien me rendre plus propice, qu'elle ne m'a été jusqu'à présent, la Muse de votre Histoire,—c'est surtout

en vous lisant qu'on se rappelle que l'histoire avoit aussi sa Muse—quand donc il vous arrivera d'ajouter à cette Iliade que vous avez faite, cette Odyssée qui vous reste à faire, vous n'oublierez pas j'espère, que nous avons été, c'est quelque chose de plus qu'un motif de bienveillance, compagnons d'exil. Mais j'ai tort peut-être de prendre souçi de la posterité, comme si elle aussi n'étoit pas une vieillerie releguée comme tant d'autres au domaine du passée, car à travers le gouffre que vous cherchez à mettre, j'avois presque dit à établir, entre le présent et le futur, les noms mêmes qui ont traversé tous les siècles, auront peine à se faire jour. Toutefois, que vous parliez au nom du tems present, où de tous les tems, ce que vous direz de moi est loin de m'être indifférent. Vos livres auront bien, je crois, comme votre gouvernement, un peu du provisoire, mais s'il ne vous est pas donné de prononcer en définitif le jugement de l'histoire, ce que vous aurez écrit, sera bien certainement une pièce importante du procès.

M. LOUIS BLANC.

Eh bien, Monsieur, vous aurez de moi la justice. Il me seroit impossible de vous donner moins, et je ne

voudrois pas vous offrir d'avantage. Mais en me supposant votre historien, vous me constituez votre juge, et c'est à vous à vous justifier. Vous avez d'abord contre vous, et vous aurez toujours, le tort de n'avoir pas réussi.

M. Guizot.

Si c'étoit pour moi une question d'amour propre seulement, il me suffiroit pour justifier ma défaite, je pourrais dire pour glorifier ma lutte, de montrer du doigt les ruines qui sont à ma place. L'explosion de la mine sur laquelle j'ai été si long tems assis, fait assez voir au monde de quel poids j'ai pesé sur l'anarchie comprimée ; et s'il a manqué à mon gouvernement l'illustration d'une gloire guerrière, c'est peut-être plus qu'une victoire, d'avoir en face de tant, et de si acharnés ennemis domestiques maintenu, à la pointe de l'épée—ma paix de sept ans.

Mais je tiens peu, croyez moi, à la gloire que je pourrais tirer du combat que j'ai soutenu, des malheurs mêmes que j'ai reculés : j'ai bien plus à cœur de voir mettre à profit par la France, si toutefois il n'est pas trop tard, l'enseignement de ma chute, l'expérience de la faute qu'elle a faite, en me laissant choir. Ce qui

a manqué alors a mon gouvernement, ce qui a manqué, et manque encore à la France, ce n'est pas le jugement ni la fermeté de ses chefs, ce n'est pas l'intelligence ni l'énergie de ses enfans, c'est cet esprit public qui devrait mettre en accord, ces divers élémens de puissance et de prospérité. Je ne parle pas seulement de cet esprit public, qui se rapporte dans un état à d'anciennes institutions, qui est l'attachement d'un peuple à ses vieilles habitudes politiques,—un esprit public de cette qualité n'étoit guère possible en France. —mais je parle aussi de cet esprit public secondaire, sans lequel nulle association politique ne peut longtemps subsister, l'esprit d'une franche et loyale coopération vers un but commun. Il y avoit bien en France une classe assez nombreuse et respectable qui ne demandoit pas mieux que de se laisser gouverner, il y avoit de plus une classe, assez nombreuse aussi, dont le zèle et le devouement même étoient acquis à tous les gouvernemens, au mien du moins comme a celui de M. Thiers, au prix ou par l'espoir d'une place ; mais il y avoit aussi, personne ne le sait mieux que vous, une autre section ou bande, qui s'étoit donné pour mission de rendre tout gouvernement impossible,—et pour une classe dont l'appui désintéressé pouvoit en imposer à l'opinion, dont le zèle actif pouvoit dans l'occasion prêter main forte à l'autorité, il y

avoit bien, ça et là, des hommes de là sorte, mais comme classe ils n'existoient pas,—non pas, je l'espère qu'il y a dans le caractère Français, plus que la part ordinaire d'egoïsme et d'indifférence, mais c'est qu'il est difficile à une nation de posséder des vertus, aux quelles elle ne croit pas.

Quoiqu'il en soit, c'est un esprit public, comme je viens de le décrire, qui nous a manqué aux jours de Février, beaucoup plus que les bras de la Garde nationale : nous aurions pu suppléer à ceux-la par le canon et la fidélité de nos troupes ; car sans avoir peut-être cette "âme héroïque", dont vous faisiez honneur, il y a quelque tems du moins, au General Cavaignac, nous avions assez de force à notre disposition, pour avoir raison d'un peuple, qui n'étoit encore, ni victorieux, ni organisé. Mais à quoi bon remporter une victoire, qui n'eut été qu'un crime de plus aux yeux mêmes de ceux qui lui auroient dû leur salut, et ajouter ainsi par un succès éphémère à cet amas de haines conjurées, aux quelles la Providence réservoir un jour la leçon de leur triomphe ? Ajoutez à cela, c'est notre plus belle excuse, cette mansuétude, cette longanimité, toutes royales, qui restoient encore au monarque déchu, comme le dernier fragment de sa couronne, car la Royauté a toujours été plus avare du sang de ses

^b Hist. de dix ans.

sujets, que ne l'est la République de celui de ses enfans, et vous direz je crois avec moi, quoiqu' on en ait autrement jugé, surtout en ce pays, que ce n'est pas nous qui avons manqué à la bourgeoisie, mais la bourgeoisie, qui a manqué à nous, à elle même, et, comme je le pense, aussi, au monde çivilisé.

M. LOUIS BLANC.

Je ne suis pas de ceux, Monsieur, qui l'imputent à un manque de cœur en Louis Philippe, qu'il a préféré en cette occasion la fuite au combat. Quand à l'heure suprême de sa dynastie, il s'est vu renié par cette bourgeoisie, pour laquelle il avoit dix huit ans renié la nation, quelque chose de plus fort, de plus respectable que la peur a du étonner ses esprits ; placé qu'il étoit entre deux camps, dont l'un ne vouloit pas de Roi, et l'autre ne vouloit plus de lui, il a du sentir qu'il n'y-avoit pas la pour lui, une révolte à supprimer, mais une démission à accepter. Il pouvoit bien peut-être commander un massacre, mais ce n'eut même pas été la guerre civile. C'étoit donc un conseil de femme qu'on lui donna "de monter à cheval et de mourir en Roi;" Ce "beau désespoir" qui du reste n'étoit pas, je pense, dans son caractère, n'étoit certainement pas dans son rôle ; il a mieux fait de monter en voiture.



Mais s'il vous est facile de vous excuser de n'avoir pas combattu avec plus de vigueur pour des gens qui vous tournoient le dos, ne vous vient il pas dans l'esprit de songer, à quel point vous étiez vous mêmes coupables de leur désertion? Ce n'est pas sans doute le courage qui a manqué alors à la bourgeoisie de Paris, ils l'ont assez montré depuis, c'est comme vous le dites bien, l'esprit de confiance et de loyauté; mais la confiance, Monsieur, est un sentiment qui demande surtout la reciprocité, et, dites moi donc, quelle preuve de confiance aviez vous donnée de votre part à cette bourgeoisie qui étoit votre peuple?

Non contens de maintenir le cens electoral à un point qui sembloit faire de l'Angleterre, en comparaison de nous, un état démocratique, non contens de vous établir sur une base, dont Polignac et ses collègues n'avoient d'abord pas désespéré (car pour cette mesquine réforme ou le Cours de la Revolution de Juillet commença si tôt a se perdre, cette extension du suffrage qui n'étoit, comme tout le reste de votre système, qu'une mauvaise doublure de la Restoration, je vous avois presque fait la grâce de l'oublier) mais non contens, dis-je, de restreindre à de si minces proportions les droits électoraux, vous faisiez, tout ce qui pouvoit se faire en ce genre, pour entraver, même dans ces limites, la liberté électorale. J'aurois trop de peine

à décrire en détail les misères de cette espèce, qui ont deshonoré votre régime, mais l'expérience de la bassesse en grand, qu'ont du vous donner vos trois ou quatre ministères, peuvent assez vous faire comprendre, à quel degré de petitesse et de vilenie, arrivoit enfin, se dégradant de plus bas en plus bas, l'influence ministérielle. Et quelle place, je vous le demande, parmi toutes celles qui se donnoient à la venalité electorale, laissez vous, ou faisiez vous, à la loyauté desinteressée ? La loyauté, Monsieur, comme tous les autres bons sentimens, a la pudeur qui lui est propre, elle n'aime pas à se produire, là où elle est sujette à être méconnue, et vous aviez, à dire vrai, trop de claqueurs dans votre parterre, pour qu'un ami véritable et honorable osât témoigner de son approbation.

Il faut de plus à cet esprit public dont vous parlez, un principe et un objet. Et où le trouver, ce principe ou cet objet, dans cette longue succession de stériles débats, dans ces faces ou facettes toujours changeantes, d'un système, tournant sans cesse autour de son pivot, d'un mouvement qui ne menoit à rien ? Est il surprenant, que l'esprit public se soit lassé de courir, comme un cheval au manège, dans le cercle étroit de vos querelles parlementaires, et que l'opinion se soit enfin laissée prendre de dégoût, pour tous ces partis à

nuances plutôt qu'à couleurs diverses, se disputant à si grand bruit, pour si peu de chose ?

Il y avoit bien il est vrai au fond, et pour fin, de tout cela, la dynastie de Louis Philippe, et le maintien de la caste bourgeoise. Mais pour ce qui est de la dynastie, vous le savez bien, cet attachement aveugle et passionné qui se prodigue peut-être à la légitimité imbécile, ne se vend que bien cher à la royauté parvenue, et la France, je ne sais trop pourquoi, n'en étoit jamais venue, à l'égard de Louis Philippe, même à l'amour raisonnable. Et pour la bourgeoisie, froissée, refoulée qu'elle étoit dans ses prétentions de domination parlementaire, il y avoit dans la part plus large que grande qu'on lui faisoit, un bien-être trop crument matériel, il y avoit à le défendre un egoïsme trop nu, pour qu'elle put trouver là, de quoi s'échauffer le cœur, et se rallier au combat. On se bat bien sans doute pour son pot-au-feu, mais on ne met pas une marmite sur son drapeau ; et c'est surtout en France qu'il faut à tous les partis, un drapeau, et un nom.

Ajoutez à cela ces scandales pécuniaires qui sont venus dans ces derniers tems, troubler dans l'âme de la bourgeoisie, la foi même qu'elle avoit en la probité de ses chefs, scandales qui certes ne vous touchoient aucunement dans votre honneur personnel, mais que vous avez pourtant aggravés plutôt que dissimulés par

une dédaigneuse nonchalance, et puis mettez en dessus de tout, cette humiliation prolongée que vous avez fait subir à la France, aux yeux, et au profit, de l'étranger, et vous n'aurez pas lieu de vous étonner, ni de vous plaindre, si la bourgeoisie a mieux aimé s'en fier au peuple, le plus généreux, parcequ'il est le plus fort, de tous les maîtres, que d'accepter plus longtemps le bénéfice honteux d'une exploitation mutuelle, que lui offroit votre système, et s'il a repoussé enfin la solidarité, que cherchoit à lui imposer comme prix de sa protection, un gouvernement sans pudeur ni honneur.

M. GUIZOT.

Vous êtes bien bon, Monsieur, de ne pas m'imputer ma part dans cette corruption officielle qui a coûté à d'autres leur honneur et la vie ; et je dois peut-être vous remercier aussi, de ne m'avoir pas impliqué, quelque peu aussi, dans cette déplorable tragédie domestique, ce crime exceptionnel non moins qu'horrible que l'opinion publique, sous l'empire de cette mystification où on l'aviez jettée, rattacha, je ne sais comment, au régime, du plus doux, du plus casanier de tous les princes.

^c L'assassinat de la Duchesse de Praslin.

Toutefois il ne manque à vos accusations, ni l'exageration, ni le fiel ; mais s'il s'agit de savoir au vrai, à qui plutôt, de la bourgeoisie ou du roi, il faut imputer cet esprit de mécontentement et de méfiance qui les a perdus tous deux, je ne crains pas de l'asseverer, quoique vous ayiez dit, le mal ne venoit pas d'en haut. Jamais prince ne se livra à son peuple avec une franchise plus ouverte, une confiance plus magnanime, et il faut le dire à notre honte, plus courageuse, que n'en montra au peuple Français, sa majesté Louis Philippe. J'en parle, Monsieur, comme d'un roi, car vous le savez bien, et vous l'avouez même dans votre histoire, quoique ce soit, telle est votre justice, plutôt pour en faire un crime à Lafayette qu'un mérite à Louis Philippe, c'étoit bien la royauté, et non pas une présidence, qu'il consentit à accepter de la Revolution de Juillet. Mais tout roi qu'il étoit et qu'il vouloit être par le pouvoir, il n'eut rien tant à cœur, que de faire sentir au peuple qu'il s'étoit resigné à gouverner, qu'il étoit, par le sentiment, non pas, à dire seulement, le premier citoyen de l'état, mais tout simplement le premier bourgeois de la France; accusant, comme il faisoit en toute occasion la popularité de son avénement, par la popularité de ses mœurs, la facilité de son accès, l'épanchement de son discours, la familiarité de ses façons.

M. LOUIS BLANC.

C'est à dire, Monsieur, qu'il auroit bien voulu nous faire accepter, un despotisme temperé par la bon-homme !

M. GUIZOT.

Du tout, Monsieur. Rien ne convenoit moins que le despotisme, soit aux gouts, soit aux principes de Louis Philippe ; rien surtout ne s'accordoit moins avec ces prévisions de père de famille, dont on a fait son plus grand crime. Comme Français, et comme roi il désiroit pardessus tout faire faire à la France l'apprentissage heureux d'un régime constitutionnel, comme père, il auroit je crois volontiers donné sa vie, comme il la risquoit tous les jours, pour raffermir ces institutions parlementaires, qui seules pouvoient abriter et transmettre l'héritage de ses enfans.

Rector que Senatûs

Sed regnantis erat,

étoit bien la devise de sa couronne, plutôt au ciel que a fût aussi le resumé de son règne !

Et s'il est vrai, qu'il vouloit être un peu trop le maître de son gouvernement, s'il a du moins dans cette intention, porté plus loin que d'autres ses petits manéges de roi constitutionnel, il faut se rappeler qu'il n'étoit pas seulement, comme les autres rois de cette catégorie, appelé à regner par l'accident de la naissance, mais appelé à gouverner aussi, par la confiance personnelle qu'avoit en lui la nation, qu'il n'avoit pas pour mission, seulement de porter une couronne, mais d'établir une constitution, et comme il l'a cru aussi, de fonder une dynastie.

Regardez un peu, je vous prie, à l'histoire de cet autre roi, dont la position étoit, sous tant de rapports, analogue à la sienne, je parle de Guillaume III. roi d'Angleterre. Là aussi, la nation avoit besoin d'un nouveau chef, pour la défendre du despotisme, comme la France avoit besoin de Louis Philippe, et combien elle en avoit besoin ! pour la défendre de l'anarchie. Dans cet état de choses, en France comme en Angleterre, les partis occupant la place entre la nation et le roi, étoient de nécessité réduits à un rôle secondaire ; et certes Louis Philippe a moins abusé que Guillaume III. du besoin qu'on avoit de lui. Non pas que ce dernier s'immiscât trop dans les affaires de son pays adoptif, mais plutôt, qu'usant de sa prérogative pour échapper à ses devoirs, il marchandait le pouvoir, selon

l'occasion, aux partis qui pouvoient lui mettre le plus librement à la main l'épée de l'Angleterre, et les obligea l'un après l'autre, à défrayer en dépit d'eux, mais toutefois aux dépens de la nation, la gloire de sa pertinacité mal-encontreuse.

M. LOUIS BLANC.

Mieux valoit cela, que de faire plier successivement l'honneur et l'humeur de tous les partis, au système de la paix à tout prix !

M. GUIZOT.

Je n'ai garde d'oublier, que c'est là un de vos chefs d'accusation. Ce n'est pas, je vous assure, la difficulté de la réponse, qui me fait vouloir ajourner la question. Mais pour le moment, je m'attache plutôt à vous faire sentir, qu'il n'y avoit rien ni dans l'attitude de Louis Philippe vis-a-vis de son peuple, ni dans l'esprit de son gouvernement, ni même dans ses prétensions gouvernementales, qui pût justifier la défiance, ou qui dût provoquer la jalousie.

Pour en venir maintenant à ces questions plus

spéciales auxquelles vous avez touché, le cercle électoral étoit, je vous l'avouerai, d'une exiguité choquante; mais forcés que nous étions, par le tiraillement des factions, à la resistance et à l'immobilité, il s'agissoit bien plus pour nous, d'affermir la constitution dans les limites où nous l'avions trouvée, que d'étendre la base de nos operations, et donner ainsi plus de prise a nos ennemis.—Je me sers, vous le voyez, du langage militaire, qui convient plus que tout autre à la politique Française, car quelle guerre si hostile, si acharnée que nos dissensions?—Toutefois nous étions dans l'intention de nous délivrer de ce reproche, et de donner encore une fois à la nation, l'exemple de la confiance qu'elle nous refusoit; et si nous avions tardé si long tems à le faire, c'est que nous avions voulu d'abord accoutumer la classe électorale en possession, à s'appuyer sur nous, à marcher avec nous, non pas je veux dire dans les voies ou dans les intérêts de tel on tel ministère, mais afin de pouvoir fournir en eux au système plus étendu, un centre stable, un cœur sain et ferme. Nous esperions aussi, un peu, que dans, le même intervalle, la partie de la nation en dehors du cens, accoutumée, par le fait, à l'idée d'un gouvernement fixe et permanent, et désabusée par l'expérience, de l'espoir, de l'attente du moins, où l'on cherchoit à l'entretenir, d'un changement tout pro-

chain en viendrait enfin à accepter, en desespoir de cause,—le repos et la prospérité.

Mais voyant, comme il arriva, que ces électeurs rares et choisis, cette élite de la France pour le savoir et l'intelligence, si loin qu'ils étoient d'exercer, ou de mériter, cet ascendant, qu'ils auroient du avoir, s'étoient laissé dire, tant de phrases pour des vérités, s'étoient laissé imposer, si facilement, des charlatans pour de grands hommes, et vos pamphlets pour de l'histoire, s'étoient enfin laissé, eux aussi, débaucher l'esprit par ces vellétés de revolution, qui accusent bien plus notre impuissance pour le bien, que notre énergie pour le mal, nous avons bien le droit d'hésiter long tems, avant d'ouvrir la carrière politique, à une classe bien autrement que la première, facile à séduire et à pousser, bien autrement esclave des grands mots et des petits hommes, enfin bien plus eperdûment abandonnée à cette éloquence banale et menteuse, par laquelle le peuple le plus spirituel du monde, s'est laissé, si long tems, si bêtement exploiter. Quant à cette corruption excessive, et à vous entendre presque obscène, que votre délicatesse se répugne à decrir, non seulement elle n'étoit pas de mon ressort, mais elle n'est pas même de ma connaissance. Je peux pourtant vous avouer, que dans la lutte que nous avions à soutenir, nous n'avons pas cru qu'il nous fut permis, de

renoncer à un moyen, que l'usage de nos predecesseurs, non moins que la necessité des tems, nous mettoit à la main. C'est un sujet d'ailleurs, tout pénible et scabreux qu'il est, dont les gouvernés ont à tirer leur leçon, bien plus que les gouverneurs, car une nation fait son gouvernement beaucoup plus que le gouvernement ne fait la nation ; et en France, je peux maintenant vous le dire franchement, les mœurs politiques sont telles, que si elles peuvent comporter une constitution libre, elles ne comportent pas du tout, un gouvernement liberal. Echappée au régime de l'influence, ou si vous insistez sur le mot, de la corruption, elle tombera de suite sous le régime du fer, et dans ce pays où il y a dans l'opinion, tant d'inconséquence et d'étourderie, en dehors de l'opinion, tant de passion et d'aveuglement, où le zèle est si froid, l'indifférence si frondeuse, et où la haine seule est enthousiaste, c'est plutôt le malheur, que la faute, d'un ministre, s'il est obligé d'ajouter à la foi, de ce qu'il peut dire, l'espérance, de ce qu'il peut donner.

M. LOUIS BLANC.

Que n'y mettiez vous aussi un peu de charité? vous auriez alors embelli votre parole de ministre, de toutes les grâces Chretiennes !

M. Guizot.

Pour le moment du moins je n'en ai pas besoin. Il me suffit de la raison toute simple, si vous voulez bien l'entendre.

La Réforme électorale et tout ce qui s'y rapporte n'étoit après tout qu'un moyen ; et peut-être par d'autres moyens le gouvernement a-t-il pu arriver, autant que lui permettoit de marcher son état perpétuel d'antagonisme, aux buts que se proposoit la nation, je ne parle pas d'une faction seulement, à la Revolution de Juillet. S'il ne nous a pas été possible de faire porter à cette Revolution, tous les fruits dont elle receloit la semence, du moins n'avons nous jamais essayé de fausser son intention, ni troublé au cœur de la nation la sécurité de son triomphe.

Les deux ennemis, que la France avoit surtout cru vaincre, pour la seconde et la dernière fois, à la Revolution de 1830, étoient, vous le savez bien, la noblesse et les prêtres ; et le gouvernement de Louis Philippe, sans toutefois vouloir pousser trop loin la victoire qu'on avoit remise entre ses mains, n'a jamais permis, comme il l'a fait voir dans ces derniers tems, qu'on la revôquât en doute ; et la France, se confiant à cette vigueur, et prenant exemple de cette modération,

a peut-être gagné quelque chose à traiter en amis, et en frères, ceux dont elle n'avoit plus à redouter les prétentions, ni l'intolérance.

Mais la Révolution de Juillet étoit, je le sais bien, elle auroit été du moins si on l'avoit laissé faire, non seulement une victoire, mais un progrès. La France du moins avoit droit d'en attendre, le développement de ses institutions dans le sens populaire, et l'accroissement, en tant que possible, du bien-être moral et matériel de sa population. Pour ce qui est des institutions, soit centrales, soit municipales, nous avons fait je crois, comme je l'ai déjà montré, ce qu'on nous a permis de faire. Pour le reste, soit que vous regardiez aux arts, et surtout aux arts de leur côté national et populaire, soit à l'éducation, soit à l'agriculture, soit au commerce, soit aux moyens defensifs du pays, soit au rapprochement de ses différentes parties par une communication plus facile, ce n'est pas certainement, ni le zèle ni la direction du gouvernement, encore moins l'exemple ni la munificence de son chef, qui ont manqué à la France pour la pousser dans les voies de ce seul progrès que nous croyions, et que je crois encore, possible. Et si son amélioration morale, n'a répondu ni à nos efforts, ni même à notre attente, nous aurions pu du moins au mois de Février transmettre à nos successeurs, si nous en

avons eu, une France plus belle, plus forte, plus commode, plus abondante, plus disponible, et en tout point de meilleur rapport, que celle que nous avons reçue. En fin de compte, et pour tout dire en deux mots, le gouvernement de Louis Philippe a toujours voulu ce qu'il devoit vouloir, il a fait ce qu'il a pu, et comme il l'a pu.

M. LOUIS BLANC.


En vérité, Monsieur, si vous bornez à si peu de chose la mission et les prétentions de votre gouvernement, il n'y a pas, pour les faits du moins, à discuter entre nous. Sans doute vous avez bâti des forts, mais contre quels ennemis? Vous avez agrandi des arsenaux et creusé des bassins, mais c'étoit vraiment à vous un luxe dont vous avez plutôt à vous excuser. Les grandes routes aussi, sont plus belles, et même les chemins vicinaux ont eu leur part de bénéfice, dans la corruption électorale : mais qu'a gagné la misère qui gît aux deux cotés, à ces facilités qui permettent au voyageur aisé, d'échapper plus rapidement à son aspect? Les chemins de fer aussi, vous doivent leur inauguration, mais c'est à la Banque et à l'Agiotage à vous remercier, d'avoir abdiqué en leur faveur les

fonctions de l'état. Quant à cette répression du parti-prêtre, qu'a défaut de toute autre, vous nous donnez pour victoire, la France n'a pas, que je sache, à se plaindre de Louis Philippe sous le rapport de la religion, mais elle n'avoit pas absolument besoin de lui, pour la sauver des Jesuites et du Pape. Pour ce qui est de la noblesse, la difference vraiment du gentilhomme au bourgeois, est a mes yeux si minime, que les differends que ces Messieurs peuvent avoir entre eux ne m'interessent guère. Si pourtant il me faut envisager cette question du point de vue bourgeois, car après tout je suis bien né bourgeois moi-même, je dirais que Louis Philippe ne s'est pas assez gardé, en apparence du moins, d'une faiblesse monarchique pour la gentilhommerie. Il n'a pas sans doute songé à reconstituer le régime féodal, mais il n'a peut-être pas assez résisté, à cette suprématie de salon, que s'arrogeoit a défaut de toute autre la noblesse déchue ; il n'a pas assez défendu à sa famille, de solliciter la faveur, et comme on l'a dit, d'essuyer l'impertinence du noble Faubourg. C'est la vanité, ou si vous le voulez, la fierté, bourgeoise qui a fait notre première revolution, et le même sentiment, a peut-être un peu contribuer à laisser faire, celle qu'il nous faut, pour le moment, appeller la dernière.

M. GUIZOT.

Sans doute, Monsieur, les rois, même les plus forts, aiment toujours un peu trop la Noblesse, comme les femmes, même les meilleures, aiment toujours un peu trop la dentelle ; c'est toujours un ornement, c'est quelquefois un instrument, mais, comme Sa Majesté Louis Philippe n'eut pas été femme à se donner pour une parure, il n'était pas roi non plus, à s'incliner devant des noms. Et quellesque fussent les relations avec le Faubourg St. Germain qu'il ait permises à sa famille, il étoit, vous le savez bien, lui même, dans ses façons et ses habitudes, dans sa manière d'être et de vivre, d'une bourgeoisie irréprochable, je dirois presque, d'une bourgeoisie exquise. Toutefois, peut-être a-t-il eu tort de souffrir même un commerce de société avec des gens, qui se faisoient gloire d'appartenir à la faction la plus détestable, si elle n'étoit la plus insensée, qui fut jamais ; non pas certainement que j'eusse disputé aux legitimistes le privilège des regrêts, mais s'ils croyoient de bonne foi que la France pût jamais de son gré revenir à eux, c'étoit vraiment d'une folie, à faire douter de la raison humaine. Une nation peut bien peut-être remonter une marche

qu'elle a descendue par un faux pas, mais elle ne remontera pas un étage, sans y être hissée par la force. Une nation, d'ailleurs n'a jamais pardonné deux fois ; et dans ce pays toujours à la veille, ou au lendemain d'une révolution, ou tout est livré au desir, et à l'espoir de tous, le seul de tous les Français à qui il fut impossible de devenir roi de France, étoit le petit-fils de Charles X. ; sans miracle du moins, ou ce qui est presque la même chose, sans conquête par l'étranger. Si c'est là en effet que visoient leurs esperances, si c'est en provoquant la conquête par la Révolution, qu'ils comptoient ramener la France vers eux, je n'ai pas besoin de vous dire par quels termes d'ignominie il vous conviendra, comme historien, de flétrir à tout jamais, une faction parricide, mais je vous rappellerais volontiers, que vous aurez en même tems à vous justifier, vous et vos amis, d'avoir accepté leur appui, d'avoir encouragé leur audace, applaudi à leurs calomnies, et marché enfin avec eux, dans les mêmes voies, vers un but commun. Vous saviez bien pourtant, tout patriotes forçénés que vous étiez, qu'ils avoient derriere eux—l'invasion, comme ils savoient bein eux, ces zèlateurs outrés de la religion et des lois, que vous aviez devant vous—l'anarchie.



M. LOUIS BLANC.

Il seroit ce me semble plus juste de dire, simplement, que nous avons mis à profit, comme cela se fait par tous les partis, les inimitiés des legitimistes ; comme nous avons aussi dans le tems, et vous même aussi un peu, mis à profit l'opposition toute dynastique de M. Odilon Barrot, dont, à mon avis, les idées politiques, ne sont ni mieux fondées, ni plus réelles, ni en dernier ressort plus possibles, que les rêves des legitimistes. Et c'est précisément, parceque les projets de ces derniers étoient à nos yeux d'une impossibilité flagrante, qu'il nous a semblé permis, d'atteler cette haine aussi au char de notre progrès.

Les services d'ailleurs qu'ils ont pu nous rendre, étoient tous dans les limites du vrai. Car c'est en faisant ressortir la dégradation du pays, par le contraste de ce que il étoit, même sous la restauration, en opposant au vainqueur de Jemmappes et de Valmy, et lui opposant avec avantage, l'âme petite et cauteleuse de Louis XVIII. la vieillesse frivole et superstitieuse de Charles X., qu'ils ont surtout fait sentir à la France, au prix de combien de gloire, elle avoit acheté si peu de repos. Ce n'est pas sans doute cette pensée seule, qui ameuta contre vous aux jours de Février le peuple

victorieux, mais c'est peut-être la conscience de votre humiliation qui refroidit votre courage, et c'est certes le ressentiment de vos bassesses qui enflamma le leur.

M. GUIZOT.

Sans doute, Monsieur, le moyen dont vous parlez étoit un des plus effectifs que vous aviez, mais c'étoit aussi le plus faux. Si la dignité du nom Français a été compromise en aucune façon, durant le tems dont nous parlons, cela a été bien plus par le zèle officieux et bruyant, de ceux qui la faisoient si frêle, que par la confiance et le calme, de ceux qui la croyoient si forte ; et s'il étoit possible à une nation grande et terrible comme la notre, de se faire petite et ridicule, elle le seroit devenue par cette exagération puerile, et presque comique, qu'elle mettoit à maintenir, à tout propos et hors de tout propos, son point d'honneur. Il n'y a rien, croyez moi, de si peu respectable ni de si peu respecté, rien en un mot de plus *mauvais genre* entre peuples, que cette *crânerie* nationale, dont vous, plus que tout autre, avez infecté les esprits ; et plus d'une fois, lorsque nous avons eu comme gouvernement, à exiger d'une autre nation une amende, qu'elle ne

nous devoit pas, ou à lui refuser celle, que nous lui devions, nous avons eu à lui faire en secret, l'apologie, de cette susceptibilité ignorante et grossière, dont nous étions malgré nous les instrumens.

Mais s'il falloit aussi nous justifier aux yeux de la France du rôle que nous lui avons fait jouer, il nous seroit plus que facile de repondre, à ceux du moins qui nous tiendroient comptables, non pas de la liberté du monde, comme vous l'entendez, mais de l'honneur et des intérêts de la France. En tant du moins que l'honneur d'un pays consiste à faire voir, qu'il n'a pas peur de ses voisins, et c'est la surtout que vous semblez le placer, le gouvernement de Louis Philippe a assez fait ses preuves. Il a bombardé Anvers à la barbe du nord, il a occupé Ancône, à la barbe de l'Autriche, il a retenu Alger, à la barbe de l'Angleterre, et ce qui ajoute quelque chose à l'éclat de cette conquête, un peu aussi, à la barbe de nos engagemens ; enfin si vous exceptez la question d'Orient, où, comme vous le faites bien sentir dans votre histoire, nous avons porté la peine d'une duplicité malhabile, la France sous Louis Philippe, a non seulement maintenu le rang qui lui étoit dû en raison de son territoire, de sa population, et même de sa gloire, mais elle a gagné quelque chose de plus, sans peut-être trop le vouloir, par la terreur où l'on étoit, non pas de ses forces comme

état militaire, mis de cette puissance de destruction qu'elle portoit, en dépit d'elle, dans son sein.

Sans doute, si nous avions voulu nous prêter à l'abus de cette puissance, s'il nous avoit semblé bon de déchaîner cette tempête dont nous avons le privilège, nous aurions fait dans le monde, beaucoup plus de bruit et de mal que nous n'en avons fait. Il suffisoit même, je pense, d'une trompette moins forte que la voix de la France pour sonner le boute selle de ces révolutions, qui dormoient debout, à la porte de tous les palais, et certes il nous eut été facile à nous, de commencer dix-huit ans plutôt la débâcle de l'Europe. Si nous ne l'avons pas fait, c'est que nous n'avons pas cru devoir le faire, et où est en Europe la nation, qui nous fait un crime aujourd'hui d'avoir reculé si longtemps l'avènement de sa liberté ?

Et la France, Monsieur, voyez où elle en est, considérez où elle en peut venir, et dites moi, au quel de nous deux, cette vue et cette reflexion doivent causer le plus de remords ?

Pour vous cependant qui croyez voir au delà de cet abîme une société plus florissante et plus belle, il vous est facile sans doute de vous consoler, du mal que vous voyez, de vous pardonner à vous même, le mal que vous avez fait. Mais pour moi, qui ne connois pour le genre humain d'autre carrière, que celle qu'il parcourt

depuis six mille ans, qui n'espère pour la France d'autre avenir que celui dont on cherche à la détourner, d'autre vie enfin que celle qu'on s'efforce de lui ravir, un découragement profond, une tristesse inexprimable, s'emparent de moi, à la vue de ce qui se passe; et si la calamité n'étoit pas trop vaste, si elle ne portoit pas l'empreinte d'un caractère trop fatal, pour qu'on ne puisse sans impiété l'attribuer, à l'erreur ou à la malveillance de cet homme ou de cet autre, je me tourmenterai l'âme par l'idée, que j'avois peut-être, moi, soit par une vigueur trop précipitée, soit par une faiblesse intempestive, tranché le cours des destinées de ma patrie. Mais ma douleur est exempte de tout remords, comme elle est aussi pure de tout ressentiment. La France a déjà subi le pardon de ses plus cruels ennemis, et je n'ai jamais senti qu'elle eut besoin du mien.

Ne croyez pas non plus que je m'inquiète en ce moment du sort de cette dynastie, dont j'ai partagé la chute.—Il s'agit bien vraiment de dynasties où de rois, en présence d'une société qui se dissout, d'une nation qui se décompose!—C'est la France, cette France que je ne dois plus revoir, qui remplit mon âme, qui enchaîne ma pensée.

Et vous dirai-je, Monsieur, car au spectacle de cette misère qui nous est commune, je me sens pris de confiance en vous, et vous aussi, je le sais, avez pitié de

la France, vous dirai-je sous quelles phases diverses, se représente à mon esprit l'image de son agonie ? Comme elle est là, devant mes yeux, dans la morne splendeur de sa sinistre beauté, superbe encore et menaçante en son aspect, comme si elle voudroit trouver au dehors, quelque diversion aux soucis qui la rongent, puis se laissant aller à errer parmi ces monumens, qui font maintenant toute sa patrie, et cherchant parmi les débris et les souvenirs de trois dynasties, de quoi se construire une demeure, se recomposer un état; s'adressant d'abord, comme par nécessité, à cette gloire qui la poursuit toujours, qui la presse, et l'obsède de toutes parts, mais tout en faisant hommage à la mémoire du grand homme, qui ne reconnoit ni pareils ni parens, se defendant du Ridicule qu'on dit proche du Sublime : laissant ensuite tomber ses regards, sur les restes de cette royauté deux fois et à jamais renversée, et apres avoir un moment contemplé ce mouvement sans la vie, qui reste encore à cette antiquité mal rajeunie, s'en detournant presque avec dégoût, comme un malade à l'extremité de l'image de la mort : arrivant après, mais ne s'arrêtant pas, a cette ruine encore toute récente, dont elle n'oseroit toucher les débris encore chauds et fumans, de peur de rallumer l'incendie, qui couve sous leurs cendres : puis se recueillant un peu, et s'interrogeant elle même, pour

voir ce qu'il y a en elle de vertu et de force, pour se frayer un chemin, et se faire un sort ; mais bientôt se prenant elle même en horreur, au souvenir de ses crimes passés, et par la conscience de ces effroyables passions qui surgissent encore dans son sein : se

LONDON :
SPOTTISWOODS and SHAW,
New-street-Square.

Memoir

LAMARTINE'S
HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION
DE 1848.

ART. VIII.—*Histoire de la Révolution de 1848.* By A. DE LAMARTINE. 2 tomes. Paris: 1849.

THE most valuable materials for the history of great events are ~~undoubtedly~~ afforded by the autobiographies of those who took a distinguished part in them. They perceived the importance of details which a bystander would have neglected. They knew what was proposed and what was decided at secret councils; they can tell us what they themselves did, and, what is often very different, what they intended. Such narratives, however, are comparatively rare: ~~And~~ those which we possess have generally been *written* long after the events—when the recollections of the narrator had lost their first vividness; ~~while~~ *and* their *publication* is often delayed still longer, until the contemporaries of the writer have passed away,—perhaps until he has passed away himself,—so that much of the restraint, which the liability to denial and exposure would have imposed on his inventions or on his suppressions, has been removed. The memoirs of M. de Talleyrand, ~~for example~~ — which we are ~~only~~ to have twenty years hence, will not be received with the confidence which they would have deserved if they had been published in his lifetime, or even immediately after his death: ~~And~~ One of the great merits of M. de Lamartine's work is its freedom from these objections. It must have been written within a few months of the events which it relates; and it is published while

almost every other actor in that great drama can protest against its statements or supply its omissions. ~~On the other hand,~~ Of course, this proximity has its inconveniences. M. de Lamartine cannot feel as impartially as if his work had treated of times long since passed; or speak as boldly as if it had been intended to be posthumous. In following the course of this narrative, we accordingly often wish for names where we find mere designations, and for details where we find only general statements. Much is obviously concealed ~~from us~~ which it would have been useful to know, but dangerous to tell. Undeserved praise, ~~too,~~ appears to be frequently awarded; and deserved blame ~~to be~~ still more frequently withheld. These objections, however, are ~~for~~ more than counterbalanced by the freshness and vivacity of the narrative: a freshness and vivacity which even as great a poet as M. de Lamartine could not have given to it, if he had written it ten years later. But it is not what it calls itself. It is not a History of the Revolution of 1848. It is an account of what M. de Lamartine said and did from the 24th of February to the 24th of June in that year. But, as he took a great share during that period in the creation, organisation, and direction of the Republic, he cannot tell his own story without interweaving that of the Revolution. The accessory, however, is always kept in proper subordination to the principal. What we are told of the fortunes of France is always subservient to the real subject of the work—the fortunes of M. de Lamartine. We shall treat the work therefore, not as a history, but as an autobiography. As the former it would be meagre and unsatisfactory; as the latter it is as copious as we could wish it to be.

But before we proceed to the personal narrative, we must say something of M. de Lamartine's opinions as to the causes of the Revolution—partly because those opinions obviously influenced his actions, and it would be unfair to criticise his conduct, without stating what were the circumstances under which he supposed himself to be acting,—and partly because our own view of those circumstances differs very widely from his, and we wish to submit both to the judgment of the reader.

'If a revolution,' says M. de Lamartine, 'is the result of immoral or personal causes, if its source be in the crimes or in the solitary greatness of one man, or in ambition, national or individual—in a sovereignty disputed by different dynasties, in a national thirst for war or for conquest, or even for ill-acquired glory, or, above all, in mutual hatred between classes of fellow countrymen,—such a revolution is a prelude to decline, decomposition, and to national death. If a revolution be the result of a principle, of reasoning, of feeling—

of an aspiration, however blind, towards a better organisation of government or of society, of a thirst for the improvement of the relations of citizens to citizens, or of the nation to other nations,—if it spring from a lofty idea, not from an abject passion,—*such* a revolution, even in its calamities and in its errors, is a proof of vigour, of youth, and of life—which promises to the race which effects it, a long and glorious period of growth. Such was the French Revolution of 1789, — such is that of 1848.*

In criticising so rhetorical, and so vague a writer as M. de Lamartine, it is necessary to ascertain, so far as it can be ascertained, the sense in which he uses his terms. Revolutions arising from the first class of causes are, he says, '*des préludes de décadence et des signes de décomposition et de mort dans une race humaine.*'

Now what is national death? Is it the destruction of separate nationality? Are Scotland, Wales, and England *dead*—because they have coalesced into Great Britain? Had Flanders, Brittany, Burgundy, Normandy, Alsace, and Lorraine more life when they were independent, than since they have become parts of France? During the last 3000 years the inhabitants of Persia and of Greece have been subject to every vicissitude to which a people can be exposed. They have been split into tribes, they have coalesced into kingdoms, they have been parts of great empires, they have been subject provinces—and yet, neither the Greeks nor the Persians have ever ceased, or, as far as we can perceive, are ever likely to cease, to be living nations. The only sense which we can affix to the words 'national death' is positive destruction. Such destruction as was the fate of the inhabitants of some of the Roman provinces on the irruption of the barbarians; or such as the Spaniards inflicted on the inhabitants of Hispaniola. But such a destruction can be produced only by an exterminating war. A revolution, without doubt, by weakening for a time the power of a nation, by injuring its finances, by rendering disaffected a large portion of its population, by disturbing its existing relations with other countries, and by placing at the head of its affairs inexperienced and violent men, is likely to bring on it foreign war, and to render that war disastrous. But modern war, however mischievous, is not destructive. It may retard the increase of population, but does not positively diminish it. France ~~herself~~, during the course of the long, and ultimately disastrous, wars which arose out of her revolution, constantly increased in population. The Hungarian revolution has produced one of the most sanguinary wars of modern times: but

no one believes that it has materially diminished the population of Hungary. National death, ~~therefore,~~ 'la mort dans une race humaine,' is a calamity to which a great civilised nation is not exposed.

'National decomposition' is a term more easily intelligible. It must signify the separation of what was one nation into two or more. Such an event was the division of the Netherlands, in the seventeenth century, into the Dutch Republic and the Spanish Netherlands; and when, after two centuries of separation, they had again coalesced, their redivision into Holland and Belgium. Such was the decomposition of the British Empire, when our North American Colonies became the United States. But such events are not necessarily calamities: they were not calamities in any of the instances which we have mentioned. And they are quite as likely to arise from 'une idée morale,' as from 'une passion abjecte.' The decomposing revolutions which created the United Provinces in the seventeenth century, and the United States in the eighteenth century, had all the marks which M. de Lamartine ascribes to glorious and beneficial revolutions. That which created the Belgian nation, in the nineteenth century, had his marks of a mischievous revolution: its source was in individual and sectarian ambition, and mutual hatred between classes of fellow-countrymen. Yet all three ~~proved to be~~ steps in national advancement: ~~and~~ all three promise to the nations which have effected them long periods of prosperous growth.

The most decomposing revolution that the world has ever seen,—the revolution which split the Hispano-American empire into fragments, each of which is breaking up into still minuter particles,—had a moral and rational origin. It arose from impatience of a government which, even among colonial governments, was eminently bad, and from a hope of social improvement which no one suspected to be ill-grounded.

In fact, we are inclined to believe, that the most dangerous revolutions,—those which are most likely to arrest, or at least to retard, the progress of civilisation,—are those which, according to M. de Lamartine, promise its long and glorious advance;—those which are attempts to introduce speculative principles into practice, and to recast society in new and improved forms. Such would have been an Irish revolution for the sake of repeal, a chartist revolution for the sake of the five points, a socialist revolution for the droit au travail, a communist revolution in order to abolish inheritance. The mischief of a revolution indeed, is, in general, in proportion to the amount of change which it introduces. The English revolution of 1688, the 18^e Brumaire,

and the 29th of July, in France—three revolutions distinguished by their preponderance of good,—produced each scarcely any immediate changes—except putting at the head of each nation a new governor, abler than the one who was ejected. They were all personal revolutions: and the characteristic of such a revolution generally is, that a nation changes its administrators, but retains substantially its institutions. We shall proceed to offer some reasons for believing that the revolution of the 24th of February, 1848, began as a personal revolution, and was turned into an organic revolution, only by a strange combination of audacity, accident, and weakness.

We are bound, however, to begin by letting M. de Lamartine give his own version:—

‘The revolution,’ he says, ‘of 1848 was a continuation of that of 1789; with fewer elements of disorder and more of progress. Each was the explosion of a principle [*idée morale*]. This principle was the People. The People, which in 1789 threw off servitude, ignorance, privilege, prejudice, and absolute monarchy. The People, which in 1848 threw off oligarchy, monarchy, and exclusive representation; and proclaimed the right as well as the interest of the masses to govern. Now the regular accession of the masses to political power, whatever objections may be made by a statesman, is *a moral truth*, self-evident to the heart as well as to the intellect of a philosopher. A revolution pregnant with this principle is a revolution which carries with it life. At such a revolution God is present; and when it has passed, the people will be found to have grown in force, in virtue, and in rights. Some false steps it may make, from the ignorance or impatience of the masses, or from the factious sophistry of men who will try to substitute themselves for the nation: But it will get rid of these men; it will expose these sophistries, and will bring out and mature the seeds of reason, justice, and virtue which God has implanted in the bosoms of Frenchmen. In this second crisis of our revolution I took part; and I shall endeavour to describe it—in order to show to the People its own portrait in one of its greatest hours, and to hand down to posterity the honours of our times.’*

From this view of the causes of the revolution of 1848 we utterly dissent. We believe, indeed, that its ultimate source was a theory; but not, ~~by any means~~, the theory from which M. de Lamartine deduces it,—the theory of universal suffrage. The theory to which we ~~would, in a great degree,~~ attribute the revolution of 1848 is, a disguised Socialism. It is the theory which ~~every~~ every Frenchman cherishes, as respects himself—that the government exists for the purpose of making his for-

tune, and is to be supported only so far as it performs that duty. His great object is, to exchange the labours and risks of a business, or of a profession, or even of a trade, for a public salary. The thousands, or rather tens of thousands, of workmen who deserted employments at which they were earning four or five francs a day, to get thirty sous from the *ateliers nationaux*, were mere examples of the general feeling. To satisfy this universal desire, every government ~~must~~ go on increasing the extent of its duties, the number of its servants, and the amount of its expenditure. It ~~has assisted to~~ subject every Frenchman to the slavery of passports—because they give places to some thousands of officials. It preserves the monopoly of tobacco—because that enables it to give away 30,000 *débîts de tabac*. It takes to itself both religious and secular instruction. It has long taken charge of highways, bridges, and canals, the forwarding of travellers and letters. It has secured the reversion of all the railways, and threatens to take immediate possession of them. It proposes to assume insurance of life and against fire; mining; lighting, paving, and draining towns; and banking. Even with the branches of industry which it still leaves to the public, it interferes by prescribing the modes in which they are to be carried on; ~~and~~ by favouring some by bounties, others by loans or gifts, and others by repelling competitors. For these purposes, it pays and feeds 500,000 soldiers, and 500,000 civilians! For these purposes the 500 millions of expenditure, which were enough during the Consulate, rose to 800 in the Empire,—to 970 under the Restoration,—to 1,500 under Louis Philippe,—and to 1,800 millions under the Republic.

M. Dunoyer, from whose 'Révolution' du 24^e Février' we borrow many of our remarks, thus sums up the influences of this mode of government on the national character:—

'The natural effects of these measures have been, to turn
'aside more and more public attention from real reforms, and to
'excite more and more the bad passions of the nation; to feed
'and to extend, with the rapidity and generality of an epidemic,
'the taste, already so strong and so diffused, for the pursuit of
'government employment and government favours; to pass it on
'from the Chambers to the electoral colleges, and from thence to
'every class of citizens; to transform the relations between the
'governed and the government into one organised system of
'universal place-hunting; to induce the government to make
'full use of the innumerable powers of interference which it has
'accumulated; to ~~make a traffic~~, not merely ~~of~~ its offices, but *with*
'~~of~~ its administrative functions; ~~of~~ its right to grant mines, to *with*
'make, or to allow, or to refuse roads,—to authorise the cultiva-

tion of wastes or forests, — to allow theatres to be opened, and of hundreds of other powers — all more or less stained by *with* injustice or usurpation. The government was tempted to strive to multiply and extend, from day to day, these mischievous powers; and to exercise them with reference only to the importance of the applicants and their means of repayment. And it yielded to the temptation, without compunction or even hesitation. It professed to be indulgent, to know the world, to understand and to humour the weakness of human nature. It may still have wished for *ability* in its servants; but it is not certain that it was equally anxious for *integrity*: this was not thought a practical quality. I am not sure that in certain quarters, where cleverness and dexterity were highly prized, it was not the fashion to say that a government could do without the esteem of the people.*

We believe, ~~in short~~, that the ~~most wide-spread and deep-seated~~ *primary* cause of all the revolutions which have convulsed France since the 18^e Brumaire, have been partly the measures which every government has thought necessary in order to keep up this system: and partly the animosity of the excluded factions, which ~~have been constantly~~ endeavouring to upset the existing administration, in the hope of sharing the favours of that which they intended to put in its place. In order to meet a rapidly increasing expenditure, violences, exactions, partialities, and almost frauds take place, which render the mass of the higher and middle classes indifferent or even hostile to their rulers; and a set of pampered functionaries are a weak defence against ~~a host of~~ enemies, hungry, rapacious, and unscrupulous, who care little whether what they overturn be a ministry, a dynasty, or a constitution. The great founder of the system was Bonaparte; and he had advantages which ~~have not been~~ enjoyed by his successors, and was free from some of their most embarrassing difficulties. His empire extended over a third of Europe; and he could cover a great portion of it with French administrators, without expense to France. The national debt, which now devours a fifth of the national income, was then an almost imperceptible burden: ~~And~~ *One* of the great sources of the present popularity of his reign, is ~~undoubtedly~~, the recollection of its comparatively light taxation. The only parties ~~then~~ excluded from office were the fierce Republicans and the violent Legitimists. Every one else might hope for his turn of employment or promotion, without changing the distributor of

* La Révolution du 24^e Février, par M. Dunoyer, Conseiller d'Etat, Membre de l'Institut, p. 44.

patronage. The Republicans, however, and the Legitimists were his terror during his whole reign. Twice they united against him, and each time he was overthrown; the Legitimists taking the lead in 1814, the Republicans in 1815.

The restored government ~~again~~ was besieged by all the Faubourg St. Germain, by all its emigrant friends, and by a whole army of the functionaries of the Republic and of the Empire, driven back upon France from her relinquished territories. It strove to provide for them, by reviving as many as it dared of the abuses of the old *régime*; by carefully maintaining, and where it could by increasing, those of the Revolution and of the Empire; by repressing every liberty through which its profligacy could be attacked; by dispensing with juries; by suspending the freedom of the press; by interfering with the elections; and, when it was met for the second time by an irresistible majority in the Chamber of Deputies, by abolishing the constitution. And it fell, because it had sacrificed things to persons; because, instead of trying to benefit the whole country, it had striven to purchase a part of it; and because it had nothing to oppose to the united attack of the Republicans and Bonapartists—except an army which was Bonapartist, and a set of favourites debased by eighteen years of wealth, patronage, and power.

Then came Louis Philippe. He found the political world divided into Republicans, Imperialists, and Legitimists. The Legitimists of course were his ~~worst~~ enemies. The Republicans and Imperialists, to whom he ~~really~~ owed his throne, he tried to purchase in the old way,—by place, and power, and protection, and privilege. In the celebrated prophecy which he delivered in the Chamber of Deputies on the 27th of January, 1848—~~on the very eve of the great outbreak~~—M. de Tocqueville affirmed that the success of this attempt had been complete—that the revolutionary king had possessed himself of greater powers, of greater patronage, of a more efficient and more extended prerogative, than had been enjoyed by any of his predecessors—that under the influence of the atmosphere of corruption with which the government had surrounded itself, a new moral code had been established, according to which the man who possesses political rights owes it to himself, owes it to his children, to his wife, to his relations, to make a personal use of those rights for their benefit. He asked all his auditors whether this morality was not making daily progress? Whether this conduct was not becoming the duty of the father of a family?

But though the ~~unparalleled~~ prosperity of France under his reign enabled Louis Philippe to raise the public expenditure

from 970 millions to 1,500 millions, the number of those whom he could satisfy was of course small, compared with the number of those whom he was forced to disappoint. The heterogeneous body that had united to substitute him for Charles X. instantly broke up. One fragment of it became the Louis-Philippistes—the king's friends: a mischievous faction, which, in a constitutional government, is always created by a meddling sovereign. ~~With them~~ the parliamentary party for the time being in power coalesced; or rather it was by coalescing with them that parliamentary power was obtained. Arrayed against that party was the *opposition dynastique*—opposed to the ministry, but not to the dynasty—or even to the monarch, excepting so far as he identified himself with his minister. These two parties were the necessary incidents to parliamentary government: the ins and the outs. But behind them was that portion, by far the majority, of the Bonapartists and of the Republicans, whom the crown had not the means of purchasing. Of these factions the former was formidable from its numbers, the latter from its violence. And each has since, to a certain extent, succeeded. But it was not till the autumn of 1847, that either seemed likely to obtain much influence. Much more was feared from a fifth party, the Legitimists, who, though they entered the Chamber of Deputies in small numbers, were a constant nucleus of disaffection, always endeavouring to make the existing government work ill.

Though Louis Philippe was able to bribe a steady majority in the Chamber, and to enable that majority to bribe a steady majority of the electors,—though he could buy hundreds, and enable those hundreds to buy thousands, ~~yet he could not purchase millions.~~ He could not prevent the existence of an opposition; probably he would have been sorry to lose that check on his ministers. And he could not prevent that opposition from directing against his administration, and at last against his person, a system of attack more uncandid, more unscrupulous, and, if possible, more immoral than the defence. Every year, in pursuance of this plan, at the beginning of the session, some grievance was seized on or invented; blown up into gigantic dimensions, and suffered to collapse into insignificance as soon as the address had been voted. One time it was the 'recensement des portes et fenêtres,' another the 'affairs of Poland,' another the 'droit de visite,' another the 'Pritchard indemnity,' another the 'Spanish marriages.' ~~And each and all of these~~ were forgotten as soon as they had served their turn. One subject only was kept constantly before the public—the necessity of perpetually increasing the army and navy. This answered more than one

purpose. It flattered the national hatred of England; it flattered the national ambition, the desire of influence and interference, which every Frenchman believes to be the natural relation between France and her neighbours; and, by forcing the government to have recourse to a constantly increasing taxation, it helped to render it unpopular. *weapons selected were*

In the recess of 1847 and the beginning of 1848, the ~~selected~~ ~~object of attack was~~ political corruption, and ~~the specific~~ cure, ~~was~~ parliamentary reform. ~~And~~ this was ~~undoubtedly~~ the most dangerous ground on which the government could be assailed. First, because the imputation of corruption was well founded, though not peculiar to Louis Philippe; and, secondly, because the frightful and disgraceful events of the autumn of 1847 had filled France with terror and disgust, and led men to look with hatred or contempt on a government and a court, among whose high dignitaries were such men as Teste, Cubières, and Choiseul-Praslin. Then too the *opposition dynastique*, for the first time, joined the Republican and Legitimist factions — fancying that it could ~~now~~ lead those whom, when the contest came, it ~~could~~ *was* ~~itself~~ forced to follow. Had it not done this — had it not been too impatient to wait the slow process of parliamentary warfare, it must in time have obtained parliamentary reform — and, what was ~~far more~~ its real object, office and power. By joining the anti-dynastic parties, ~~however~~, by appearing at banquets at which the king's health was not to be drunk, by countenancing all the truths and some of the calumnies with which the court was assailed, they produced, or at least fostered, in the Parisian *bourgeoisie* and in the National Guard the disaffection which made ~~these great bodies~~ favour the *émeute* during the two first days — when the slightest exertion would have stifled it; and on the third day made them obey in stupid astonishment the handful of ruffians who ~~then~~ proclaimed the Republic.

Still We do not of course believe that the great bulk of those who actually made the revolution were actuated by the hope of power or of place. ~~But~~ that the majority of the educated revolutionists were thus actuated, we have no doubt. We have no doubt that the editors and writers of the 'National' and the 'Réforme' intended to do precisely what they did — to make themselves the ministers, or functionaries, or *protégés*, the Thiers's, the Rolands, or the Mignets of a new form of government. The masses could have no such pretensions. ~~But~~ they ~~too~~ hoped to profit by a revolution; not, ~~indeed~~, as individual objects of the favour of the new government, but as partakers of the blessings which the triumph of Socialism was to diffuse.

The place-hunting of the higher orders, the socialism of the

lower, the intense centralisation of France, the paternal administration of Austria, some of Lord Ashley's and Mr. Sadler's plans for England, and all Mr. Poulett Scrope's for Ireland ~~are~~ to arise from the same deep-rooted error as to the proper functions of government. All arise from a theory that it is in the power of the State to correct the inequalities of fortune. And the error is a plausible one. Men, whose reasoning faculties are either uncultivated or perverted by their feelings or their imagination, see the ~~great~~ power of the State, and do not perceive its limits. They see that it disposes of great resources; and do not perceive how easily those resources may be not only exhausted, but dried up. They are struck by the contrast between ~~great~~ superfluity and ~~great~~ indigence, between lives shortened by indolence and lives shortened by toil, by wealth squandered unproductively while cultivable lands lie waste and labourers ask in vain for employment. When excited by such a spectacle, what is more natural than to propose laws, by which the toil which appears to them excessive shall be forbidden, by which the government shall provide the strong with employment and the weak with relief; and obtain the necessary funds, partly from the superfluity of the rich, and partly by taking possession of the productive instruments which their present owners are too idle or too timid to turn to the best advantage? It requires a long train of reasoning to show, that the capital, on which the miracles of civilisation depend, is the slow and painful creation of the economy and enterprise of the few, and of the industry of the many, and is destroyed, or driven away, or prevented from arising, by any causes which diminish or render insecure the profits of the capitalist, or deaden the activity of the labourer. And that the State, by relieving idleness, improvidence, or misconduct from the punishment, and depriving abstinence and foresight of the reward, which have been provided for them by nature, may indeed destroy wealth, but most certainly will aggravate poverty.

Besides these, there was a third class of important actors in the revolution, to whom M. de Lamartine has but slightly alluded,—those who took part in it from a mere puerile love of excitement. It is humiliating to be forced to believe, that the ~~destinies~~ destinies of France, and, to a considerable extent, those of the whole Continent, have been influenced, and perhaps may be influenced for centuries to come, by a riot got up by a few hundred lads, by way of a lark. But such was the case. Boys of fifteen or sixteen, *illustres gamins* as they are seriously called by M. Caussidière*, took a principal part in the little of real

* *Mémoires*, vol. i. p. 40.

fighting that took place. A spectator of the revolution told us that he saw a boy of eleven years old lurk behind a wall and fire on an officer as he rode by. The man fell, mortally wounded: the child ran away, frightened and crying. Of course it is absurd to suppose that such champions could have been actuated by the serious motives, by the 'idéés morales,' the 'soif de perfectionnement,' or the 'aspiration vers un meilleur ordre de gouvernement,' with which M. de Lamartine endows the heroes of the 24th of February; or even by the desire for power, or place, or patronage, for themselves, or for socialist institutions for their country, which we believe to have been the motives of the adult rioters. Such feelings and such desires do not belong to children, however precocious the Parisian *gamin* may be. But, for two or three years they had been reading and seeing representations of the Great Revolution. Theatres were opened, in which it was acted in pieces that lasted, we believe, for whole weeks. The shops and the stalls along the Quays and the Boulevards, and in the Courts of the Louvre, were covered with portraits of its chiefs, and with prints exhibiting its principal scenes. Thousands of copies of M. de Lamartine's 'Girondins' were sold in cheap forms, in numbers, or by subscription; and probably as many thousands more were lent out to read at a price which the lowest workman could afford. The picturesque vividness with which that remarkable book is written, the dark grandeur with which its sanguinary heroes are invested, the success of every insurrection that is described, the irresistible power which is ascribed to the people, not only familiarised the populace with ideas of revolt and street war, but created, in young and ill-regulated minds, thirsting for a new excitement, an intense desire to reproduce such scenes. They wished to see a 10th of August, — and they made one!

But we are detaining the reader too long with accessories; we must quit the background, and come to the portrait itself.

M. de Lamartine has many claims to public attention; more in number, perhaps, than any one of his cotemporaries. He is a poet, an orator, a philosopher, an historian, and a statesman. His statesmanlike qualities may be collected from the story which we are about to relate. His merits as an historian we considered two years ago*, and we see no reason to alter our verdict. His claims as a poet and an orator cannot be disputed. They are matters not of inference but of fact. The object of a poet is to please, — that of an orator, to persuade; and the man who obtains eminent success in his art is a great artist.

A critic may think that he sees objections to the means adopted : he may wonder at the taste of the nation which could be pleased with such poetry, or at the reasoning faculties of the auditors who could be moved with such arguments ; but he must bow to success. The poet or the orator may have been himself aware of these objections ; but if he could so best obtain his object, he was right in disregarding them. M. de Lamartine's poetry is not fitted for English popularity : scarcely any French poetry is. But in France, its success has been rapid and universal, and he stands at the head of her living poets. From this judgment the only appeal is to that of posterity ; and it would be presumptuous — for ~~foreigners especially~~ — to anticipate its reversal.

M. de Lamartine's success as an orator has been still more brilliant. The words of no other living speaker have so much affected the destinies of mankind. His influence has resembled that of Mirabeau and O'Connell united. Both Mirabeau and O'Connell, indeed, preserved their influence much longer ; Mirabeau, in fact, kept his till death. O'Connell until extreme age and bodily weakness. M. de Lamartine's is, for the present, suspended. But, while it lasted, it was more decisive, more instantaneous in its effects, and exercised under less advantageous circumstances, than either of theirs.

O'Connell could inflame only those who wished to be inflamed. He could govern only those who wished to be governed : he could push them forward only in the way in which they wished to advance. Against a hostile audience he was powerless. But M. de Lamartine has preached peace to those who panted for war ; moderation to those who desired nothing but extremes ; and reason to those who knew only passion. And, armed with no force but his own voice, he has convinced the prejudiced, guided the passionate, and subdued the ferocious. Mirabeau entered an assembly which had no ascertained duties, no defined powers, and no fixed purposes. He persuaded that assembly to assume supreme legislative authority, and to exercise that authority by creating a constitution. He showed great courage, great eloquence, and wonderful presence of mind and rapidity of decision ; but it cannot be said that he displayed these qualities in the face of any great difficulties. The associates over whom he acquired the mastery were unaccustomed to public life. They were not arrayed in parties, disciplined by mutual confidence, and accustomed to obey recognised leaders. The Assembly was a mob ; and, like a mob, submitted at once to the guidance of the boldest, the most decided, and perhaps, we may add, one of the least scrupulous, of its members. M. de Lamartine did not

acquire over his colleagues in the Chamber of Deputies any permanent ascendancy. He never frankly attached himself to any party. His opinions, as we shall see hereafter, were inconsistent with the maintenance of the existing institutions of France—perhaps with the permanence of any institutions whatever. And he was opposed to several of the most experienced and most dexterous debaters, and to one or two of the greatest speakers, in Europe. But he enjoyed one half day of influence such as seldom falls to the lot of man. It was the last morning of the Chamber. When he entered the Palais Bourbon on the 24th of February, it seems to be admitted that on him it depended whether the next event should be the march of the Duchess of Orleans to the Tuileries—or the march of a provisional government to the Hôtel de Ville! Whether he acted wisely in selecting the latter alternative, we must not now discuss, as we are not now considering his merits as a statesman; but to have had the power of selecting, and to have selected, for France one of these two events, was an almost unparalleled triumph for an orator. (¶)

M. de Lamartine's progress in philosophy, at least in the philosophy of government, may be estimated from the political creed contained in the second book of this work. We will extract it in the original; as we are afraid to incur the responsibility of reproducing the eloquence of some portions of it, and of affixing a meaning to others. M. de Lamartine always speaks of himself in the third person.

‘Il avait employé deux ans à voyager en Orient. L’horizon du monde agrandit la pensée. Le spectacle des ruines des empires attriste, mais fortifie la philosophie. On voit, comme des hauteurs d’un faite géographique, surgir, grandir et se perdre les races, les idées, les religions, les empires. Les peuples disparaissent. On n’aperçoit plus que l’humanité traçant son cours, et multipliant ses haltes, sur la route de l’infini. On discerne plus clairement Dieu au bout de cette route de la caravane des nations.

‘Les principes politiques de Lamartine étaient ceux de l’éternelle vérité dont l’Évangile est une page. L’égalité des hommes devant Dieu, réalisée sur la terre par les lois et les formes de gouvernement qui donnent au plus grand nombre, et bientôt à l’universalité des citoyens, la part la plus égale d’intervention personnelle dans le gouvernement; et, par là bientôt, dans les bénéfices moraux et matériels de la société humaine.

‘Le Communisme des biens—qui amène nécessairement le communisme de la femme, de l’enfant, du père et de la mère, et l’abrutissement de l’espèce—lui faisait horreur. Le Socialisme dans ses différentes formules, saint-simonisme, fourriérisme, expropriation du capital sous prétexte d’affranchir et de multiplier le produit, lui faisait pitié.

'Pénétré des avantages de la propriété, ce véritable droit de cité des temps modernes, il aspirait à éteindre graduellement le prolétariat, en appelant à la propriété plus universalisée, le plus grand nombre, et bientôt l'universalité des citoyens. Mais la première condition de cet appel successif à une part de propriété dans la main de tous, était le respect de la propriété dans les mains des propriétaires; des négociants, des industriels déjà élevés, par le travail et par l'hérédité de la famille, à cette dignité et à ce bien-être. Déposséder les uns pour enrichir les autres, ne lui semblait pas un progrès, mais une spoliation ruineuse pour tous.

'Ces deux idées principales, que Lamartine croyait assez saintes et assez mûres pour valoir l'effort d'une révolution, étaient entièrement désintéressées. Elles ne profitaient qu'à Dieu et à l'humanité.

'L'une était l'avènement des masses au droit politique, pour préparer de là leur avènement progressif, inoffensif et régulier à la justice—c'est-à-dire à l'égalité de niveau, de lumière et de bien-être relatif dans la société.

'La seconde était l'émancipation réelle de la conscience du genre humain—non par la destruction, mais par la liberté complète des croyances religieuses. Le moyen à ses yeux était la séparation définitive de l'État et de l'Eglise. Tant que l'État et l'Eglise seraient enchaînées l'un à l'autre, par des contrats simoniaques, par des salaires reçus et par des investitures données, l'État lui paraissait interposé entre Dieu et la conscience humaine.*

Universal suffrage in politics, (~~for so we must interpret his~~
'~~avènement des masses au droit politique,~~') and what is called the voluntary system in religion, are then M. de Lamartine's two instruments for the regeneration of mankind. He thought their acquisition worth the certain calamities, and even the uncertain dangers of a revolution.

If France had been in the state of Spain during the Inquisition, or of Ireland under the penal laws, or even of England during the reigns of the Georges, when all but the members of one sect were by law excluded from office and trust, when to deny the doctrine of the Trinity subjected the offender to heavy penalties, and no one could be married without using the rites of the Church of England,—a considerable sacrifice, though not, ~~we think~~, the terrible one contemplated by M. de Lamartine, might have been wisely made in order to escape from such a thralldom. But the religious freedom of France ~~was,~~
~~at all events, already perfect.~~ A man's faith had nothing to do with his advancement in the world, or with his position in society. Louis Philippe's last prime minister was a Calvinist; the wife selected for the heir of his throne was a Lutheran. Among the members of the Provisional Government was a Jew. The min-

* Vol. i. p. 75—81.

re
hen
and are
 isters of all religions, however, ~~were~~ ^{and are} salaried; and as nineteen twentieths of the French ~~were~~ Roman Catholics, the Roman Catholic clergy of course ^{have} received the principal share of the ecclesiastical budget, and ~~had~~ the use of the public ecclesiastical buildings. The ~~ecclesiastical~~ change therefore, for which M. de Lamartine is willing to pay a revolution is ~~merely~~ the suppression of this salary. He must believe, ~~therefore~~, that a clergy dependent altogether on their flocks for their support, would teach a ~~far~~ purer doctrine, enforce a ~~much~~ ^{more} sounder morality, and give more useful advice than the present *curés*, who are almost completely maintained at the public expense. He must suppose that when their subsistence depends solely on the favour of their hearers, they will utter more boldly, unpalatable truths; and that they will be more active in correcting the prejudices and reproving the faults of their congregations, ~~though~~ they know that by doing so they may incur dismissal or impoverishment. He must shut his eyes to the profitable superstitions, and, we fear we must add, to the profitable immoralities, which it must be the interest of a clergy living from the dues and the offerings of the uneducated classes, to tolerate and even to promote: And he must forget what are likely to be the political notions of a priesthood sprung from the lower classes,—attached by blood, by sympathy, and indeed by social intercourse to those who must appear to themselves to have drawn the blanks of the social lottery,—and excluded by the restrictions of their profession from the moral discipline which other men receive from the struggles of active life and the endearments of domestic life. ~~We have had some experience of the working of the voluntary system in a Roman Catholic country:—in connexion, to be sure, with a Protestant establishment.~~ We know what is the sort of religion, the sort of morality, and the sort of political feelings which have been its consequences—among the priests and among the people; and we earnestly hope that France may escape this enormous addition to her other sources of error and disturbance.

M. de Lamartine's other great measure, for which he was ready to offer his life, and in fact did offer it a hundred times, was 'the obtaining by the masses political rights, as a means of 'their obtaining justice; that is to say, equality among all 'classes in position, in knowledge, and in welfare. Institutions which should give to the whole body of citizens a perfectly equal personal share in the government, and thence in 'the moral and material advantages of society. [Lois et formes 'de gouvernement qui donnent à l'universalité des citoyens la 'part la plus égale d'intervention personnelle dans le gouverne-

'ment, et par là bientôt dans les bénéfices moraux et matériels de la société.']

These opinions, ~~at all events~~, are not taken from the common-places of political philosophy. The received doctrine up to this time has been, that men ought to obtain political power by means of knowledge, morality, and property; not knowledge, morality, and property by means of political power. The novelty, however, of opinions is no ~~absolute~~ objection to their soundness: ~~But~~ their inconsistency is. And M. de Lamartine's creed contains doctrines which we find it impossible to reconcile. Communism fills him with horror, Socialism with pity. The possessors of property are to keep it; they are to transmit it to their children. The landlord and the tenant, the capitalist and the labourer, the lender and the borrower, are to make their own bargains. To take from one man in order to give to another, appears to him not progress but robbery ruinous to both parties.

But, upon these terms, how does he propose 'appeler à la 'propriété l'universalité des citoyens?' We can ~~quite~~ understand how the masses, once admitted to 'a perfectly equal personal share in the government of a country,' would produce in that country a 'niveau de lumière et de bien-être;' but what we cannot understand is, how are they to do this, *except* by means which raise M. de Lamartine's horror or pity,—by Communism or by Socialism,—by destroying all property, or by taking from one in order to give to another. Before he pities the schemes of Socialism, M. de Lamartine ~~really~~ ought to unfold his own. He should tell us by what means he proposes to correct the inequalities of fortune, originally produced by differences in talent, differences in economy, differences in industry, and differences in good luck—and, aggravated by gift, by marriage, and by inheritance: and if he cannot correct these inequalities, what becomes of ~~all~~ the justice which he promises? What becomes of his 'égalité de ~~niveau~~ et de bien-être'? *~ lumière*

We do not believe, ~~for ourselves~~, that any organic changes whatever are worth the evils and the risks of an insurrectionary revolution; at least to the generation that makes it. But, if there were any motive that could induce us to encounter those evils and to incur those risks, it would be the prospect of *escaping from* M. de Lamartine's favourite institutions—universal suffrage in politics, and the voluntary system in religion.

Had Louis Philippe shown any intention to adopt these institutions, M. de Lamartine tells us that he ~~might have saved~~ the monarchy. But none was shown; and he therefore saw without regret the approach of the only means by which they could be introduced—a revolution. *would have escaped*

We now proceed to the narrative itself.

On the evening of the 23rd of February, 1848, Lamartine had gone to bed, convinced that the riot was over for the night, and that the announcement of a new ministry would prevent its recurrence the next morning. And these anticipations were reasonable. No one could have expected, or even have taken into his calculations as possible, the follies committed by the government on the morning of the 24th. No one could have supposed it possible, that, at seven o'clock that morning, the new ministry would have required Marshal Bugeaud, the commander of the garrison of Paris, to recall his troops, which had penetrated without interruption to the heart of the insurrection, and were in possession of the principal barricades; or, that an hour or two later, just as the insurrection was recommencing, Marshal Gerard would have been substituted for Bugeaud; or, that when the rioters attacked the posts of the Gardes Municipaux, in the Place de la Concorde, and began to break into the Palais Royal, the troops would have been forbidden to resist them! *Quos Deus vult perdere prius dementat.*

At half-past ten in the morning of the 24th, Lamartine was still at home. He did not intend to go to the Palais Bourbon, merely to hear the names of the new ministers announced. But he was now told that it was thought possible that the rioters might attack the Chamber, and if there were any danger, it was his duty to be present. 'Yesterday,' he said as he went out, alluding to the events of 1792, 'was a 20th of June. It forebodes a 10th of August. A king who capitulates with an insurrection is no longer king. The 10th of August will come; but it is still distant.' As he passed through the gateway leading to the Chamber, two generals, on horseback, met. 'What news?' said one. 'Nothing of importance,' answered the other, who was General Perrot, commanding the cavalry occupying the Place de la Concorde: 'the crowd is not numerous, and scatters at the least movement of my squadrons; and the best troops in Europe could not force this bridge.' The order prohibiting resistance was not then generally known; and Lamartine entered the Palais Bourbon, convinced that he had been brought there by a false alarm.

We now come to perhaps the most remarkable revelation in the whole work. In the vestibule he found seven or eight persons waiting for him. Who they were we are not told—or what they were, except that they belonged to the newspaper press. Even the names of the papers with which they were connected are not expressly stated—though the 'National' and 'Réforme' are plainly enough indicated.

They demanded a secret conference. Lamartine took them

into a distant apartment; the door was locked, and one of them thus addressed him in the name of the whole:—

“ We are Republicans, and we continue Republicans; but we can postpone the Republic if France is not yet ripe for it—if she would not yield to it without resistance, if there be more danger in launching her at once into the fulness of her destined institutions than in holding her on their brink. These are our doubts: ~~do you~~ resolve them. The people calls on you—it trusts you—what you say will be re-echoed,—what you will, will be done. The reign of Louis Philippe is over. But might a temporary sovereignty, in the name of a child, in the hands of a woman, guided by a popular minister appointed by the people and esteemed by the republicans; might such a phantom of monarchy suspend the crisis, and prepare the nation for the Republic? Will you be that minister? Will you be the guardian of our dying royalty and of our infant liberty, by governing the child, the woman, and the people? In our persons the Republican party gives itself up to you: we formally engage to bear you to power, by the irresistible impulse of the revolution which you hear roaring without. We will keep you there, by our votes, by our journals, by our secret societies, and by our disciplined forces in the deepest strata of society. Your cause shall be ours. France and Europe will believe you to be the minister of the Regent: we shall know that you are the minister of the Republic.” *

Lamartine does not appear to have been surprised at the proposal. He does not appear to have doubted the power of seven or eight journalists to dethrone a king, create a regent, and appoint a minister! And he was right. The ‘National’ and the ‘Réforme,’ whose representatives stood before him, *did more than all this*, a couple of hours after. The scene reminds one of Tacitus’s description of the revolution which deposed Galba. The only difference is the substitution of the modern force—the press, for the Roman force—the army.

‘Suscepere duo manipulares imperium Populi Romani transferendum—et transtulerunt’

He asked, however, time for reflection; not a day or an hour,—such periods are not given in revolutions,—but five minutes. And for five or six minutes he reflected, leaning his elbows on the table, and covering his eyes with his hands. At length he raised his head, and thus addressed them:—

“Gentlemen, you are devoted republicans [*républicains à tout prix*]—I am not. I look indeed, as you do, on republican government, that is to say, on the government of the people by their own reason and their own will, as the only purpose of civilisation,—as the only means by which great general truths can become laws. Other

governments are guardianships, admissions by the people that they are still minors—imperfections in the eyes of a philosopher, disgraces in the eyes of an historian : But I have no impatient or fanatical desire for any given form. All that I require is a progressive government, — a government neither preceding nor lagging behind the advancing column of the people, but keeping pace with the desires and instincts of its time. I am not, like you, a thoroughgoing republican ; but I am a statesman ; and as a statesman I think it my duty to refuse my aid in retarding the birth of the Republic. As a statesman I declare that I will not pull down the throne, but if it fall I will not lift it : I will be a party to no revolution but a complete, that is to say, a republican revolution.”

‘ Here,’ says Lamartine, ‘ there was a moment of silence. ‘ His audience looked astonished, stupified, and somewhat incredulous.’ He continued : —

“ I will tell you my reasons. A great crisis requires a great force. If the king be deposed to-day, it will be the beginning of one of the greatest crises which a people has ever gone through in its progress towards a settled government. A reign of eighteen years, by a single man representing a single class, has accumulated behind it a mass of revolutionary ideas, impatience, resentment, and hatred, which it will be impossible for any new Monarchy to satisfy. The undefined reform which triumphs to-day in the streets, cannot assume an outline, cannot submit to limits, without throwing into instant opposition all the classes who will be excluded from power. Republicans, Legitimists, Socialists, Communists, and Terrorists, however opposed in their ulterior objects, will fling together their violence to overthrow the feeble barrier of a transition government. The peers share the odiousness of the Court. The press has rendered the deputies unpopular, and corruption has made them despicable. Their present constituents are an imperceptible minority. The army has lost its spirit, and doubts whether firing on the citizens would not be parricide. The National Guards will go with the opposition. The old respect for the king has been destroyed by his obstinacy and by his failures. With what elements of force will you surround the throne on which you put your child ? Reform ? It is merely a flag used to conceal the Republic. Universal suffrage ? It is a mystery : ~~But~~ with a breath it will blow away your fragment of a monarchy, — your shadows of ministers, — your phantom of an opposition. Its second word may be monarchy or empire — its first will be Republic. You are merely preparing for it a royal prey. Who are to be the friends of the regency ? The great proprietors ? Their hearts are with Henri V. The middle classes ? They think only of themselves and of their profits, — a disturbed minority to be followed by a reign of chronic sedition would ruin them, — they will demand the stability of a republic. The People ? It is in arms, — it is victorious, — it is triumphant : the doctrines with which it has been fed for fifteen years drive it on to destroy not merely royalty, but authority.”

“ The regency ~~then would simply~~ be a new Fronde, with the addi-

tion of democracy, socialism, and communism. Society defended only by a small minority and by a quasi-royalty, neither monarchical nor republican, will be battered from its crest to its foundations. This evening the people may be pacified by a regency, — to-morrow they will come to snatch something else : every assault will tear away some limb from the Constitution. Your successors will be more violent than you. They will find left by you just enough royalty to irritate without restraining. Your 20th of June will certainly have a 10th of August—perhaps a 2nd of September. One day the feeble sovereign will be required to erect the scaffold—another to draw the sword. Any refusal will occasion violence, — the people will taste blood,—woe be to them, if they acquire a thirst for it! You will have a civil war of hunger against property; the horrors of 1793, with socialism added to them. In endeavouring to prevent a woman and a child from sliding down the inclined plane of a tranquil dethronement, you will open an abyss of anarchy and blood, in which the rights of property, the ties of family, the whole civilisation of France, will perish.”

‘The audience,’ says Lamartine, ‘seemed moved.’ So he continued :—

“As to myself, I see clearly the succession of catastrophes which I should prepare for my country, if I were to attempt to stop the avalanche of the revolution, on a slope where every moment that it stays will add to the weight of its mass, and to the ruin of its fall. One power only can avert the dangers of a revolution in such a social condition as ours :—It is, the power of the people itself; it is the suffrage, the will, the reason, the interest, the hands, and the weapons of all,—it is the Republic.

“Yes, it is the Republic which alone can save you from anarchy, from civil war, from foreign war, from confiscation, from the scaffold, from the overthrow of society from within, and from invasion from without. It is an heroic remedy; but, in such times as these, the only effectual policy is a policy as bold, almost as violent, as the crisis itself. Give to the people the Republic to-morrow, and call it by its name, and you change its anger into joy, and its fury into enthusiasm. All who cherish in their hearts republican feelings,—all whose imaginations dwell on republican visions,—all who regret,—all who hope,—all who reason and all who meditate in France,—all the secret societies,—all the active and all the speculative republicans,—the people, the demagogues, the young men, the students, the journalists, the men of action and the men of thought,—all will utter only one cry, will crowd round only one standard—at first in confusion, afterwards in disciplined order, to protect society by the government of all its members. Such a power may be disturbed, but cannot be deposed, for its base is the nation. It is the only force which can protect itself,—the only force that can moderate itself,—the only power that can bring the voice, the hands, the reason, the will, and the arms of all, to protect, on the one hand, the nation from servitude, and on the other hand, property, morality, the

relations of kindred and society, from the deluge which is washing away the foundations of the throne.

"If anarchy can be subdued, it is by the Republic. If communism can be conquered, it is by the Republic. If the revolution can be guided, it is by the Republic. If blood can be spared, it is by the Republic. If a general war and invasion can be averted, it is by the Republic. Therefore, as a rational and conscientious statesman, free from all illusion and from all fanaticism, I declare, before God and before you, that if this day is big with a revolution, I will not conspire for a half revolution. I will conspire, indeed, for none: but I will *accept* only a complete one,—a republic.

"But," he added, rising from the table, "I still hope that God will spare my country this trial. I accept revolutions; I do not make them. To assume such a responsibility, a man must be a villain, a madman, or a God."

"Lamartine is right," said one of the auditors; "he has more faith in our own ideas than we have." "We are convinced," they all cried. "Let us separate; do what, under the inspiration of events, you think best."*

We have extracted this conversation at full length, partly because it is a fair specimen of M. de Lamartine's eloquence, and partly from its great historical interest. Without naming them, it points out the real authors of the revolution. It tells us when and on what motives their determination to substitute

* Vol. i. p. 161. The events of the last twenty years have given to French politicians a terminology for which we have no equivalents. 'La famille,' for instance, is used to signify the relations which, in civilised life, spring up among the members of one family. The communists are accused of wishing to destroy 'la famille.' M. de Lamartine maintains that it is only by the republic that 'la famille' can be preserved. We have sometimes used as a translation 'the ties of family,' and sometimes 'the relations of kindred;' but they are awkward paraphrases, and do not precisely represent the French idea. If 'la famille' had been an object of attack and defence in England, a brief elliptical term would probably have been invented to represent it. Another new term is 'la république,' to signify republican institutions, as monarchy, with us, signifies monarchical institutions. We might have translated it by the word 'democracy;' but though that word expresses correctly enough the sense of the term 'la république,' it has not the same associations. We have therefore generally used the words 'the republic,' though aware that this use of them is not good English. Another is 'crise,' to signify a perplexed state of things, of which the result cannot be foreseen. What increases the difficulty of translating M. de Lamartine, is the boldness and inaccuracy of his metaphors; thus, in the passages which we have just translated, he speaks of 'clôre la crise;' 'd'un mot et d'un geste il engloutira;' 'un politique audacieuse comme la crise;' 'la famille menacée par le cataclysme d'idées qui fermentent.'

an organic for a dynastic revolution was formed, and who was the instigator of that determination. After having related this interview, and the events of the next two hours, M. de Lamartine vainly disclaims ^{the} responsibility ~~for~~ the revolution. We do not believe him to be a villain—or a God; But if we were members of a tribunal before which he was tried for conspiracy to overthrow monarchy in France, we should ~~not hesitate to say,~~ ‘Guilty, upon our honour.’

Let us shortly run over the events as they are told by him. We have seen that at about eleven o'clock a deputation from the Republican conspirators, including representatives of the ‘National’ and the ‘Réforme,’ proposed to him to substitute for Louis Philippe the Comte de Paris as king, and the Duchess of Orleans as regent, and to place *him* over them as minister: that he objected to their scheme that such an arrangement would not last; and declared himself in favour of a republic, based on universal suffrage. That they expressed their conviction, and separated—~~being all~~ agreed apparently on the course of action to be pursued.

Lamartine entered the Chamber; and sat apart, without exchanging a word with any of his colleagues. For the first hour nothing took place. From time to time a discharge of musketry shook the windows. Some of the deputies went out in quest of information; others got on the platform over the portico, and looked on at the unintelligible movements of the troops and the people in the Place de la Concorde. Suddenly the large door of the Chamber opened, and the Duchess of Orleans, leading her sons, and accompanied by the Duc de Nemours, entered. M. Dupin announced from the Tribune that Louis Philippe had abdicated and transmitted the crown to the Comte de Paris, with the Duchess as regent. This was not strictly true; Louis Philippe had not indicated the Duchess, but the Duc de Nemours as regent; as indeed had been settled by a law. But as the Duc de Nemours obviously yielded his pretensions to those of the Duchess, this irregularity might easily have been got over.*

* After the text of these pages had been printed, we received, from a man of the highest political eminence in France, a letter, from which we extract the following passage:—‘The Duchess of Orleans and her sons had just entered, and were at the foot of the tribune. An unauthorised mob had penetrated into some of the public galleries. It was unarmed, turbulent and factious; but showed no disposition to outrage, or even to menace. The Assembly was deeply agitated, but it was impossible to say in what direction. It resembled the sea,

This, however, was not the intention of the conspirators. First rose M. Marie, and after remarking the illegality of the proposed regency, suggested the usual revolutionary expedient — a Provisional Government. He was followed by Crémieux, who proposed that it should consist of five members, to be named by the Chamber. Laroche-Jacquelein, with the usual perverseness of the Legitimists, then aimed a blow at the only remaining authority — the Chamber: 'You are no longer,' he cried, 'a Chamber—you are nothing.' A body of rioters now rushed into the hall, but stood silent, rather as spectators than as actors. M. Marrast, the editor of the 'National,' who was in the gallery appropriated to the 'Journalists,' watching the progress of the revolution, ~~then~~ went out to bring in a bolder mob; and Ledru Rollin occupied the time, at first by declaiming against the proposed regency; and then, at the suggestion of M. Berryer, the other head of the Legitimist party, by proposing a Provisional Government and a Convention. There was now a cry for Lamartine; and he mounted the Tribune, feeling, as he says, that his voice was to be decisive. We have seen that his conduct was pre-arranged.

"The people requires," he said, "a government national, popular, and irremovable. Where is its base to be found among the floating timbers of this shipwreck, in this tempest which has swept us all before it,—among these breakers, where wave after wave swells the tide that has overwhelmed us? Where is it to be found? Only by going down to the bottom of the people and of the country; by extracting from our national rights the great mystery of the sovereignty of all,—

'in the first minutes of a storm, while the wind is perpetually shifting. Tired of this fruitless tumult, I left my seat at the top of the left centre, and made my way to Lamartine, who was at his usual place at the extreme right. He was standing, overlooking from his height and his position the whole scene,—his countenance unmoved and inscrutable. I laid my hand on his arm, and whispered, "Lamartine, you see that the question now is not reform—but revolution. In half an hour, perhaps, our powers of control, or even of interference, will be over." He made a sign of assent. I continued: "Your voice alone can master this tumult; your position, unconnected with any party, inspires confidence: ascend the tribune, or we are lost." His eyes were fixed on the group formed by the Duchess and her sons. He did not turn them towards me, but pointing to the tribune, said, "While that woman and that child are there, I am silent." These words showed to me that his mind was made up—and very differently from my expectations. I returned to my place without replying.' This anecdote confirms M. de Lamartine's representation, both as to the importance attached to his decision, and as to the early period in the debate when it was made.

the source of all order, of all liberty, and of all truth. In the name of the blood which is flowing, in the name of peace, in the name of the people exhausted by its glorious work of three days, I demand a Provisional Government.”

Here, he tells us, the whole Chamber resounded with acclamations.

“A government,” he continued, “which shall predetermine nothing on the subjects which now inflame our resentment, our anger, or our desires; or as to the nature of the definitive government which the nation, when it has had an opportunity of expressing its will, may think fit to adopt.”

‘Here,’ he adds, ‘a thousand voices applauded this reserve of the rights of the nation. “Name them, name the members of the Provisional Government,” they cried.’

“The first duty,” he continued, “of this government will be to put an end to the contest which is now raging;—the second to call together the whole electoral body,—*and by the whole body, I mean all who are citizens because they are men,*—because they are beings endowed with an intellect and a will.”

Here he was stopped by the irruption of a fresh body of about three hundred rioters—those whom M. Marrast had gone to fetch. They came fresh from the sack of the Tuileries. The Duchess with her children and the Duc de Nemours ~~then~~ fled. M. Sauzet, the President, disappeared. Lamartine remained in the tribune, and desired Dupont de l’Eure to take the vacant chair, which rises immediately above the tribune. Lamartine was called upon to name the Provisional Government. He says that he refused: But as far as we can understand his very obscure statement, he also says that he complied. His words are, ‘Il se borne à souffler tout bas aux scrutateurs, les noms qui se présentent le plus naturellement à son esprit.’ ~~But he adds that~~ *The scrutateurs* handed these names up to Dupont de l’Eure, who proclaimed them to the mob. They were, according to our author, Marie, Lamartine, Ledru Rollin, Crémieux, Dupont de l’Eure, Arago, and Garnier Pagès. The four first, it will be observed, had prepared the way for their own appointment, by proposing in the debate a Provisional Government, and Dupont de l’Eure by aiding as president.

Scarcely had this list been proclaimed and assented to, than the mob began to wish to alter it. Lamartine therefore, with some of his new colleagues, hurried away from the scene of election, which might soon have been turned into one of dismission, to instal themselves ~~at once~~ as a government, in the Hôtel de Ville.

It is to be observed, that the ‘Moniteur,’ whose account of

these proceedings M. de Lamartine generally follows, ascribes the nomination of Garnier Pagès to Ledru Rollin. It states, ~~also~~, that after the first six names had been proclaimed, Lamartine and Dupont de l'Eure left the Chamber to seize the Hôtel de Ville, and that Ledru Rollin then read over again the list, adding the name of Garnier Pagès.

M. de Lamartine describes the manner in which M. Flottard introduced him and his colleagues into a small room in the Hôtel de Ville — which was their abode during the first twenty-four hours of their reign. From his story we are led to infer that they found it empty; and that the subsequent addition of Marrast, Flocon, Louis Blanc, and Albert to the Provisional Government, was a voluntary act of the seven who had been nominated in the Chamber of Deputies. But neither of these statements appears to be strictly true. M. Crémieux, who was one of the seven, thus relates the state of things at the Hôtel de Ville:—

'When we reached the Hôtel de Ville, to take possession of the government, we found, in the little room in which we passed the night of the 24th and 25th of February, Messrs. Marrast, Flocon, Louis Blanc, and Albert, who had got there before us. "Who are you?" we asked. "Members of the Provisional Government," they answered. "By whom appointed?" we inquired. I think that they answered, "By the Democratic Society." If we ourselves had been asked who appointed us, we might have answered that we were appointed in the Chamber of Deputies, but certainly not *by* the Chamber. Our *only* origin was a popular acclamation,—and they claimed the same title. So we took them as secretaries,—and afterwards as colleagues.'

Even this is scarcely correct. It is only in the 'Moniteur' of the 25th of February that they are termed secretaries. In that of the 26th, and in all subsequent numbers, they appear as members of the government. In the Bulletin des Lois they are never called secretaries, but a slight blank separates their names from those of the others for the first two days. On the third it disappears, and they are confounded with the others. In the 'Moniteur' of the 27th February (the third day of the existence of the Provisional Government), its members are ranged thus:—MM. Arago, Dupont de l'Eure, Albert (ouvrier), F. Marrast, F. Flocon, Lamartine, Marie, L. Blanc, Crémieux, Ledru Rollin, Garnier Pagès.

~~But the most important revelation as to the true origin of~~

* Rapport, vol. i. p. 266.

In the meantime an event had occurred, which M. de Lamartine passes over in silence, tho its influence on subsequent events was important, not ceased even yet. It is best told in the

Some further light as to the nomination of
 the Provisional Government, is ~~that contained in~~ the evidence of Adolphe Chenu. 'I was,' he says, 'one of the twelve persons, who, in the bureau of the "Réforme," on the 24th of February, after the capture of the Tuileries, created the Provisional Government, at least that part of it which was not left to be created by the "National." At this meeting, with the assistance of some persons whom I added to it, we appointed Ledru Rollin, Louis Blanc, Flocon, Albert, and, I rather think, Francis Arago, though I am not sure whether he may not have been appointed by the other meeting [that of the National]. We then appointed Etienne Arago director of the Post Office. Sobrier asked to be Prefect of Police; Caussidière was generally preferred: ultimately we appointed both. I went and installed E. Arago at the Post Office, and then conducted Caussidière and Sobrier to the Prefecture of Police.*'

A similar account is given by Caussidière. 'After leaving the Tuileries I went to the bureau of the "Réforme," where a body of insurgents were naming a government. When the citizens so appointed were gone to the Hôtel de Ville, to install themselves, two important places remained to be filled up — the Post Office and the Police. The Post Office was given to E. Arago. I proposed Baune for the Police; he refused. Flocon and Baune then proposed me, jointly with Sobrier. I refused at first, but was persuaded to accept.†'

to one another Another extract from Caussidière gives a glimpse of the relations ~~in which~~ the members of the Provisional Government ~~stood to each other from the start~~. *early* On the 26th of February, forty-eight hours after the revolution, he visited them as Préfet de Police:—

'I found them,' he says, 'sitting round a large table. They were absolutely buried in mountains of torn paper, which filled the room up to one's middle. I stood in a window and looked on. They were at work on the draft of a decree, — which was soon torn up and added to the heaps at their feet. The war between the moderate and democratic portions of the Provisional Government was raging. The most violent seemed to me to be Flocon and Garnier Pagès — the former for energy, the latter for delay. In a short time Albert came up to me: "We are not getting on," he said; "I am out of my place here; I am very much inclined to resign."†'

All this is not very consistent with M. de Lamartine's

* Rapport, vol. i. p. 187. † Mémoires de Caussidière, vol. i. p. 63.

† Ibid. p. 90.

account of his having himself created the Provisional Government—by whispering to certain persons whom he calls *scrutateurs* the names that most readily occurred to him. The truth we believe to be, that besides the preparatory meeting in the bureau of the 'Réforme,' there was also one either in the bureau of the 'National,' or, if held elsewhere, composed of the writers in that journal; and that at that meeting, some, at least, of the names afterwards proclaimed in the Chamber were decided on.

The obscurity which still covers many of the most critical portions of the revolution makes us anxious for more precise details as to the interview between M. de Lamartine and the seven or eight persons with whom he concerted the plan of operations. His account of this consultation fills twelve pages; of which his own speech to them occupies eight. It was made without premeditation. It was followed by four months of incessant toil and anxiety, during which it is impossible that he could have found time to make a note of it; and the events of that period were likely to confuse or obliterate his recollection of what preceded them. We ~~naturally~~ wish, ~~therefore~~, for the reports of some of the other interlocutors,—at all events, to know who they were. Was Marrast one of them?—Was Bastide?—Was Boccage, the actor, one?—Was Hetzel, the bookseller, one? The men who professed to hold in their hands the destinies of France, and whose pretensions excited no surprise in M. de Lamartine, could be no ordinary men. He cannot have forgotten who they were. His contemporaries may be willing to take his story upon trust; but posterity ~~will be~~ less indulgent; and knowing the brilliancy of his imagination, if he refuses proofs which it must be in his power to give, they may suspect that he was sometimes a poet while professing to be an historian.

With respect to the propriety, ~~or the contrary~~, of M. de Lamartine's conduct on that eventful morning, we feel little doubt. If we ~~implicitly~~ admit his premises, indeed, he acted wisely as well as boldly. His premises are, that the Regency could not maintain itself, and that the only stable government was a Republic based on universal suffrage. Now we have already stated our belief, that until the people of France have corrected their present errors as to the proper, or rather as to the practicable, duties of government,—while they persist in thinking that its great business is to provide places and salaries for professional, men, privileges and monopolies for merchants and tradesmen, and wages and employment for the labouring classes,—no stable government is possible. Every successive dynasty or assembly may fret its hour upon the stage; but it will be overturned by its disappointed friends

and by its hungry enemies. But if the claims of the Duchess of Orleans and of the Count of Paris had been as adroitly supported as those of her predecessor were, — if she had been a Louis Philippe, or had had a La Fayette, a Lafitte, and a Casimir Perrier as her seconds, — we see no reason for doubting that she and her son might have enjoyed an average period of power. During the fifty-six years between 1792 and 1848 six sovereignties occupied the throne or the chair. That of the Convention, of the Directory, of the Consulate, of ~~Bonaparte~~, of the Restoration, and of 1830, — giving an average of about nine years to each. And we see no sufficient ground for doubting that the seventh might have had its nine years also. *the En*

Lamartine, ~~to be sure~~, endeavours to persuade his readers, and seems to have persuaded himself, that in the beginning of 1848 an overwhelming majority of the French were republicans.

‘Tout ce qui a le sentiment républicain dans le cœur,’ he says, speaking in February, 1848, ‘tout ce qui a le rêve de la république dans l’imagination, tout ce qui regrette, tout ce qui aspire, tout ce qui raisonne, tout ce qui rêve en France, républicains des sociétés secrètes, républicains militants, républicains speculatifs, peuple, tribuns, jeunesse, écoles, journalistes, hommes de main, hommes de pensee, ne poussent qu’un cri.’

This we utterly disbelieve. Now, indeed, after the inglorious flight of the whole royal family, — now, when among the pretenders to the throne there is not one whose ancestor has not forfeited it by the most reckless misgovernment, or by the most contemptible weakness, — now when there is not a single object of popular respect or of popular affection left standing, there is without doubt a portion of the French, comprising perhaps the majority of educated Frenchmen, who cling for the time to the republic, as the best safeguard from anarchy. But these very men, on the 24th of February, 1848, would, for the very same reasons, have clung to the regency. Emile Thomas, who had good means of judging, tells us that even on the evening of the 24th of February, 1848, there were not in Paris 10,000 avowed republicans.* We ourselves have spent a considerable portion of the last two years in France. We have mixed with persons of every class, in the provinces as well as in Paris, and, with the exception of a few socialists, we never met with a theoretic republican, — that is to say, with any one who wished for that form of government, or even approved of it, or who did not consider the revolution of 1848 as a bitter misfortune. The écoles perhaps, the undisciplined youth of the Polytechnic, and

* Histoire des Ateliers Nationaux, p. 14.

a few dreamers like Lamartine, were honest republicans. A much greater number of ambitious demagogues, like Ledru Rollin, and of conspirators, like Caussidière and Barbès, and the general body of journalists, who live by excitement, were dishonest republicans. Others again, who usurped that title were anarchists,—who desired not the government of all, but the government of none. The rest were communists and socialists, whose object, to which they gave the name of a republic, was a class of institutions to which M. de Lamartine is *quite* as much opposed as Guizot or Louis Philippe ~~could be~~. In fact M. de Lamartine himself, in a subsequent part of this work, confesses that he was mistaken. He tells us, that it was the unpopularity of republican institutions that decided him, at the meeting of the Assembly, to remain united to his ultra-republican associates. ‘Republican feelings,’ he then said to his friends, ‘are weak in France. They are chiefly represented by men who excite horror or terror. The Republic itself was a surprise; to which the ~~wisdom~~ *moderation* of the Parisians (sagesse), and our moderation enabled us to give a miraculous success. But such impressions are brief. As soon as the majority of the people, which, in an enthusiasm of terror, threw itself into the hands of a moderate Republic, shall have recovered its presence of mind,—it will accuse those who have saved it, and turn on the ‘Republicans.’* The passage which we have quoted from the first volume shows what were Lamartine’s opinions on the 24th of February; that which we now give from the second, the utter change which had taken place in them by the 4th of May. He writes, however, as if he were perfectly unconscious of inconsistency.

M. de Lamartine’s other motive, the stability of a republic, all the subsequent events have shown to be erroneous. His ‘force suprême, qui peut avoir ses agitations, jamais ses détrônements ou ses écroulements,’ his ‘gouvernement qui porte sur le fond même de la nation,’ his ‘établissement stable, national, populaire, inébranlable, enfin,’ has been the most unstable of all the governments which have succeeded its republican predecessor—the Convention. Within two days after its formation it was on the brink of ruin under an attack from the Terrorists. Three weeks later, on the 17th of March, it was saved from destruction merely by the vacillation of its enemies. A few weeks afterwards, on the 15th of April, Lamartine burnt his papers, and tells us that when he went to bed he did not expect to survive the insurrection of the next

* Vol. ii. p. 405.

day. Again in a few weeks, on the 15th of May, there were some hours during which a new revolution was triumphant. A month later, a civil war of four days ended in a dictatorship! General Cavaignac had the moderation to resign his power after a reign of six months; but during those six months the '*établissement inébranlable*' was not merely shaken but prostrate. So little confidence is there in its present stability, that it was with great difficulty that the Assembly could be persuaded last August to adjourn for six weeks. It was seriously feared that a *coup d'état* would prevent its ever meeting again. Lamartine's theory is founded on the most dangerous of all political arguments — a metaphor. A building is firm, ~~it is said~~, in proportion to the depth of the stratum on which its foundations rest. A government resting on universal suffrage may, metaphorically, be said to rest on the deepest stratum of society. But ~~in truth such~~ *Ita* depth confers no firmness. If we too might venture to be metaphorical, we should say that the lowest stratum of society is a quicksand.

We cannot quit M. de Lamartine's history of the events which preceded the appointment of the Provisional Government without remarking that it is calculated (though, perhaps, that is too strong a word,) to give an erroneous impression as to the violence of the conflict. He admits, indeed, (p. 67.) that no blood flowed on the first day; nor does he describe any actual fighting as taking place on the second. He says, indeed, that the barricades were abandoned as soon as they were raised. The only sanguinary event of this day was the single discharge on the Boulevard des Capucins.* During the night of the 23rd the riot, ~~no doubt~~, swelled into an insurrection, — partly in consequence of the feebleness of the previous day's resistance, partly in consequence of the arrival in Paris of large bodies of Socialists and Communists, and released convicts, who had been summoned from the large provincial towns, but, above all, in consequence of the slaughter at the Boulevard des Capucins, and the use made of it by the conspirators who had planned it. 'The *'bodies,'* says Lamartine, 'were grouped upon the tombereaux,

* The 'Quarterly Review' of June, 1849, No. 169., p. 283., states that the shot from the mob which provoked this discharge was fired by Lagrange. That it was fired intentionally, and to produce the result that followed, there can, we think, be no rational doubt. The circumstance mentioned by Lamartine, that tombereaux, ready harnessed, were in waiting to receive the dead, and exhibit them in all the streets of Paris, is alone a sufficient proof. But what is the evidence, except indeed the character of the man, fixing it on Lagrange?

‘ their arms hanging over the sides of the carriages, the wounds displayed, the blood streaming over the wheels, and dragged by torch-light through the streets.’* On the morning of the 24th a considerable body of insurgents, probably from 10,000 to 15,000, had assembled. A larger body of soldiers was arrayed, apparently to withstand them. But it was a mere appearance. They had received orders to make no resistance. A body of rioters attacked the corps de garde of the Gardes Municipaux in the Champs Elysées. They were murdered at their posts, or in the arcades of the Hôtel de la Marine, in the presence of battalions of infantry and squadrons of cavalry, who were prevented, says Lamartine, by their orders, from rescuing them.† The principal column marched on the Tuileries, sacking the Palais Royal on its way. A battalion of infantry abandoning, in obedience to the general order, the defence of the Palais Royal, took refuge in the Chateau d'Eau, immediately opposite to the gate. It was set fire to, and the wounded and prisoners whom it contained perished in the flames.‡ ‘ All this passed,’ says M. de Lamartine, ‘ within a few steps of numerous bodies of troops, who stood motionless, petrified with astonishment, under the command of chiefs whom the king and his new minister forbade to fight.’§ By the time this column had reached the Tuileries the royal family had fled; the troops were ~~withdrawn~~, and it entered the palace without resistance. From thence it proceeded, equally unresisted, to the Chamber of Deputies, and scattered the representatives as easily as it had frightened away the monarch. This was the battle of the Revolution of 1848.

‘ Si pugna est ubi tu pulsas, ego vapulo tantum.’

But a cursory reader of Lamartine, or even an attentive one unless his attention were particularly called to the question, would suppose that the Revolution of 1848 was, like that of 1830, the result of three days' hard fighting. He repeats, without comment, Ledru Rollin's enormous falsehood that 3000 men had fallen.¶ He speaks of the mob which entered the Chamber as ‘ inflamed by a battle of three days.’|| The weapons through which he penetrated to reach the Hôtel de Ville were brandished by arms ‘ sanglants, tremblants encore de la fièvre de trois jours de combat.’‡ The road to it is described as covered with the dead bodies of men and horses, and constantly

* Vol. i. p. 99. † Vol. i. p. 140. ‡ Ibid. p. 142.

§ P. 200. The total loss of the Gardes Municipaux, who bore the brunt of the action, was nine men killed, and five who died of their wounds.—Dunoyer, ‘ *la Révolution du 24e Février*,’ p. 10.

|| P. 211.

‡ P. 232.

in retreat

crossed by litters carrying the wounded and the dead.* All who come from the streets have their arms red with blood, and their faces blackened with powder. There is a sort of military halo of smoke and fire over all his pictures, which is not justified by the real events.

Connected with this subject is one which we approach with great pain. M. de Lamartine tells us, that the first proclamation of the Provisional Government was written by himself. It begins thus: 'A retrograde and oligarchical government has been overthrown by the heroism of the people of Paris. This government has fled, leaving behind it a trace of blood, which prohibits its return. The blood of the people has flowed as it did in July (1830),—but this time a generous people shall not be deceived.'†

We are not going to blame very severely the coupling the revolution of 1830 and that of 1848; though the one was an aggression on the part of the crown, the other on the part of the people,—though Charles X. fell for having endeavoured to break the law, and Louis Philippe for having endeavoured to maintain it. Such misrepresentations are usual among great orators. But what we do blame is the wicked calumny cast on Louis Philippe of having left behind him a trace of blood. We presume that M. de Lamartine does not hold Louis Philippe responsible for the accident on the Boulevard des Capucins; and the blood that was shed elsewhere, little as it was, was nearly all of it the blood of his own servants. As well might the deaths of those who fell on the 10th of August be imputed to Louis XVI. as the deaths of those who fell on the 24th of February to Louis Philippe. It was precisely to their determination *not* to shed blood, precisely to their refusal to use their means of self-defence, that Louis XVI. sacrificed his life, and Louis Philippe his crown. And so will fall every government in Paris that suffers itself to be attacked with impunity. If Louis Philippe had acted in 1848 as he did in 1832 and 1834, the *émeute* of the 24th of February would by this time have been forgotten. We have often lamented that a man like M. de Lamartine should have *signed* a paper containing a false and cruel accusation of a fallen man. We should not have believed on any evidence but his own that he had ~~actually~~ *written* it.

The picture of the first day of the Provisional Government is

* P. 230.

† We translate the official document, which differs a little from M. de Lamartine's version.

wonderfully vivid. It places in the brightest light the courage, self-devotion, and eloquence of M. de Lamartine. We are not inclined, however, to make any extracts from it. The constant representation of mental and bodily struggle becomes at length fatiguing even to the reader. We prefer the repose of a night scene: — and we will give it in the original.

‘Lamartine sortit à minuit de l’Hôtel de Ville. La nuit était orageuse et sombre. Le vent pluvieux chassait les nuées basses dans le ciel, les fumées rampantes des lampions allumés sur la crête des barricades, et faisait gémir sur les toits les girouettes et les bouches de fer des cheminées. A l’entrée de toutes les rues des factionnaires volontaires du peuple veillaient, le fusil chargé à la main, sans autre consigne que leur zèle. De distance en distance on trouvait de grands feux allumés, autour desquels bivouaquaient sur un peu de paille des groupes de combattants endormis. De temps en temps seulement on entendait de rares détonations, et des balles sifflaient de loin en loin dans l’air. C’étaient des postes de combattants, qui tiraient au hasard, pour avertir les troupes dont on ignorait les dispositions, que l’armée du peuple était debout.

‘Après avoir changé ses vêtements, mis en lambeaux par les tumultes de la journée, et pris deux ou trois heures de sommeil, il repartit à pied à quatre heures du matin, pour l’Hôtel de Ville.

‘Les heures tardives de la nuit avaient assoupi plus complètement la ville. Les feux s’éteignaient sur les barricades. Les factionnaires du peuple dormaient — le coude appuyé sur la bouche de canon de leurs fusils. On entendait une certaine rumeur sourde sortant des rues profondes et noires qui entourent la Place de Grève ; des groupes de quatre ou cinq hommes armés traversaient çà et là le quai, les rues, les places, d’un pas précipité. Ils s’entretenaient à voix basse en marchant, comme des conjurés. Ces hommes étaient en général autrement vêtus que le reste du peuple. Des redingotes de couleur sombre, des casquettes de drap noir à passe-poil rouge, des pantalons et des bottes d’une certaine élégance, des barbes touffues sur le menton et sur les lèvres, soigneusement coupées et peignées, des mains délicates et blanches, plus faites pour tenir la plume que l’outil, des regards intelligents mais soupçonneux et ardents comme le complot, attestaient que ces hommes n’appartenaient pas, par leurs travaux du moins, aux classes prolétaires, — mais qu’ils en étaient les meneurs, les agitateurs et les chefs. Lamartine put apercevoir à la lueur des feux de bivouac, qu’ils portaient *des rubans rouges* à leur boutonnière et *des cocardes rouges* à leur chapeau. Il crut que c’était un simple signe de ralliement, arboré pour se reconnaître entre eux, pendant les jours de combat qui venaient de s’écouler. Il entra sans soupçon à l’Hôtel de Ville, et releva son collègue Marie, qui alla à son tour, voir et rassurer les siens.

‘Le calme, le silence, et le sommeil régnaient à cette heure dans toutes les parties de ce vaste édifice, si tumultueux quelques heures avant. Lamartine reprit son poste dans l’enceinte, un peu élargie, à moitié évacuée et mieux protégée du gouvernement provisoire. Il y

attendit, en rédigeant des ordres et en préparant des décrets, la renaissance du jour et le retour de quelques-uns de ses collègues.’*

The appearance of the small bodies of men distinguished by red symbols, whom M. de Lamartine so well describes, was an event of great importance. It marked the formation, out of several elements, of a party which has menaced from that day the institutions which the Provisional Government and the Constituent Assembly have endeavoured to give to France, — has four or five times been on the point of overthrowing them, — has once occasioned them to be suspended for six months, — and is destined, we believe, ultimately to destroy them, not indeed by substituting its own schemes, but by frightening the higher classes into some form in which the monarchical element shall be even more preponderant than it now is, — we mean, of course, the terrorist party — the Red Republicans.

M. de Lamartine gives two somewhat different descriptions of the class who constituted the leaders and the nucleus of the ~~proper~~ ultra-revolutionary party. He first describes it as consisting of those to whom the object of a revolution is the madness of the revolution itself — of men with no desires of progress, no visions of political improvement, free from the chimeras of those who think that the social edifice can be reconstructed without burying a generation under its ruins, and from the theories of those who look on governments as the instruments of public welfare. ‘Such men,’ he says, ‘without faith, and without principle, but full of passions and of violence, wish for a state of society as violent as themselves. Their theory of government is a prolonged revolution; — without morality, without law, without peace, and without end.’†

He subsequently describes the Terrorists as the produce of the revolutionary literature which flourished during the Restoration and under Louis Philippe; which repeated in cold blood the ferocities of Danton and the maxims of St. Just, which looked with pity on all who scrupled to attribute to the public men of a revolution a right to proscribe and destroy their enemies and their rivals — and reversed the ordinary judgment of history, by heaping honour on the destroyers and contempt on the victims. In the nomenclature of this literature, the Republic meant the violent triumph of a party over the nation — the substitution of tyranny from below for tyranny from above, its arbitrary will for law, anger for justice, and the scaffold for government.‡

‘The believers in this creed,’ he says, ‘were generally young men,

* Vol. i. p. 320.

† Vol. i. p. 326.

‡ Vol. i. p. 338, 339.

blanched in the shade of secret societies, their minds poisoned from infancy by the classics of the Reign of Terror, accustomed to deify Danton for his audacity in murder, and St. Just for his insensibility, — ascribing grandeur to crimes that were merely enormous, — irritated by the want of sympathy, and ready to buy notoriety at any price ; — men whose sleep was disturbed by ~~their envy of the~~ ^{the} immortality of Marat and Babeuf.*

Such, according to Lamartine, were the chiefs of the Terrorist party. The subordinate members—the rank and file of the revolutionary army—he divides into three classes. First he places the dregs of society,—the outcasts from civilised life, who infest every large town. Among these are the liberated convicts, who pass their time between crime and imprisonment ; those who live by the expedients of the day, — many by practices more shameful than crime itself ; those who, having lost by misconduct the means of an honest livelihood, keep up a permanent warfare against law and order, — who think vice a profession, and crime a glory ; and, lastly, those who, in his words, to all of which we cannot attach a definite meaning, (probably because the animal described is peculiar to France,) ‘ ont en eux-mêmes le vertige continu du désordre, le souffle sans repos de l’agitation, la volupté du chaos, la soif du sang.’† This class of ruffians he estimates at 20,000. Next he puts the Communists, — the systematic enemies of rent, of profit, of wages, of inheritance, of capital, of property, — in short, of all the results of civilisation. To these he adds, as the third element, the mere ignorant, indigent population of Paris, thrown out of work by three days of tumult, — ready to believe any statements and to trust to any promises, however monstrous, and to follow any leaders, whatever might be their course.

Such is M. de Lamartine’s description of the party which assumed the red flag as their standard. He denies that, at the commencement of this revolution, the Socialists, as distinguished from the Communists, sympathised with the Terrorist party. Their schemes, however impracticable and absurd, were not then tainted by violence. Firmly convinced of the truth of their theories, they believed that, if once their plans could be put into action, even on a small scale, the prosperity and happiness which they would diffuse would lead to their universal and voluntary adoption.

‘ At this time,’ he says, ‘ a sincere and religious enthusiasm raised both the masters and the disciples of the different sects of Socialists above the evil desires, the low ambition, and the ferocity which have

* Vol. i. p. 343.

† Vol. i. p. 346.

since been imputed to them. Enthusiasm purifies the heart. That of the Socialists, especially of the followers of Fourier and Raspail, amounted almost to ecstasy. The crust which confined the old world seemed suddenly broken up for them. They hoped to mould the new one in accordance with their theories; and to cover it with their phalansteres, — a sort of manufacturing and agricultural convents, — which might succeed if they were peopled by angels and managed by Gods. Their ~~delightful anticipations~~ *joy* filled them with kindness. The sentiments with which their hearts overflowed were humane and fraternal. They wished to respect all vested rights, to remedy all social injustice, to protect the rich, and to relieve the poor. They offered to the government their assistance, their influence, their bayonets and their blood, to aid it in the maintenance of order and the protection of property. They wished for changes, but they wished them to be gradual and peaceful.*

We shall see that the Socialists did not long retain their fidelity to the moderate Republic. But, even without their assistance, — even in spite of their opposition, — the Red party was, on the 25th of February, very formidable. M. de Lamartine estimates (p. 359.) the number of those who made the first rush on the Hôtel de Ville, at between thirty and forty thousand; and the number who, later in the day, filled the Place de Grève and the courts of the building he supposes (p. 386.) to have been from sixty to eighty thousand. If these estimates are tolerable approximations, the Red party, up to the end of the day, formed one half of those present, and, in the morning, were an overwhelming majority; while the Provisional Government had absolutely no force to oppose to it. Their second proclamation the day before, had in fact, for the time, destroyed the National Guard, by declaring that all the citizens made a part of it. The greater part of the regular troops had retired from Paris; and those who remained could not be relied on, in opposition to what seemed now to be the supreme authority, — any crowd calling itself the people. The Garde Mobile — the happiest of Lamartine's creations — did not yet exist. The means of resistance ~~then~~ possessed by the government were merely eloquence, reason, and authority; and the vigour, the courage, the perseverance, and ultimately the success, with which they were employed, have shed a lustre on this day of M. de Lamartine's life, which no other portion of his career, brilliant as it has been, has obtained. We ascribe the honours of this day to M. de Lamartine; because none of his colleagues have claimed much share in them. Dupont de l'Eure, Arago, and Ledru Rollin were absent during the struggle. Lamartine

* Vol. i. p. 334.

bears his testimony to the exertions of Marie, Crémieux, Garnier Pagès, and Marrast; but no trace has been preserved of them. Flocon was employed at Vincennes; and Louis Blanc and Albert sympathised—the former partially, the second entirely—with the enemy.

The public is familiar with the general outline of these events. Lamartine's contrast between the red flag—which never went further than round the Champ de Mars, dragged through the blood of the people,—and the tricolor, which had gone round the world—carrying with it the name, the glory, and the liberty of France—is classical throughout Europe. The further details which he has now given to us are as graphic and picturesque as it is possible for a narrative to be. Such, for instance, is the description (p. 356.) of the sudden appearance before the Hôtel de Ville of the red colour of the party,—of the manner in which the government whom it menaced saw it run through rank and rank of the crowd in the Place de Grève, and along the Quays—and blaze from the opposite windows and roofs. Such too, is his description of the communist delegate who first penetrated into the room occupied by the Provisional Government, and bore to them the ultimatum of the people. It would be rash to translate it:—

‘C’était un homme de vingt ou vingt-cinq ans, de stature moyenne mais droite, forte, d’un ferme et robuste aplomb sur ses membres; son visage noirci par la fumée de la poudre était pâle d’émotion, ses lèvres tremblaient de colère, ses yeux enfoncés sous un front prééminent, lançaient du feu,—électricité du peuple concentrée dans un regard! Sa physionomie avait à la fois le caractère de la réflexion et de l’égarement—contraste étrange qui se retrouve sur certains visages où une pensée fausse est devenue néanmoins une conviction sincère, et une obstination à l’impossible. Il roulait dans sa main gauche un lambeau de ruban ou d’étoffe rouge; il tenait de la main droite le canon d’une carabine, dont il faisait à chaque mot résonner la crosse sur le parquet; il paraissait à la fois intimidé et résolu. On voyait qu’il se raffermissait lui-même contre toute faiblesse et toute transaction, par un parti fortement arrêté d’avance; il semblait sentir et entendre derrière lui le peuple immense et furieux; dont il était l’organe, qui l’écoutait, et qui allait lui demander compte de ses paroles.

‘Il roulait ses regards dans le vide autour de la salle; il ne les arrêta sur aucun visage, de peur de rencontrer un autre regard et d’être involontairement influencé; il secouait perpétuellement la tête de gauche à droite et de droite à gauche, comme s’il eût réfuté en lui-même des objections qu’on lui aurait faites. C’était le buste de l’obstination, le dernier mot incarné d’une multitude qui sent sa force et qui ne veut plus rien céder à la raison.

‘Il parlait avec cette éloquence rude, brutale, sans réplique, qui

ne discute pas, mais qui commande. Sa langue fiévreuse se collait sur ses lèvres sèches, il avait ces balbutiements terribles qui irritent et qui redoublent dans l'homme inculte la colère de l'émotion contenue, par l'impuissance même d'articuler sa fureur; ses gestes achevaient ses mots. Tout le monde fut debout et silencieux pour l'écouter.

‘ Il parla non en homme, mais en peuple qui veut être obéi, et qui ne sait pas attendre; il mesura les heures et les minutes à la docilité du gouvernement; il lui commanda des miracles; il répéta en les accentuant avec plus d'énergie toutes les conditions du programme de l'impossible, que les vociférations tumultueuses du peuple enjoignaient d'accepter et de réaliser à l'instant, — le renversement de toute sociabilité connue, l'extermination de la propriété, des capitalistes, — la spoliation, l'installation immédiate du prolétaire dans la communauté des biens, la proscription des banquiers, des riches, des fabricants, des bourgeois de toute condition supérieurs aux salariés, un gouvernement la hache à la main pour niveler toutes les suprématies de la naissance, de l'aisance, de l'hérédité, du travail même; enfin, l'acceptation sans réplique et sans délai du drapeau rouge, pour signifier à la société sa défaite, au peuple sa victoire, à Paris la terreur, à tous les gouvernements étrangers l'invasion. Chacune de ces injonctions était appuyée par l'orateur d'un coup de crosse de fusil sur le plancher, d'une acclamation frénétique de ceux qui étaient derrière lui, d'une salve de coups de feu tirés sur la place.’*

We had believed that the victory was gained by Lamartine's celebrated comparison of the fortunes of the red flag and the tricolor; but we now find that this was only an incident in the struggle. The mob to which it had been addressed was pouring back with shouts of ‘Vive Lamartine!’ ‘Vive le drapeau tricolor!’ when it was met, ~~repulsed~~, and passed through by a body of revolutionists more fierce and more implacable than any of the previous columns. ‘A bas Lamartine!’ ‘Mort à Lamartine!’ they screamed! ‘point de paroles, le décret, le décret! ou le gouvernement des traîtres à la lanterne!’ Lamartine had placed himself before the great gate, raised on a chair above the small knot of devoted adherents who stood between him and a band of ruffians whose bayonets and swords almost reached his body, and, indeed, slightly wounded one of his hands. His voice could not now be heard in the tumult: He would not retreat; yet, if he remained, the only result seemed to be, his being thrown down and trampled to death by the mob.

He was saved, as in no other place in Europe he could have been saved, by a beggar, who rushed between him and his assailants, invoked him as the brother, the father, the god of the people; embraced him, kissed him, and at length obtained for him, all that was necessary to his triumph — a hearing. For

* Vol. i. p. 376.

whenever a Parisian mob hears Lamartine it is subjugated. He subdued this last detachment of the Red party as he had subdued its predecessors: The tricolor was raised again over the great gates; the mob dispersed, and after eight hours of struggle the Place de Grève was again empty. The contest had left the members of the government in a state of mind which M. de Lamartine thinks peculiarly favourable to wise legislation.

'Tout,' he says, 'était de nature à susciter dans l'âme ces grandes pensées qui jaillissent du cœur, et qui sont la souveraine politique—parcequ'elles sont la souveraine nature et la souveraine vérité. L'instinct est le suprême législateur, celui qui l'écrit en loi, écrit sous la dictée de Dieu.

'Every member of the council sought, in the depths of his heart and of his intellect, for some great reform, some great legislative, political, or moral improvement.

'Some proposed the instantaneous abolition of negro slavery.

'Others, the abolition of the restrictions imposed by the laws of September upon the press.

'Some, the proclamation of fraternity among nations, in order to abolish war by abolishing conquest.

'Some, the abolition of the qualification of electors.

'And all, the principles of mutual charity among all classes of citizens.

'As quickly as these great democratic truths, rather felt than discussed, were converted into decrees, they were printed in a press set up at the door of the council-room, thrown from the windows to the crowd, and despatched by couriers through the departments. A whole century, to which the revolution had restored speech, suddenly raised its voice; and poured forth all the christian, and philosophical, and democratic truths which had slumbered for fifty years in the meditations of the wise, and in the vague desires of the nation. But the experience of those fifty years had also ripened the intellect of the country, and of the men whose decrees were proclaimed in its name. That experience sat with Dupont de l'Eure, Arago, Marie, and Carnot, at the table where these truths became realities. And it is remarkable, that at this meeting, so inspired and so fruitful, not one instance of rashness or of exaggeration tainted the acts or the words of this government of enthusiasm. Not one of these legislators had afterwards to efface one of the engagements which he now made to the country and to posterity. Every one of these decrees passed as a law into the hands of the National Assembly.*

It is ^{to be observed} remarkable that the proclamation of fraternity among nations and of the abolition of war and conquest, does not appear among the printed acts of the Provisional Government. The invasion of a friendly state, and the siege and occupation of its

capital, 'in order to maintain the proper influence of France in Italy,' is a curious comment on it. It is also to be observed that the decree containing the abolition of the electoral qualification bears date the 4th of March; that repealing the restrictions on the press, the 6th of March; and the decrees relating to the abolition of slavery in the French colonies, the 4th of March and the 27th of April; and therefore are not among the 'grandes vérités démocratiques,' which were converted into decrees in this 'séance inspirée et féconde.' The important decrees, which actually bear date the 25th or the 26th of February, and which may therefore be referred to this evening of instinct, inspiration, and enthusiasm, are these: —

The 18th, which sets at liberty all persons detained on political grounds.

The 19th, by which the government —

1. Engages to secure the existence of the operative (ouvrier) by employment.
2. Engages to secure employment (garantir du travail) to all citizens.

3. Admits that operatives ought to combine in order to enjoy the fruits of their labour.

4. And promises to return to the operatives, whose property it is, the million which will fall in from the civil list.

The 22d, which dissolves the Municipal Guards.

The 26th, which declares that the actual government of France is Republican, and that the nation will immediately be called on to ratify by its votes this resolution of the government and of the people of Paris.

The 29th, which declares — That royalty, under any name whatever, Legitimacy, Bonapartism, or Regency, is abolished; and that the government has taken all the steps necessary to render impossible the return of the former dynasty or the accession of a new one;

And the 30th, which directs the immediate establishment of national workshops (ateliers nationaux).*

We confess that we agree with Lamartine in thinking that they bear the stamp of instinct much more than that of reason.

The liberation of all political offenders, and the dissolution of the Municipal Guard, were united by a *curiosa infelicitas*. One set free a set of conspirators, who very soon did their utmost to destroy the government that had released them; and the other

* We extract these decrees from the 'Recueil complet des Actes du Gouvernement Provisoire.' Paris: 1848.

deprived Paris, when it most wanted protection, of the only police which it possessed. The cruelty with which this admirable body of men, whose crime was that they had for many years protected the persons and property of the Parisians, were left utterly unprovided for, is a disgraceful part of the history of the Provisional Government. It was an unmanly concession to the worst feelings of the worst part of the populace.*

The declaration that the actual government of France was republican, is defended by Lamartine on the ground that the Provisional Government had only three courses to take—to proclaim no form of government, which would have been anarchy; to proclaim monarchy, which would have been civil war; or to proclaim a republic. Now the first answer to this is, that the declaration ‘que le gouvernement actuel de la France est le ‘gouvernement républicain,’ was palpably untrue. The actual government of France at that time was as far removed from republicanism as it was possible for a government to be. It was a many-headed Dictatorship—a Despotic oligarchy. Eleven men, some appointed in the offices of a newspaper, and the others by a mob which had broken into the Chamber of Deputies, ruled France during three months, with an absoluteness of which there is no other example in history. The most tyrannical Asiatic or African monarch, the emperor of China, the king of Dahomi or of the Ashantees, could not venture on one tenth of the arbitrary acts which they crowded into their hundred days. They dissolved the Chamber of Deputies; they forbade the peers to meet; they added 200,000 men to the regular army, and raised a new metropolitan army of 20,000 more, at double the ordinary pay; to meet this expense they added 41 per cent. to the direct taxes; they restricted the bank from cash payments; they made its paper a legal tender, and then required it to lend them fifty millions; they broke the public faith with the depositors in savings’ banks; they abolished old taxes and enacted new ones; they declared

* Their story is well told by M. Emile Thomas. He thus describes their state when they applied to him, as director of the *ateliers nationaux*, for relief:—‘Ils avaient tout perdu dans l’incendie de leurs casernes; ils venaient, presque en haillons, tremblants, affamés, s’exposer, dans les rangs des ouvriers, aux insultes, et aux menaces, qui ne leur faisaient pas faute, pour obtenir les secours offerts à tous.

‘La Gouvernement Provisoire avait eu la cruauté de les repousser, de briser leur carrière, signalée par de longs et d’honorables services, et de les laisser en proie à la misère la plus affreuse.’—*Histoire des Ateliers Nationaux*, p. 128.

General Cavaignac had the courage to recal them to the service of the public. It was one of the first measures of his dictatorship.

at an end the treaties which form the base of the international law of Europe; they dismissed judicial officers who by law were irremovable; they sent commissioners through the country invested with powers as absolute as those which they had assumed themselves; they altered the hours of labour throughout France, and subjected to heavy fines any master who should allow his operatives to remain at work for the ~~old~~ accustomed period: They behaved, in short, in a manner in which no government could behave, except one that was restrained by no opposing or moderating force, and in which a government so perfectly unrestrained might perhaps be expected to behave. And this state of things they describe by saying that 'the actual government of France is republican.' If this be a sample of republican government, we far prefer to it a Turkish despotism or even a Venetian aristocracy.

It is probable, however, that the first of these decrees is not to be understood according to the apparent import of its words. It is probable that, instead of a statement of fact, it is a declaration of will—that the word actual means future; and that what was intended to be announced was, that the Provisional Government had decided that the government which was to succeed their dictatorship should be republican. This may have been a wise decision; but it was one not merely beyond the competence of a provisional government, according to all ordinary notions as to the functions of such a power, but peculiarly beyond the competence of the Provisional Government which was sitting on the 25th of February, 1848. That government had been created on the express condition that it '*ne préjugerait rien sur la nature du gouvernement qu'il plairait à la nation de se donner, quand elle sérail interrogée.*' Lamartine himself tells us that there was a burst of applause when, on first proposing a provisional government, he made this reserve of the rights of the nation. The next day, however, if this be the meaning of the decree, this reserve was forgotten; nor is it of any consequence that this declaration was made subject to the ratification of the future Assembly. Every law that is passed by one government is of course liable to be altered by another. England is now a monarchy; but subject to the power of Parliament, to change it, in the next session, into a democracy or an oligarchy.

All doubts, however, as to the meaning of the 26th decree are removed by the 30th, — which absolutely abolishes Royalty, and announces that the Provisional Government has taken all the measures necessary to render impossible the return of the former or the accession of a new dynasty. Thus the government which was

to prejudge nothing, takes all the measures necessary to render impossible a return to the institutions under which, with the exception of the seven most miserable years that she ever endured, France had lived ever since the times of Cæsar.

We do not attach, however, much importance to these two decrees. Great as was the power of the Provisional Government, *it could not* render impossible either the return of the old dynasty or the accession of a new one: it could not prevent the French nation from re-establishing Monarchy if it should so think fit. And in fact, not four months afterwards, Monarchy — real, though temporary — was re-established in the person of General Cavaignac. And under the existing constitution, the monarchical element is stronger in France than in almost any part of Europe. Louis Napoleon has more real power than any of his contemporary sovereigns, except the Czar. We are writing in October. Perhaps by the time that these pages are before the public the revolution will have passed into a new phase. But at this instant the French are more the subjects of a single will, — uncontrolled, and, within very large limits and for several years, legally uncontrollable, by the people or by its representatives, — than they have been under any king since the death of Louis XIV., — than they were during the times when their king was most autocratic, during the early part of the reign of Louis XVIII. and the latter part of that of Louis Philippe.

The 19th and 30th decrees — the universal guarantee of employment by the former, and the creation of *ateliers nationaux* by the latter, — were less palpably absurd, but more extensively, and, we fear, more permanently, mischievous. The engagement to secure employment to all citizens is, when all which it necessarily implies is expressed, an engagement to supply to all applicants materials, tools, and — until those materials have been worked up, sold, and paid for — subsistence. Or, in other words, to provide every applicant with capital: ~~and~~ when he has lost it, or destroyed it, to give him fresh supplies: to take the property of the rich — that is to say, the fruits of industry, abstinence, and skill, and transfer it to the poor — that is to say, to those who, by idleness, or vice, or imprudence, or the ill luck which is the result of unobserved defects of character, have been deprived of wealth, or have been unable to acquire it. To produce equality, but certainly not equality of happiness.

M. de Lamartine, as we have seen, looks on socialists with pity, and on communists with horror; but M. de Tocqueville, in his great speech on the *droit au travail*, clearly showed that, if enforced, these decrees must end in the one or the other. 'If the 'State,' says M. de Tocqueville, 'attempts to fulfil its engagement

‘by itself giving work, it becomes itself a great employer of labour. As it is the only capitalist that cannot refuse employment, and as it is the capitalist whose workpeople are always the most lightly tasked, it will soon become the greatest, and soon after the only, great employer. The public revenue, instead of merely supporting the Government, will have to support all the industry of the country. As rents and profits are swallowed up by taxes, private property, now become a mere incumbrance, will be abandoned to the State; and, subject to the duty of maintaining the people, the Government will be the only proprietor. This is Communism.

‘If, on the other hand, the State, in order to escape from this train of consequences, does not itself find work, but takes care that it shall always be supplied by individual capitalists, it must take care that at no place and at no time there be a stagnation. It must take on itself the management of both capitalists and labourers. It must see that the one class do not injure one another by over trading, or the other by competition. It must regulate profits and wages—sometimes retard, sometimes accelerate, production or consumption. In short, in the jargon of the school, it must organise industry. This is Socialism.’*

The necessary consequence of the 19th decree, promising employment to all applicants, was the creation of the *ateliers nationaux* by the 30th. These workshops were immediately opened in the outskirts of Paris. A person who wished to take advantage of the offers of the Government, took from the person with whom he lodged a certificate that he was an inhabitant of the *Département de la Seine*. This certificate he carried to the *mairie* of his *arrondissement*, and obtained an order of admission to an *atelier*. If he was received and employed there, he obtained an order on his *mairie* for forty sous. If he was not received, after having applied at all of them, and found them all full, he received an order for thirty sous.† Thirty sous is not high pay; but it was to be had for doing nothing; and hopes of advancement were held out. Every body of eleven persons formed an *escouade*; and their head, the *escouadier*, elected by his companions, got half a franc a day extra. Five *escouades* formed a *brigade*; and the *brigadier*, also elected by his subordinates, received three francs a day. Above these again were the *lieutenants*, the *chefs de compagnie*, the *chefs de service*, and the *chefs d'arrondissement*, appointed by the Government, and receiving progressively higher salaries.‡

* Séance du 11e Sept. 1848. Assemblée Constituante.

† Histoire des Ateliers Nationaux, par Emile Thomas, p. 80.

‡ Ibid. p. 58.

Besides this, bread was distributed to their families in proportion to the number of children.*

The hours supposed to be employed in labour were nine and a half.† We say *supposed* to be employed, because all eleemosynary employment, all relief work, all parish work, (to use expressions which have become classical in Ireland and in England,) is in fact nominal. When the relations of the labourer and the capitalist are in the state which in a highly civilised society may be called natural, since it is the form which, in such a society, they naturally tend to assume, when undistorted by mischievous legislation, the diligence of the labourer is their necessary result. As he is paid only in proportion to his services, he strives to make those services as valuable as he can. His exertions perhaps ought more frequently to be moderated than to be stimulated. A large proportion of our best artisans wear themselves out prematurely. In another state of society, which is also natural in a lower civilisation, — that of slavery, a smaller, but still a considerable amount of industry is enforced, by punishment. But in eleemosynary employment there is absolutely no motive for the labourer to make any exertion, or for the employer, a mere public officer, to enforce it. The labourer is, at all events, to have subsistence for himself and his family. To give him more, would immediately attract to the public paymaster all the labourers of the country; to give him less, and yet require his services, would be both cruelty and fraud. He cannot be discharged, — he cannot be flogged, — he cannot be put to task work, — since to apportion the tasks to the various powers of individuals would require a degree of zealous and minute superintendence which no public officer ever gave. When the attempt was made in Paris, men accustomed to the work earned fifteen francs a-day, those unaccustomed to it, not one.

This semi-military organisation, regular payment, and nominal work, produced results which we cannot suppose to have been unexpected by the Government. M. Emile Thomas tells us that in one mairie, that containing the Faubourg St. Antoine, a mere supplemental bureau enrolled from the 12th to the 20th of March more than 1,000 new applicants every day.‡ We have before us a list of those who had been enrolled on the 19th of May: and it amounts to 87,942.§ A month later it amounted to 125,000, — representing, at 4 to a family, 600,000 persons; — more than one half of the population of Paris.

To suppose that such an army as this could be regularly

* *Histoire des Ateliers Nationaux*, p. 67.

† *Ibid.* p. 70.

‡ *Ibid.* p. 172.

§ *Ibid.* p. 376.

organised, fed, and paid, for months in idleness, and then quietly disbanded, was a folly of which the Provisional Government was not long guilty. They soon saw that the monster which they had created could not be subdued, if it could be subdued at all, by any means short of civil war.

‘Do you wish to know,’ says Lamartine in his “Conseiller du Peuple” of October, 1849, ‘why some of us consented to retain power after the meeting of the Constituent Assembly? This is the ~~answer~~: It was because we saw the inevitable approach of a battle with the ateliers nationaux and we thought it our duty to cover the Assembly, at least during that battle, with our breasts and our popularity.’

Nearly a similar statement is to be found in the work which we are reviewing.

‘A thunder-cloud,’ says M. de Lamartine, ‘was always before our eyes. It was formed by the ateliers nationaux. This army of 120,000 workpeople, the greater part of whom were idlers and agitators, was the deposit of the misery, the laziness, the vagrancy, the vice, and the sedition which the flood of the revolution had cast up and left on its shores. The Provisional Government had created these ateliers as a means of temporary relief, to prevent the unemployed workpeople from plundering the rich, or dying of hunger,—but they never concealed from themselves, that the day when this mass of *imperious idlers* was to be broken up, scattered over the country, and employed in real work, must bring a change, which could not be effected without resistance, without a conflict, without a formidable sedition.’*

M. de Lamartine’s justification of a measure which assembled and disciplined in Paris an army of 120,000 enemies is, as we have seen, ~~clear~~ necessity. Trade and manufactures were stopped by the revolution, and Paris was in danger of being sacked. Paris, however, has passed through many revolutions, without ateliers nationaux, and without being plundered. Without doubt the course that the revolution of 1848, under Lamartine’s guidance, had taken, the ~~instant~~ subversion which he encouraged of royalty, and the promise which he made of pure democracy, had spread an unusual amount of terror among capitalists. There was probably greater alarm, and therefore greater want of employment, than in 1830. It may have been consequently necessary to provide relief on a larger scale; but we firmly believe that such relief might have been given by means comparatively innocuous. It was not the 20th decree, creating the ateliers nationaux, which occasioned the rebellion of June. It was the 19th, — that which guaranteed employment to every citizen, and recognised the right of workpeople to combine. Had not that decree been issued, relief to

the unemployed would have been given, *as* relief. It might have been subjected to conditions to which none but the destitute would have submitted; and, though subject to these conditions, if tendered as charity, it would have been accepted with gratitude. But the 19th decree converted it into a debt: and the first consequence was to deprive the Government of all power of selection. Lamartine tells us that the greater part of the applicants were idlers and agitators; that the *ateliers* became deposits of laziness, vagrancy, vice, and sedition. Under the 19th decree this was inevitable. The decree guaranteed employment — not to the diligent or to the well-disposed, but to all. Now, to guarantee *subsistence* to all, — to proclaim that no man, whatever be his vices or even his crimes, shall die of hunger or cold, — is a promise that in the state of civilisation of England, or of France, can be performed not merely with safety, but with advantage; because the gift of mere subsistence may be subjected to conditions which no one will voluntarily accept: But *employment* cannot safely be made degrading, and cannot practically be made severe.

The latter part of the decree, which was a public encouragement of combinations, aided by the 42nd decree, published three days after, which proclaimed that the revolution had been made by the people and for the people, and that it was time to put an end to the long and unjust sufferings of the labouring population, of course produced an immediate crop of combinations. They followed their accustomed tactics, — the unions of the different trades appointed committees, the committees ordered strikes, and the *ateliers nationaux* enabled those orders to be carried into execution.

'Les différens comités,' says Carlier, Directeur de la Police, 'ont obtenu *par intimidation* la cessation des travaux dans les 'ateliers des fabricants, et ont rejeté les ouvriers dans les ateliers 'nationaux.'*

The workpeople were told, you may fold your arms; the Government cannot starve you; you will have it all your own way. Quit your masters, or ask wages that will force them to discharge you; their establishments must be closed, the Government will take possession of them, and hand them over to you.†

As they were managed, the *ateliers nationaux*, it is now admitted, produced or aggravated the very evils which they professed to cure or to palliate. They produced or continued the stagnation of business which they were to remedy; and, when they

* Enquête sur l'Insurrection du 23e Juin et 15e Mai, tome ii. p. 16.

† See the evidence of M. Goudchaux; 'Enquête,' tome ii. p. 290.

became absolutely intolerable, the attempt to put an end to them occasioned the civil war which they were to prevent. When men to whom employment had been guaranteed—men ‘whose long and unjust sufferings were now to be terminated,’—men ‘by whom and for whom the revolution had been made,’ were told that all from seventeen to twenty-five years old must enter the army, that the rest must accept whatever employment, and on whatever terms, private individuals offered them, or the Government imposed on them, and that all who refused compliance would be dismissed*, they resisted, as Lamartine foresaw that they would do. They took to their arms—not without some pretence of justice; and no one who was at Paris during the four dreadful days of June, 1848, can say, that on the first, or the second, or even the third day, the contest was not doubtful.

Had it not been for their subsequent ratification by M. de Lamartine, we should not have dwelt on the decrees of the 25th and 26th of February. They were the work of men of no administrative experience; with little mutual acquaintance,—in fact, separated from one another by the widest distinctions of birth, of education, of habits, of feelings, and of opinions,—thrown suddenly into power by events which even those who planned them did not expect, sitting in the face of a mob whose wild passions no one could foresee, and no power at their command could control. That their decrees and proclamations should be such as, in fact, we find them, was to be expected: And if M. de Lamartine had only cast over them a decent veil, we should not have thought it worth while to lift it. But by deliberately adopting them, more than a year after, in the calmness of seclusion,—by affirming their absolute exemption from rashness and error,—by almost hinting that they were the result of inspiration, he has given to them a place among the elements from which we must estimate his political character.

It was not until the sixth evening that Lamartine could turn his attention to his own department—foreign affairs, and take possession of the hotel on the ill-omened Boulevard des Capucins:—

‘They opened,’ he says, ‘to the new minister the apartments of M. Guizot. ~~To him~~ They seemed still tenanted by his shade. The room, the bed, the tables still scattered over with papers, in the state in which the supporter of the monarchy had left them on the night of the 23rd, showed the sudden departure of a minister who thought that he had left his home for an instant,—and had left it for ever. A woman, in M. Guizot’s confidence, accompanied him. Lamartine placed in her hands the private documents and the few movables which belonged

* See a note of these Orders; ‘Enquête,’ tome ii. p. 161.

to his predecessor; and left an apartment which seemed to bring no good fortune to its inhabitant. He desired his mattress to be spread in the naked rooms of the ground floor, more gloomy in themselves, but less so in their associations.*

We have ourselves received M. Guizot's testimony to the perfect good faith with which all his private papers were delivered to him, un mutilated and unexamined,—preserved by M. de Lamartine not only from plunder, but from curiosity.

Lamartine tells us that he passed the night in reflections on the foreign policy of France. He has generally been considered a pacific foreign minister. It is true that, as he tells us in this history, and in his 'Conseiller du Peuple' of last June, he believed that war in 1848 would have been fatal to the Moderate Republican party. He saw that war, successful or unsuccessful, would lead to increased expenditure and diminished income, double taxation, forced loans, national bankruptcy, inconvertible paper currency, destruction of manufactures, suspension of commerce, insurrection of workmen, the emigration of the rich, the rage of the poor, and a reign of terror, which by the copious use of its own powerful instruments, might be prolonged indefinitely. He laboured therefore anxiously to preserve peace, at that particular period. But ~~we are constrained to say that~~ the general tendency of his political feelings is not pacific; for it is ambitious; and ambition is always warlike—especially in France. One of his complaints against Louis Philippe is, that France under his government could not increase her territory. In his general view of the policy which France ought to adopt, he proposes only two courses,—*each of them involving war for the purpose of conquest*; and decides in favour of the ~~more~~ violent, the ~~more~~ unprincipled, and the ~~more~~ ambitious:—

'The treaties of 1815,' he says, 'drove back France into limits too narrow for her vanity and for her activity. They left her without an ally, and therefore restless and suspicious. There were two modes by which we might have reconstructed our alliances, and established a French system on the Continent and on the ocean. One was to ally ourselves with Germany, against Russia and England—the other, to ally ourselves with Russia, against Austria and England. In the former case, we *might extend our territory* in Savoy, in Switzerland, and in the Prussian provinces on the Rhine—by granting to Austria an extension in Italy, on the Lower Danube and on the Adriatic. If we adopt the second alternative, we may stifle Austria between ourselves and Russia; *extend ourselves freely over Italy, repossess ourselves of Belgium and of the Rhine, and reassume our influence over Spain.* Granting Constantinople, the Black Sea, the Dardanelles;

and the Adriatic to Russia, would insure to us these advantages! Our alliance with Russia is proclaimed by nature,—it is revealed by geography. *It is an alliance of war, to preserve two great races from danger*: it secures an equilibrium of peace, by placing two great weights on each side of the Continent, to keep down the centre, and by banishing England, as their satellite, to the sea and to Asia.*

The deliberate proposal by M. de Lamartine of an object so violent and aggressive in itself, and attainable only through years of universal war, is a curious comment on 'La fraternité' proclamée en principe, entre les peuples, pour abolir la guerre 'en abolissant les conquêtes.' But these ~~are~~ not barren speculations. From M. de Lamartine's principles of conduct we turn to his acts. wls

The first is the celebrated manifesto of the 6th of March.

In that manifesto he declares that the French Republic considers the treaties of 1815 as no longer binding on her; though she admits as a matter of fact their territorial demarcations. And, further, 'that when the hour for the reconstruction of any oppressed nationalities shall appear to France to have arrived, in the decrees of Providence, — the French Republic will think herself justified in arming for their protection.'

Among the attacks which have lately been made on that weak defence of civilisation, international law, this manifesto appears to us to be the boldest and the most mischievous. As Lamartine, while repudiating in the name of the French Republic the treaties which, as he himself admits, have for the last thirty-four years formed the base of the public law of Europe, does not state the cause through which they have ceased to be obligatory, we are left to conjecture it.

Is it that Russia, by incorporating the kingdom of Poland, and Austria, by seizing the republic of Cracow,—both of which acts were violations of the Congress of Vienna,—has released France from her obligations? It may be so. But how do those events affect the rights of England? The treaty of the 20th of Nov., 1815, between France and England, was an independent treaty; not referring to the Act of the Congress signed many months before—before the battle of Waterloo,—and to which France, then under the government of Napoleon, was not really a party. England, who took not merely a substantial but an active part in the act. the

* We copy the rather obscure conclusion:—'L'alliance Russe, c'est le cri de la nature. C'est la révélation des géographies. C'est l'alliance de guerre pour les éventualités de l'avenir de deux grandes races. C'est l'équilibre de paix par deux grands poids aux extrémités du Continent—contenant le milieu, et reléguant l'Angleterre, comme une puissance satellite sur l'océan et en Asie.' (Tome ii. p. 14.)

Act of the Congress, was as much injured by the violations of it as France. To hold then that these violations had the effect of depriving England of the benefit of the engagements made to her by France, would render nugatory all complicated arrangements; or all at least to which France may be a party. ~~SP~~ We cannot suppose that the Republic means to disclaim, ~~in the mass,~~ all the obligations of the Monarchy: ~~Since~~ this would be an extremity of bad faith, of which no one ought to be accused till he avows it.

The only remaining pretext that occurs to us is, that the treaties of 1815 were extorted from France by force. Of course they were extorted by force. Every disadvantageous peace is extorted by force. The treaty which recognised the independence of the United States was extorted from England by force. The treaty which gave Norway to Sweden was extorted from Denmark by force; that which gave Finland to Russia was extorted from Sweden by force; that which ended the late war between Austria and Piedmont was extorted from Piedmont by force. But are these treaties therefore void? or, what is the same thing, valid only until the beaten party is strong enough to repudiate them? If this be the law of nations, the practice of nations must revert to what it was 2000 years ago. *repudiate* If the beaten party is not to be bound by stipulations longer than he is too weak to ~~reject~~ them, the consequence will be that he must be rendered incapable of ever doing further injury. If he cannot purchase safety by engagements, he must be destroyed. All wars must become wars of extermination.

The offer of assistance to oppressed nationalities, when translated into intelligible language, is an offer of the armed interference of France to detach from their existing government any portions of a composite empire, distinguished by race or language from their fellow subjects, which *she* may think fit to consider oppressed, and called by Providence to separate independence. When we recollect that almost every kingdom of Europe is a union of distinct nations,—that neither the Swedish, the Danish, the Russian, the Prussian, the Austrian, the Turkish, the Neapolitan, the Sardinian, the Belgian, the Dutch, nor the British state is homogeneous, this is, in fact, a threat on the part of France to interfere by force in the domestic concerns of almost every government in Europe,—and to interfere for the express purpose of dismembering it. It is an open encouragement to the barbarous feeling which leads men to quarrel because they differ in language or in race,—which drives the Irish to clamour for repeal, the Holsteiners to demand separation, and the Croats to attack the Magyars; and has done more, within

the last year, to retard the civilisation of Europe than can be repaired during the remainder of the century. So little did Lamartine know what he was doing, that his comment on this manifesto is, that it created no ~~source of~~ war, but removed many; that it abolished ambition and conquest.¹

His second measure was to assemble an army on the frontier of Savoy, in order, as is not obscurely insinuated, to make the war between Piedmont and Austria a means of seizing on Savoy. 'Whatever,' he says, "were the results of that war, the French army was to pass the Alps, in order to act or negotiate in arms." This was Lamartine's policy. His successors abandoned it, — he does not judge their conduct — he only relates it.*

A third measure was, in a time of profound peace, and with a national income inferior by about twelve millions sterling to the national expenditure, to endeavour to raise the army from 370,000 men to 580,000†; that is to say, to about one person in fifty-eight of the whole population, or to about one in fourteen of the able-bodied males. In the course of the year, he tells us that the number of 520,000 was actually reached; or about one in sixty-four of the whole population, and one in sixteen of the able-bodied males: — a military force which, in proportion to the population of the country, is about three times as large as that of England, and twice as large as that of Russia, — an army not exceeding, perhaps, the amount which a foreign policy of ambition and interference might require, but destined, if it be maintained, from its magnitude when compared to the resources of the country, to ruin its finances, and ultimately to destroy the little that it has retained of liberty.

In general a minister is held responsible for all the acts of the cabinet. He is so responsible, because he voluntarily joined them and voluntarily remains with them. It is assumed that he knew beforehand what would be the outline ~~and general course~~ of their policy; and if he finds that they propose any thing which he thinks seriously mischievous, he ought to resign. But we do not apply this rule to M. de Lamartine. He knew little — indeed it was impossible that he could know much — of his associates. We believe that he exercised little influence — much less than might be inferred from his own narrative — on their selection. He firmly believed that any change in the Provisional Government before the meeting of the Assembly would destroy it, and leave France in the midst of the tempest without a steersman. With this belief, he could neither resign himself, nor require, or indeed permit, the resignation of any of his associates,

* Vol. ii. p. 278. ; see also p. 283.

† Vol. ii. p. 51.

— however numerous and deep-rooted might be their subjects of disagreement. This system must have been fatal to his influence. The lever with which the member of a cabinet acts on his colleagues, in ~~ordinary circumstances~~, is the threat of resignation. He uses it against measures, and, as a last resource, he uses it against men. But Lamartine could do neither. However he might disapprove of those whom he generally indicates as 'the minority in the government,' (though it is clear that they often were the majority,) he could not quit them,—and he could not displace them. The evidence of several of his colleagues, taken by the commissioners of inquiry into the events of the 23rd of June and the 15th of May, contains some curious revelations. We will quote a few of them, beginning by that of one of the most eminent of the number—M. Arago.

'I admit that there was a disagreement in the Government : it contained two opposing elements,—a republic of moderation, and one of violence. We (that is the moderate party) were attacked, sometimes by reasoning, sometimes by threats. It was not only in the streets, but at the council-table, that the red flag was proposed. I answered that I had rather be cut to pieces than adopt that symbol. As the discussion became violent, I said, "Call in your partisans: I will have the rappel beaten, and we will fight it out." They were always ready to threaten us with the musket. "Well, be it so: the musket!" I used to answer.'*

He is followed by Garnier Pagès:—

'The Provisional Government contained several elements. There was the Socialist element, represented by Louis Blanc and Albert; there were the advanced republicans, represented by Ledru Rollin and Flocon. From the 24th of February to the 24th of June we were in a perpetual struggle. In order to hold together, without resignation or rupture, till the meeting of the Assembly, we were forced to submit to one continued system of compromise.'†

The next witness is M. Marrast:—

'There were,' he said, 'three parties in the Provisional Government,—Socialism and Communism, represented by Louis Blanc and Albert; the Violent Republic represented by Ledru Rollin and Flocon; and the Moderate Republic, by Dupont de l'Eure, Arago, Lamartine, Garnier Pagès, Marie, and himself.

* Enquête, tome i. p. 224—230. The original is, 'Des coups de fusils, nous disait-on alors assez facilement: et bien-soit: des coups de fusils répondais-je.'

† Ibid. p. 284.

‘ There was a constant war between himself as mayor of Paris, and Ledru Rollin as Home Minister. Once Ledru Rollin resigned. Lamartine persuaded him to continue. On the question of delaying the election of the Assembly he was inexcusably violent. “ When one has 200,000 men at one’s command,” he said, “ one may venture any thing, and the Assembly itself shall not stop me.” *

We shall end these extracts by the evidence of two witnesses not actually members of the Government, but nearly connected with it. One is M. Carlier, directeur de la Police :—

‘ There were in fact four governments,—one that of Louis Blanc and Albert, who wished for Communism ; another that of Ledru Rollin, who desired the Red Republic and Terror ; the third that of M. de Lamartine, who wished to conciliate everybody, and thought that he could do so by his eloquence ; and the fourth that of Arago, Marie, Garnier Pagès, and Marrast, who represented the moderate party. The evil influences worked separately and silently, on ordinary occasions ; but whenever there was an insurrection they united.’

The other is M. Goudchaux, for a short time their Minister of Finance :—

‘ The disagreement in the Provisional Government was constant. Lamartine gave up his opinions one by one. He let himself be overpowered and carried away. He wished to stand always as a sort of umpire ; and thought that with his eloquence he could manage everybody. Ardour with him was capacity. He hoped to use the violent, and to control them.’ †

To add to the difficulties of the moderate party, two of the most important of the subordinate ministries, the Postes and the Police, were occupied by E. Arago and Caussidière, — men appointed, as we have seen, in the bureau of the ‘ Réforme ’ newspaper—and claiming, therefore, an independent title and a sort of independent authority, and throwing their influence on the side of the violent party.

The great *practical* questions that first divided the Government were, the period at which they were to be superseded by the meeting of the National Assembly, and the degree in which they ought to endeavour to give a decided character to that Assembly. Lamartine was wisely and sincerely anxious to retire as soon as possible from his slippery post ; and desired that the Assembly, which was to provide for the immediate, and for the future, government of France, should fairly represent

* Enquête, p. 246, 247.

† Ibid. p. 289—310.

the opinions and wishes of the French people. But the Violent party, both in the Government and in the streets, were anxious to prolong the existing state of things; under which Paris dictated to France, and they dictated to Paris. And they were still more anxious that, when at last the Assembly must meet, it should be found to contain a majority which would give effect to *their* theories, and maintain *them* in power.

The first open conflict between the two parties seems to have taken place with respect to the latter question. In the beginning of March, Ledru Rollin, as Minister of the Interior, issued circulars to the Commissioners, who had been sent, as a kind of proconsuls, into the provinces. In the first of them, that of the 8th of March, 'Take as your rule,' he said, 'that political functions, whatever be their rank, must be entrusted only to tried republicans. Those who have obeyed the contemptible power which the popular breath has just blown away, cannot serve the people. Place everywhere men whose hearts and courage are *with us*,—men who will give us an Assembly capable of understanding and carrying out the will of the people;—in a word, men *de la veille, et pas du lendemain.*'*

By the second, dated the 12th of March, he informed them that their powers, like those of the government which they represented, were absolute. 'The victory of the people,' he said, 'has thrown on you the duty of completing its work; and for that purpose it invests you with its sovereignty: *you are responsible only to your own consciences.* Whatever the public safety requires, you must do. *Your great business is with the elections.* Be on your guard against those who, having served a king, now profess to serve a people. The Assembly must be animated with the spirit of the revolution. Those who ask a seat in it must be pure from the traditions of the past. Let the word everywhere be, new men! and, if possible, from the mass of the people. No compromises,—no compliances. Let the day of the election be the triumph of the revolution.'†

'These circulars,' says Lamartine, 'rang like a tocsin through the country. They suddenly roused it from its dreams of concord and peace. Men shuddered at the words "Your powers are boundless"—which brought again to mind the Commissioners of the old Convention. The attempt to confine political power to the republicans *de la veille*, was an attempt to disfranchise nearly the whole nation; for if the number of those whose reason preferred a republic was immense, that of those who would have taken steps to obtain one was very small.‡ Lamartine

* Actes du Gouvernement Provisoire, 2de partie, p. 91.

† Ibid. 2de partie, p. 125.

‡ Vol ii. p. 184. We are not sure that we have discovered the

felt that if these circulars were not disavowed, the republic would become the tyranny of a minority, to be upheld by terror within and by war without, by disturbance, by exactions, by dismissals,—in short, by revolutionary violence in all its forms. He, and the majority of his colleagues, were resolved to suffer a thousand deaths rather than bear, before God, before history, and before their own consciences, the responsibility of so execrable a government.*

He summoned, therefore, a meeting of the whole Government for the 16th of March. The debate was violent; and lasted for several hours. It ended in the adoption and publication of a proclamation drawn up by Lamartine, and intended to be a disavowal of the circulars of Ledru Rollin. But we must confess that it appears to us a very faint disavowal. The strongest passages are those which urge the people to respect in others the freedom of suffrage which they demand for themselves,—not to scrutinise the names which those whom they may think their enemies write on their cards, but *to trust* that they are those of true republicans. ‘Trust,’ it says, ‘the good sense of the people,—give it liberty, and it will give you back the republic.’†

The next day, however, the celebrated 17th of March, the minority took a signal revenge. The Socialist and Red party as usual combined. Under the direction of Caussidière, Louis Blanc, Blanqui, Barbès, Sobrier, and the other veterans of insurrection and conspiracy, a demonstration—to use the revolutionary name—was prepared, which was to carry to the Government the will of the people.

‘At noon on the 17th,’ says M. de Lamartine, ‘the members of the Government were assembled at the Hôtel de Ville. From time to time they went out on the balcony to watch for the column. At length it showed itself over the approaches of the bridge. At its head were about 600 men, the leaders of the clubs, in ranks of about forty abreast. Before each club was its flag, borne by two or three men, and a woman wearing the hideous bonnet rouge. Immediately behind marched a broad compact column of workmen, of all professions, decently dressed, grave, modest, inoffensive, abstaining from every alarming gesture or word, and appearing to think that they were performing an act of calm and holy patriotism. The first ranks of this column filled the Place de l’Hôtel de Ville, and its centre and rear

sense of the last of these sentences. The original is this:—‘Car si le nombre des républicains de raison était immense, le nombre des républicains de faction était bien petit.’

* Vol. ii. p. 185.

† Actes du Gouvernement Provisoire, partie 1er, p. 148.

extended back to the extremity of the Champs Elysées. Its number was estimated at from 100,000 to 140,000 men.*

About 100 of the leaders were admitted, and received by the Provisional Government in the great hall of the Hôtel de Ville, the most historical room now remaining in Paris; — the hall in which sat the formidable Commune de Paris; from whose window Hanriot was thrown; on whose floor Robespierre lay ~~wounded~~ wounded on the morning of the 10th Thermidor.

Blanqui, speaking in the name of the people, in decent but imperious terms, required the postponement for ten days of the election of the officers of the National Guard; the postponement for an indefinite time of the meeting of the National Assembly, then fixed for the 20th of April; and the perpetual exclusion from Paris of the regular army.

He was answered by Louis Blanc and Ledru Rollin, — whose expressions of indignation must have been amusing to those who were in the secret, — by Crémieux, by Marie, and by Dupont de l'Eure. 'The answers,' says Lamartine, 'were not very clear. It was admitted that we agreed with them in some points, that we differed in others, and we promised to deliberate on all.' He has given us his own speech. It contains a promise to consider the question as to the National Guard; and denies any intention to bring back the troops to Paris. 'We never have thought,' he said, 'of doing so; we do not think of doing so; we never shall think of doing so. This is the truth. Tell it to the people. The Republic wants at home no defenders but the people in arms.' As to the postponement of the meeting of the Assembly, he refused to make any engagement inconsistent with the rights of the whole country; but promised, as his colleagues had done, to make it the subject of serious deliberation. The fate of the Government now depended on the will of the instigators of the movement — Blanqui, Barbès, Sobrier, Raspail, and Cabet. Cabet took the lead, and advised his followers to grant the proposed terms of capitulation. The other leaders acquiesced; the delegates retired, and Louis Blanc harangued the people from the balcony, and thanked them in the name of the Provisional Government for the irresistible force which they had placed at its disposal.

'The majority of the Government,' says Lamartine, 'affected to be pleased and grateful! But their hearts were torn by the audacity and success of the conspirators. They now began to distrust a force, over which there was no control. Lamartine himself understood what had passed. He saw that the moderate majority had received a signal

* Vol. ii. p. 207.

defeat; and that those who called themselves their supporters were in fact their tyrants.*

But the measure of his humiliation was not yet full. The next day he had to sign a proclamation in which the Provisional Government solemnly thanked the people of Paris for 'la manifestation si imposante dont vous avez donné hier le magnifique spectacle.' 'The Provisional Government,' it added, 'has seen its power confirmed by 200,000 citizens, marching ~~with~~ ^{with} the calmness of power. People of Paris, you have been as great in this manifestation as you were courageous behind your barricades. Again the Government thanks you. The elections of the National Guard are postponed to the 5th of April.'† The best comment on these transactions is that of a very intelligent bystander,—M. Emile Thomas, the director of the ateliers nationaux, whose intimate connexion both with the Provisional Government and with the working classes of Paris, gave him better opportunities of ascertaining the progress of events than were enjoyed by perhaps any other individual.

'The effect,' he says, 'of the manifestation of the 17th of March was terrible. It struck with consternation the moderate portion of the Government; it gave triumphant influence to Ledru Rollin and his friends; and it showed to the work-people the extent of their power. It may be well to state what was the previous state of the Government. Before the 17th of March it stood thus: on one side, De Lamartine, Marrast, Garnier Pagès, Arago, and Marie; on the other, Ledru Rollin, Flocon, Crémieux, Louis Blanc, and Albert. I omit the venerable Dupont de l'Eure, whose age, and still more whose character, kept him aloof from these struggles of ambition. After the 17th of March the moderate party was reduced to Marrast, Arago, and Marie. Garnier Pagès was undecided; De Lamartine, terrified by the nature and by the strength of the popular current, hesitated before the alternative of civil war. He was neutral for a time; but it was to unite himself afterwards with the man who seemed to have the popular sympathy on his side. Crémieux, Louis Blanc, and Albert, connected themselves more strictly with Flocon and with Ledru Rollin, who afterwards alone gave to the Provisional Government its impulse; modified only by the wild preaching of Louis Blanc, which a month after threw him out of the sphere of his colleagues, into that of Raspail, Barbès, and Blanqui.'‡

* Vol. ii. pp. 225—227.

† Actes du Gouvernement Provisoire, 1er partie, p. 152.

‡ Histoire des Ateliers Nationaux, par Emile Thomas, p. 98.

Lamartine's own narrative, on the whole, confirms Emile Thomas. Between the 17th of March, he says, and the meeting of the Assembly, lay an abyss of anarchy. The wisest of his friends denied that it could be crossed.

'Never,' they said, 'will the Ultra-Republican party, already entrenched within the Government, commanding 200,000 men in Paris, ~~with~~ its commissioners and clubs in the departments, and the artisans everywhere; masters of the police, of the Luxembourg, of the streets, of the National Guard from the suburbs, and of the ateliers nationaux, never will this party allow the election of an Assembly to tear it from power. Lamartine knew well all these sources of danger — but the lot was cast — His death, if he was to die in the attempt, would be avenged? And so he proceeded, resolved to work his way by concession or by force, (*decidé à transiger ou à combattre*) to his two great objects, the preservation of peace abroad, and the meeting of the Assembly.'*

The means which he adopted were, as he tells us, two: *first*, taking measures for putting, as soon as possible, Paris, or at least the Government, under the protection of a regular army; and *second*, seeking to acquire an influence over the subordinate conspirators. For the first purpose, he entered into correspondence with Négrier, the commander of the army of the North, and ascertained that he could rely on his assistance, if an insurrection should drive the Provisional Government out of Paris; he also persuaded General Cavaignac to accept the war office; and he urged the clothing and training of the garde mobile, which, though only three weeks had passed since the date of the decree which created it, already amounted to several thousands. His endeavours to bring over, or at least to mollify, the inferior members of the ultra-republican party, appeared to him to succeed with the leaders of the principal clubs — with Cabet, with Barbès, with Raspail, and with Sobrier. If he could not persuade them all to abandon their schemes, he obtained at least an adjournment. He has given us an interesting account of his interview with one of the fiercest of the conspirators — Blanqui. It ended in Blanqui's pouring out to Lamartine his whole soul. He told him the history of his life; which had been passed in plotting against every government under which he had lived, — he described his passion for a woman, who had shared his sufferings until they killed her, — his solitary meditations, — his religious aspirations, — his dislike of bloodshed, — and *at last* his irresistible craving for conspiracy — a taste which long indulgence had made a second nature. Lamartine ~~now~~ thought that he perceived in him the tact

and sagacity of a negotiator, and asked him if he would exchange his life of treason for one of diplomacy. Blanqui, he says, seemed inclined to accept the offer. If it had been carried into effect, it would have been an amusing incident in the revolutionary phantasmagoria. He did not confine his seductions to the leaders of the clubs. The popular demagogues of the turbulent districts—St. Marceau, St. Antoine, and the Bastille—passed whole nights in the gilded saloons of the Hôtel des Affaires Etrangères, discussing with him unreservedly the domestic and foreign policy of the Government, and the economical and social questions which are still perplexing the half-educated population of the great towns of France. Sometimes he convinced them that their opinions were absurd and their plans mischievous; but, at the worst, he thus learned what those opinions and plans were,—and he believes that this knowledge enabled him to save Paris and the Assembly.

In the meantime, the factions in the Government became more and more hostile. Their meetings, says Lamartine, were few, short, and full of suspicion and irritation. One party was suspected of aiming at counter-revolution and restoration; the other of striving to keep by force the power which accident had thrown into their hands. On the 26th of March, Ledru Rollin, on the pretext that the National Guards had not yet received their arms and uniforms, forced an adjournment of the election of the Assembly from the 9th to the 27th of April. This produced a truce, but a short one.

‘The two camps,’ says M. de Lamartine, ‘which were now established in the Government, were the centres of opposite tendencies and systems. The partisans of each, violent and suspicious, were grouped round their chiefs, irritated their mutual dislike, resentment, and mistrust, and at last led them to plot against one another,—to lend their names and their cause to factions, and to urge those factions to extremities. The place of meeting was frequently changed. Precautions were taken against an assault. Two or three hundred men were often brought together secretly and posted in the neighbourhood of the Ministère des Finances, (in the Rue de Rivoli,) or of the Luxembourg, to prevent a surprise. Each party kept watch on the other.’*

By the end of the second week of April, the National Guard had elected its officers and received its arms, but was not fully equipped. It had not yet been called out, and no one could foresee what would be its opinions: there seems, however, to have been a suspicion that it would side in general with the moderate party; for we are told that the violent party wished

the decisive struggle to take place before it could be called out. The dissensions in the Government became fiercer. Ledru Rollin seldom appeared at their councils. Louis Blanc and Albert, masters of the army of thirty or forty thousand workmen, whose delegates met at the Luxembourg, reported to the Government, without justifying them, the demands and threats of their followers. On the 14th of April, at a council which lasted long into the night, they confessed in a tone partly of grief and partly of complaint, that a manifestation, resembling that of the 17th of March, was likely to take place,—to obtain a further postponement of the elections, and redress of other grievances of the people. They promised, however, to endeavour to prevent it. The next day, the 15th, they lamented that their endeavours had been unsuccessful; but assured their colleagues that they had obtained a promise from the agitators that the character of the manifestation should be free from violence. Lamartine answered, in a tone of despair, that the violence consisted in the number: that a visit from 150,000 remonstrants, however calm their demeanour, was enough to overthrow a defenceless government.

At night, Lamartine, before he went to bed, burnt ~~most~~ of his papers. He was roused in his first sleep by some of his friends from the clubs, who brought him news that the conspirators had resolved the next day to collect 100,000 men on the Champ de Mars at noon; to march along the quays to the Hôtel de Ville, ~~and there~~ to expel the Provisional Government, and to substitute a Committee of Public Safety—consisting of Ledru Rollin, Louis Blanc, Albert, Arago (whose opinions they misunderstood), and some of the most violent of the subordinate agitators. According to the evidence of M. Marrast, of which we have already cited a part, the Committee of Public Safety, as finally settled at Sobrier's after having been discussed at Ledru Rollin's, was to consist of Ledru Rollin, Flocon, and Albert, with the addition of Raspail, Blanqui, Kerausie, and Cabet. Ledru Rollin, however, refused to be associated with Blanqui—and Blanqui with Ledru Rollin*; and this probably prevented the success of the conspiracy. Blanqui appears to have announced what was going on to Lamartine on the night of the 15th. The next morning, at about eleven, while Lamartine, still at his own house, was listening to reports of the gradual increase of the meeting in the Champ de Mars, Ledru Rollin was announced. He came—as his rival, Blanqui, had done a few hours before—to reveal the plans of

* Enquête, tome i. p. 322.

the conspirators, which he professed to have learned only during the night. He was full, of course, of indignation, and of resolution to prefer death to treason. In a few hours, he said, we shall be attacked by more than 100,000 men. What is to be done?

'Of course,' said Lamartine, 'to beat the rappel, and call out the National Guard. You are Minister of the Interior,—it is your business. I will go to the Hôtel de Ville and shut myself up there with such battalions of the Garde Mobile as I can find. If the National Guard comes to my assistance, the insurrection will be destroyed between two fires. If it do not answer to the rappel, I shall die at my post.'*

They separated, apparently agreed on this course of action. Lamartine got together four companies of the Garde Mobile, and placed himself in the Hôtel de Ville. He found there Marrast, Mayor of Paris, and General Changarnier. Lamartine gave to the latter the command of his little garrison. It did not exceed four hundred men. In three hours he thought that the National Guard might be expected. Changarnier answered for a resistance of seven hours. The column of attack was by this time in motion. The scouts reported that its head had already reached the Quai de Chaillot, not three miles from the Hôtel de Ville, and the rappel was not to be heard. Ledru Rollin had forgotten his promise.† There is some doubt as to the person to whom the actual calling out of the National Guard is due. Lamartine says that it was done by himself, Marrast, and Changarnier.

The following is Changarnier's own story: 'On the morning of the 16th I was an ambassador. At a quarter after twelve I went to M. de Lamartine to take his final instructions, and to request that I might be sent off to Berlin immediately. I found there a secretary, and asked some questions about Holstein. "Don't talk of Holstein," he said; "at this instant "M. de Lamartine may be killed." Madame de Lamartine entreated me to go to the Hôtel de Ville. I found there Marrast. Lamartine soon arrived. He seemed disturbed; talked of the divisions of the Government, and complained of Louis Blanc and Ledru Rollin, whom he believed to be engaged in the insurrection. As he took no steps, I acted of my own accord. General Courtais had summoned only a piquet from each legion. I thought that the rappel général ought to be beaten. Marrast wrote the order, at my dictation; and this was the summons which called out the National Guards.'†

* Vol. ii. p. 347.

† Enquête, vol. i. p. 260.

The tenants of the Hôtel de Ville looked anxiously up the river to see whether the attack or the relief would arrive first. At the northern end of the Pont Royal a column of insurgents, about thirty thousand strong, headed by some of the fiercest Clubbists and Socialists, encountered a body of National Guards marching along the Quay of the Louvre. The National Guards let it pass, closed up behind it, and marched after it along the quay. The red flags of the first ranks of the insurgents had just shown themselves on the Place de Grève, when a forest of bayonets shone on the other side of the river. It consisted of thirty or forty thousand National Guards from the left bank of the Seine. They rushed at once into the Place de Grève; interposed themselves between the insurgents and the Hôtel de Ville, and forced them to disperse under the pressure of two armed bodies of superior numbers. The day ended as usual — with harangues by Lamartine on the steps, in the courts, and from the windows.

This 16th of April is one of the most important days which has occurred during the present revolution. It was the first check received by the democratic party. The success of the Government seems, however, to have depended on the accidental presence of General Changarnier at the Hôtel de Ville. For it is clear that Lamartine was afraid to incur the responsibility of calling out the National Guards. Though warned for some days of what was coming, he did not think of this, the only effectual defence, till late in the morning of the 16th, when the enemy was already in force in the Champ de Mars. He left it ~~to~~ to be done by Ledru Rollin, without seeing that he did it; ~~and~~ though he knew that Ledru Rollin was engaged in the conspiracy. And when, as might be expected, it was left undone, Changarnier describes him as helpless. He tells us that on the 15th he and his colleagues 'left to God and to the people the fate of the next day.'* He thinks this, however, the finest day of his political life.† Five days after, on the 21st, the regular army was brought back to Paris.

On the 27th the election of the Assembly took place. On the 4th of May it met. Lamartine was now the most popular man in France. The extent to which he had promoted the revolution was not generally known; and his conduct in the Chamber of Deputies was forgotten, in the gratitude inspired by his resistance to the Ultra-Republican faction. The New Assembly was, as he tells us, 'non républicain, ou peu républicain.'‡

* Vol. ii. p. 340.

† Vol. ii. p. 332.

‡ Vol. ii. p. 406.

The great majority were country people, little acquainted with public business, or with Paris; oppressed by the new responsibility of having in their hands the destiny of a great nation, and terrified by the dangers, physical as well as moral, of their strangely acquired position. They had been warned by the Provisional Government, that the people of Paris, if dissatisfied with their votes, would exercise against them the sacred right of insurrection. They knew that at the elections of the officers of the National Guard, and even of the Garde Mobile, the question 'How will you act if the Assembly does not sympathise with the people?' had been frequently asked, — and that the popular answer had been, 'March against it.'

Their first reception by their new subjects could not have been encouraging. They were made to walk on foot, through ranks of men under arms, from the Place Vendôme to the Palais Bourbon; and when they arrived there, instead of enjoying, in pursuance of the engagement of the Provisional Government, absolute freedom in the choice of a constitution, they had to cry *Vive la République*, according to the best computation, seventeen times in one day. They were required, in the name of the heroic people of Paris, to interrupt their debates, present themselves before the mob under their portico, and shout for the republic. It has been said that they were shown in their vaults an armoury, containing 900 muskets, and informed that it might be necessary to use them in self-defence. Lamartine and Ledru Rollin were at that time supposed to represent the opposite extremes of moderation and of violence, of peace and of war, of order and of anarchy. The great majority, accordingly, were ready to throw themselves at the feet of Lamartine, and implore his advice, his assistance, and his protection; and — in order to enable him to afford them — to appoint him by acclamation the temporary President of the Republic.

'All the Assembly, all Paris, all France, indeed all Europe,' he says, 'had their eyes fixed on him — eager to applaud him if he accepted the dictatorship, to revile him if he refused it. He could not conceal from himself that his popularity had become an absolute passion, — that the ten different elections which made him a sort of member for France, the seven or eight millions of votes which were offered to him if the voice of the people should become necessary, and the support of six or seven hundred of the nine hundred representatives, pointed him out as the man predestined to exercise undivided power. He felt that he had the necessary strength; and he believed that he had the necessary prudence. The glory of having not only called forth the Assembly, but established it, — of becoming the first lawful authority of his country, after being her first revolutionary ruler, —

of being the founder and protector of her infant freedom, offered to him a brilliant and permanent place in the records of distant ages.' *

Two motives, however, overbalanced this strong temptation. In the first place, he now believed, as we have already stated, that neither France nor the Assembly was at heart republican; and that the jealousy which his elevation,—supposing him able to maintain it,—would excite, would break into factions the republican party, and open a breach for the return of monarchy.

In the second place, he did not believe that he could maintain himself in the Assembly, if he admitted among his ministers the Ultra-Republican party — or in Paris, if he excluded them —

'The Assembly,' he said to his friends, 'will name me president, on a tacit understanding that I exclude from office the republicans. If I admit them, I declare war against the Assembly, by imposing on it ministers whom it distrusts and fears. If I exclude them, all my rivals in the Provisional Government, and many of my friends,—all the Republicans, whether Socialist, Terrorist, or Moderate, all the three or four hundred representatives who owe their seats to their democratic opinions, will combine against me. These men (the violent republicans) dispose of 120,000 men in the Ateliers Nationaux, an army now obedient, but which their voice can call into insurrection; they dispose also of the delegates of the different trades who meet at the Luxembourg, and of the 50,000 workpeople who are their fanatical followers; they dispose of the prolétaires † of the National Guard, at least 60,000 bayonets; they are masters of the clubs, which they can rouse into insurrection in a single night; they have at their command the police, and the Montagnards, the Lyonnais, the Gardes Republicains, the Gardiens de Paris, the Guides, in short, all the armed revolutionary bands which are under its influence. The day after I shall construct my exclusive ministry, the Assembly will be attacked, will be conquered, and either degraded into a tool of the conquerors, or stain with its blood the halls in which I have seated it.' ‡

A third course, however, was proposed to him. To retire from official life, and let France endeavour to do without him.

'This course,' answered Lamartine, 'would be the most agreeable, and for me, personally, the wisest: but if I retire from the Assembly, it will instantly get rid of all my colleagues. It will place power in hands suspected by the republicans. That party will be irritated, — Paris will rise at its call: there will be the same calamities, though my name may not ~~then~~ be mixed with them. I shall save, perhaps

* Vol. ii. p. 203.

† This word has no English equivalent, nor is its French signification fixed. Sometimes it is used by Lamartine as signifying persons without political power: sometimes, as in this case, without property.

‡ Vol. ii. p. 406—410.

raise, myself—by ruining the Assembly, the Republic, and the country. I will do the contrary, — ruin myself to save the Assembly.*

On these grounds Lamartine impliedly refused the Presidency of the Republic, by supporting the motion of Dornés, that the Assembly should vest the executive power in a body of five Commissioners; and he deprecated the exclusion of the ultra-republicans from that commission. 'The members of the Provisional Government,' he said, 'notwithstanding differences which were rather presumed than real, had separated the day before, full of mutual esteem, mutual gratitude, and mutual confidence.' The Assembly, after two days' debate, accepted, according to Lamartine from weariness, — according to our suspicion from fear, — what he calls 'this unsatisfactory but necessary measure.' It revenged itself, however, for his adherence to the anarchists, by placing him fourth on the list, — above Ledru Rollin, but below Arago, Garnier Pagès, and Marie. The Commissioners selected their ministers, says Lamartine, in the same spirit of compromise. Among them were Crémieux, Flocon, and Trelat, and what was still more significant, Caussidière. So that the police, which in Paris is almost the government, remained in the hands of one who was known to have been for three months a traitor and conspirator. Lamartine, with benevolent simplicity, ~~seems to have really~~ believed in his reformation.

Subsequent events have shown that in thus yielding to his fears Lamartine committed a grievous error. The very next week the Assembly was attacked and overpowered; and not six weeks later it had to sustain a long and doubtful battle. Such is usually the case when men act under fear: they encourage the enemy whom they try to conciliate.

Of course when we attribute fear to Lamartine, it is not personal fear. Perhaps there does not exist a man more ready to expose his life, or more calm while he is exposing it: nor is he deficient at times in moral courage. To take part in the Provisional Government was an act of courage amounting to rashness. But Nature, intending him to delight the world, and not suspecting that he would try to rule it, has given to him an imagination, out of all proportion to his judgment. The images which it forms are of gigantic dimensions. It inflated Ledru Rollin into a Danton, and the Club des Clubs into a new Club des Jacobins. In the sleepless nights during which, as he tells us, he meditated on the acceptance or refusal of undivided power, he conjured up spectres of danger, as unsubstantial as they were imposing.

* Vol. ii. p. 412.

He estimated, for instance, the ultra-republican force in Paris at 120,000 men from the Ateliers Nationaux, 50,000 from the Luxembourg, 60,000 from the National Guards, — making together 230,000; besides the miscellaneous forces of the clubs, the Montagnards, and the other revolutionary bands, which really did amount to about 20,000 more. This gives a revolutionary army of 250,000 men, — enough certainly to make the stoutest heart quake. But we do not believe that, after subtracting the army and the Garde Mobile, there are much more than 300,000 men capable of bearing arms in Paris; and no one can believe that five sixths of them would have actually risen against the Government. We do not believe that the number which has been brought to fight in any insurrection has ever amounted to 40,000. If Lamartine, on the 9th of May, had frankly united himself to the majority of the Assembly, supported as it was by all the regular troops, and by the vast majority of the National Guards, the riot of the 15th of May might have been a little more serious, and the insurrection of the 23rd of June a little less so; we have little doubt, however, that the ultimate result in both cases would have been what it was.

On comparing the passages which we have quoted from this work and from the 'Conseiller du Peuple,' it will be seen that Lamartine makes apparently inconsistent statements of the grounds on which he retained office after the 4th of May. Here he says that he remained in the Government in order to prevent a battle — foreseeing that if he left it, the Chamber and the Republicans would quarrel. In the 'Conseiller du Peuple' he says that he took office because he foresaw a battle, and thought it his duty to protect the Assembly with his breast and his popularity. Probably he thought it his duty to remain in either alternative. To prevent the battle, if it could be prevented; to join in it, if it could not.*

* A further extract from the letter which we have already quoted furnishes a cotemporary account of Lamartine's feelings:—

'The first time,' says our correspondent, 'that I spoke to Lamartine after the 24th of February, was on the 4th of May. We had then rather a warm discussion: I maintained that we ought to seize the opportunity to make use of the feeling exhibited by the nation, and to employ our parliamentary majority in energetic measures, for the re-establishment of order. "That must bring with it," said Lamartine, "a frightful battle." "A battle," I replied, "is inevitable, do what we will; and if it comes immediately, we shall gain it." "I had rather," he answered, "try to avoid one, and I think "that I shall succeed." He was mistaken in thinking that the battle could be avoided; but when I saw the terrible days of June,

We shall imitate Lamartine in passing rapidly over the rest of his political life. The confidence which he had inspired at the meeting of the Assembly, already much diminished; by his alliance with Ledru Rollin, was further shaken, by the 15th of May, and utterly destroyed by the 23d of June. By that time, indeed, the people of France had become tired of a collective executive: And they restored the monarchical element—first in General Cavaignac, and afterwards, more effectually, in Louis Napoleon.

On the whole, we do not believe that the ‘*Histoire de la Révolution de 1848*’ will raise M. de Lamartine’s reputation. It shows his conduct to have been weaker, and his principles of action to be more absurd, than we had thought possible. But this circumstance adds to its interest, by adding to its credibility. Neither the actions nor the motives which he avows are such as a man would ascribe to himself falsely. And we must add, that when we have had an opportunity of testing the truth of his narrative, by comparing it with that of other witnesses, we have generally found it correct. We have seen, for instance, an account drawn up by Marshal Bugeaud, in his own handwriting, of the events of the 24th of February, so far as he took part in them. The story, as told by Lamartine, agrees with this paper in its minutest details; and probably was taken from the Marshal’s own lips.

As a literary work it has striking merits, and glaring defects. The narrative is clear and interesting, and is interspersed with scenes full of picturesque details: often, however, so minute and so highly coloured, that the reader is inclined to suspect that they are the result rather of fancy than of recollection. Many of them look like pieces of a poem inserted by mistake in a history. Such, for instance, is his picture of his own fortunes before the barricades on the 22d of June:—‘*Trois fois il s’élança de son cheval pour aller au pied de la barricade, trois fois les gardes de l’assemblée l’entourèrent de leurs bras, et le retinrent par la violence.*’*

‘I excused his shrinking from it. He had been nearer to the revolutionary army than I had been; and if he exaggerated its terrors, perhaps I undervalued them. *Now* I am inclined to think that the interval between the meeting of the Assembly, and the great civil war, was more profitable to us than to the enemy. Every one saw that the questions at issue could be decided only by force. Each party employed these five weeks in preparation; and I think that we employed them best. I am not sure that those who conquered in June might not have been beaten in May.’

* Vol. ii. p. 184.

Ἐπὶ μὲν ἐπ' ἀγκῶνος βῆ τείχεος ὑψηλοῖο,
 τρὶς δ' αὐτὸν ἀπεστυφέλιξεν Ἀπόλλων.

Such too is his description of his ride that evening among the insurgents, and of the flowers which they strewed in his path, and showered over his horse. A more graceful exit from a scene of rebellion and bloodshed can scarcely be imagined. ~~But~~ he lets himself out, ~~was~~, from the civil war, as the Sibyl let out Æneas from the Shades—by the Ivory Gate.

'Quâ falsa ad cœlum mittunt insomnia manes.'

The style is vivid and forcible; but, as the reader must have perceived in our extracts, often vague and forced, and deformed by broken metaphors and by almost ludicrous exaggerations. Exaggeration, indeed, is the prevailing fault both of his thoughts and of the language in which he clothes them. All those with whom he comes in contact are angels or demons. They are either endowed with perfect beauty, eloquence, and virtue, or are deformed by 'le vertige du désordre, la volupté du chaos, la 'soif du sang.' Under his pencil a riot becomes an insurrection, a street row a battle. A great source of the defects of the book probably is, that it was composed far too rapidly. M. de Lamartine has lately been writing at the rate of more than half a dozen octavos per year. It is impossible that works so hastily put together can do justice to their author. A man with powers like his ought to write for posterity.

THE END.

LONDON:

SPOTTISWOODES and SHAW,
 New-street-Square.

ÉPISODE DU 24 FÉVRIER 1848

NOTICE

CIRCONSTANCIÉE ET RECTIFICATIVE

DES FAITS AVANCÉS PAR M. DE LAMARTINE

DANS SON

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1848

SUR

LE DÉPART DU ROI

**Par un ex-officier supérieur de l'État-Major de la Garde
nationale de Paris.**

PARIS

IMPRIMERIE DE GUSTAVE GRATIOT

RUE DE LA MONNAIE, 11.

1850

ÉPISODE DU 24 FÉVRIER 1848

NOTICE

CIRCONSTANCIÉE ET RECTIFICATIVE DES FAITS AVANCÉS PAR
M. DE LAMARTINE, DANS SON HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION
DE 1848, SUR LE DÉPART DU ROI.

Le hasard fit tomber dans mes mains, il y a peu de jours, le premier volume de l'*Histoire de la Révolution de 1848*, par M. de Lamartine, et j'y lus le récit qu'il fait du départ du roi des Tuileries (1). J'éprouvai quelque surprise des nombreuses erreurs qui s'étaient glissées dans la narration de ces faits contemporains. Témoin oculaire de tout ce qui s'est passé tant sur la place du Carrousel qu'à Saint-Cloud, à partir de sept heures du matin jusqu'à deux heures et demie de relevée, je crois devoir faire connaître, avec quelque détail, comment les choses se sont passées, afin que l'histoire n'en soit pas altérée dès son début.

J'ai d'abord hésité dans mon récit, obligé de parler de mes faits et gestes dont le public n'a que faire; mais je n'ai pu trouver d'autre moyen d'apporter mon témoignage à l'histoire qu'en disant ce que j'ai vu et ce que j'ai fait.

En ma qualité de chef d'escadron attaché à l'état-major général de la garde nationale de Paris, j'étais

(1) « La duchesse, agenouillée devant le roi, resta longtemps dans cette attitude. On avait envoyé chercher des voitures de la cour; la populace les avait déjà incendiées en passant sur la place du Carrousel; une décharge des insurgés avait tué le piqueur qui allait les chercher. Il fallut renoncer à ce moyen de départ.

« Le roi sortit par la porte d'un souterrain qui communique de ses appartements au jardin des Tuileries. Il traversa à pied ce même jardin que Louis XVI, Marie-Antoinette et leurs enfants avaient traversé à l'aurore du 10 août en se réfugiant à l'Assemblée nationale, chemin d'échafaud ou d'exil que les rois ne refont jamais.

« La reine consolait le roi de quelques mots prononcés à voix basse; un

à mon poste le 24 février, dès sept heures du matin, comme les jours précédents. Déjà le duc de Nemours, le maréchal Bugeaud, le général de Lamoricière étaient à l'état-major, chez le général Jacqueminot indisposé.

La place du Carrousel, était occupée militairement par des dragons, des cuirassiers, un fort piquet de gardes nationaux à cheval, un ou deux bataillons de la garde nationale, quelques détachements de troupes à pied, et quelques pièces d'artillerie.

Le ciel répandait sur Paris un jour sombre ; le temps était un peu froid ; les alentours du Château, mais plus particulièrement la rue Richelieu, étaient hérissés de barricades. Cet ensemble offrait à l'œil un aspect imposant, effrayant même, et bien fait pour attrister l'âme.

A neuf heures le maréchal Bugeaud parut sur la place. Nous l'entourâmes ; il nous dit : « Mes amis,

« groupe de serviteurs fidèles, d'officiers, de femmes et d'enfants suivait en
« silence. Deux petites voitures de place, prises au hasard par un officier dé-
« guisé dans les rues où elles stationnaient pour le service public, étaient
« apostées à l'issue des Tuileries, à l'extrémité de la terrasse.

« Les forces surexcitées par la longue crise avaient défailli au grand air dans
« les nerfs de la reine. Elle sanglotait. elle chancelait, elle trébuchait au dernier
« pas. Il fallut que le roi la soulevât dans ses bras pour la placer dans la voi-
« ture ; il y monta après elle (1). La duchesse de Nemours, grâce et beauté de
« cette cour, monta éplorée avec ses enfants dans la seconde voiture, cherchant
« d'un œil inquiet son mari, resté aux prises avec les difficultés et les périls
« de son devoir. Un escadron de cuirassiers enveloppa les deux voitures ; elles
« partirent au galop sur le quai de Passy. A l'extrémité des Champs-Élysées
« quelques coups de feu saluèrent de loin le cortège, et abattirent deux chevaux
« de l'escorte sous les yeux du roi. On fuyait vers Saint-Cloud. »

(*Histoire de la Révolution de 1848*, par M. de Lamartine, tome I, page 148.)

(1) Je suis heureux de n'être pas seul à contredire cette partie du récit de M. de Lamartine. Voir dans la *Presse* du 24 mars 1850, un discours de M. Crémieux, qui se trouve en opposition, sur ce fait, avec le célèbre écrivain.

« mes camarades , tout est terminé. L'ordre vient
« d'être expédié aux troupes de ne pas combattre, et
« d'annoncer que la police de Paris est confiée au
« patriotisme de la garde nationale. S'il y a du retard
« dans l'exécution , ce ne pourra être que par les
« difficultés que les officiers de l'état-major éprouve-
« ront à circuler dans Paris. »

Vers les neuf heures et demie, après avoir passé en revue les deux bataillons de la garde nationale, le maréchal Bugeaud mit pied à terre sur la place. J'étais à pied et placé à sa droite, quand un capitaine de l'état-major général de la garde nationale vint lui rendre compte, au nom du général qui commandait à la Bourse, je crois, de ce qui se passait sur ce point. Le maréchal, jugeant qu'il était utile qu'il s'y rendît, demanda son cheval ; mais les officiers qui l'entouraient s'y opposèrent avec instance. Il demanda pourquoi : « Est-ce, dit-il, parce qu'on ne m'aime pas ? » On garda un respectueux silence. Il ajouta : « Quand il
« s'agit de sauver son pays de l'anarchie, on ne doit
« pas hésiter à monter à cheval. » Je crus alors devoir lui faire part de ce dont j'avais été témoin le matin, à la mairie du deuxième arrondissement ; je lui dis qu'on s'y informait avec anxiété du nom du personnage investi du commandement supérieur des forces militaires et que son nom avait été accueilli par plusieurs avec une défaveur non équivoque.

Il persista néanmoins à vouloir monter à cheval ; mais on le supplia tellement de n'en rien faire, qu'il fut

obligé de céder ; ne pouvant vaincre cette résistance, toute de dévouement pour sa personne, il se décida à aller en faire part au roi ou au duc de Nemours.

Peu de temps après, le maréchal Gérard, en bourgeois, monta à cheval, et se dirigea du côté de la rue de Rohan.

Le roi, en grande tenue, accompagné des princes, passa en revue, sur la place, à dix heures et demie environ, la garde nationale et les autres troupes qui y stationnaient. Il est exact de dire qu'il fut accueilli avec enthousiasme aux cris de « Vive le roi ; » peu de cris de « Vive la réforme » se firent entendre. Le roi paraissait manifester la ferme volonté de se montrer dans Paris ; on parvint à l'en détourner, et assurément on fit bien !

En effet, il était vraiment impossible de circuler dans les rues : de nombreuses et formidables barricades, vigoureusement défendues, s'y opposaient ; le roi eût exposé inutilement sa vie en persistant dans son projet.

Le général de Lamoricière, qui venait d'être investi du commandement en chef de la garde nationale, instruit qu'une colonne de deux cent cinquante à trois cents individus, qu'on disait armés jusqu'aux dents, arrivait par la rue Richelieu pour pénétrer sur la place, monta bien vite à cheval et se porta au galop au devant de cette colonne ; je le suivis. Pendant la lutte qui dura un quart-d'heure au moins, nous fûmes joints par les chefs d'escadron Morisseaux, de Lagalissérie de l'état-major de la garde nationale, le lieutenant Ta-

nier du 7^e hussards (en permission) qui contribuèrent, pour leur part, à contenir énergiquement cette troupe armée, dont le but était, à n'en pas douter, de s'emparer d'abord de l'état-major, où quatre à cinq mille armes étaient emmagasinées, et de marcher ensuite sur le Château. Enfin, après avoir couru bien des dangers, le général parvint à amener la colonne devant l'état-major, lui adressa une chaleureuse allocution, et obtint des individus qui la composaient, en leur annonçant que le ministère était changé; qu'ils renonceraient à tout projet hostile.

Ils exécutaient assez paisiblement leur retraite, lorsque tout à coup une forte fusillade, se faisant entendre dans la direction du Palais-Royal, les attira vers ce lieu; ils y coururent pour prendre part au combat. Le général de Lamoricière les y suivit, et pour mettre fin à ce drame épouvantable, il se jeta dans la mêlée, où il fut légèrement blessé et son cheval tué.

Ayant eu, en résistant, le pied droit fortement froissé contre la borne placée au coin de la rue de Rivoli et de celle de Rohan, je fus obligé, à mon grand regret, de quitter le général, pour me remettre de la vive douleur que je ressentais.

Il était à peu près midi quand la nouvelle de l'abdication du roi commença à s'ébruiter, mais il n'y avait encore rien d'officiel. Dès ce moment, tout sur la place prit une physionomie lugubre, et il devenait urgent de fixer la garde nationale et la troupe sur les devoirs qu'elles avaient à remplir en cette triste occurrence.

Malgré la douleur que j'éprouvais à la jambe, je remontai à cheval; n'ayant aucune mission à remplir dans ce moment critique, je me mis à parcourir la place.

Ce fut alors que j'aperçus dans la cour des Tuileries le duc de Nemours sur le perron du pavillon de la Reine; je courus à lui pour m'informer si la nouvelle de l'abdication était vraie ou fausse.

Le prince était très ému; le général Dumas était à sa droite, dans le même état d'agitation. Sur ma demande : « Monseigneur, que faut-il annoncer? » le duc de Nemours envoya le général Dumas prendre les ordres du roi. Quelques minutes après, le général descendit et me dit à haute voix : « Commandant, annoncez que le roi signe en ce moment son abdication « en faveur du comte de Paris, avec la régence de la « duchesse d'Orléans. »

En partant pour transmettre cette triste nouvelle, je fus frappé d'étonnement de voir la cour des Tuileries entièrement dégarnie de troupes. Sur la place, il n'y avait plus que de la cavalerie qui n'aurait pu défendre la famille royale dans ses appartements. J'appelai un adjudant du palais et je me plaignis vivement de cette imprévoyance. Je lui ordonnai d'aller chercher des troupes immédiatement. Il n'était que temps, car le bruit de la fusillade qui se rapprochait faisait craindre l'envahissement prochain qui, en effet, eut lieu bientôt après.

Il courut du côté du Louvre, et peu d'instants après

il arriva avec une trentaine de gardes municipaux à pied, commandés par un officier du corps. En les voyant ainsi venir au pas de course, on eût dit qu'ils craignaient de ne pas arriver assez à temps pour se faire tuer ; ils étaient seuls pour combattre. Je les fis mettre en bataille devant le perron de la Reine, et je passai sur le quai des Tuileries, pour répandre la nouvelle de l'abdication.

Autant que je puis me le rappeler, il n'y avait de troupes sur les quais qui bordent les deux rives de la Seine que depuis le pont des Arts jusqu'au delà de la place de la Concorde. Arrivé à la hauteur de la grille qui fait face au pont Royal, je vis des gardes nationaux à cheval, dont plusieurs m'étaient connus, sortir du jardin et venir à moi pour me questionner sur ce qui se passait. Je leur appris l'abdication du roi. Cette nouvelle les terrifia profondément. Ils prenaient le parti de s'en aller ; mais comme il y avait danger pour eux de traverser la place, puis de s'engager dans les rues, je crus devoir leur recommander de ne pas se retirer isolément et de prendre les quais.

Pendant que je m'entretenais avec eux, ma vue découvrit dans le jardin un groupe noir qui paraissait descendre du Château et se diriger vers la première pièce d'eau ; je me hâtai d'aller le reconnaître.

C'étaient le roi et la reine, suivis d'une partie de leur famille et de plusieurs personnes de distinction, tous en bourgeois, à l'exception du duc de Montpensier et du général Dumas, qui portaient l'habit mili-

taire. Je revins au galop sur les quais; j'appelai à moi les gardes nationaux à cheval que je venais de quitter et leur dis : « Mes camarades, c'est la famille royale; il faut l'entourer et la défendre, coûte que coûte. » J'entre avec eux dans le jardin. Au même instant, des gardes nationaux à cheval, qui étaient restés au pied du grand escalier entre les deux jardins, et dont j'ignorais la présence dans cet endroit, furent bien vite placés autour du groupe royal par les soins du chef d'escadron Savalette et des capitaines Jeanne de la Roche et Latry, et je formai aussitôt une avant-garde.

Je dois dire, avant d'aller plus loin dans le récit des faits, que dans ce moment rien au dehors du Château ne transpirait sur le départ du roi; et cela est si vrai, que beaucoup de gardes nationaux à cheval, de piquet dans le jardin, venaient de le quitter, et que les gardes nationaux qui stationnaient à la grille de l'Obélisque n'étaient point prévenus; car, sans cela, l'officier aurait pris ses dispositions pour éloigner les groupes et tout préparer pour assurer le passage de la famille royale.

Une fois entré dans le jardin avec les gardes nationaux que je venais d'appeler à mon aide, ne recevant d'ordre de personne et me doutant néanmoins que c'était par la grille du pont de la Concorde qu'on voulait sortir, je partis au galop pour la faire ouvrir et m'assurer des dispositions de la garde nationale et des groupes qui stationnaient sur la place.

Arrivé au milieu des gardes nationaux, ils se pres-

sèrent autour de moi. Je leur dis : « Mes camarades, « c'est la famille royale qui va passer au milieu de « vous; je compte que vous la protégerez, que vous « la défendrez, comme je compte sur votre patriotisme... »

Le lieutenant Proux, qui les commandait, me dit en me serrant la main : « Commandant, fiez-vous à nous. » Ensuite il forma deux haies avec sa troupe. Je fus alors au milieu des groupes, qui grossissaient et qui paraissaient animés. Après quelques paroles prononcées avec émotion et chaleur, j'obtins d'eux la promesse du silence et du respect.

Ainsi, toujours sans ordres et sans instructions, je me hâtai de retourner vers le cortège royal, croyant le trouver encore dans le jardin; mes appréhensions furent grandes quand je le vis hors des grilles et déjà engagé derrière la haie de gauche de la garde nationale. Craignant que cette conduite ne fût interprétée par les gardes nationaux comme un sentiment de défiance, sentiment dangereux dans un pareil moment et surtout en présence des groupes, je revins bien vite me placer devant le roi et la reine, et d'une voix haute et ferme, mais cependant respectueuse, je priai Leurs Majestés de passer au milieu de la garde nationale, ce qu'elles firent aussitôt, en retournant sur leurs pas et en parcourant les deux haies. La garde nationale présenta les armes et cria : « Vive le roi ! »

Cette manifestation fit un heureux effet sur les groupes. Je suppliai encore le roi et la reine de passer sans

crainte au milieu du peuple, ce qu'ils firent avec la plus grande confiance.

Au même instant, un petit coupé bourgeois bleu foncé, attelé d'un bel et bon cheval noir, qui stationnait, avec un cabriolet, à gauche du pont Tournant, approcha vivement du roi. Aussitôt des groupes se pressèrent autour de la voiture. Ce mouvement fit naître soudainement des craintes. Les gardes nationaux se hâtèrent de dégager la voiture. Pour moi, je poussai brusquement mon cheval derrière le roi et la reine pour éloigner les groupes.

Heureusement l'apparition du général Regnaud-Saint-Jean-d'Angély, qui fut bientôt auprès de la voiture avec le colonel Rebles, à la tête de deux escadrons de son régiment (2^{me} de cuirassiers), et que suivaient deux officiers supérieurs de la place, MM. de Lavaucoupet et Anselme, vint imposer à la foule. Il y avait aussi des cuirassiers du 7^{me} régiment. Le roi monta le premier, prit la place de gauche; la reine prit ensuite celle de droite. Les deux fils du duc de Nemours furent placés dans la voiture du roi par les soins du colonel Desperay de Neuilly, du 3^e chasseurs, qui avait porté un de ces enfants depuis le Château.

Le capitaine Bazire, de l'état-major, en tenue militaire, et qui avait suivi la famille royale depuis le Château, sauta sur la partie gauche du siège; le garde du château Suppli, en tenue militaire, s'élança sur la partie droite, et, sur un signe, la voiture fut enlevée au galop.

Le colonel Montalivet, indisposé, monté sur un

cheval de cuirassier, les capitaines Jeanne de la Roche et Latry, les officiers Ampert, Contour et les gardes nationaux Molinet, Barthélemy, Wacrenier, Ferdinand Bosquet, Aguado, Desgranges, Aubert. Dieu, Keller, Dufour et autres, vinrent se joindre à nous et formèrent la grande escorte.

Le général Regnauld-Saint-Jean-d'Angély se plaça à la portière de gauche, où je me mis aussi, et le colonel Rebles à la portière de droite. Pendant le trajet, qui fut parcouru au grand trot allongé, la reine nous honora souvent de signes bienveillants de haute satisfaction. Nous arrivâmes au château de Saint-Cloud à une heure trois quarts environ; le roi et la reine descendirent de leur coupé, ainsi que la duchesse de Nemours, le duc de Montpensier, le général de Rumigny, le général Dumas, etc., qui se trouvaient dans les deux autres petites voitures.

Le roi et la reine, en nous pressant affectueusement les mains, nous chargèrent, le commandant Savalette et moi, de remercier pour eux la garde nationale. Le duc de Montpensier me serra dans ses bras; il paraissait en proie à de grands tourments; il ne savait ce qu'était devenue la duchesse sa femme.

Leurs Majestés montèrent dans leurs appartements. Pendant ce temps, on distribua à l'escorte un peu de pain et un peu de vin.

Le roi était très affecté et abattu; sa démarche était pénible; il paraissait absorbé en d'amères pensées.

La reine, malgré la douleur qui brisait son âme,

était sublime de noblesse dans ce moment solennel ; on voyait des larmes couler lentement sur son visage demeuré calme.

La duchesse de Nemours , les traits altérés et inondés de larmes , était anéantie , accablée sous le poids d'une cruelle anxiété , car le duc de Nemours était resté près de la duchesse d'Orléans.

Pendant que nous nous rendions à Saint-Cloud , le peuple s'était emparé des Tuileries ; ce qui nous le fit croire fut une immense colonne de fumée qui semblait , de la cour du château de Saint-Cloud , planer sur les Tuileries , et nous donnait à penser que les évènements de Paris se succédaient avec la rapidité de l'éclair.

Craignant pour la sûreté de la famille royale , il fut convenu entre nous que nous conseillerions son prompt départ de Saint-Cloud. En effet , il n'y avait pas de troupes à pied pour la défendre dans ses appartements , en cas de surprise. La cavalerie qui avait formé l'escorte n'aurait pas pu abandonner ses chevaux pour résister à une attaque dans le château. Il y avait donc tout à craindre à une si faible distance de Paris.

Je montais pour exprimer nos vœux , lorsque je rencontrai le général de Rumigny , qui se chargea de les porter immédiatement au roi et à la reine. Peu de minutes après le duc de Montpensier descendit , et donna à haute voix l'ordre d'amener sans délai toutes les voitures et tous les chevaux disponibles.

En attendant les voitures , qui arrivèrent promptement , le roi fit dire au colonel Montalivet de se rendre

auprès de lui. On me fit demander mon nom et on m'invita à monter. Arrivé dans les appartements, je fus chargé par la reine d'une lettre à l'adresse de M. Delatour, au Palais-Royal, chargé des commandements du duc de Montpensier. Cette lettre concernait la duchesse sa femme.

Les voitures arrivèrent et la famille royale partit, en nous laissant dans une profonde consternation.

La comtesse Dolomieu et une autre dame s'adressèrent à nous, tout éplorées de ne pouvoir suivre la reine, car les voitures manquaient; nous ne pouvions leur en procurer; je leur conseillai de ne rentrer à Paris que le lendemain.

Toute l'escorte reprit le chemin de Paris. Nous cheminions, lorsque le général Boyer, aide de camp du roi, passa auprès de nous, suivant la même direction, accompagné seulement de MM. les officiers supérieurs de Lavaucoupet et Anselme. Je le joignis. Il allait à la recherche du duc de Nemours. Ne le rencontrant pas, nous nous séparâmes à la hauteur du pont des Invalides.

Pour rentrer chez moi, j'avais encore bien du chemin à faire et des difficultés à vaincre, exposé à chaque pas aux défiances du peuple par mon uniforme d'état-major et mon cheval en partie couvert de boue. J'y parvins, cependant, après de pénibles efforts.

Après avoir quitté mon uniforme, je descendis au Palais-Royal, pour remettre la lettre dont j'étais chargé. Je le trouvai envahi par le peuple et une partie ravagée par les flammes. Il me fallut attendre au lendemain,

où, après bien des recherches, j'appris très tard, dans les boutiques entr'ouvertes, l'adresse de M. Delatour, à qui je remis la lettre de la reine contre son reçu.

Je dois affirmer, en terminant, que tous ces détails, dont je pris note quelques jours après, sont de la plus absolue exactitude. Je n'ai songé à les livrer à la publicité qu'afin que l'histoire de ces grands événements ne demeurât pas tronquée sur l'autorité d'un illustre écrivain, incomplètement renseigné.

En résumé, et contrairement à ce qu'a dit M. de Lamartine, je puis affirmer :

1° Qu'il n'y a eu ni piqueur tué, ni voitures de la cour brûlées sur la place avant le départ du roi ; les troupes qui y stationnaient s'y fussent opposées.

2° Que le roi, suivi de sa famille, n'a pas parcouru le souterrain, mais qu'il est descendu dans le jardin par le grand escalier, au bas duquel se trouvait un piquet de gardes nationaux à cheval.

3° Que la reine, courageusement résignée, n'a pas cessé de soutenir le bras droit du roi jusqu'à la voiture, et qu'elle l'aida à y monter.

4° Que les enfants ont bien été placés dans la voiture du roi par les deux personnes qui les avaient portés.

5° Que la voiture où se trouvait le roi était bourgeoise et non publique.

6° Qu'il n'a pas été tiré un seul coup de fusil sur l'escorte pendant son trajet de Paris à Saint-Cloud.

7° Et qu'enfin, la garde nationale a, comme l'armée, partagé l'honneur de l'escorte.

J. PÉGOUT,


Actuellement capitaine commandant la 3^e compagnie
du 2^e bataillon de la 2^e légion.

13, rue Bleue.]


RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1848.

DÉPART DE LOUIS-PHILIPPE

AU 24 FÉVRIER.



IMPRIMERIE H. SIMON DAUTREVILLE ET C^e,
RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, 3.



EXTRAIT DE LA REVUE BRITANNIQUE.

RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1848.

revue critique

DE QUELQUES-UNS DES OUVRAGES PUBLIÉS RÉCEMMENT SUR L'HISTOIRE DE CETTE ÉPOQUE.

DÉPART DE LOUIS-PHILIPPE

AU 24 FÉVRIER.

RELATION AUTHENTIQUE

DE CE QUI EST ARRIVÉ AU ROI ET A SA FAMILLE

DEPUIS LEUR DÉPART DES TUILERIES

JUSQU'À LEUR DÉBARQUEMENT EN ANGLETERRE.

PARIS.

AU BUREAU DE LA REVUE BRITANNIQUE,

RUE DROUOT, N° 1.

1850

DÉPART DE LOUIS-PHILIPPE

AU 24 FÉVRIER,

Le lecteur aura bientôt compris pourquoi l'article que nous allons reproduire textuellement et *in extenso*, a toute l'importance d'un document historique.

Les journaux de Londres et notre correspondance particulière nous ont confirmé simultanément l'authenticité des détails qu'on y trouve révélés pour la première fois. Nous pouvons sans indiscretion dire ici que l'auteur anglais est M. Croker, ex-secrétaire de l'Amirauté, un des rédacteurs les plus anciens de la grande Revue des Tories la *QUARTERLY REVIEW*, Tory exalté lui-même, et se déclarant *légitimiste* (ce qui n'est pas être hostile à la dynastie régnante, depuis qu'il n'y a plus de prétendants en Angleterre).

Avec ses opinions bien connues, M. Croker avait plus d'une fois, de son propre aveu, jugé sévèrement les actes de Louis-Philippe pendant les dix-sept ans de son règne; mais, habitant une campagne dans le voisinage du château de Claremont, il a rencontré Louis-Philippe, lui a été présenté, et, en l'écoutant, il n'a pas tardé, comme il l'avoue, à modifier son opinion sur le caractère et la politique du monarque exilé..... S'étant chargé de rendre compte, dans la *Quarterly Review*, des ouvrages qui forment le texte de son article, M. Croker avait prié le roi et les personnes de sa famille de lui fournir quelques notes. Louis-Philippe lui a communiqué son propre journal. C'est cette communication qui prête une authenticité historique aux détails du départ du roi, formant la seconde partie de cet article, la première appartenant plutôt à la polémique.

Notre intention avait été d'abord d'élaguer du récit même de M. Croker tout ce qui répugne à nos propres habitudes de critique ; mais, en altérant la pensée et les expressions de l'auteur anglais, nous contractions avec lui une solidarité qu'il ne nous convient d'accepter directement ni indirectement.

Tout en regrettant ce qui pourra blesser ici quelques personnes et quelques opinions, par une condamnation souvent trop collective, nous restons fidèles à l'impartialité du recueil dont la direction nous est confiée, fidèles à nos propres jugements sur les hommes et les choses, toujours prêts, par conséquent, à accorder à tous le bénéfice de notre publicité périodique. Nous réfutons d'ailleurs ainsi l'assertion de M. Croker, qui croit la liberté de la presse bâillonnée par la République.

M. Croker traduit généralement en anglais les extraits des ouvrages français qu'il cite, soit pour les réfuter, soit pour fortifier par ce témoignage ses renseignements particuliers. C'était un devoir de rétablir le texte de ces citations, sans égard pour quelques légères inexactitudes verbales de la traduction anglaise, inexactitudes qu'il faut croire involontaires. Nous espérons que notre propre traduction, œuvre de deux plumes, mais revue et coordonnée par une, sera reconnue aussi exacte que possible par M. Croker lui-même. Nous avons quelque droit de le dire lorsque nous avons dû quelquefois non-seulement sacrifier l'élégance à la fidélité, mais encore nous faire violence pour ne pas affaiblir certaines invectives qui répugnaient à notre style et surtout à nos affections sincères pour un de ces noms glorieux, puissants hier, impopulaires aujourd'hui, que nous n'avons pas flagornés hier, que nous n'insulterions pas aujourd'hui.

A. P.

DÉPART DE LOUIS-PHILIPPE

AU 24 FÉVRIER.

§ 1^{er}.

LES HISTORIENS ET LES MÉMORIOGRAPHES DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

- I. — Pourquoi la Révolution d'Angleterre a-t-elle réussi? **Discours sur l'Histoire d'Angleterre**, par M. GUIZOT. Paris, 1850.
- II. — **Histoire de la Révolution de 1848**, par M. ALPHONSE DE LAMARTINE, 2 volumes. Paris, 1849.
- III. — **Pages d'Histoire de la Révolution de Février 1848**, par LOUIS BLANC. Bruxelles, 1850.
- IV. — **Mémoires du citoyen Caussidière**, ex-préfet de police et représentant du peuple. 2 volumes. Paris et Londres, 1848.
- V. — **Les Conspirateurs**, par ADOLPHE CHENU, ex-capitaine des gardes du citoyen Caussidière. Paris, 1850.
- VI. — **La naissance de la République en Février 1848**, par LUCIEN DE LA HODDE. Paris, 1850.
- VII. — **A Review of the French Revolution of 1848**, from the 24th of february to the election of the first President, by capt. CHAMIER, R. N., 2 vol. London, 1849.

Il peut sembler étrange, au premier coup d'œil, que nous introduisions dans un même examen critique, les graves, éloquentes et nobles considérations de M. Guizot sur l'histoire d'Angleterre, et les productions de la dernière Révolution française; mais, par le fait, il existe entre ces ouvrages, d'un caractère si opposé, un rapport réel et nullement obscur.

L'ouvrage de M. Guizot a pour mérite propre et éminent, une appréciation faite de main de maître, de la grande Rébellion de 1642, de la Restauration de 1660, et de la Révolution de 1688. Ces sujets y sont traités avec un style admirable pour tous et dans un esprit qui sera assez généralement approuvé. —

Cependant M. Guizot a eu évidemment l'arrière-pensée, si même ce ne fut pas son premier motif,—de contribuer à l'instruction de ses concitoyens ; son thème : *Pourquoi la Révolution d'Angleterre a-t-elle réussi?* n'est qu'un exposé par contraste de celui-ci : *Pourquoi la Révolution de France a-t-elle échoué?* C'est aussi une leçon significative sur ce qu'il faudrait faire pour qu'elle réussît définitivement :

« La France est entrée il y a soixante ans, et l'Europe se
 » précipitait hier, dans les voies (de révolution) que l'Angle-
 » terre a ouvertes. Je voudrais dire quelles causes ont donné,
 » en Angleterre, à la Monarchie, et, dans l'Amérique anglaise,
 » à la République, le solide succès que la France et l'Europe pour-
 » suivent jusqu'ici vainement, à travers ces mystérieuses épreu-
 » ves des révolutions, qui, bien ou mal subies, grandissent ou
 » égarent, pour des siècles, les nations.
 » Deux siècles se sont écoulés depuis que la République d'An-
 » gleterre a fait tomber la tête du roi Charles I^{er}, pour tomber
 » presque aussitôt elle-même sur le sol arrosé de ce sang. La
 » République a naguère redonné au monde le même spectacle.
 » Et l'on entend dire que ces grands crimes ont été des actes
 » de grande politique, commandés par la nécessité de fonder
 » les Républiques qui leur ont à peine survécu quelques jours. »
 (GUIZOT. *Discours sur l'hist.*, p. 1 et 31.)

La Révolution d'Angleterre a réussi parce qu'elle fut faite par les classes intelligentes de la société, sous l'empire d'une nécessité pressante, n'allant pas plus loin que l'acte d'écarter un danger spécial et en déviant le moins possible du système existant,—ou, pour employer une formule plus brève : la Révolution d'Angleterre a réussi, parce qu'elle fut le moins qu'elle put une révolution. La Révolution de France a échoué dans ses diverses phases, parce qu'elle fut aveugle, insensée et destructive,—faite par les têtes les plus extravagantes, les cœurs les plus dépravés et les mains les plus sales que put fournir le pays dans son état d'ivresse,—sans autre principe que celui de bouleverser ou de mettre de côté, autant que possible, tout ce qui existait. Assurément rien ne pouvait venir plus à propos pour mettre en lumière les vues générales de M. Guizot, que la publication de ces mémoires révolutionnaires — qui sont, en quelque

sorte, les pièces justificatives de ses conclusions didactiques. C'est comme si nous avions la féconde précision de Tacite, éclairée par les confessions de Vinius et de Lacon, par les déclarations mutuelles de Crespus et de Faustus. Si nous devons considérer l'ouvrage de M. Guizot abstractivement et comme un simple essai historique, nous aurions à émettre quelques doutes et à faire quelques réserves, tout en approuvant d'une manière générale son exposition des faits et ses opinions. Par exemple, nous aurions insisté sur une considération importante à laquelle (chose étrange) M. Guizot ne fait pas allusion : c'est qu'à l'époque où la Révolution d'Angleterre établit d'une manière permanente le principe de la représentation populaire, commençait, presque simultanément, le système de contre-poids par lequel la Chambre des communes elle-même, subit indirectement l'influence de l'aristocratie et de la couronne. Gatton, Old-Sarum et les autres bourgs-pourris servirent à maintenir la balance de la constitution contre ce qui serait autrement devenu un pouvoir unique, absorbant et irrésistible. Le bill de réforme, en 1832, a dérangé et presque détruit cette influence modératrice : cette influence, cependant, était, elle est encore si vitalemment nécessaire à la coordination de la monarchie avec la représentation populaire, que la monarchie n'existe plus aujourd'hui que par ce qu'il en reste. Nous confessons donc que M. Guizot entretient une idée beaucoup trop flatteuse, selon nous, de la stabilité de notre système constitutionnel. Reconnaisant avec gratitude que la Révolution de 1688 fut suivie de plus d'un siècle d'ordre, de liberté et de prospérité, — nous avons les plus vives craintes que les tendances démocratiques de toutes nos mesures récentes, ne préparent une certaine transition à un différent ordre de choses, transition qui, sans être lente, ne sera pas violente, nous l'espérons. Nous avons bien peur que M. Guizot soit le dernier à nous féliciter de la sage stabilité de nos institutions politiques et religieuses.

La première chose qui nous frappe dans les Mémoires de ces héros de la Révolution de Février, c'est qu'ils nous prouvent jusqu'à quel point ils ont tous été, eux et leurs collègues, de pauvres créatures. Quelques-uns, nous le savons, ont individuellement du talent. L'un est un poète, un autre un astro-

nome, celui-ci un habile avocat, celui-là un piquant journaliste, et ainsi de suite. Mais, pour remplir les fonctions auxquelles les élevait le 24 Février, ils étaient tous ridiculement ou plutôt déplorablement incapables. La France les a jugés. Ils avaient commencé par ne trop savoir ce qu'ils faisaient, et ils ne surent pas mieux comment faire pour continuer. Terribles à tout le monde, ils furent surtout terribles l'un à l'autre, et aujourd'hui qu'ils sont tombés dans un mépris général, chacun d'eux est prêt à déclarer qu'ils le méritent tous excepté lui seul. Le sentimental Robespierre; Marat, l'*ami du peuple*; Danton, l'audacieux; Chaumette, le brutal, avaient une sorte de foi maniaque en leur vocation révolutionnaire; — ils étaient sincères; — ils étaient enthousiastes, et ils atteignirent le sublime du crime et de la terreur. Leurs pâles ombres de la dernière Révolution, — les Lamartine, les Louis Blanc, les Ledru-Rollin et les Caussidière, — n'ont ni la sincérité, ni l'énergie, ni la férocité des vieux jacobins. Ni leurs cœurs n'ont été assez mauvais, ni leurs têtes assez fortes pour rivaliser avec leurs anciens maîtres; — ils n'ont pu atteindre qu'à la bordure de leur gilet, et, par le fait, nous n'avons eu, en eux, que les auteurs par accident et les très mauvais acteurs d'une espèce de parodie de la grande tragédie, qui rappelle le *Tom-Thumb* de Fielding (1); mais leur farce a eu d'épouvantables conséquences. Dans leur témérité, leur inexpérience et leur incapacité, ces charlatans ont mis le feu au théâtre, et, quoiqu'ils se soient échappés la vie sauve, ils ont fait périr dans la conflagration des hommes valant mieux qu'eux et des millions de la fortune publique et privée... Ce qu'il y a de pire, c'est que, quoiqu'ils soient éteints, le feu ne l'est pas.

L'autre trait saillant de ces Mémoires, est que trois acteurs éminents de la Révolution, Lamartine, Louis Blanc et Caussidière, aient ajouté si peu à son histoire réelle et tant à son histoire fabuleuse. Ce qui est neuf dans leurs volumes n'est pas

(1) NOTE DU DIRECTEUR DE LA REVUE BRITANNIQUE. M. Croker fait ici allusion à la pièce barlesque de Fielding, intitulée : la *Tragédie des tragédies ou la vie et la mort de Tom-Thumb* (Petit-Poucet) le *grand*. Cette pièce, jouée en 1730, était, en effet, la parodie de toutes les tragédies. Dans les notes et la préface, Fielding faisait aussi la satire des critiques.

vrai, — ce qui est vrai n'est pas neuf. Il est évident qu'ils écrivent bien moins pour dévoiler les vraies causes de l'affaire que pour les cacher. Leurs ouvrages portent d'ailleurs l'empreinte du caractère individuel des auteurs. Celui de Lamartine est *eau sucrée*, celui de Louis Blanc est *aigre-doux*, tandis que celui de Caussidière a une forte saveur *d'eau-de-vie*; mais, quelle que soit la différence de leur style, ils sont tous dominés par un trait commun, l'extravagance... nous avons presque dit l'impudence de la vanité personnelle, qui n'a pu être satisfaite par une élévation miraculeuse, ni corrigée par une déconfiture abjecte et ridicule. Ils sont tous les trois aussi étonnés de leur chute, que le reste du monde le fut de les voir montés sur le pavois. Ce que dit Pascal de l'aversion générale pour la vérité, leur est particulièrement applicable : « Il y a, dit Pascal, différents degrés dans cette aversion pour la vérité; mais on peut dire qu'elle est dans tous, parce qu'elle est inséparable de leur *amour-propre*. » Nous n'aurons pas l'absurdité de nous plaindre de l'*égoïsme* ou de l'abus du *moi* dans des Mémoires, surtout dans des Mémoires apologétiques. C'est là leur essence. En ouvrant ces volumes, nous avions prévu que ces Messieurs allaient parler chacun de *soi* amplement et favorablement; mais nous n'étions pas préparés à cette absence si complète de faits nouveaux, à un tel déluge d'amour-propre bavard, à une profusion si aveugle et si dérégulée de la glorification de soi-même. Nous disons *aveugle*, parce qu'en effet, tout homme de sens doit voir où aboutit ce contentement personnel : ce qui est vrai de Lamartine et de Caussidière l'est plus encore de Louis Blanc : plus ils prétendent avoir fait des efforts merveilleux et surhumains pour préserver la société du pillage et du massacre, plus ils assument la lourde responsabilité d'avoir évoqué et déchaîné les instruments du massacre et du pillage. C'est comme si des matelots révoltés, ayant mis le feu au navire, se faisaient un mérite d'avoir travaillé à éteindre les flammes lorsqu'elles menaçaient de les détruire avec le reste de l'équipage. Nous leur accordons volontiers le mérite d'avoir cherché à se maintenir dans leurs hautes dignités, tantôt par des harangues et des scènes dramatiques, plus souvent par la déception et l'intrigue; mais au-delà de ce motif, dans lequel le

moi eut une si large part, — puisque leur pouvoir et leurs *propres vies* dépendaient du rétablissement d'une espèce d'ordre public, — nous avouons que nous ne trouvons rien dans leur conduite, dont un homme de sens et de courage doive s'enorgueillir. Et cela nous le disons, en supposant incontestablement vraie, l'histoire qu'ils veulent bien nous raconter; mais, au contraire, nous avons dans leurs propres aveux et les confessions de leurs complices, la preuve abondante que plusieurs, et nous pourrions dire la plupart des choses qu'ils énoncent, sont essentiellement fausses. Ce serait dépasser les limites de notre article que de donner la dixième partie des inconséquences, des contradictions, des impossibilités qu'on pourrait relever dans leurs volumes. Nous nous contenterons d'un ou de deux échantillons qui se trouvent dès les premières pages de leurs diverses productions.

Nous aurons bientôt à noter plusieurs des inexactitudes de M. de Lamartine; mais nous devons laisser parler M. Louis Blanc, son collègue, le premier. Il commence son récit par le *berceau de la République*, le véritable berceau, comme il l'appelle en faisant une allusion ironique à la *véracité* de M. de Lamartine :

« Je n'ai point qualité pour contredire le récit présenté par
 » M. de Lamartine, de ce qui se passa, le 24 Février, au Palais-
 » Bourbon : je n'y étais pas; mais ce que je suis en droit d'affirmer, et ce qu'attesteront tous les combattants de Février,
 » c'est qu'en plaçant au Palais-Bourbon le véritable berceau du
 » gouvernement provisoire et de la République, M. de Lamartine
 » a commis une inconcevable erreur. » (*Pages d'histoire de la Révolution de Février*, par LOUIS BLANC; Paris, 1850, page 12.)

Et il le prouve. Quelques pages plus loin, il ajoute :

« M. de Lamartine nous transporte dans le monde de ses illusions, et au lieu d'écrire l'histoire, sans le vouloir et sans le savoir, il la supprime. » (Page 19.)

Et puis, dans un sens plus général :

« Rien de plus inexact que cette couleur donnée aux choses, et il est à regretter que M. de Lamartine n'ait pas ouvert le *Moniteur* pour contrôler ses souvenirs. » (Page 22.)

Puis encore, page 45 :

« . . . Il faut bien le dire, M. de Lamartine a écrit le journal » de ses souvenirs sous l'empire de cette *imagination créatrice* » qui, de très bonne foi, *peuple l'histoire de fantômes.* »

Tel est le degré de confiance en M. de Lamartine qu'exprime, dans les termes les moins offensants qu'il peut trouver, ce subtil et fin observateur Louis Blanc.

Donnons maintenant un échantillon de la manière dont M. Louis Blanc lui-même écrit l'histoire. Nous prendrons le premier détail important que nous rencontrons dans son volume, — son récit rival de *la naissance de la République*. Nous avons raconté nous-même cet événement en mars 1848 ; M. Louis Blanc n'a rien ajouté de substantiel aux témoignages généraux que nous pûmes recueillir alors ; mais cela amusera nos lecteurs de voir avec quelle *naïveté* l'auteur avoue une si basse et illégitime origine pour sa révolution, en même temps avec quelle vanité et quelle pompe de langage il brode si richement les faits, qu'on a peine à la reconnaître alors même qu'ils ne sont pas totalement altérés. Tout ce que nous connaissions, en 1848, de l'histoire personnelle de M. Louis Blanc, c'est qu'il était un journaliste attaché à *la Réforme* et qu'il avait publié son *Histoire de Dix ans* et son *Organisation du Travail*. Une plume amie nous a depuis appris, dans l'article que lui a consacré la *Biographie de l'Assemblée nationale*, qu'il naquit en 1813 ; qu'à l'âge de dix-sept ans, il arriva à Paris pauvre et cherchant fortune ; qu'il devint d'abord petit clerc d'un procureur, puis maître d'études dans une école, précepteur dans une famille, et finalement journaliste. Il va nous dire lui-même comment il devint un des dictateurs de la France.

Après avoir signalé la forte nuance qui distinguait *le National* de *la Réforme*, — *le National* prenant parti avec la gauche dynastique, c'est-à-dire avec Odilon Barrot et compagnie, — *la Réforme* adoptant la République extrême ou *démoc-soc* de Louis Blanc (1), il nous dit que ces nuances avaient fait naître des

(1) NOTE DE L'AUTEUR ANGLAIS La Révolution, qui n'a économisé rien autre, est devenue très sobre de syllabes. *Un aristo* et *un réac* sont ce que les anciens jacobins appelaient des aristocrates et des réactionnaires, tandis que les partisans

dissentiments et des antipathies entre les deux journaux ; mais, le matin du 24 février, ils oublièrent leurs différends en présence de l'ennemi commun, et de très bon matin (l'heure précise n'est pas indiquée), « bien avant » les scènes de la chambre, « Martin (de Strasbourg), un des républicains spécialement attachés à la politique du *National*, vint à la *Réforme* pour s'entendre avec nous en vue du Gouvernement provisoire à former, » les deux cliques prévoyant également son avènement. Nous allons citer les propres termes de M. Louis Blanc, pour faire voir comment s'acheva la naissance de la République, sortie tout armée du cerveau de ces Jupiters-Scapins :

« Martin ne doutait pas qu'il ne fût accepté par le *National* la » liste dont nous serions convenus. Notre délibération s'ouvrit ; » elle était solennelle ; elle fut calme, courte et décisive. Le nom » de M. Odilon-Barrot, prononcé par une voix (probablement » par le plénipotentiaire Martin), fut écarté avec un mélange de » colère sourde et de mépris. Les noms acceptés furent ceux-ci : » — Dupont (de l'Eure) , François Arago, Ledru-Rollin, Flo- » con, Marie, Armand Marrast, Crémieux , Garnier-Pagès , de » Lamartine, Louis Blanc. — Cette liste fut arrêtée bien avant » qu'il eût été question d'en dresser une au Palais-Bourbon, et » celle qui en sortit plus tard se trouva conforme à la nôtre, » à part les noms qui n'étaient pas parlementaires. On fit deux » copies de la liste, et Martin (de Strasbourg) en porta une » au *National*. Je pris l'autre pour la lire au peuple qui, dans » dans ce moment même, revenait des Tuileries et affluait de » toutes parts vers la *Réforme*. » (Page 18.)

Les bureaux de la *Réforme* étaient dans une partie de l'ancien hôtel Bullion, dans la rue animée, étroite et sale, appelée originairement rue Plâtrière, honorée depuis du nom de Jean-Jacques Rousseau qui y avait habité, mais désormais plus honorablement ennoblée comme ayant été l'anguste théâtre sur lequel Martin et Louis Blanc créèrent la République et élurent le Gouvernement provisoire. Dans une nouvelle nomenclature des rues de Paris, la rue qui a été le berceau du gouvernement plâtré,

de la République démocratique et sociale ont abrégé leur dénomination pour être des démocr. socs.

pourrait bien, selon nous, recouvrer son nom primitif. M. Louis Blanc continue :

« Terrible et *imposant* spectacle ! La grande cour de l'hôtel
 » Bullion était occupée par des phalanges d'hommes ardents,
 » agitant dans leurs mains leurs fusils victorieux, montrant sur
 » leurs blouses des baudriers semés de gouttes de sang et por-
 » tant dans leurs yeux l'éclair du triomphe. Je lus la liste que la
 » foule accepta au milieu des acclamations ; mais un nom y
 » manquait : Albert ! Albert ! crièrent avec passion des multi-
 » tudes de voix. La plupart d'entre nous *ne connaissaient pas*
 » *Albert* ; quant à moi , je ne l'avais jamais vu. Mais quels titres
 » avions-nous qui pussent valoir ceux de cet élu des faubourgs,
 » dont le nom, subitement historique, venait de se trouver sur
 » tant de lèvres et s'échappait de tant de cœurs ? L'émotion
 » qui me saisit alors est une des plus fortes que j'aie éprouvées
 » de ma vie. Albert était un pauvre ouvrier mécanicien ; il n'a-
 » vait jamais figuré au milieu des notabilités démocratiques ;
 » perdu dans la multitude des combattants et des dévoués, il
 » n'avait jamais demandé à la République que l'honneur de
 » mourir pour elle de la mort saintement obscure du soldat. En
 » cet instant, où était-il ? A quelque barricade, sans doute....
 » N'y avait-il pas dans ce fait seul l'avènement d'un monde tout
 » nouveau ? C'était l'idée du travail réclamant sa place dans le
 » gouvernement des choses humaines ; c'était la souveraineté
 » du peuple demandant à être représentée par un homme du
 » peuple ; c'était le pouvoir changeant contre une blouse d'ou-
 » vrier le manteau dont les rois avaient déshonoré la pourpre.
 » Oui, j'en prends le ciel à témoin, ce fut avec une invincible
 » émotion, ce fut les yeux humides que j'inscrivis sur la liste
 » des futurs dictateurs : *Albert, ouvrier.* » (Page 39.)

Nos lecteurs jugeront par eux-mêmes le goût et l'éloquence de M. Louis Blanc ; mais nous sommes fâchés d'être obligés de dire, d'après la déposition de plusieurs témoins, que M. Louis Blanc paraît être exposé aux mêmes illusions et à la même habitude de *peupler l'histoire de fantômes*, qu'il reproche si justement à son poétique collègue M. de Lamartine.

Le nom de célèbre ouvrier n'était pas plus *Albert* qu'il n'était *Victoria*. Il a été démontré subseqüemment, par son interroga-

toire à Bourges, qu'il s'appelait Martin, nom échangé pour l'aristocratique pseudonyme d'*Albert*. M. Louis Blanc dit que la plupart de ceux qui s'assemblaient à la *Réforme* ne connaissaient pas Albert. — D'autres témoins déposent et les faits admis semblent confirmer qu'Albert était le plus connu et le plus influent de toute la bande. Louis Blanc répète que, *quant à lui*, il n'avait jamais vu Albert jusqu'au moment où il le rencontra, quelques heures après cette élection populaire, dans la chambre du conseil de gouvernement provisoire. Tout cela est très étrange, car Albert semble avoir été un anneau important de la chaîne qui liait les sociétés secrètes républicaines et le comité de la *Réforme* auquel ils appartenaient tous les deux. S'ils ne s'étaient jamais rencontrés jusqu'à ce jour, il devait y avoir quelque motif extraordinaire pour une pareille réserve, et nous verrons bientôt qu'il y avait bien des raisons pour s'imposer des précautions réciproques entre membres du même parti; mais il ne saurait certainement être vrai (s'il faut croire d'autres témoins) que Louis Blanc pût supposer qu'au moment de son élection, Albert combattît *sur quelque barricade*; car, dans les deux listes que nous avons des personnes rassemblées dans le local de la *Réforme*, où l'élection eut lieu, nous trouvons les deux noms de *Louis Blanc* et d'*Albert*. Nous ne nous chargeons pas de concilier ces contradictions; mais il y a là assurément ce que M. Louis Blanc appelle franchement un mensonge (p. 57), soit d'un côté, soit d'un autre.

La scène de la naissance de la République, décrite avec tant d'enthousiasme comme *terrible et imposante*, est *imposante*, nous l'admettons, mais elle ne fut terrible que par ses conséquences. Les bureaux de la *Réforme* sont dans une vieille maison qui n'est pas très considérable, maison très vulgaire, et située, avons-nous dit, dans une rue étroite, sombre et boueuse. La *grande cour*, dans laquelle des *milliers* d'hommes, représentant le peuple français, décrétèrent la République et élurent un gouvernement provisoire, est une petite cour où l'on nous assure que pouvaient s'entasser tout au plus trois cents personnes pour y voir le citoyen Louis Blanc ou le citoyen Polichinelle. Eh bien! il semblerait que la farce fut jouée devant un auditoire beaucoup plus choisi. Deux autres témoins oculaires et collè-

gues de Louis Blanc dans ce congrès, — Chenu et de La Hodde, — déclarent que le choix du Gouvernement provisoire se fit dans une *pièce à gauche*, et que, la liste des membres adoptée, un sieur Beaune, présidant le conciliabule, proposa, après coup, d'y ajouter le nom d'Albert *qui était présent* : « M. Louis Blanc, » ni ne proclama Albert, ni ne souffla mot à la proclamation du *nom de l'ouvrier* ; » — et, — quant aux larmes qu'il répandit, — *αγαθὸι πολυδακρυτοὶ ἄνδρες*, dit le proverbe grec, — cela peut être vrai, mais personne ne le vit.

Les *Mémoires* de M. Caussidière ont un tel air de hardiesse et d'insouciance, ils contiennent de si étranges aveux sur ses procédés sans façon, soit pour s'emparer de la place importante de préfet de police, soit pour l'administrer, que la première impression vous dispose à croire à sa sincérité ; mais il se trouve qu'il n'a guère plus de droit que les autres auteurs déjà mentionnés, à cette qualité. Un critique de Paris, M. Eugène Pelletan, dans un article sur les deux volumes de Caussidière, a dit de lui avec énergie, *il conspire contre la vérité*. C'est juste. La hardiesse de ses accusations contre d'autres et la franchise de quelques-uns de ses aveux par rapport à lui-même, ne seraient qu'un adroit moyen d'atténuer des actes trop notoires pour être dissimulés, trop coupables pour être défendus. De là une controverse avec quelques-uns de ses anciens complices, qui a provoqué les révélations de Chenu et de de La Hodde. Ces révélations, sans surprendre ceux qui connaissaient personnellement Caussidière ou la police politique de la France, ont mis au grand jour des scènes de turpitude et d'horreur, que le public en général ignorait, et que ceux qui devaient les avoir soupçonnées ne se souciaient guère de faire certifier. Il faut convenir que la République de Février, quoique moins austère que celle de Sparte, a cela de commun avec celle-ci qu'elle aussi fait enivrer ses Ilotes pour déguster de l'ivrognerie. C'est une manière classique de donner des leçons de prudence et de morale à la jeunesse.

Marc Caussidière, dit un biographe admirateur, est fils et frère de conspirateurs, — un grand nom dans son parti, quoique originairement « *tour à tour fabricant, commis-voyageur, fabricant et puis conspirateur*, » dernier titre qui réellement

semble caractériser le principal emploi de sa vie aventureuse. On le représente comme un homme de large stature, de façons grossières, sensuel, peu sobre, d'une gâté vulgaire, d'un esprit insouciant; mais possédant des qualités assez rares parmi les frères et amis, la fidélité à son parti, un sens droit et le courage dans les occasions difficiles et dans le danger. Il n'appartenait à la *Réforme* qu'à titre de commis-voyageur; mais son ardeur et son activité à semer la sédition, tout en obtenant des souscriptions à cette feuille languissante, ses emprisonnements politiques, sa décision et la bonhomie de son caractère, lui avaient donné plus d'influence auprès des rédacteurs du journal et des chefs de son parti que n'auraient pu lui en procurer sa condition sociale et son humble emploi.

Deux individus étaient intimement liés avec lui dans les sociétés secrètes et les conspirations, aussi bien que dans les bureaux de la *Réforme* : Adolphe Chenu, jeune cordonnier, et Lucien de La Hodde, homme de lettres, présumons-nous, puisqu'il faisait des articles, non-seulement à la *Réforme*, mais encore au *Charivari*, le *Punch* (*Polichinelle*) parisien, — inférieur au *Punch* anglais par son impression et plus encore par ses caricatures. De La Hodde s'est trouvé depuis avoir été à la solde de la police, et Caussidière assure que son complice Chenu était un traître. De La Hodde a été convaincu du fait, et il se défend aujourd'hui en prétendant avoir non-seulement été utile à la société en général, mais encore avoir rendu service aux individus qu'il trahissait, « parce qu'en avertissant la police, il lui procurait les moyens de prévenir le mal et empêchait ainsi ses amis de risquer leurs vies dans des émeutes désespérées. Caussidière veut que Chenu ait fait aussi partie de la police secrète, et Chenu le nie. Quant à nous, comme les preuves manquent, nous nous contentons de penser qu'il a pu seulement exister contre lui de graves motifs de suspicion, et nous nous demandons pourquoi, au premier signe de Caussidière, il consentit si docilement à abandonner une position comparative-ment élevée que la Révolution lui avait procurée à Paris, pour aller s'exposer comme simple volontaire aux tribulations et aux blessures qui l'attendaient en Belgique et à Bade, lors des invasions de maraude révolutionnaire dirigées contre ces deux pays.

Nous nous rappelons aussi l'avertissement amical qu'un ancien préfet de police adressait à quelques conspirateurs : « *Souvenez-vous que lorsque vous étas trois ensemble, il en est au moins un d'entre vous qui est un espion.* »

Il ne nous semble pas douteux que Chenu et de La Hodde entrèrent très jeunes dans les conspirations républicaines, et probablement en toute sincérité : on peut se laisser séduire par les écus de la police, cette sirène des conspirateurs, et rester au fond du cœur, comme en apparence, très hostile au gouvernement. Quel est le réformiste anglais qui répondit à ceux qui le taxaient d'avoir cédé à une corruption semblable : — « J'ai servi le peuple en épuisant les ressources de ses ennemis ? » Ce qu'il y a de certain, c'est que de La Hodde et Chenu prirent une part signalée aux combats du 24 février, dans la matinée, et surtout à celui de la place du Palais-Royal, où les insurgés, ne pouvant forcer le corps-de-garde, y mirent le feu et *brûlèrent tout vivants* les soldats de ce poste avec les gardes municipaux qui le défendaient. Ce fut après cet exploit que Causidière, Emmanuel Arago, *Albert*, de La Hodde, Chenu et le reste, s'ajournèrent aux bureaux de la *Réforme*, où, avec Flocon, Louis Blanc, etc., ils élurent le Gouvernement provisoire. Cela fait, Etienne Arago fut nommé directeur des Postes, et Chenu proposa Causidière pour préfet de police : « Poste important, dit le président du conciliabule de la *Réforme*, car là surtout il nous faut un homme sûr pour connaître ceux qui nous ont trahis depuis dix-huit ans. » Chenu prétend qu'il surprit un regard méfiant sur la physionomie de Lucien de La Hodde : le proverbe anglais a raison : « *Rien de mieux qu'un voleur pour prendre un voleur.* » Causidière semble avoir été mécontent de cette place subordonnée, quoique réellement importante. Il pensait avoir autant de droits à faire partie du Gouvernement provisoire, que Flocon, Louis Blanc et Albert ; mais enfin il *se résigna*, et alla prendre possession. Étienne Arago était aussi déjà parti pour aller s'installer à la direction des Postes, dont l'hôtel n'était pas loin, mais il revint dire que les factionnaires l'avaient repoussé. Chenu, avec une cinquantaine de républicains qu'il avait, on ne sait comment, groupés autour de sa personne, alla l'escorter et le faire reconnaître dans ses fonctions. Après cette expédition, Chenu

alla joindre son ami et son élu Caussidière à la préfecture de police, où sa bande s'organisa en garde du préfet : Chenu se trouva ainsi le capitaine de cette garde, tandis que de La Hodde, — qui s'était nommé lui-même, dit Caussidière, — devint secrétaire-général !

Nos Mémoires placent ici la description de la conduite de M. Caussidière à la préfecture de police, et c'est vraiment un chapitre curieux. Nous n'avons place que pour quelques-uns des passages les plus caractéristiques :

« Le premier soin du nouveau préfet, en prenant possession, fut d'ouvrir les tiroirs du bureau de son prédécesseur... » Ils étaient vides : « *Zéro à la caisse !* s'écria-t-il, pas un monaco ! » Il parcourut ensuite les registres secrets des délits politiques. Ces dossiers ne le mirent au courant que des rapports mystérieux sur une certaine classe de la population féminine. Mais il ne fut pas désappointé quand il s'occupa d'un soin non moins intéressant : celui de souper. Il se fit servir le repas destiné à M. Delessert, et en fonctionnaire hospitalier, il invita ses amis à se mettre à table avec lui. »

Après souper, le domestique de l'ancien secrétaire-général, nommé Jean, ayant versé à M. Chenu un petit verre d'eau-de-vie de première qualité, profita de l'occasion pour le prier de le recommander au nouveau préfet :

« — Écoutez, Monsieur Jean, lui répondit Chenu, je vais vous donner un conseil qui vaudra mieux que les meilleures recommandations : Tenez toujours cette admirable liqueur à la disposition de M. Caussidière, et vous verrez qu'il ne pourra plus se passer de vous. »

» — Bien vrai, Monsieur Chenu !

» — Je vous l'assure. Je le connais un peu ; je sais ses goûts. » (CHENU, les *Conspirateurs*, p. 89.)

« — Le lendemain, poursuit Chenu, Jean me dit d'un air mystérieux : — Dites donc, Monsieur Chenu, j'ai placé hier au soir, sur sa table, un flacon de cette vieille eau-de-vie que vous savez : vous m'avez donné là un fameux conseil. Il a tout bu, et ce matin il a paru tout surpris en voyant que je l'avais remplacé par un autre. » (CHENU, p. 98.)

La prévenance attentive de Jean, exposa le préfet à quel-

ques aventures nocturnes dans les rues de Paris, et là-dessus, ce que Caussidière avoue lui-même suffit pour donner crédit aux détails un peu plus crus de M. Chenu. Le caractère et les mœurs de ce merveilleux fonctionnaire, aussi bien que son respect pour les lois et la liberté, peuvent être appréciés par ce qu'il raconte dans ses propres Mémoires, de la première audience qu'il accorda aux principaux chefs de division et commis de son département, qu'il congédia de sa gracieuse présence avec ce compliment :

« Si quelqu'un de vous se rend coupable de trahison, je le fais fusiller sur-le-champ dans la cour de la Préfecture. » (CAUSSIDIÈRE, *Mémoires*, p. 73, éd. de Paris.)

Caussidière, avec plus de prudence et de gratitude que de convenance, s'entoura de ses anciens amis et complices : il organisa une force militaire recrutée parmi les plus *exaltés* de la basse classe des sociétés secrètes. Un certain Pornin, détenu politique, à la jambe de bois, fut nommé gouverneur de la Préfecture et commandant de cette garnison qui fit depuis tant de bruit et causa tant d'inquiétude au gouvernement provisoire, sous le titre des Montagnards.

Pornin (par suite d'un accident que l'ivresse avait causé à Caussidière) se mit dans la tête de craindre des dangers pour la vie de son ami, du « *soleil de la République*, » comme il aimait à l'appeler :

« Il s'était installé dans l'antichambre ou plutôt dans une vaste salle d'attente située en face du cabinet même du préfet. Il s'y fit apporter *un* lit, y coucha avec sa fille et son gendre, fit poser deux factionnaires à sa porte, comme à la porte de son ami. »

» Pornin fit de cette pièce une véritable caverne de brigands. A l'instar du préfet, il eut table ouverte à tout venant » (aux frais de la république). « Caussidière lui avait confié le soin d'organiser de nouvelles compagnies de montagnards et les gardiens de Paris. Il descendait avec eux chez les marchands de vin de la rue de Jérusalem ; car le vin qu'on lui distribuait le matin était loin de suffire à son immense consommation. Il était constamment en état d'ivresse ; il fréquentait de préférence les personnages les plus dégoûtants ; il échan-

geait volontiers contre un petit verre d'eau-de-vie la plaque de gardien de Paris; aussi, comme on doit le penser, faisait-il d'ignobles choix. — ... A sa table, le thème favori de l'amphytrion portait sur la manière dont on expédierait les trois cents aristos qui devaient être immolés à la consolidation de la République..... Pornin osa faire de sa chambre, à la Préfecture de police même, un lieu de crapuleuse débauche, et malheureusement le préfet, non-seulement ne s'y opposa pas, mais encore consentit à approuver, par sa présence, l'orgie organisée par son subordonné, etc., etc. » (Page 111 *et passim.*)

Par exemple, Pornin jugea convenable, un matin, de faire une visite non autorisée au pénitencier à Saint-Lazare, sous la conduite du maître d'une maison de tolérance, qui était sans doute très compétent pour lui donner tous les détails nécessaires « sur le personnel des dames de l'endroit. »

« En revenant de Saint-Lazare, le sieur Baptiste, l'homme » compétent dont j'ai parlé, proposa de prendre un verre de » vin dans son établissement, situé rue de la Vieille-Place-aux- » Veaux. La motion fut acceptée d'autant plus volontiers que » quelques-unes des prisonnières avaient donné au chef de » maison, intime de Pornin, différentes commissions pour » leurs compagnes.

» Une circonstance naturelle de tout instant d'arrêt pour ces » messieurs, fut une suite non interrompue de libations, qui » bientôt eurent échauffé les têtes à un tel point, qu'on enga- » gèa une partie de plaisir pour le soir même, et que Pornin » invita à souper chez lui, à la Préfecture, toutes les dames » composant le personnel de l'établissement.

» Pornin prit donc les devants pour préparer la petite fête de » famille, le souper régence qu'il voulait donner à ses amis. Sa » fille, la citoyenne Chateouillard, l'aida avec intelligence dans » tous ces préparatifs, et à la nuit tombante les convives s'étaient » glissés dans la Préfecture; on s'installa dans l'appartement » de M. le gouverneur.

» On donna une consigne sévère aux deux sentinelles, avec » défense de laisser entrer qui que ce fût. Cet ordre était plus » facile à donner qu'à faire exécuter, car la porte ne fermait » pas à clé, et les Montagnards obéissaient difficilement à des

» chefs qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes et qu'ils ne respec-
 » taient que fort peu, les connaissant pour ce qu'ils valaient.
 » Aussi la curiosité ayant été éveillée au plus haut degré lors-
 » qu'on connut les singuliers hôtes que recevait Pornin, trouva-
 » t-on mille prétextes pour venir le troubler par des visites
 » inopportunes. Il se levait alors furieux et menaçait de pas-
 » ser sa jambe de bois à travers le corps des téméraires qui
 » osaient le déranger dans ses plaisirs. Il repoussa même bru-
 » talement et fit jeter à la porte un Montagnard qui avait 50 fr.
 » à lui remettre au nom de la commission des récompenses
 » nationales.

» Ce ne fut donc qu'à une heure assez avancée de la soirée
 » que la société put se livrer à l'aise à tout le dévergondage dont
 » de pareilles gens étaient capables. Alors s'engagea l'orgie la
 » plus échevelée : tout ce que l'imagination la plus déréglée du
 » marquis de Sade a pu rêver de plus hideux, fut mis en prati-
 » que par cette troupe éhontée. Le champagne fut versé à flots ;
 » d'immenses bols de punch éclairèrent les scènes les plus ré-
 » voltantes et que la plume la moins chaste se refuserait à
 » décrire.

» Pornin, ivre de vin et de luxure, était l'âme de cette dé-
 » goûtante bacchanale, et il poussa le délire jusqu'à déclarer
 » qu'une aussi belle fête de famille ne pouvait se passer de la
 » présence de son ami l'illustre préfet de police. Caussidière
 » vint en effet, et ne fit pas chasser cette horde immonde. Il se
 » joignit à eux et partagea avec enthousiasme leurs plus sales
 » plaisirs.

» L'orgie se prolongea jusqu'au jour, et l'on se sépara en se
 » promettant bien de se revoir le plus souvent possible. »

Quoique sachant que les gens de cette classe, lorsqu'ils lâchent
 une fois la bride à leurs passions sensuelles, tombent bien vite
 dans tous les excès, nous serions tentés de supposer que les
 scènes d'orgie ont été grandement exagérées ou même entière-
 ment dénaturées ; mais il est un épisode infiniment plus incroya-
 ble et dont Caussidière cependant est forcé de reconnaître tous
 les horribles incidents. Nous nous serions abstenu de le racon-
 ter sans sa confession.

On a vu que Chenu et de La Hodde étaient les plus chers amis

de Caussidière : l'un, son capitaine des gardes ; l'autre, son secrétaire-général. Un des premiers soins de Caussidière avait été, avons-nous dit, de s'emparer des registres de l'espionnage politique. Il les posséda bientôt tous, et Chenu assure que Caussidière fit disparaître son propre *dossier* (c'est le carton où sont contenus tous les papiers concernant un individu. Un plus haut personnage a cherché à avoir son dossier quand il est parvenu au pouvoir.) On présume que quelques-uns des anciens employés des bureaux, jaloux de voir de La Hodde les primer, firent entendre au préfet républicain que son secrétaire-général avait été à la solde de la police, et que dans son dossier se trouveraient ses révélations continuelles et détaillées de tous les secrets du parti. Ainsi se découvrirent la lettre par laquelle de La Hodde offrait de se vendre, et cent dix-huit rapports signés Pierre, dénonçant tous les actes de la conspiration anti-monarchique. Il y avait là de quoi exaspérer un homme plus patient que Caussidière, et personne n'eût été surpris s'il avait ouvertement accusé un tel traître en invoquant contre lui la justice publique. Pourquoi n'en fit-il rien ? c'est ce que nous ne pouvons nous expliquer qu'en répétant encore l'adage de l'ancien préfet : « Partout où se trouvent trois conspirateurs, un au moins est à ma solde. » Nous concevons que Caussidière, qui avoue que les archives contenaient d'étranges secrets et qu'il s'efforça de prévenir de scandaleuses révélations, ait pu avoir de sérieux motifs pour ne pas donner de publicité à l'affaire ; mais le parti qu'il adopta fut extraordinaire et terrible au-delà de ce qu'on peut s'imaginer. Il prémédita le meurtre de de La Hodde par de La Hodde, décidé à ensevelir dans le mystère de son tombeau, — dans le tombeau du suicide, — sa propre infamie et celle de tous ceux qu'un procès public eût exposés à la même honte. Dans ce but, Caussidière qui, avec toute sa violence, semble avoir eu une certaine réserve calculée, ne voulut pas ou peut-être ne crut pas pouvoir seul forcer de La Hodde à se tuer. Il convoqua dans l'appartement d'Albert, au Luxembourg, un tribunal secret pour juger et condamner (la condamnation était sûre), l'infortuné de La Hodde. Celui-ci fut donc invité aussi à se rendre à une entrevue dont l'objet n'était pas spécifié. Chenu, qui y était invité avec le reste de la clique de Caussidière, semblerait s'être

défié de quelque guet-apens, et il avait eu la précaution de venir avec une escorte de cinquante à soixante de ses gardes, bien armés, sous les ordres d'un sien parent; ils se dispersèrent dans les vestibules et les corridors autour de l'appartement d'Albert, avertis que s'ils entendaient un coup de pistolet, ce serait le signal par lequel Chenu indiquerait son danger. Ils devaient à l'instant même voler à son secours et le venger par de sanglantes représailles. Ce contre-plan fut sans conséquences, mais il faillit causer un mélodrame encore plus effrayant que la scène préparée par Caussidière.

Si Chenu avait été un homme de la police, il était du moins un énergique et persévérant émeutier : loin d'avoir été corrigé par sa mésaventure en Belgique et à Bade, il fut fait prisonnier sur les barricades de juin 1848, puis examiné devant une des cours martiales de Cavaignac. Ce fut là qu'il exposa les principaux faits reproduits avec plus de détails dans ses Mémoires. Nous extrairons de sa déposition du 10 août 1848, le récit du procès à huis-clos et du meurtre manqué de de La Hodde. Il le raconte encore dans ses Mémoires plus dramatiquement et plus longuement; mais il nous suffira, pour faire connaître cette scène, du résumé de l'*Enquête* en y intercalant quelques mots des Mémoires :

« Un jour, je reçus une lettre du préfet qui me fixait un rendez-vous pour le soir même à dix heures. J'arrivai quelques minutes après l'heure. De La Hodde était assis dans un coin de l'appartement d'Albert. Je vis là, Albert lui-même, Caussidière, Mercier, Sobrier, Monnier, Bocquet, Pilhes, Lechallier, Bergeron, Caillaud, Typhaine et Grandmesnil, qui, en sa qualité de doyen, fut nommé président. A mon entrée, Caussidière prit un dossier et accusa de La Hodde, qui bondit à la mention de son nom, de nous avoir tous trahis au dernier gouvernement, et il remit à chacun de nous les rapports qui le concernaient. Il y en avait une vingtaine sur mon compte. Caussidière dit ensuite à de La Hodde d'un ton solennel, *qu'il devait mourir de sa propre main*, — en se brûlant la cervelle ou en s'empoisonnant, et il lui présenta successivement le pistolet et le poison. Caussidière montra un grand *sang-froid* et parut plutôt céder à la crainte de futures révélations de la part de de La Hodde qu'à un senti-

» ment de vengeance, car de La Hodde s'était imprudemment
 » écrié : « Ah ! c'est comme cela : vous me le paierez cher. » Mais de
 » La Hodde s'aperçut bientôt de l'imprudence de sa vaine menace,
 » et s'abandonna à un accès de terreur, en confessant qu'une terri-
 » ble fatalité l'avait jeté dans les bras de la police. Le malheureux
 » dit qu'il ne se tuerait pas, mais qu'on pouvait faire de lui ce qu'on
 » voudrait. On l'avait déjà saisi, on allait peut-être le massacrer,
 » Bocquet avait armé le pistolet, il allait lui-même brûler la cer-
 » velle à de La Hodde, lorsqu'Albert lui arracha le pistolet des
 » mains, et quand Caussidière voulut insister pour qu'alors de
 » La Hodde bût le poison, Albert s'interposa de nouveau et déclara
 » qu'il ne souffrirait pas qu'on commît un meurtre chez lui. —
 » Chenu ajoute que Monnier, Pilhes et lui, se joignirent à Albert
 » pour demander grâce, et l'on renonça à l'exécution dans l'ap-
 » partement d'Albert. Il fut proposé de forcer de La Hodde à se
 » tuer dans un fiacre. de La Hodde résista encore — promettant
 » de se taire. Caussidière finit par céder à une insinuation de
 » Grandmesnil qui dit : « *Il faut le mettre sous clé.* » On l'épargna
 » donc pour le moment, on l'entraîna dans un fiacre, et on
 » l'emmena bien gardé à la préfecture, d'où Caussidière le fit
 » mettre au secret dans un cachot de la Conciergerie. »

(Déposition de Chenu à l'Enquête et Mémoires de Caussidière.)

Cette scène extraordinaire, la froide férocité des juges-exécuteurs et les angoisses de la victime, sont racontées sans doute très véridiquement et avec beaucoup d'effet dans les *Mémoires* de Caussidière : on ne peut s'empêcher de se demander encore avec Chenu, ce qui serait advenu si de La Hodde avait été réellement forcé de se brûler lui-même la cervelle ou si Bocquet avait exécuté sa menace, et peu s'en fallut ; le bruit du pistolet aurait été entendu par les gardes de Chenu placés en embuscade, ils auraient cru que c'était son signal, ils se seraient précipités dans l'appartement d'Albert, et peut-être auraient exterminé, d'après Chenu, tous ceux qui s'y trouvaient excepté leur capitaine.

Ce fut évidemment par suite de la déposition faite sur cet événement et sur plusieurs autres relativement à Caussidière, dans l'enquête devant l'Assemblée Nationale, que le préfet de police de la République (mis en accusation et ayant pris la

faite), publia à Londres ses *Mémoires* où il avoue l'affaire de La Hodde. Trop d'individus en avaient été témoins pour qu'on pût la nier ; mais Caussidière cherche à se justifier sur d'autres points, et il s'efforce de compromettre Chenu. Chenu, qui n'avait d'abord fait qu'une simple déposition, se trouvant ainsi attaqué personnellement, s'est retourné contre Caussidière et a publié son pamphlet des *Conspirateurs*. Ce pamphlet, outre la révélation des turpitudes de la Révolution de Février, met à jour les menées des sociétés secrètes républicaines et des émeutiers qui, après avoir harassé le règne de Louis-Philippe, l'ont terminé au moment où ils s'y attendaient le moins.

Quelque terribles qu'aient été les résultats de ces conspirations : — assassinats, insurrection, révolution enfin, — rien de plus méprisable que le nombre et le personnel des conspirateurs. Nul parmi eux n'avait un titre plus élevé que celui de parasite des journaux séditieux, et, quant au chiffre total, il n'a jamais, dans tout Paris, dépassé 3,000... mais ce n'était là que le noyau, et autour de ce noyau se groupaient tous les oisifs et les vagabonds déguenillés de cette ville à la fois turbulente et lâche. Nous n'ajouterons plus qu'un trait à ce tableau : — Si l'insurrection de Juin eût réussi, le dictateur désigné était MARC CAUSSIDIÈRE.

Il paraît que de La Hodde resta enseveli dans les caveaux de la Conciergerie, jusqu'à ce que le règne de Caussidière fût terminé ; alors on lui permit probablement de s'évader et de venir en Angleterre. Retourné à Paris, et le pamphlet de Chenu ayant rajeuni sa notoriété, il a publié son récit de la *Naissance de la République*, où il montre par quelle série d'accidents et surtout par l'atroce stratagème (dont on a accusé M. Lagrange qui s'en est défendu) de provoquer ce qu'on appelle le massacre du boulevard des Capucines, l'insurrection se ranima lorsque tous les hommes des journaux et des sociétés secrètes qui l'avaient suscitée l'abandonnaient sans espoir. La défiance est bien permise envers de La Hodde, lorsqu'il parle de certaines questions personnelles ; mais, en tenant compte de son animosité très naturelle contre ceux qu'il avait trahis et qui, en retour, lui firent subir de si cruelles tortures, nous ne voyons pas qu'on puisse douter de l'exactitude des détails qu'il donne sur les événements

auxquels il a pris part. Sa brochure ne va pas au-delà de la proclamation de la République, dont il fut un des parrains dans les bureaux de la *Réforme*, et, comme de raison, il ne dit rien de sa courte apparition à la préfecture de police en qualité de secrétaire-général ni de la scène du Luxembourg; mais il promet un volume dans lequel nous supposons que les événements seront racontés... *à sa manière*. Il s'est plaint, par une lettre adressée aux journaux, que M. Chenu l'ait représenté comme trop terrifié à la perspective de l'étrange mort dont on le menaçait. Sur ce point, nous ajoutons foi plus volontiers au récit de M. Chenu, qui devait être là un observateur plus calme... Et, en vérité, nous ne pensons pas que ce soit nuire au caractère de M. de La Hodde, de dire qu'il ait reçu avec une horreur extrême la proposition qui lui était faite, et qu'il ait exprimé la ferme détermination de ne pas mourir de cette façon. Quant aux autres détails, il confirme remarquablement tout ce que raconte M. Chenu, et *leurs Mémoires* exposent si pittoresquement, si naturellement, et (en tenant toujours compte de leur rancune personnelle contre Caussidière) si véridiquement la faiblesse, la folie, la turpitude, et enfin la fausseté du parti révolutionnaire, qu'ils sont la meilleure réponse à tous les panégyriques que se consacrent à eux-mêmes Lamartine et Louis Blanc. Par conséquent, ils pourront, nous l'espérons, répandre et fortifier en France le sentiment dont les Français ont le plus besoin... le sentiment de l'humiliation qu'ils doivent éprouver en se voyant dupés et victimes d'hommes si méprisables et de circonstances si fortuites.

C'est en vain que M. de Lamartine défend son association avec ces hommes, et particulièrement avec Caussidière, prodiguant les fleurs de rhétorique et les poétiques métaphores, comme par exemple : « C'est par son aide que j'ai fait de l'ordre avec du désordre, » — ou « J'ai été le paratonnerre conspirant avec le nuage pour en extraire la foudre. » Nous lui demanderons : Qui avait créé le désordre ? Qui avait amassé les éléments de l'explosion ? et pour quel but justifiable ? ou avec quels résultats atténuants ? Lorsque l'ex-dictateur nous décrit, avec une satisfaction si glorieuse, ses luttes à l'Hôtel-de-Ville, il nous oblige à lui répliquer qu'il soutint ces luttes pour sa propre défense... S'il fit tant d'ef-

forts pour sauver le navire, c'est parce qu'il aurait fait naufrage à son bord ; et lorsqu'il se fait l'écho des vanteries de l'ex-préfet de police, rappelant avec quelle promptitude il avait complètement rétabli et maintenu la tranquillité publique, repavé les rues, entretenu la propreté du pavé, rallumé les réverbères, supprimé les maisons de jeu et rendu les vols plus rares, ils oublient l'un et l'autre qu'il est des choses que l'autorité sommaire et toute-puissante d'un despotisme irresponsable fait facilement et doit faire par tous les motifs : un règne de terreur n'admet d'autre désordre que le sien. Le préfet de police qui, pour premier et dernier compliment, dit aux commissaires placés sous ses ordres, que s'ils ne se conduisent pas bien, il les fusillera dans la cour de l'hôtel, pouvait bien être certain qu'il avait le pouvoir nécessaire pour obliger les portiers à balayer le trottoir des maisons. Le gouvernement qui enrôla tous les plus audacieux turbulents de la cité dans la garnison de la Préfecture et conçut l'idée sublime (M. de Lamartine l'appelle ainsi, et nous admettons que ce fut une idée heureuse) de comprendre dans la garde mobile, vingt-quatre mille des pires émeutiers ou bandits de la Révolution, ce gouvernement a bien pu dire qu'il avait diminué le nombre des malfaiteurs errants et des petits voleurs.

Mais, c'est une justice qu'il faut rendre à M. de Lamartine, le baume précieux de son panégyrique n'est pas versé seulement sur sa propre tête, quoiqu'il ne le ménage pas quand il s'agit de lui, — ni même exclusivement sur ses amis et ses collègues, Flocon, Caussidière et *tutti quanti*, — il a une inépuisable provision de dragées qu'il jette au visage de tout le monde, comme les promeneurs du carnaval de Rome, excepté, ainsi que Louis Blanc s'en plaint, au visage de Louis Blanc. Relativement à cette plainte, il est vrai de dire que quelque exagérée que l'appréciation des talents et des services de M. Louis Blanc par M. de Lamartine nous semble à nous, elle reste considérablement au-dessous de sa propre estime, et nous soupçonnons qu'il n'est aucune plume au monde, quelque favorable et flatteuse qu'elle fût, qui pourrait satisfaire l'opinion que ces deux messieurs ont de leur mérite, — aucune plume, excepté la plume de chacun d'eux. Le panégyrique est un breuvage qu'ils peuvent seuls sucrer à leur goût. Nous abrégons un peu ce que M. Louis Blanc

dit de ce trait caractéristique du caractère et de l'histoire de M. de Lamartine, prétendant que toute sa politique consiste en ces deux mots : *être applaudi*.

« L'oreille constamment tendue pour écouter le bruit de son nom, et tremblant toujours qu'on ne troublât la musique de sa renommée, il voulut capter quiconque se faisait craindre. Il convoita tous les hommages, se mira dans toutes les opinions, et chercha, pour s'y placer, le point d'intersection de tous les partis. D'une égale ardeur on le vit rechercher l'approbation des salons et tenter celle des clubs, se concilier lord Normanby et s'efforcer de plaire à Sobrier, offrir une ambassade à M. de La Rochejaquelein et se prêter à des entrevues secrètes avec Blanqui.
 » La flatterie prodiguée sans mesure à tout venant est un artifice familier aux hommes qui ont une grande réputation à soigner. Convaincus que la flatterie, quand elle tombe de haut, a des attraits irrésistibles, ils se font volontiers courtisans, pour grossir le nombre de leurs admirateurs, de leurs séides, de leurs porte-voix ; ils demandent à intéresser au succès de leur propre vanité la vanité d'autrui. Après l'avoir conquise de haute lutte, ils rusent avec la gloire. » (*Pages d'histoire*, p. 26 et 27.)

L'ouvrage de M. de Lamartine est une galerie de portraits qui nous représentent des monstres de perfection comme le monde n'en avait jamais vus... (1) jusqu'à ce que M. de Lamartine les lui révélât. Oncques n'exista une pareille constellation de toutes les espèces de vertus publiques, de vertus privées et même de beauté physique. Si nous ne nous trompons, parmi les centaines de noms qu'il mentionne, il n'en est que deux qu'il n'accable pas de compliments étudiés, plus ou moins lourds, et, comme nos lecteurs le devinent, plus ou moins immérités. Les deux personnes qui ont eu la bonne fortune d'être moins bien partagées dans le panégyrique confus de M. de Lamartine, sont MM. Guizot et Thiers ! M. Thiers est très peu loué, M. Guizot pas du tout. — *Præfulgebant eo ipso quod offigiis eorum non visebantur*. Louis Blanc ne voit dans cette

(1)

« — Faultless monsters as the world ne'er saw. »

aveugle prodigalité d'éloges que le calcul usuraire de la vanité :

« *Incense* like interest , is but a loan
Which he lays out for what he can get. »

« Il prodigue l'*encens* , mais ce n'est là qu'un prêt
Dont il espère bien retirer l'intérêt. »

Or, M. de Lamartine, nous le présumons, n'espérait guère que MM. Thiers et Guizot lui rendraient encens pour encens.

Mais nous soupçonnons un autre motif à ce panégyrique presque sans distinction. M. de Lamartine n'a peut-être pas sérieusement renoncé au jeu des révolutions : il a disparu sous la vague ; mais il peut remonter à la surface. Encore quelques tours de la roue de fortune, le comte de Paris peut rentrer aux Tuileries, ou Louis Blanc au Luxembourg, Marrast au Palais-Bourbon et Marc Caussidière avec le commandant Pornin à la Préfecture. Si la politique de M. de Lamartine n'est pas très profonde, elle est du moins à la hauteur de la célèbre maxime de La Rochefoucault : « Vivez avec vos amis comme s'ils devaient un jour devenir vos ennemis, et avec vos ennemis comme s'ils devaient un jour devenir vos amis. » Brydone, dans ses *Voyages*, parle d'un Anglais original qui, à Rome, ne manquait jamais d'ôter son chapeau à une statue de Jupiter. Quelqu'un lui ayant demandé pourquoi : « Qui sait, répondit-il, si Sa Divinité ne pourra pas un jour être réintégrée dans son temple ? Peut-être alors se souviendra-t-il de ceux qui ont été polis pour lui au temps de sa disgrâce ? » C'est ainsi que M. de Lamartine ôte son chapeau non-seulement à Jupiter, mais encore à Pasquin, à Marforio et même à Silène.

Par une conséquence naturelle, son ouvrage est également vide d'information et d'amusement. Il a retourné l'axiome historique de Cicéron : *Ne quid veri audeat, ne quid falsi non audeat*. Les trois quarts de ses volumes sont une compilation, d'après le *Moniteur*, de tous les admirables discours qu'il prononça et de toutes les pièces diplomatiques qu'il publia pendant son règne éphémère, accompagnée par le commentaire courant de l'éloge de son génie, de son éloquence, de son courage et même de sa beauté physique, — la distinction agamemnonienne de cette haute taille et l'énergie démonstérienne de cette noble physio-

nomie qui donnait de l'autorité aux fleurs de rhétorique et de la grâce aux paroles de la sagesse. Ce ne sont pas là ses propres termes, qui, surtout lorsqu'il se loue, sont trop diffus pour être facilement condensés ; mais tel en est le sens, telle est la forme de son style. Bref, tout est si défiguré par ce que Louis Blanc appelle justement *une puissance d'illusion prodigieuse*, que son *Histoire de la Révolution de Février* est également inutile comme histoire et fatigante comme roman.

La partie de cet ouvrage qui a le plus de nouveauté, est celle qui est consacrée au départ de la famille royale et plus spécialement du roi et de la reine, — depuis les Tuileries jusqu'en Angleterre ; mais cette relation est erronée sur plusieurs points, — sans intention malveillante, toutefois, nous le croyons, — car M. de Lamartine ôte encore son chapeau à Jupiter et à Junon ; — mais par cette inexactitude de renseignements et cette diffusion de style qui caractérisent tous ses détails. Nous avons pu vérifier plusieurs faits. Or, soit qu'on introduise les épisodes personnels comme ayant leur valeur historique, soit qu'on veuille seulement les faire servir à l'intérêt général de la narration, leur valeur ou leur intérêt dépendent essentiellement de leur exactitude. S'ils valent la peine d'être racontés, ils doivent l'être fidèlement ; et puisque M. de Lamartine a jugé à propos de donner à cet épisode tant de place dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, nous avons pris la peine de nous mettre en état de raconter les mêmes événements avec les détails les plus circonstanciés et les plus corrects. Nous avons d'autant mieux cru devoir le faire, que le capitaine Chamier et d'autres auteurs, d'une tournure d'esprit moins romanesque que M. de Lamartine, trompés par les bruits vulgaires, sont tombés dans la même inexactitude.

Nous prévenons nos lecteurs que les détails circonstanciés que nous allons leur donner ne pouvaient être obtenus d'une manière authentique que de ceux qui furent acteurs ou témoins de ces épisodes intéressants et dramatiques. En tant qu'il s'agit des *faits*, nous avons scrupuleusement suivi les notes et les souvenirs qu'on a daigné obligeamment nous communiquer ; mais, quant à leurs causes, à leur portée et à leurs conséquences possibles ou probables, les opinions et les jugements que nous

pouvons incidemment exprimer nous appartenent exclusivement.

§ II.

LE DÉPART DE LOUIS-PHILIPPE.

Du moment que MM. Thiers et Barrot retirèrent le commandement au maréchal Bugeaud et envoyèrent aux troupes l'ordre de ne pas résister à la populace, la monarchie fut perdue : leur banquet agitateur avait provoqué l'insurrection ; cette soumission pusillanime en fit une révolution. L'introduction dans l'appartement privé du roi... dans son cabinet même... d'un assemblage de personnes « généraux, députés, journalistes, simples » officiers de l'armée et gardes nationaux, qui l'assiégeaient d'informations et d'avis, interrompus par des informations et des » avis contraires... » (LAMARTINE, tom. 1^{er}, p. 123), était déjà une preuve évidente... avant que le mot *abdication* eût été prononcé... que Louis-Philippe n'était plus roi. Au milieu de cette cohue qui ne représentait que trop bien l'irrésistible tumulte du dehors, le roi signa son abdication comme la seule chance de conserver au moins un lambeau de la monarchie, ou, ce qui était plus urgent encore en ce moment, de sauver la vie des membres de sa famille et de ses amis, — bloqués dans deux ou trois chambres du palais, sans défense, et nous pourrions dire déjà pris.

M. de Lamartine décrit avec beaucoup de détail l'ardeur et l'énergie du brave maréchal Bugeaud cherchant à encourager le roi et à le dissuader d'abdiquer : toutes ces belles scènes sont de pures inventions sans le moindre fondement. Non-seulement le maréchal ne s'opposa pas à l'abdication, mais encore il ne revit plus le roi après la revue du matin, où la pensée d'abdication n'était entrée dans l'esprit de personne. A l'une de ces remontrances imaginaires contre l'abdication comme n'étant pas encore nécessaire, le roi, selon M. de Lamartine, répondit :

« — Je le sais, maréchal, mais je ne veux pas que le sang coule » plus long-temps pour ma cause. » Le roi était brave de sa per- » sonne. Ce mot n'était donc pas un prétexte dont il couvrirait sa

» fuite, ni une lâcheté. Ce mot doit consoler l'exil et attendrir l'histoire. Ce que Dieu approuve, les hommes ne doivent pas le flétrir. » (P. 145.)

Nous ne doutons pas que tel fût le sentiment du roi ; mais, nous le répétons, une pareille conversation ne put avoir lieu. Nous ne saurions cependant laisser passer sans observation le verbiage hypocrite dont M. de Lamartine enveloppe sa fable... comme si cette expression était la seule consolation de l'exil du roi... la seule qui puisse encore adoucir le verdict que ce Rhadamante révolutionnaire enregistre avant qu'il soit prononcé... comme si ce sentiment de Louis-Philippe n'avait pas déjà été exprimé par plusieurs paroles mémorables et divers actes de clémence et d'humanité dans le cours de son règne. M. de Lamartine espère-t-il que ces amendes honorables sentimentales envers le roi, attendriront soit le temps présent, soit la postérité, et adouciront la sentence prononcée contre le crime et la folie dont il fut le complice sinon le principal instigateur ? Ce ne sera certes pas une consolation pour l'exil du roi de se trouver verni par le même pinceau qui prête de si belles couleurs à Flocon et à Caussidière.

Lorsque le roi se fut résolu à son abdication et qu'il s'assit pour la rédiger à son bureau, il se vit immédiatement entouré par une foule de spectateurs, la plupart inconnus de lui, et qui suivaient avec attention tous les mouvements de sa plume. Quelques-uns lui criaient brutalement : « *Mais dépêchez-vous donc, vous le faites trop long ; vous n'en finissez pas.* » D'autres, en remarquant que le nom de la duchesse d'Orléans n'y était point inséré et que le roi ne faisait nulle mention de la régence, dirent : « *Ah ! mais cela ne peut pas aller comme cela ; il faut que vous déclariez la duchesse d'Orléans régente (1).* » Le roi répondit sévèrement : « *D'autres le feront, s'ils le croient nécessaire ; mais moi je ne le ferai pas ; c'est contraire à la loi ; et comme, grâce à Dieu, je n'en ai encore violé aucune, je ne commencerai pas dans un tel moment.* »

(1) M. Crémieux, l'avocat juif, était incontestablement dans le cabinet du roi en ce moment, comme M. de Lamartine le raconte ; mais M. de Lamartine se trompe lorsqu'il ajoute que Crémieux fit cette interpellation au roi. Il parait, au contraire, qu'il y resta tout-à-fait étranger.

La confusion était si grande, que l'acte d'abdication fut arraché des mains du roi avant qu'il pût en faire une copie... et l'on ne sait pas d'une manière certaine ce que cet acte est devenu. On a dit qu'il était allé tomber dans les mains de Lagrange, le héros du massacre du boulevard des Capucines, aujourd'hui un des membres de l'Assemblée législative. M. de Lamartine adopte cette version qu'il embellit de quelques-unes de ses pittoresques inexactitudes ; mais nous avons de bonnes raisons de soupçonner... nous sommes même à peu près sûrs, — que le papier au pouvoir de Lagrange, et qui lui fut remis par M. Antony Thouret, un de ses collègues au journal *la Réforme*, aujourd'hui, comme lui, membre de l'Assemblée législative, n'était qu'une copie, une copie informe et inexacte de l'original (1).

La première pensée qui vint alors au roi, fut de débarrasser la duchesse d'Orléans de l'inconvénient de sa présence près d'elle. Il espérait par son départ immédiat, puis par son éloignement, lui donner la chance la plus sûre d'écarter les soupçons et d'adoucir l'animosité qui existait contre lui, afin qu'elle pût fonder l'établissement de la régence sur les bases les plus solides.

La reine avait été témoin de cette scène, « témoin alarmé mais digne. » Lorsque l'abdication eut été ainsi arrachée au roi, M. de Lamartine dit qu'elle se tourna vers M. Thiers et s'écria : « Oh ! Monsieur, vous ne méritiez pas un si bon roi. Sa seule vengeance est de fuir devant ses ennemis. » (P. 146). Les seules paroles de la reine qui aient frappé l'oreille de celui qui nous renseigne ici, furent celles-ci : « Vous l'avez, — vous vous en repentirez ! » et ces paroles semblaient adressées à ceux qui avaient pressé l'abdication, mais non à M. Thiers en particulier.

Le capitaine Chamier, avec une inexactitude impardonnable sur un point si important, — alors surtout que même M. de Lamartine aurait pu le redresser, — prétend que la duchesse d'Orléans fut oubliée ou négligée dans son appartement et ne fut informée là de la fuite du roi qu'après qu'il fut parti. (Vol.

(1) Voir Lamartine, page 147, et la *Réforme* des 11, 12, 17 et 19 août 1849. — Relativement au massacre du boulevard des Capucines, M. Lagrange a nié qu'il en ait été le héros.

1^{er}, p. 63.) Cette erreur, et quelques autres qui en sont la conséquence, serait difficile à concilier avec d'autres passages du livre du capitaine Chamier. La duchesse et ses enfants furent toute la matinée, avec le reste de la famille, dans le cabinet du roi. Lorsqu'elle entendit qu'on la proposait pour exercer la régence et vit que le roi allait partir sans elle : « Ah ! sire, s'écria-t-elle en se jettant dans ses bras, ne m'abandonnez pas. Je ne suis qu'une pauvre faible femme, que ferai-je sans vos avis et votre protection ? — Ma très chère enfant, dit le roi en l'embrassant : vous vous devez à vos enfants et à la France... il vous faut rester. » S'arrachant non sans peine de ses bras, le roi la laissa étourdie du fardeau inattendu de ce pouvoir dont cette foule mêlée semblait pour le moment disposée à l'investir. La vérité est que le conseil d'abdiquer et la proposition de proclamer la duchesse régente et son fils roi, n'étaient que le résultat d'un complot des révolutionnaires pour accélérer le départ de Louis-Philippe. Nous savons à présent qu'un *gouvernement provisoire* avait déjà été préparé dans les bureaux de journaux.

En ce moment, le roi et la reine avaient avec eux dans le cabinet du roi, tous leurs enfants et petits-enfants, gendres et belles-filles alors à Paris, excepté le duc de Nemours, qui était à la tête des troupes dans la cour du palais, cherchant par une ferme attitude à empêcher l'irruption de la populace assemblée au Carrousel.

En l'absence du duc d'Aumale et du prince de Joinville, le seul des autres fils du roi qui fût présent était le duc de Montpensier, que M. de Lamartine dépeint très impatient pour obtenir l'abdication, et qui était, nous n'en doutons pas, très préoccupé du danger personnel que courait la famille royale. Ce prince pensait aussi, et il avait raison, que son premier devoir était de suivre le roi et la reine ; mais la duchesse de Montpensier étant enceinte, il eût été dangereux de l'exposer à tous les risques qu'on allait courir en se retirant par la grande avenue des Tuileries. En conséquence, le duc la confia à un ami dévoué qui se trouvait près de lui et qui la conduisit dans sa propre maison ; cette maison était voisine du château, et, de là, cette princesse se rendit par Eu à Boulogne, d'où elle arriva le 28 en

Angleterre. Le capitaine Chamier se montre surpris de ce délaissement apparent de la duchesse de Montpensier ; mais la position personnelle du duc et son devoir de prince , — le seul prince présent , — l'obligeaient à protéger la retraite du roi , de la reine et du reste de la famille... la soudaineté et *l'imprévu* de toute cette catastrophe, expliquèrent plus tard ce qui avait pu étonner dans sa conduite.

La jeune duchesse arriva heureusement à Eu , où toute la famille avait espéré de se réunir ; mais, à son arrivée là, le général Thierry, aide-de-camp du duc, qui l'accompagnait, et M. Estancelin, gentilhomme du voisinage, ancien camarade d'études du duc , resté un de ses amis, qui était accouru auprès d'elle, s'alarmèrent tellement du bruit qu'on fit courir que la populace venait attaquer le château, qu'ils firent précipitamment partir son Altesse Royale pour Boulogne. Ils arrivèrent à Abbeville tard dans la soirée ; mais la populace , sans savoir précisément qui ce pouvait être, devina que ces voyageurs étaient des fugitifs politiques, et arrêta la voiture d'une manière si menaçante, que la princesse et le général furent forcés de l'abandonner. Ils s'échappèrent à pied , dans la nuit , à travers la ville , et parvinrent à en sortir par une porte latérale qu'on avait heureusement laissée libre et ouverte pour l'usage de quelques ouvriers occupés à réparer une des grandes portes. De là , ce fut non sans difficultés et presque à tâtons, par des chemins de traverse fangeux, qu'ils gagnèrent la grand'route, où, après avoir été pendant deux ou trois heures exposés au froid et à l'humidité, ils furent rejoints par la voiture, dégagée enfin, grâce aux efforts de M. Estancelin, et qui les transporta à Boulogne. Dans cette aventure nocturne, la jeune princesse montra un courage et même une gaîté très remarquables. M. de Lamartine, selon sa coutume, brode là-dessus quelques circonstances que nous ne croyons pas plus exactes que son assertion finale , lorsqu'il prétend que la duchesse se rendit en Belgique et à Bruxelles où son époux l'attendait (1). Mais nous pouvons accueillir son té-

(1) Pendant cette nuit de détresse et d'angoisse , au moment où elle cherchait en vain ses souliers dans la boue, M. de Lamartine lui fait dire au général Thierry, « qu'elle aimait mieux ces aventures que la monotonie de la table ronde de travail dans les salons chauds et somptueux des Tuileries. »

moignage général sur le danger auquel la famille semble avoir été exposée *partout*, et relativement à l'inhumanité de ce *patriote* d'Abbeville qui, repoussant les sollicitations de MM. Estancelin et Thierry, refuse lâchement un asile à cette jeune femme, dont ni le sexe, ni la faiblesse, ni la grossesse ne peuvent émouvoir sa pitié.

Le prince Alexandre de Wurtemberg et son jeune enfant, Philippe, orphelin de la princesse Marie, cette fille accomplie du roi, « que les arts avaient pleuré comme son père, » étaient aussi dans le cabinet de Sa Majesté au moment du départ : ils prirent une route différente et arrivèrent en sûreté jusqu'en Allemagne. M. de Lamartine déclare avoir cherché à faciliter et protéger la retraite de toute la famille royale ; il parle de son anxiété à ce sujet, il se glorifie principalement d'avoir donné des passeports à ce prince allemand, qui ne courait aucune espèce de danger, et qui obtint, sans autre formalités que celles d'usage, un passeport par l'entremise du ministre de sa propre cour ; mais nous ne sachions pas que M. de Lamartine ait donné un passeport à un être humain, — roi, prince, noble ou bourgeois, — qui en eût réellement besoin. Peut-être n'en trouva-t-il pas l'occasion. Nous ignorons comment cela peut être, mais nous en sommes sûrs et nous le prouverons à mesure que nous avancerons dans ce récit : ni les fugitifs eux-mêmes, ni les agents subordonnés du nouveau gouvernement, n'eurent aucune raison de croire que M. de Lamartine désirait favoriser leur évasion.

Le reste de la famille royale quitta le palais, non (comme on le raconta dans le temps et comme M. de Lamartine et le capitaine Chamier l'ont à tort répété) par un passage souterrain sous la terrasse du côté de l'eau, mais par le grand vestibule et en prenant l'avenue centrale du jardin jusqu'à la place Louis XV, — les six petits-fils du roi étant portés dans les bras des personnes de sa suite. Devant la façade qui donne sur le jardin, se trouvait un fort détachement de la garde nationale à cheval, que le général Dumas, aide-de-camp du roi, avait prudemment placé là pour protéger le passage. A la vue de la famille royale à pied, au milieu d'eux, ces gardes nationaux exprimèrent leurs sympathies et leurs sentiments de fidélité par les cris de : « Vive le roi, vive la famille royale. »

Le roi ne s'était évidemment pas attendu à être forcé de

quitter la France. Il ne prévoyait que son éloignement de Paris et des environs de la capitale. Il supposait qu'un nouveau gouvernement aurait apaisé les troubles et que son absence suffirait pour empêcher qu'on soupçonnât la régence de n'être qu'un instrument dans ses mains. En se sacrifiant ainsi à ce nouveau gouvernement, le roi contemplait sans doute, comme terme de son voyage, le château d'Eu, en Normandie, résidence favorite réparée et embellie par lui : ce serait là, pensait-il, la retraite de sa vieillesse. Mais, pour sortir de Paris, il fallait nécessairement se diriger du côté de Saint-Cloud, et, en conséquence, il paraît qu'aussitôt l'abdication résolue, les voitures de la cour reçurent l'ordre de se rendre à la grille des Tuileries qui s'ouvre sur la place Louis XV, — grille qu'on appelle encore du Pont-Tournant, à cause d'un ancien pont-levis jeté sur les fossés du château. — M. de Lamartine se vante, et mille échos répètent, que sa révolution se fit sans violence et sans qu'une goutte de sang ait été versée, — audacieuse fiction, comme nous l'avons déjà démontré; mais ici nous devons citer un meurtre, unique sans doute, mais qui aurait pu produire un épouvantable massacre. Au moment où les voitures du roi traversaient le Carrousel pour franchir le guichet et la voûte sous la grande galerie, elles furent arrêtées dans le Carrousel : le domestique à cheval qui les précédait fut brutalement assassiné, les chevaux égorgés et les voitures elles-mêmes brûlées, pendant que les autres domestiques fuyaient pour sauver leur vie. Il convient à M. de Lamartine de taire entièrement ce fait et de représenter sous un faux jour quelques-uns des évènements qui en furent la conséquence.

Le duc de Nemours était, comme nous l'avons dit, dans la cour des Tuileries : séparé du Carrousel par la haute et massive grille, chargé du commandement nominal d'un corps de troupes à qui l'on avait interdit l'usage de leurs armes, il se trouvait bloqué de fait par les insurgés (1) : il ne pouvait donc rien

(1) NOTE DU DIRECTEUR DE LA REVUE BRITANNIQUE. Nous pouvons rectifier ici une légère inexactitude, d'après un renseignement qui nous vient d'une source authentique : « Le duc de Nemours n'avait pas été chargé du commandement des troupes; mais Son Altesse Royale prit spontanément le commandement, lorsqu'il vit qu'il n'était plus exercé par personne dans ce moment suprême. »

faire, soit pour prévenir cet outrage, soit (en apparence d'abord) pour prévenir le désappointement et le danger que l'absence des voitures devait faire éprouver à la famille royale. Il restait par bonheur dans la cour, et, par conséquent, hors de la portée de la populace, deux de ces petites voitures à un cheval, appelées *brougham*, et un cabriolet à deux roues appartenant à la maison du roi, pour l'usage des aides-de-camp et des personnes du service qui avaient des courses à faire en ville. Le duc eut l'heureuse présence d'esprit de penser que quelque insuffisantes que fussent ces petites voitures (construites pour contenir deux personnes seulement), elles pourraient au moins recevoir quelques membres de sa famille, et à défaut d'autres il les fit conduire par le guichet de la cour et les quais encore libres, jusqu'au lieu où les voitures de voyage avaient eu l'ordre de se trouver (1). La famille royale était cependant déjà arrivée avant les voitures et ce fut pour elle une pénible surprise de ne pas voir celles qu'on y avait commandées : elle fut entourée par une foule à travers laquelle il fallut se frayer un passage jusqu'au pied de l'obélisque, au centre de la place..... lieu rempli de terribles souvenirs et où se multipliaient les sujets d'alarmes.

Toutes les publications révolutionnaires copiées par quelques écrivains bien intentionnés, faute de meilleurs renseignements, tendent à nous faire croire que, dans son départ et sa fuite, le roi, eut plus de peur qu'il n'était nécessaire d'en éprouver et que le peuple magnanime n'aurait pas touché un cheveu de sa tête. La vérité est, comme on le verra, que non-seulement le roi, mais encore tout le monde autour de lui, même les spectateurs les plus désintéressés, étaient convaincus de l'imminence du danger : c'est une opinion confirmée par tous les faits ultérieurs. Pendant toute la crise avaient été commis de nombreux meurtres, quelques-uns très lâchement, et si les petites voitures envoyées si à propos par le duc de Nemours n'étaient pas arrivées au secours de la famille royale, il est terrible de

(1) Le capitaine Chamier parle d'une voiture seule stationnant sur la place Louis XV depuis le matin, et conclut de cette circonstance qu'on s'attendait à ce qui arriva. C'est une erreur complète. — C'est tel que nous le racontons que le fait eut lieu, et il a une certaine importance, puisqu'il confirme l'imprévu et la soudaineté de tout le reste.

penser aux affreux désastres qui pouvaient avoir lieu. Au Pont-Tournant même, trois personnes avaient été massacrées dans la matinée, — entr'autres un député, M. Jolivet. Le roi et toutes les personnes de son entourage le savaient, — quoique ce ne fut que quelques jours après, que la découverte des corps sous un tas de décombres, révéla au public ces atrocités et les périls qu'avaient courus la famille royale sur la place même, par l'absence des voitures de voyage.

Nous pouvons ajouter encore ici, quoique par une anticipation chronologique, que M. de Lamartine admet lui-même le danger du moment, lorsqu'il raconte qu'après que le roi fut monté dans les petites voitures, on lui tira quelques coups de feu qui tuèrent, sous ses yeux, deux hommes de son escorte. Par bonheur que cet incident ne fut pas observé par la famille royale. Un peu plus loin, M. de Lamartine, voulant exalter le courage personnel qu'il montra en faisant face à son amie la populace, à l'autre extrémité du pont, lorsque le gouvernement provisoire se rendit de la Chambre à l'Hôtel-de-Ville, dit :

« Les pavés étaient glissants de fange et de *sang*, çà et là des *cadavres* d'hommes et de *chevaux jonchaient le quai* et faisaient détourner la tête de la colonne. » (T. 1^{er}, p. 228.)

Tout ce sang avait été répandu, tous ces hommes avaient été tués, soit avant, soit après l'évasion du roi, qui n'était séparé de la scène sanglante que par le pont de la Concorde et le corps de troupe stationné là. L'aspect de la populace, même après qu'elle avait été en quelque sorte pacifiée par le départ du roi et le rejet de la régence, est décrit en ces termes par M. de Lamartine :

« Lamartine, Dupont de l'Eure, Arago et les autres membres
 » du gouvernement provisoire, tantôt réunis, tantôt séparés par
 » les mouvements involontaires, convulsifs, irrésistibles de cette
 » houle, s'avançaient ainsi obliquement vers le palais, sous une
 » voûte de piques, de fusils rouillés, de sabres, de baïonnettes
 » emmanchées à de longs bâtons; de coutelas et de poignards
 » brandis au-dessus d'eux par des bras nus, poudreux, sans
 » gants, tremblants encore de la fièvre de trois jours de combat.
 » Les costumes étaient hideux, les *physionomies pâles et exal-*
 » *tées jusqu'au délire*, les lèvres balbutiaient de froid et d'é-

» *motion. Les yeux étaient fixés comme dans la démence.* »
(LAM. p. 232 et 233.)

Nos lecteurs jugeront si, dans un tel état de choses, il y avait des causes d'alarme pour la sûreté de la famille royale, mais surtout pour celle du roi... si souvent visé par des assassins (1), et l'objet de la haine de tous les milliers de conspirateurs et d'émeutiers — exaltés en ce moment jusqu'à ce degré de « délire convulsif et de démence triomphante » qui effrayait même leur chef et leur idole. Nous doutons beaucoup et non sans raison que le Gouvernement provisoire se fût montré fort empressé de punir une attaque contre le roi, quand nous voyons l'empressement qu'il mit à récompenser ses anciens assassins. Bergeron, le premier qui avait fait feu sur le roi se rendant à la Chambre en 1832, ne fut-il pas nommé commissaire du gouvernement provisoire dans deux départements ? La veuve de Pepin, exécuté comme le complice de Fieschi, ne fut-elle pas recommandée comme ayant droit à une pension, par le comité des récompenses nationales ?

Mais quand bien même la populace révolutionnaire se serait manifestée sous des traits moins féroces, on ne peut contempler sans un sentiment de terreur la situation d'un homme de soixante-quinze ans, et de douze femmes ou enfants, pressés, bousculés dans une foule où le moindre accident pouvait être suivi de la plus déplorable catastrophe. Selon toutes les probabilités humaines, une pareille catastrophe serait arrivée dans le palais si le roi y était resté, ou sur la place Louis XV, sans l'escorte de cavalerie si à propos amenée par le général Dumas, et un corps plus considérable de troupes qui, se trouvant sta-

(1) Il vaut la peine d'énumérer tous les attentats commis contre la vie de Louis-Philippe. Plusieurs sont ignorés du public :

Bergeron, sur le Pont-Royal, décembre 1832 ;

Fieschi, sur les boulevards, juillet 1835 ;

Alibaud, dans la cour des Tuileries, juin 1836 ;

Meunier, sur le quai de la Mégisserie, décembre 1836 ;

Champion, *machine infernale* avortée, quai de la Conférence, 1837 ;

Barmès, près du pont de la Concorde, octobre 1841 ;

Quenisset, qui tira sur les trois princes, septembre 1841 ;

Lecomte, Fontainebleau, août 1846 ;

Henri, sur le balcon des Tuileries, juillet 1847.

tionnées sur les quais et le pont, furent providentiellement à portée de protéger la retraite de Sa Majesté. Sous cette protection, les trois petites voitures vinrent à travers la foule jusqu'à l'emplacement où les augustes fugitifs attendaient, exposés à toutes les chances, à tous les dangers.

Dans ces voitures, — construites, nous le répétons, pour contenir six personnes en tout, — quinze s'entassèrent, — nous ne savons, en vérité, comment. Dans une entrèrent le roi et la reine avec ses deux jeunes princes de Cobourg, fils de la princesse Clémentine et le petit duc d'Alençon (fils du duc de Nemours), qui fut jeté comme un paquet après les autres. Dans la second se mit la duchesse de Nemours (« grâce et beauté, » dit M. de Lamartine, de cette famille où grâce et beauté ne manquent pas), avec son fils aîné et sa fille, la fille de la princesse Clémentine et trois femmes de la suite. Le duc de Montpensier, le général Dumas et une des femmes de la reine remplirent le cabriolet : outre ces personnes, deux ou trois autres se placèrent comme elles purent à côté des cochers. La princesse Clémentine, trop heureuse d'avoir vu ses enfants arrachés au danger immédiat, prit le bras de son époux : ils se mêlèrent à la foule, s'échappèrent, allèrent chez un ami, et de là, par le chemin de fer de Versailles, rejoignirent le roi à Trianon.

Cette rapide accumulation d'événements dans un intervalle de quinze ou vingt minutes, était bien suffisante pour faire perdre courage aux plus braves et troubler les plus fermes ; mais aucun membre de la famille ne perdit un seul moment sa présence d'esprit. Il n'est pas vrai, comme l'ont dit M. de Lamartine et le capitaine Chamier, que la reine s'évanouit ni qu'elle fut portée sans connaissance dans les bras du roi à la voiture (1). Au contraire, ce fut elle qui y plaça ses petits-enfants, prenant sans choix, parmi ces petits princes, ceux qui étaient le plus près d'elle. Le roi conserva son sang-froid calme et vigilant, et, par quelques mots adressés à chacun de ceux dont il était forcé de se séparer, il contribua à la bonne fortune qui, *per varias*

(1) M. de Lamartine dit : « Les forces, surexcitées par la longue crise, avaient défailli au grand air dans les nerfs de la reine. Elle sanglotait, elle chancelait, elle trébuchait au dernier pas, il fallut que le roi la soulevât dans ses bras pour la placer dans la voiture. » (Tome 1^{er}, p. 149.)

oasus et *per tot discrimina rerum*, finit par réunir toute sa famille dans un lieu de sûreté.

Le général Berthois, aide-de-camp du roi de service, avait pris avec lui un détachement de cavalerie, et il eût voulu escorter les voitures; mais il fut arrêté, renversé de son cheval et mal-traité par la populace; il ne dut son salut qu'aux efforts énergiques de quelques personnes animées de meilleurs sentiments. Le général Rumigny, autre aide-de-camp du roi, et le capitaine de Pauligue, officier d'ordonnance, plus heureux que M. de Berthois, purent gagner Saint-Cloud, — M. de Rumigny dans une diligence et M. de Pauligue sur un cheval de l'escadron, confondu avec l'escorte.

Le récit que fait le capitaine Chamier de ce départ, est la partie la moins satisfaisante de son ouvrage. Il semble s'en être rapporté trop implicitement aux commérages de quelques-unes de ses connaissances de Paris, trop disposées, à tort ou à raison, à déprécier et à dénigrer la maison d'Orléans. Quant à nous, il est à peine nécessaire d'avertir que nous sommes ce qu'on appelle des légitimistes; mais c'est précisément ce qui nous rend d'autant plus jaloux de rendre justice aux qualités personnelles des d'Orléans. Ce n'est pas, au reste, la justice seule qui nous inspire, quoique ce soit un motif bien suffisant, — c'est aussi parce qu'aux d'Orléans paraît devoir appartenir un jour le bénéfice du grand principe de l'hérédité monarchique, le seul, selon nous, qui puisse tranquilliser la France... Mais, par dessus tout, c'est notre devoir de rétablir, autant que nous le pouvons, l'intégrité de la vérité historique. Nous avons vu que le capitaine Chamier a été mal renseigné sur un fait aussi important et aussi notoire que l'abandon et le délaissement supposés de la duchesse d'Orléans. Il l'a été également sur plusieurs autres. Tout en rendant hommage à l'active fidélité de MM. de Rumigny et Pauligue, il lance des allusions sarcastiques à d'autres personnes qu'il accuse d'avoir failli à la reconnaissance qu'elles devaient à leurs bienfaiteurs déchus, et en même temps il insinue que quelques serviteurs fidèles furent inhumainement oubliés par leur maître dans la précipitation de sa fuite. Erreur et injustice que tout cela. Nous ne sommes pas optimistes au point de mettre en controverse l'avis que donne le psalmiste aux hommes :

« Ne placez pas votre confiance dans les princes ; » nous ne discuterons pas davantage l'axiome contraire, si bien confirmé par l'expérience moderne : « Princes, ne placez pas votre confiance dans les hommes. » Mais, dans cette circonstance particulière, nous sommes à peu près certains qu'il n'y a eu ni ingratitude ni délaissement d'aucun côté. Nous allons, pour le montrer, rappeler ici le seul exemple cité dans l'espèce par le capitaine Chamier, qui insinue qu'il y en eut plusieurs. Il se plaint que : — « Madame de Dolomieu, *la vieille compagne et l'amie éprouvée* de la reine, fut laissée, au milieu de cette scène de désordre, se tirer d'affaire comme elle le put. On la rencontra à pied, pleurant amèrement, sur le chemin de Saint-Cloud, et un particulier lui offrit un asile ; mais elle savait que la reine était allée à Saint-Cloud, et elle était décidée à y aller aussi. Une voiture de blanchisseuse venant à passer, elle y monta et parvint à sa destination (1). »

Nous croyons les faits vrais ; mais l'impression qu'ils ont produite sur le capitaine Chamier est certainement erronée. Madame de Dolomieu quitta le palais précipitamment et à pied... ainsi fit tout le monde ; — elle n'avait pas de voiture, — personne n'en avait ; — elle était en larmes, — sans doute ; — ces larmes étaient-elles des larmes de chagrin personnel... non, elles lui étaient arrachées par ses craintes et son inquiétude concernant la famille royale. Elle n'était pas non plus absolument seule... elle était accompagnée par Madame Angelet, une autre des dames de la reine, et nous sommes autorisés à déclarer qu'il n'est pas vrai que « personne ne songea à elle et ne s'enquit d'elle. » Mais qui pouvait, dans cette *mêlée*, deviner où elle était, elle comme plusieurs autres dames dispersées qu'il eût été difficile de rallier et de retrouver ? Si, par hasard, Madame de Dolomieu n'avait pas été séparée de la reine, le capitaine Chamier (quelque habiles que soient les marins à *arrimer* les gens à bord) l'aurait-il placée comme *sixième* passagère dans une, ou comme huitième dans une autre des petites voitures construites pour n'en recevoir que deux ? Comment, avec son bon sens naturel

(1) Page 40. — « Le capitaine Chamier prétend que le général Rumigny est mort en Angleterre. » Autre erreur... le général vit encore.

et sa connaissance des hommes, le capitaine Chamier peut-il répéter que la fuite du roi n'avait pas besoin d'être si précipitée *quand personne ne songeait à lui*? Certainement, les *brigands* ivres qui pillaient ses palais ou les coquins qui terrifiaient le Gouvernement provisoire lui-même sur la place de Grève, ne pensaient pas précisément, en ce moment, à la personne du roi, heureusement hors de leur portée; mais n'aurait-ce pas été bien différent *s'ils* avaient pu s'emparer de lui... ou s'il était tombé entre les mains d'une populace quelconque? Le capitaine Chamier semble avoir ignoré, ou du moins il ne mentionne pas, soit les meurtres commis le matin sur le *pont-tournant*, soit l'attaque contre le général Berthois, soit l'ombrage que prirent, de l'aveu de M. de Lamartine, les chefs de la Révolution de la simple possibilité que le roi s'arrêtât à Saint-Cloud. Nous insistons d'autant plus sur ce point, que le livre du capitaine Chamier est en général la plus exacte et la plus judicieuse, en même temps que la plus amusante histoire de la Révolution de Février que nous ayons encore lue: toutes ses vues et ses appréciations des événements et des hommes sont les nôtres, à l'exception de son opinion (puisée, croyons-nous, dans les salons du faubourg Saint-Germain) sur le roi Louis-Philippe personnellement. Si, comme nous n'en doutons pas, il en publie une seconde édition, nous recommandons sérieusement à son examen impartial les détails que nous venons de signaler.

Les trois petites voitures, avec leurs illustres voyageurs si merveilleusement entassés, furent bientôt parties. Le général Regnault St-Jean-d'Angely, commandant la brigade de cavalerie concentrée sur la place, prit le commandement de l'escorte du roi, qui se composait du 2^e régiment de cuirassiers, sous le colonel Reibel, et d'un détachement de la garde nationale à cheval. Cette escorte enveloppa complètement et cacha les voitures. Elle avait à peine parcouru quatre ou cinq cents mètres du trajet, lorsque la nécessité de ce déploiement de forces pour la sûreté du roi devint évidente. Devant le pont des Invalides, une populace qui sacca-geait et brûlait le corps-de-garde, paraissait d'abord disposée à arrêter les voitures; mais l'attitude d'une cavalerie formidable l'intimida et la repoussa sans qu'on tirât un coup de feu. Le poste de la barrière de Passy, quoique très mêlé, présenta les armes

en silence. Mais l'escorte n'alla pas plus loin que Saint-Cloud, et, lorsque le roi, avant de quitter le palais, descendit dans la cour pour prendre congé des soldats, ils témoignèrent un enthousiasme de fidélité bien différent des sentiments montrés le matin par les gardes nationaux à la revue des Tuileries.

La même considération qui, par des causes contraires, avait frappé M. de Lamartine, que Saint-Cloud était trop près de Paris, — avait aussi frappé le roi. Lamartine pensait que ce proche voisinage pourrait menacer la République; — le roi, qui n'avait pas encore entendu le mot *république*, pensait qu'il pourrait embarrasser la régence, et qu'il vaudrait mieux, sous tous les rapports, se rendre tout de suite à sa dernière destination, — le château d'Eu. Mais comment y arriver, — sans équipages, — sans argent? Le départ avait été si précipité, qu'on n'avait pas songé le moins du monde à tout ce qui aurait été le premier soin du voyage dans la vie privée. Il n'y avait pour tous d'autre argent que la somme légère que chacun porte habituellement dans sa poche. La bourse de la reine, ordinairement mieux remplie par ses prévisions de charité, était la plus lourde et contenait quelques pièces de vingt francs. Mais à côté de ces difficultés matérielles, il en était d'autres encore plus sérieuses. Toutes les postes étaient dérangées; les chemins de fer coupés; d'ailleurs, impossible d'aller atteindre aucune des deux lignes qui passent dans la direction d'Eu, soit celle de Rouen, soit celle d'Abbeville, sans traverser des localités sous l'influence de l'esprit hostile de Paris. Dans cette difficulté, et voyant qu'il ne pouvait demeurer à Saint-Cloud sans y être troublé par la populace parisienne, le roi aurait pu se jeter dans la nouvelle forteresse du mont Valérien, le plus facile à défendre de tous les fameux forts détachés, où il aurait résidé en sûreté aussi long-temps que cela lui eût convenu. Mais ce plan, s'il lui vint même un seul moment à l'esprit, aurait été naturellement rejeté comme ayant trop l'air d'une provocation. Il fut donc résolu de pousser jusqu'à Trianon, — dépendance retirée du magnifique château-géant de Versailles, — plus éloigné que Saint-Cloud du volcan révolutionnaire qui faisait son irruption dans la capitale. Le général Dumas loua deux omnibus à Saint-Cloud et ils servirent à transporter la famille royale jusqu'à Trianon.

Mais Trianon était encore trop près de Paris : Trianon est presque dans Versailles où il n'y avait pas de troupes, toute la garnison étant à Paris. A Trianon, d'ailleurs, aucune facilité pour continuer le voyage jusqu'à Eu. Le général Dumas fut donc dépêché à Versailles, où il loua deux *berlines*. Il emprunta aussi à un ami particulier la somme de 1,200 fr. Ces ressources, quelque faibles qu'elles fussent, étaient bien nécessaires dans ce moment, quoique ne pouvant guère servir au but immédiat, qui était de gagner Eu.

Il était clair que si toute la famille partait ensemble, non-seulement elle ne pouvait conserver son incognito, mais encore qu'elle serait arrêtée sur les routes de traverse faute de chevaux. Il devint donc absolument nécessaire de se séparer et de partager les risques. On espérait que s'il y avait un danger personnel pour le roi, il n'y en aurait que pour lui seul, aucun pour les femmes et les enfants, si même on interceptait leur retraite. Une des berlines fut donc réservée pour la princesse Clémentine et son mari, le prince Auguste de Saxe-Cobourg, avec leurs trois enfants et la petite fille du duc de Nemours, la princesse Marguerite, qu'accompagneraient le D^r Pigache et madame Angelet. M. Aubernon, préfet de Versailles, se chargea de ce détachement, et s'y prit si bien, qu'il arriva en sûreté à Eu, d'où il repartit pour Boulogne. Ce fut à Boulogne, qu'à bord du paquebot, les mêmes personnes rencontrèrent le duc de Nemours, arrivé directement de Paris, et avec qui elles débarquèrent à Folkestone le dimanche 27 février.

Les autres membres de la famille royale occupèrent l'autre berline et un des omnibus qui les conduisirent à Dreux. Là, le roi possède un antique donjon, antérieur, selon quelques archéologues, à l'invasion romaine de la Gaule, et les restes du vieux château de Dreux qu'il avait fait réparer et arranger, afin d'avoir une résidence passagère, une espèce de station pieuse, près de la chapelle bâtie par lui au milieu de ces ruines, en remplacement de celle qu'on détruisit dans la Révolution. Sépulture de ses ancêtres maternels, cette chapelle était devenue plus récemment aussi la sépulture de sa propre famille ; il y avait enseveli sa sœur, la compagne et l'amie fidèle de sa vie aventureuse, — son fils bien-aimé, son héritier présomptif et l'es-

poir de sa vieillesse, — sa fille accomplie, l'illustration artistique de sa dynastie. A cette résidence à demi meublée, séjour de tristesse, il venait en voiture de louage, par une sombre nuit d'hiver, *menant le deuil de la monarchie*, comme disait Mirabeau sur son lit de mort. Les annales du monde offrent-elles un pareil exemple des viscissitudes de la fortune ? Quelle transition ! Avoir déjeuné comme roi dans le brillant palais des Tuileries, et venir souper en proscrit dans le château de Dreux ; — avoir, sur un coursier richement caparaçonné, passé la revue sur la place du Carrousel, et voyager dans l'omnibus de Saint-Cloud ; — avoir été proclamé le plus opulent souverain de l'Europe, et être réduit à emprunter 1,200 fr. ; — s'être levé tout-puissant dans le palais de ses ancêtres, et se cacher fugitif dans le tombeau de ses enfants (1) ?

Sunt lacrymæ rerum et mentem mortalia tangant.

Et tout cela, pourquoi ? Il était déjà notoire, il est aujourd'hui incontestable que le roi avait tout sacrifié à sa répugnance de laisser verser plus de sang pour sa cause. — M. de Lamartine le dit lui-même : il en eût été peut-être autrement, si ce prince n'eût été trop humain et trop constitutionnel pour les politiques factieux et sans scrupules auxquels il avait affaire, comme pour le peuple turbulent, corrompu, ingrat et irréfléchi qu'il avait à gouverner.

Combien nous regrettâmes autrefois, dans ce même recueil, et cela surtout dans l'intérêt de Louis-Philippe, que ce prince eût été amené à accepter la couronne en juillet 1830 ! C'était, pensait-on en ce moment, profiter de l'unique chance qui restait pour sauver même un semblant de monarchie dans la maison de Bourbon. Mais nous avons toujours dit, ce que tout le monde voit bien aujourd'hui, que ce ne fut que différer le mal en l'aggravant. La sanction donnée à une révolution, devait inévitablement conduire à une autre. Nous avons quelquefois aussi mis en

(1) Les officiers qui accompagnaient le roi avaient proposé de pousser directement jusqu'à Eu, sans passer par Dreux ; mais ils ne purent triompher d'une résistance qu'ils ne comprenaient pas. Ils crurent plus tard pouvoir présumer avec raison, que la reine avait éprouvé le pieux désir de s'agenouiller, ce jour-là, sur les tombeaux des enfants qu'elle avait perdus et de prier pour ceux qui lui restaient.

question la sagesse de divers actes du gouvernement de Louis-Philippe ; mais quelques-unes de ces mesures les plus critiques ont été justifiées à nos propres yeux, ainsi que son caractère, par le pillage révolutionnaire de son cabinet et la publication de ses papiers secrets. Toute sa politique , aussi bien que sa vie privée et celle de sa famille, ont été mises au grand jour ; la rude main de la Révolution a tout livré à la critique, elle n'a rien respecté, rien voilé ; et qu'en est-il résulté ? la preuve que Louis-Philippe fut un bon époux , un bon père , un bon roi , — réunissant les talents du grand politique avec la bonté du cœur et les qualités les plus aimables. Ses amis et ses serviteurs n'auraient pas osé en faire l'éloge à ce point. Sa chute , plus soudaine que celle de Napoléon, fut aussi plus honorable, plus imméritée, et, sous tous les rapports, plus humiliante et plus calamiteuse pour la France. En le laissant détrôner , la France a sacrifié *le roi de son choix* pour accepter le despotisme de quelques douzaines de fous et de vauriens , — à la plupart desquels elle a depuis infligé un déshonorant châtiment , mais sans avoir le courage de revenir sur ses pas et de chercher le remède de la honte et de la misère qu'elle subit.

De bonne heure dans la matinée du 25 février, avant que le roi se fût levé de son lit à Dreux, arriva de Paris la nouvelle que la régence avait échoué, que la République était proclamée, — que le jeune roi, son frère et les deux régents , avaient été emportés dans le tumulte populaire , et que personne ne savait ce qu'ils étaient devenus.

Ici nous sommes charmés de rendre justice au magnanime dévouement qui, pendant quelque temps , exposa le duc de Nemours au reproche d'avoir abandonné non-seulement sa femme et ses enfants , mais encore son père et sa mère. La vérité est que nul homme ne fit jamais un plus noble sacrifice que le duc de Nemours en cette occasion. Tous ses sentiments personnels furent mis de côté. Après la mort prématurée du duc d'Orléans son frère, une loi l'avait désigné pour être le futur régent. Pendant la crise de l'abdication , il se vit chargé du commandement des troupes, dont l'attitude, avons-nous dit, devint la seule protection du palais contre la tempête populaire. Il conserva ce poste avec la même résolution jusqu'au départ du roi. Lorsque

la duchesse d'Orléans, avec le nouveau roi et ses nouveaux ministres, se rendirent à la Chambre pour obtenir la reconnaissance de leur autorité improvisée, le duc de Nemours comprit que ses devoirs militaires cessaient et que ceux dont la loi l'avaient investi comme régent du royaume commençaient : c'était à lui de protéger les droits de son neveu. Sa situation, il le sentait bien, avait quelque chose d'anormal ; il eût bien voulu en être délivré par la législature ; mais, comme homme d'honneur et comme haut fonctionnaire de la monarchie, il était résolu à remplir autant que possible toutes les obligations qui lui étaient imposées envers le jeune roi et sa mère.

Nous avons eu déjà de nombreuses relations des scènes qui se passèrent à la Chambre des députés en présence de la duchesse d'Orléans et du duc de Nemours. M. de Lamartine les reproduit avec son style poétique, mais cette fois, du moins, sans aucune exagération. Il est un ou deux points de son récit auxquels des circonstances récentes ont prêté un nouvel intérêt.

Au dernier anniversaire de la Révolution de 1848, — le 23 février 1850, — M. Thiers, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, très peu conséquent peut-être, mais avec beaucoup d'éloquence, de courage et de vérité, prononça, sur les *journées* de février, la *flétrissure* d'avoir été *terribles* et *funestes*. Ces paroles hardies et franches, — les premières paroles hardies et franches qui eussent été dites en France depuis deux ans, — expriment, nous le croyons, les sentiments réels de tout ce qui a quelque valeur dans l'opinion publique, et elles auront, probablement, d'importants résultats. Elles en eurent un immédiat et significatif : ce fut de provoquer la réapparition de M. de Lamartine, qui, après une éclipse de vingt mois, veut revendiquer pour ces journées leur ci-devant titre de *glorieuses*. Si, relativement à la part qu'il y eut personnellement, il avait dit qu'elles furent pleines de *vaine gloire*, il aurait été dans le vrai. Pour rappeler qu'elles furent non-seulement terribles et funestes, mais honteuses, il vaut la peine de citer quelques courts extraits du récit qu'a fait M. de Lamartine lui-même de l'enfantement de la République, dont, avec son illusion caractéristique, il se croit le père, et dont il n'est, par le fait, que l'accoucheur.

La Chambre a été envahie, et son enceinte est occupée par

ce que M. de Lamartine avoue être *une canaille de vagabonds déguenillés* et grotesquement armés. La duchesse d'Orléans, ses enfants et le duc de Nemours, sont sur un des derniers rangs en face du président. Lamartine est à la tribune, rejetant la régence (qu'il avait tout à l'heure défendue en factieux) et proposant un gouvernement provisoire par un discours incendiaire, chaudement applaudi par les vagabonds déguenillés autour de lui :

« Oui, oui, s'écrient les combattants en agitant leurs drapeaux, en brandissant leurs armes, en montrant les traces du sang et de la poudre sur leurs mains. » (LAMARTINE, tome I^{er}, page 208.)

Le second de M. de Lamartine, si ce n'est que le second parmi les pères conscrits de ce sénat étrangement métamorphosé, était — « un garçon boucher, dont les habits étaient souillés de sang, et qui brandissait un long couteau. »

Ce garçon boucher s'était placé juste au-dessous de la tribune, et on aurait pu le prendre pour le séide de M. de Lamartine, quoique nous acquissions l'orateur de toute connexité intentionnelle avec ce garçon boucher. — Il s'élança plus d'une fois avec son couteau vers les gradins qui menaient au banc de la duchesse d'Orléans, « *pour en finir*, grommelait-il entre ses dents. » Il fallut que des « députés lui barrassent la route et le repoussassent » avec un soulèvement d'indignation. » (LAM., tome I^{er}, p. 200.)

M. de Lamartine, avec un excès de folie et de vanité qui nous étonne, va jusqu'à prétendre que s'il avait dit un seul mot, — s'il avait désigné de son doigt puissant la duchesse, en la proclamant régente, la Révolution se fût inclinée devant elle. Si M. de Lamartine pensait avoir une telle autorité, — alors, par son propre aveu, tous les crimes, toutes les misères qui survinrent doivent retomber sur sa tête. Nous n'admettons, quant à nous, que sa criminelle responsabilité, et nous doutons beaucoup de sa prétendue influence. Il pouvait sans doute s'épargner la honte d'avoir aidé à répandre la conflagration, mais il était trop tard pour l'arrêter, pour en détourner même les ravages ; car, tandis qu'il débitait sa harangue, — cette harangue qu'il imagine capable de décider à son gré des destinées de la France, — les portes de l'Assemblée furent violées par une nouvelle invasion. Cette fois c'était, dit-il, la véritable armée des insurgés, dont le

garçon boucher et le reste des vagabonds déguenillés n'avaient été que la garde avancée; elle se composait de : — « Trois cents » hommes environ, sortis des Tuileries après le sac du château; » tous échauffés par un combat de trois jours, quelques-uns enivrés par l'ardeur de la poudre et par la marche; ils viennent de traverser la place de la Concorde sous les yeux des généraux qui ont fait ouvrir les baïonnettes devant eux. Arrivés aux portes extérieures de l'Assemblée, leurs camarades de l'intérieur les ont introduits sur un signe de M. Marrast. » (Marrast, depuis si notoirement éminent, n'était alors qu'un journaliste factieux et un obscur insurgé.) « Guidés par des complices qui connaissent les avenues secrètes du palais, ils s'étouffent dans les couloirs, et se précipitent en poussant des cris de mort dans les tribunes des spectateurs. Leur veste, déchirée, leur chemise ouverte, leurs bras nus, leurs poings fermés semblables à des massues de muscles, leurs cheveux hérissés et brûlés par les cartouches, leurs visages exaltés du délire des révolutions, leurs yeux étonnés de l'aspect inconnu pour eux de cette salle, où ils plongent d'en haut sur des milliers de têtes, tout dénote en eux des ouvriers du feu qui viennent donner le dernier assaut au dernier réduit de la royauté. Ils enjambent les bancs, ils coudoient, ils écrasent les assistants dans les tribunes, ils élèvent d'une main leurs drapeaux ou leurs bonnets, de l'autre ils brandissent une arme de rencontre, pique, baïonnette, sabre, fusil, barre de fer : « *A bas la régence, vive la République, à bas les corrompus!* » La voûte tremble de ces cris. » (LAM., tome I^{er}, p. 211 et 212.)

Et cependant, l'homme qui a décrit cette scène a la vanité de supposer que quelques mots de son sentimental bavardage, déclamés aux députés un quart d'heure auparavant, auraient pu arrêter la Révolution et fonder la régence. Il aurait eu, nous n'en doutons pas, l'Assemblée avec lui, parce que l'Assemblée, presque tout entière, était déjà avec lui; mais ses belles phrases n'auraient pas arrêté le triomphe de la populace, ni satisfait les journalistes insurrectionnels qui, quelques heures auparavant, avaient proclamé la République et nommé leur gouvernement provisoire.

Enfin, tout est devenu anarchie, tout semble menacer d'un

massacre. De nouveaux insurgés pénètrent dans l'enceinte de la Chambre — comme dans la brèche d'une ville qui aurait été prise d'assaut ; — leurs armes , leurs gestes , leurs cris furieux dénotent leur dernière et criminelle intention : « Où est-elle ? où est-elle ? » (LAMART., tome I^{er}, page 213.)

Bref, ils voulaient égorger la princesse : à entendre de pareils cris , à voir les gestes de ceux qui montraient du doigt la place où le duc de Nemours , la duchesse d'Orléans et ses enfants se trouvaient entourés et cachés par un groupe de députés encore animés des sentiments de l'humanité et de l'honneur, il n'y avait plus à douter qu'une retraite immédiate seule pouvait les sauver d'une épouvantable catastrophe : cependant , la retraite n'était guère moins périlleuse. Nous allons recueillir ici quelques-uns des principaux détails du récit de M. de Lamartine qui, pendant le tumulte , semble être demeuré à la tribune , comme s'il ne faisait qu'une pause au milieu de sa harangue, avec ce calme et cette dignité que des hommes moins fermes que M. de Lamartine conservent en contemplant le danger des autres , surtout s'ils l'ont causé eux-mêmes et s'ils y voyent leur propre triomphe :

« La princesse est entraînée hors de la salle ; elle tombe avec » sa faible suite et ses enfants, au milieu du tumulte d'assaillants » qui déborde les corridors extérieurs des tribunes ; elle échappe » avec peine à l'insulte, à *l'étouffement*, à *la mort*, grâce à son » sexe, à *son voile* qui l'empêche d'être reconnue » (c'est-à-dire que si elle avait été reconnue, elle aurait été massacrée malgré son sexe), « et aux bras de quelques députés, parmi lesquels on » distingue encore M. de Mornay (le gendre du maréchal Soult); » mais, séparée par l'ondoiement des groupes de ses deux enfants » et du duc de Nemours, elle parvient seule, avec ses défenseurs, » à percer la foule d'insurgés et à descendre les escaliers qui ouvrent sur la salle des Pas-Perdus. — Là, de nouvelles vagues de » peuple l'enveloppent, la submergent, la font flotter d'un mur à » l'autre, comme un débris dans une tempête; ils la jettent enfin, à » demi étouffée et presque évanouie, contre une porte vitrée dont » les carreaux se brisent sous le choc de ce frêle corps de femme. » Revenue à elle, elle ne voit plus ses enfants, elle les appelle, on » les lui promet, on court les chercher *sous les pieds de la foule*. » Pendant ce temps-là, on parvient à former un groupe de quel-

» ques amis autour de la princesse ; on ouvre une des portes vi-
 » trées de plain-pied avec le jardin de la présidence ; on l'entraîne
 » ensuite par ce jardin jusque dans le palais du président, pour
 » y attendre son sort et y recueillir ses enfants. — Le comte de
 » Paris, arraché par le tumulte à sa mère et désigné au peuple
 » comme le roi futur, avait été brutalement saisi à la gorge par un
 » homme d'une taille colossale : la main énorme et osseuse de ce
 » *frénétique* étouffait presque le pauvre enfant, en faisant, dans un
 » *jeu sinistre*, le geste de l'étrangler. Un garde national, qui cher-
 » chait l'enfant, témoin de cette odieuse profanation, rabattit d'un
 » coup de poing vigoureusement asséné, le bras de cet homme
 » sans âme, lui arracha le jeune prince, et le porta tout trem-
 » blant et tout souillé sous les pas de sa mère qui fondit en lar-
 » mes en l'embrassant. » (LAM., tome I^{er}, p. 214 et 215.)

Ce passage offre un exemple caractéristique du style par le-
 quel M. de Lamartine, dans le cours de son ouvrage, cherche à
 concilier ses beaux sentiments avec les actes brutaux de ses
 auxiliaires. Ici, après avoir fait étalage de ses sentiments géné-
 reux en réprochant un détestable outrage, qu'il appelle une
odieuse profanation, — et qui fut un meurtre d'intention, — il
 lui plaît de supposer gratuitement que ce fut seulement une
 plaisanterie : *un jeu sinistre* !

L'autre petit prince, le duc de Chartres, était tombé dans le
 corridor de la Chambre, et il fut immédiatement égaré, foulé
 aux pieds de la multitude, « dont le bruit ne laissait pas même
 entendre ses cris étouffés. » Ceux qui s'étaient chargés de pro-
 téger la duchesse, crurent qu'il y aurait du danger pour sa vie
 et celle de son fils aîné si l'on s'arrêtait pour retrouver le
 duc de Chartres, et ils entraînèrent la mère désespérée.
 En effet, le torrent emportait toutes les résistances : l'en-
 fant, échappé miraculeusement, en fut quitte pour quelques
 meurtrissures ; il fut relevé par un des huissiers de la Chambre
 (M. Lipmann), qui l'emporta dans son logement contigu au
 palais. Après l'avoir déguisé comme un enfant de la basse classe,
 il le remit à M. et M^{me} de Mornay, qui le firent cacher dans la
 maison d'une pauvre femme, dans le voisinage de leur hôtel, où
 ils n'osèrent pas, à ce qu'il paraît, garder le pauvre enfant. Ce
 fut là qu'il resta deux jours, sa mère ne sachant ce qu'il était

devenu ; M. de Mornay ne pouvait le lui apprendre , *parce qu'elle aussi était cachée.*

La duchesse avait heureusement atteint l'hôtel de la Présidence avec le comte de Paris ; mais on jugea qu'il y avait du danger pour elle à ce qu'elle y restât même le temps nécessaire pour qu'on pût chercher et ramener le jeune duc de Chartres. Elle fut donc entraînée bien vite à l'hôtel des Invalides et dans les appartements du gouverneur. Là, du moins, on aurait supposé qu'on pourrait donner asile pendant une nuit à un enfant orphelin et à une veuve qui n'était connue, comme le répète souvent M. de Lamartine, que par son rang, sa beauté, ses malheurs et ses vertus. Hélas ! non. M. de Lamartine, en rendant compte de cet incident, nous semble s'être exprimé à dessein en termes vagues et mystérieux :

« Le maréchal Molitor avait reçu la princesse, le comte de Paris et le duc de Nemours, dans ses appartements, pendant quelques heures ; le vieux soldat, malade et *troublé* de la responsabilité des événements, avait témoigné, sur la disposition des Invalides, des *doutes*, et sur la *sécurité de cet asile*, des inquiétudes *qui avaient profondément découragé la confiance* de la princesse et de ses amis.

» Pendant que le maréchal faisait préparer un dîner pour ses hôtes, et que des conseils d'amis se tenaient autour d'elle, la princesse, qui avait sans cesse devant les yeux le souvenir de la captive du Temple et l'image de son fils remis aux mains d'un autre Simon, avait résolu de ne pas prolonger d'une heure son séjour aux Invalides. »

M. de Lamartine prétend que le brave et vieux maréchal fut alarmé et qu'il engagea indirectement ses hôtes à se réfugier ailleurs : il se trompe. Le départ précipité de la duchesse eut lieu sur l'avis pressant de M. Odilon Barrot, qui vint dire, à six heures du soir, que l'irritation croissante de la populace et la connaissance qu'on avait de la présence de la princesse aux Invalides, rendaient indispensable qu'elle partît immédiatement. Par suite de cet avis, elle partit avec son fils, sous la sauvegarde de M. Anatole de Montesquiou, pour le château de Ligny, à quelques lieues de Paris. Là elle resta cachée quelques jours, et là, encore, après deux jours de cruelle anxiété, le

duc de Chartres lui fut rendu : enfin , « *elle quitta ce château sous un déguisement,* » et, prenant le chemin de fer à Amiens , elle arriva à Lille. A Lille , la duchesse aurait eu un moment , suivant M. de Lamartine , l'idée de se jeter dans les bras de la garnison et de proclamer son fils ; et il la loue d'y avoir renoncé , « *parce que le crime de la guerre civile lui apparut entre le trône et cette pensée.* » M. de Lamartine trouve commode d'oublier que c'est lui-même qui avait encouru la responsabilité du crime de la guerre civile alors imminente, et qui éclata, en effet, quatre mois plus tard, sous sa propre administration. Nous croyons que la duchesse d'Orléans n'a jamais eu un instant les intentions qu'on lui prête. Elle se hâta de mettre sa personne et celles de ses enfants hors de la portée des sympathies politiques de M. de Lamartine , l'auteur véritable et immédiat de toutes les insultes personnelles et de tous les dangers auxquels elle avait été exposée avec eux.

Même après les faits qu'il a racontés , M. de Lamartine n'hésite pas à ajouter que « aux hommes de tous les partis , le nom de la duchesse d'Orléans n'inspira jamais que *l'admiration, l'attendrissement et le respect.* » (LAMARTINE, t. II, p. 82.)

Il n'y a certainement pas un homme de sens et d'honneur qui ne reconnaisse la justesse de cette expression échappée à M. de Lamartine ; mais nous avons vu comment ses disciples traitaient , à la Chambre , cette illustre princesse , alors que lui , M. de Lamartine , était à la tribune , affectant

De monter sur le vent pour diriger l'orage.

Ride on the whirlwind and direct the storm.

Et il ne nous dit pas que , le lendemain matin , lorsqu'on croyait encore la duchesse aux Invalides , un ordre d'arrestation , contre-signé de La Hodde , fut lancé contre elle par Caussidière. « L'ombre de la Révolution , dit M. de Lamartine , la poursuit toujours. Au seuil de la France elle tremblait encore d'y être retenue et de laisser à ses fils le sort des enfants de Marie-Antoinette ; mais ce n'était plus la France sans justice et sans pitié , la *France des prisons et des échafauds.* » (T. II, p. 81.)

Comment ! ce n'était plus la France des prisons , quand l'ordre formel d'arrêter la duchesse avait été expédié , — quand il

y avait, quatre mois après, douze mille prisonniers à Paris seulement, dont quelques milliers furent plus tard transportés sans jugement, — quand il y a encore, à l'heure qu'il est, des centaines de victimes de la Révolution de M. de Lamartine qui languissent dans les fers ! Pour ce qui est de l'échafaud et de ses terreurs, par qui fut-il aboli ? Par ceux qui sentaient bien qu'ils l'avaient mérité pour eux-mêmes, et qui se montrèrent humains par conscience ? On demeure vraiment confondu d'étonnement et de dégoût en présence d'une aussi extravagante complication d'inconséquence et d'impudeur.

La duchesse, cependant, franchit la frontière de France, et s'arrêta, pendant quelques semaines, avec ses deux fils, à Ems, ville d'eau thermale sur la rive droite du Rhin. Elle se rendit ensuite au château d'Eisenach, que son oncle maternel, le grand duc de Saxe-Weimar, avait mis à sa disposition. Dans le courant de l'été dernier, la duchesse est venue en Angleterre et a amené ses enfants à leur grand-père et à leur grand-mère, à Claremont. Nous apprenons avec satisfaction que cette visite sera bientôt renouvelée, et nous espérons que, cette fois, elle se prolongera, — les enfants sur qui reposent l'avenir d'une famille, quel que soit son rang ou sa destinée, ne doivent pas, autant que possible, vivre séparés de son *chef*.

Ce n'est jamais sans une sorte de dégoût que nous citons les éloges donnés par M. de Lamartine à quelqu'un pour qui nous professons quelque respect ou quelque estime ; mais nous ne pouvons, avant de passer outre, nous dispenser de citer ce qu'il dit à l'occasion du départ du duc de Nemours :

« Le duc de Nemours sortit de France sans obstacle, aussitôt » que ses devoirs envers son père, sa belle-sœur et son neveu » furent accomplis. Il s'était montré plus digne de sa popularité » (quelques pages plus haut il avait dit qu'il n'en avait aucune ⁽¹⁾) » dans l'infortune que dans la prospérité. Intrépide, » désintéressé, il n'avait marchandé ni sa vie » (elle était donc

(1) NOTE DU DIRECTEUR DE LA REVUE BRITANNIQUE. L'auteur anglais est tellement violent contre M. de Lamartine, qu'il ne daigne pas s'apercevoir qu'une faute d'impression est ici la seule cause de la contradiction qu'il lui reproche : évidemment on doit lire *la* et non *sa* popularité, l'article au lieu du pronom.

en danger ?), « ni ses droits à la régence pour sauver la couronne » au fils de son frère. L'histoire lui doit la justice que l'opinion » ne lui rendait pas. »

On voit avec quelle arrogance M. de Lamartine prononce ici sur le mérite d'un homme, son supérieur en tout, excepté pour ce qui est de la poésie et de cette qualité que M. de Lamartine et lord Clarendon estiment être une qualité essentielle à l'homme d'État : le *prestige* (1). Mais à ces éloges M. de Lamartine a mêlé la couleur de son inexactitude habituelle. Il dit que M. de Nemours « quitta la France sans obstacle ; » cette assertion est, au fond, complètement fausse. M. de Nemours accompagna la duchesse d'Orléans aux Invalides, et sortit de l'hôtel en même temps qu'elle, pour aller se cacher chez un de ses amis, d'où il se mit en route à la faveur d'un passeport anglais et d'un déguisement si complet, que les membres de sa famille qui le rencontrèrent à Boulogne, ne le reconnurent point ; tant s'en fallut que son voyage s'accomplît « sans aucun obstacle, » qu'à la barrière, le factionnaire en uniforme de garde national, qui examina les passeports d'un air assez soupçonneux, ne voulut pas d'abord laisser passer la voiture ; mais, voyant dans l'intérieur une personne dont le signalement s'accordait si peu avec celui du duc, il leva la consigne en disant : « Je vous demande pardon, Monsieur, mais je suis à guetter le duc de Nemours. » Le duc ne put s'empêcher de sourire du zèle maladroit de ce pauvre factionnaire ; continuant sa route, il gagna le chemin de fer à une station près d'Abbeville, et arriva en Angleterre le 27 février.

Nous avons donné les détails qui précèdent, non pas seulement en raison de l'intérêt qu'ils présentent en eux-mêmes, mais pour répondre, par le propre témoignage de M. de La-

(1) NOTE DE L'AUTEUR ANGLAIS. L'emploi moderne du mot *prestige*, pour signifier une qualité d'homme politique, démontre le mauvais goût du jour. Dans notre dictionnaire français le plus récent, nous trouvons : *PRESTIGE* : *illusion*, — *déception*, — *apparence trompeuse*, — *pensée chimérique*, — *songe*, — *fantôme* ; et dans le dictionnaire anglais : *PRESTIGE* : *illusion*, — *imposture*, — *déception*.

N. B. L'auteur anglais fait allusion ici à une phrase d'un discours de lord Clarendon, le vice-roi d'Irlande, qui déclarait que le *prestige* était nécessaire à l'autorité d'un haut fonctionnaire.

martine, aux critiques mentionnées plus haut sur la précipitation inutile du départ du roi. Si la veuve, si l'orphelin furent obligés, d'après les conseils d'hommes comme MM. de Montesquiou et de Mornay, de se cacher et de se déguiser; — si M. Odilon Barrot jugea que le maréchal Molitor ne pouvait protéger pendant quelques heures, dans l'hôtel des Invalides, ces innocentes victimes; — si le général Thierry et M. Estancelin ne purent trouver, dans Abbeville, à abriter pour une nuit une jeune femme enceinte; si tous, après des épreuves plus ou moins rudes, ne durent leur salut qu'à une espèce de miracle, — quel aurait pu être le sort du roi, qui, depuis dix-huit ans, avait été le point de mire de cent assassins, et que la populace féroce avait été dressée à regarder comme un ennemi public?

Nous l'avons laissé, pendant la nuit du 24, dans le funèbre château de Dreux.

Ce fut, ainsi que nous l'avons dit, dans la matinée du 25, que Louis-Philippe reçut la nouvelle de l'avortement de la régence, de la dissolution de la Chambre et du renversement de la monarchie; il apprit que la duchesse d'Orléans et le duc de Nemours avaient en vain montré, l'une tant de courage, l'autre un si noble dévouement, et qu'on ne savait pas même où ils étaient, ni ce qu'étaient devenus les jeunes princes, — en un mot, que l'anarchie régnait à Paris, le doute et la terreur partout. Cette tournure inattendue qu'avaient prise les événements dérangeait tous les plans formés jusque-là. Il était dès lors évident qu'il fallait renoncer à l'idée de se rendre à Eu et surtout au dessein de s'y établir: il ne restait plus qu'à gagner quelque point de la côte de Normandie et à s'embarquer pour l'Angleterre. La fille du général Dumas avait épousé le fils de M. de Perthuis, ancien officier d'ordonnance du roi, et le général savait que M. de Perthuis avait une petite maison de campagne — ou, pour parler plus exactement, un pavillon composé de deux pièces, — sur la côte qui domine Honfleur, à un kilomètre environ de la mer, et que l'on gardait quelques meubles dans cette maisonnette, visitée quelquefois, dans l'été, par ses propriétaires. On proposa au roi et à la reine, qui ne voulut pas se séparer de lui, de chercher à atteindre ce point: la seule objection qu'on pût faire à ce plan, c'est qu'il exigeait une autre séparation et

la dispersion de ce qui restait de la famille. Le roi, qui avait des propriétés dans le voisinage et un régisseur à Dreux, reçut là quelque argent, — moins de 5,000 francs, nous a-t-on dit. M. de Lamartine prétend que cette somme fut le produit d'une collecte organisée entre les bons habitants de cette ville, et nous ne doutons pas qu'ils se fussent, en effet, cotisés avec plaisir, si la chose eût été nécessaire; mais le fait est que l'argent reçu à Dreux par le roi était son propre argent.

Il fut convenu que le duc de Montpensier, avec la duchesse de Nemours et les deux fils de cette princesse, se dirigeraient sur Granville, dans une voiture louée en ville (l'omnibus de Saint-Cloud avait été congédié la nuit précédente), avec deux des domestiques du roi sur le siège: on leur avait remis, à Dreux, des passeports sous des noms supposés; et, arrivés à Granville, ils devaient s'embarquer à bord du paquebot de Jersey.

Le général Dumas et le capitaine de Pauligue furent expédiés dans une petite carriole, pour rejoindre le chemin de fer de Rouen à Saint-Pierre de Louviers, et gagner de là le Havre, où ils devaient se procurer un bâtiment sur lequel Leurs Majestés s'embarqueraient en quittant le pavillon de M. de Perthuis.

La seconde berline louée à Saint-Cloud, devait transporter à Honfleur le roi et la reine, sous les noms de M. et M^{me} *Lebrun*, et le général de Rumigny, sous le nom de *Dubreuil*, avec le valet de chambre du roi et la femme de chambre de la reine. Quand on connut, par les nouvelles de Paris, toute l'étendue du mal, le sous-préfet de Dreux, M. Maréchal, redoubla d'égards envers les augustes voyageurs, et monta sur le siège de la berline (avec le valet de chambre du roi), pour les protéger, au besoin, par son caractère officiel. En quittant Dreux, on continua de laisser croire qu'on se rendait toujours à Eu, et on prit, en effet, la grande route de Verneuil; mais, quand on eut dépassé la ville, on tourna à droite par une route qui conduit à Anet et à Pacy-sur-Eure à travers la forêt de Dreux, laquelle fait partie du patrimoine de la maison d'Orléans; en sorte que le roi fuyait non-seulement de son royaume, mais encore fuyait à travers son domaine privé, où, toutefois, on doit à la vérité de dire que son nom était justement populaire, à tel point qu'en arrivant à Anet, les voyageurs furent surpris

de trouver sur pied toute la population , qui les reçut avec des marques générales de sympathie et aux cris de *vive le roi !*

Ces démonstrations assez inquiétantes avaient été occasionnées par le zèle indiscret du maître de poste de Dreux , qui , ignorant l'état réel des choses , avait , à l'insu de M. Maréchal , envoyé un homme en avant pour commander des chevaux. Comme il était probable qu'on avait , toujours dans une bonne intention , commis la même faute au relais suivant de Pacy-sur-Eure , où les dispositions des habitants pouvaient n'être pas aussi favorables , M. Maréchal crut devoir , au sortir d'Anet , donner l'ordre aux postillons de gagner , par un chemin de traverse qui coupe la forêt d'Ivry , — autre propriété particulière du roi , voisine du lieu rendu célèbre par la victoire qu'y remporta son illustre ancêtre Henri IV , — un relais sur la grande route d'Évreux , appelé La Roche-Saint-André.

Il fallut traverser l'Eure près d'une manufacture dont les ouvriers , informés probablement du passage du roi par l'indiscrétion du maître de poste de Dreux , et agités par les rapports incendiaires de l'insurrection de Paris , s'étaient rassemblés en grand nombre sur la route que devait suivre le roi. Lorsqu'on sut qu'il avait pris l'autre route , quelques-uns de ces hommes égarés , profitant de ce que la voiture , après avoir traversé la rivière , avait une côte à monter au pas , la poursuivirent avec des intentions hostiles et en criant *Vive la réforme ! à bas Louis-Philippe !* mais deux ou trois seulement purent atteindre la voiture , et le voyage ne fut pas interrompu.

A la Roche-Saint-André , c'était jour de marché , et la poste se trouve dans une rue très étroite. Quoique la figure du roi fût enveloppée et qu'il eût mis des lunettes pour se déguiser , un individu d'une tournure assez remarquable regarda dans la voiture , et après avoir murmuré entre ses dents : « *C'est lui ,* » courut prévenir les gendarmes , qui , arrivant aussitôt , se disposaient à faire des difficultés , lorsque M. Maréchal interposa son autorité , sur quoi ils se retirèrent. Les chevaux furent bientôt attelés et les postillons partirent au galop , sans avoir l'air d'entendre quelques cris de : « *Arrêtez ! arrêtez !* » qui s'élevèrent derrière eux.

Le passage par Évreux , qui est une grande ville , excitait

quelque appréhension. Dans les environs, M. Maréchal remarqua, à gauche de la route, un petit château, appelé Melleville, où l'on pensa qu'il pourrait être prudent de passer la nuit. Le hasard voulut que le propriétaire de cette habitation fût un M. Dorvilliers, agent du roi pour la forêt de Breteuil ; mais toute la famille était alors absente. Cependant le fermier, nommé Renard, informé que les voyageurs étaient des amis de M. Dorvilliers, les reçut dans sa propre maison ; quelques paroles tombées de sa bouche ayant inspiré confiance en lui, on lui apprit quels étaient ses hôtes. Ce brave homme fut fort ému de cette communication, et offrit aussitôt de rendre tous les services qui pourraient dépendre de lui. On courut chercher M. Dorvilliers à Evreux, les chevaux de poste de Saint-André furent renvoyés, et M. Maréchal, qui, étant maintenant hors de son arrondissement, ne pouvait plus être utile, prit congé : le fermier, homme courageux et intelligent, se chargeait d'ailleurs du reste du voyage. M. Dorvilliers arriva, et le roi reçut encore un petit à-compte sur ses revenus, — environ mille francs, à ce que nous croyons.

La présence inaccoutumée d'une berline dans la cour de la ferme avait éveillé l'attention du voisinage. Quatre jeunes gens en particulier, bien vêtus, mais que le fermier savait être d'opinions exaltées, l'examinèrent minutieusement, puis retournèrent à Evreux avec l'intention, — on pouvait le craindre, du moins, — de satisfaire plus amplement leur curiosité quant à la qualité des voyageurs, lorsque la voiture arriverait dans la ville. Il était clair que de Saint-André ou de Pacy, la nouvelle du voyage du roi était parvenue à Evreux. Mais l'intelligent et actif Renard déjoua tous les projets qui pouvaient avoir pour but de mettre des entraves à ce voyage. Il se procura un cabriolet, avec lequel il se chargea de conduire le roi et son valet de chambre jusqu'à Honfleur même, distant d'Evreux de vingt-quatre lieues. Pendant ce temps, son valet de ferme devait conduire la berline, attelée de deux vigoureux chevaux de labour, à la Commanderie, qui est le premier relais après Evreux sur la route d'Honfleur : on évitait ainsi, de part et d'autre, la nécessité de prendre des chevaux de poste à Evreux, que l'on traversa par des rues détournées. Après le départ du roi, le

secrétaire du préfet d'Evreux, averti par M. Maréchal, accourut à Melleville offrir ses services, et se rendit utile en pilotant le valet de ferme, qui ne connaissait pas très bien la direction à prendre pour éviter la partie centrale et la plus fréquentée de la ville ; il quitta la reine quand elle fut hors d'Evreux.

Les chevaux du fermier franchirent, avec le cabriolet, les vingt-quatre lieues tout d'un trait, ne s'arrêtant que pour manger quelques poignées d'avoine ou de féverolles, à quelques-uns des cabarets semés le long de la route. Le roi dut souffrir beaucoup pendant ce long trajet ; car, indépendamment de la gêne résultant de la présence de trois personnes assez corpulentes dans un cabriolet ordinaire à deux places, le temps était devenu tout-à-fait mauvais et un froid très vif s'était élevé ; — c'était le commencement d'une bourrasque qui dura plusieurs jours, et qui ajouta, ainsi que nous le verrons, aux difficultés de l'évasion.

Quand la berline dans laquelle était la reine fut arrivée à la porte de la Commanderie et qu'on eut demandé des chevaux pour Pont-Audemer, le maître de poste s'approcha de M. de Rumigny et lui dit à voix basse : « Une berline qui arrive avec des chevaux de ferme et qui prend des chevaux de poste ! c'est drôle ! Mais, par le temps qui court, Monsieur, on ne fait pas de questions et on ne regarde pas dans les voitures. » Puis, élevant la voix, il ordonna aux postillons de gagner Pont-Audemer le plus promptement possible. Ici encore, il était évident que les voyageurs avaient été reconnus et qu'ils étaient respectés, — du moins comme fugitifs politiques.

Le voyage du roi fut marqué, dans ces environs, par une coïncidence assez curieuse. Un des cabarets auxquels s'arrêteraient les chevaux pour manger, porte le nom de *Malbrouck* ; il est situé près de la limite du département, dans une position centrale : c'est là qu'une quinzaine d'années auparavant, le roi avait été reçu, sous un arc de triomphe, par les autorités et les gardes nationales des cantons environnants, et, qu'en répondant à leur adresse, il avait prononcé ces paroles, qui eurent alors un certain retentissement : « La flatterie a, de nos jours, changé de côté, et les flatteurs du peuple sont aujourd'hui tout aussi dangereux pour la société et pour un bon gouvernement que

l'étaient jadis les flatteurs des rois. » Louis-Philippe, grelottant de froid dans un coin de ce misérable cabriolet, se rappela-t-il, en passant devant le cabaret de *Malbrouck*, ce nombreux concours de fidèles sujets, cet arc de triomphe et cet avertissement prophétique contre les déceptions populaires ?

Le cabriolet traversa Pont-Audemer le 26, à trois heures et demie du matin. Un peu au-delà de cette ville, tandis qu'on faisait rafraîchir les chevaux à la porte d'un cabaret, la berline arriva. Le roi et la reine échangèrent quelques mots, puis l'un et l'autre poursuivirent leur route jusqu'au terme de cette partie du voyage. La berline arriva, vers le point du jour, au pavillon de M. de Perthuis, et le cabriolet peu de temps après.

On ne peut s'empêcher de remarquer, lorsqu'on arrive par mer à Honfleur, une petite chapelle, située au sommet de la côte boisée qui domine la ville. Cette chapelle, de même qu'une autre sur la rive opposée, a été dédiée autrefois, par la piété des matelots, à Notre-Dame-de-Grâce, et il est probable que l'une et l'autre eurent, dans l'origine, quelque rapport avec le nom de cet estuaire qu'on appelle Havre de Grâce, ainsi que la ville qui s'est élevée au Nord de l'embouchure du fleuve. C'est par suite de ce voisinage que le pavillon de M. de Perthuis est ordinairement désigné sous le nom de La Grâce, et l'on comprend sans peine la satisfaction qu'éprouvèrent les augustes voyageurs, en se trouvant sous un toit ami, portant un nom de si bon augure.

Nous ne pouvons quitter Renard, — cet autre Pendrell (1), sans ajouter qu'il repoussa vivement les instances qui furent faites pour qu'il acceptât quelque rémunération pour son temps, sa peine et ses frais : « Ne me parlez pas de cela, dit-il au général de Rumigny; ces affaires de cœur ne se paient pas avec de l'argent. »

Le pavillon de La Grâce se compose, ainsi que nous l'avons dit, de deux pièces, avec deux autres chambres ou greniers sous le toit; il n'est séparé de la route que par un sentier et une haie. M. de Lamartine dit qu'on s'y entourait d'un tel mystère, que les

(1) NOTE DU DIRECTEUR DE LA REVUE BRITANNIQUE. Un des fidèles royalistes qui favorisèrent la fuite de Charles II.

volets restèrent constamment fermés et qu'on ne fit pas de feu, de peur que la fumée ne trahît la présence des voyageurs. Il n'en fut pas ainsi. La reine était arrivée publiquement, avec des chevaux de poste, comme une tante de M. de Perthuis, et plusieurs personnages du voisinage s'étaient même présentés pour lui rendre leurs devoirs en cette qualité. Quelques-unes de ces visites paraissaient dictées par un motif de curiosité plutôt que par un sentiment de bienveillance, et elles furent poliment déclinées par M. de Rumigny au nom de la dame indisposée, qui n'avait qu'une chambre, et c'était sa chambre à coucher. Ces visites, du reste, quel qu'en fût l'objet, eurent au moins un bon effet, celui d'écarter tout soupçon de la présence du roi, et la prétendue tante de M. de Perthuis put occuper son pavillon pendant cinq jours, sans être importunée par des étrangers.

On peut se faire une idée des embarras qu'auraient éprouvés le roi et la reine s'ils eussent pris le chemin de fer, — en supposant même qu'ils n'eussent pas été reconnus, — par les difficultés qu'éprouvèrent MM. Dumas et de Pauligue pour parvenir à Honfleur. Ils s'étaient séparés du roi à Dreux, ainsi que nous l'avons dit, et avaient gagné Rouen par le chemin de fer; mais, à la station de Rouen, ils trouvèrent un tel tumulte et une telle confusion, par suite de l'agitation politique et de l'incendie des ponts du chemin de fer, qu'ils furent violemment séparés et ne se rencontrèrent qu'à La Grâce. M. de Pauligue fut forcé de traverser la Seine à Rouen, et arriva à Honfleur par la rive gauche, le samedi soir, 26 février. Le général Dumas parvint à gagner le Havre, mais il trouva un si gros temps, que le bateau même de Honfleur ne put faire la traversée, et, après être parvenu en vue de La Grâce, fut contraint de rétrograder. Le hasard voulut qu'un jeune officier, M. Edmond de Perthuis, fils du propriétaire du pavillon et frère du gendre du général, commandât en ce moment le *Rôdeur*, petit bâtiment de guerre qui se trouvait alors dans le port du Havre. M. Dumas s'adressa à lui et réclama ses conseils et son assistance, non-seulement pour traverser l'embouchure du fleuve, mais aussi pour les mesures subséquentes à prendre dans le but de favoriser le départ du roi. Sur ce dernier point, ils ne purent s'entendre : quant au moyen de parvenir à Honfleur, M. de Perthuis conseilla au général de rétrogra-

der sur la route de Rouen, et de traverser la Seine à l'endroit où elle commence à se rétrécir, entre Tancarville et Quillebœuf; il offrit d'ailleurs de l'accompagner. Mais, à cet endroit même, les bateliers n'osaient pas se hasarder à traverser le fleuve; cependant, voyant l'importance que paraissait attacher M. de Perthuis à faire passer son ami, — on savait que M. de Perthuis était officier de marine, et qu'il avait servi à bord de la *Belle-Poule* avec le prince de Joinville, — ils s'imaginèrent que le général Dumas était le prince lui-même, et, sous cette impression, ils se décidèrent à faire un effort qu'ils n'auraient pas fait sans cela, ainsi qu'ils le déclarèrent au général, lorsqu'ils l'eurent mis à terre. Nous mentionnons ces circonstances pour faire voir les difficultés naturelles qui compliquèrent les embarras de la position du roi.

MM. Dumas et de Perthuis arrivèrent à La Grâce dans la matinée du dimanche 27. Ils avaient, au Havre, confié l'objet de leur mission à M. Besson, ancien officier de marine et ami de M. de Perthuis : M. Besson entra avec zèle dans leur projet, mais avec si peu d'espoir de réussir, que le roi se vit obligé d'adopter, de son côté, quelques mesures immédiates. Le jardinier de La Grâce, nommé Racine, — qui n'avait pas été mis d'avance dans le secret, ainsi que le prétend M. de Lamartine (1), mais qui avait reconnu Louis-Philippe d'après une lithographie pendue dans sa cuisine, — se montra non-seulement fidèle, mais actif et intelligent, et obtint du roi la permission de consulter un de ses amis intimes, matelot du port, nommé Hallot, qui avait aussi servi avec le prince de Joinville sur la *Belle-Poule*, comme patron de son canot, et à qui le roi avait accordé la croix de la Légion-d'Honneur.

Hallot, qui était dévoué cœur et âme à la famille royale, s'occupa aussitôt des moyens de faciliter le départ du roi. Il pensa qu'il était impossible de s'embarquer à Honfleur sans être re-

(1) M. de Lamartine et le capitaine Chamier donnent les noms propres et quelques-unes des circonstances de cette partie de notre récit, quoique d'une manière fort inexacte. Cela n'est pas étonnant de la part du capitaine Chamier; mais il paraît étrange que le chef du gouvernement d'alors, qui a la prétention de publier des détails exacts et minutieux sur des faits au sujet desquels on doit supposer qu'il avait recueilli des renseignements officiels, ait dénature si complètement la plupart des circonstances.

marqué; mais que, si le roi voulait consentir à s'aventurer dans un bateau pêcheur, on pourrait s'en procurer un à Trouville, petite ville sur la côte de la mer, à six lieues environ à l'ouest de Honfleur. M. de Perthuis s'étant rangé à cet avis, il n'y avait d'autre objection que la séparation du roi et de la reine. Il était impossible que la reine songeât à faire la traversée dans une pareille embarcation et par un pareil temps; d'un autre côté, il était également certain que l'idée d'une séparation lui répugnerait autant qu'au roi. Cependant la reine, après une lutte évidemment pénible contre ses propres sentiments, décida, avec son bon sens ordinaire, que l'objet principal et le plus urgent était de mettre le roi en sûreté : elle joignit son influence à celle de M. de Perthuis et de Hallot pour vaincre la répugnance de Sa Majesté. En conséquence, Hallot fut expédié dans la soirée du 27, pour louer un bateau à Trouville. Dans le courant de cette même journée, la tempête s'était assez calmée pour permettre au paquebot de faire sa traversée ordinaire du Havre à Honfleur : il amena M. Besson, qui exposa qu'il n'avait pas pu trouver de navire au Havre. Il ajouta qu'encore bien qu'il n'ignorât pas que la traversée de la Manche dans un bateau pêcheur présentât de grands dangers, il n'avait rien de mieux à proposer, à moins que l'*Express*, paquebot à vapeur anglais, qui allait partir pour Southampton, ne manœuvrât de manière à rencontrer le bateau pêcheur à la hauteur de Trouville et à prendre le roi à son bord. Le roi autorisa M. Besson à faire, à cet effet, une ouverture confidentielle et réservée au capitaine anglais, ce que M. Besson s'empessa de faire; mais le capitaine anglais refusa tout d'abord de prendre sur lui la responsabilité d'une pareille déviation de ses ordres. M. de Lamartine, indépendamment de beaucoup d'autres erreurs plus graves, en commet ici une légère, que nous désirons rectifier. Il dit que le capitaine Paul, qui repoussa la proposition de M. Besson, était un officier de la marine royale. Le capitaine Paul était, en effet, à ce que nous croyons, maître d'équipage dans la marine, en demi-solde; mais, à l'époque dont il s'agit, il était seulement chargé du commandement d'un des paquebots de Southampton, qui appartiennent à une compagnie particulière, et il pouvait être beaucoup moins certain de l'approbation de ses armateurs et assureurs, que

ne l'aurait été de celle de son gouvernement le commandant d'un bâtiment de la marine royale. Il put penser aussi, comme nous, que le plan proposé était imprudent. A son arrivée à Southampton, le lendemain, M. Paul, si nous sommes bien informés, donna avis à l'amirauté de la demi-confiance qu'il avait reçue de M. Besson ; mais déjà, dès le dimanche 27, à ce que nous croyons, le gouvernement anglais avait expédié sur différents points de la côte de France, plusieurs bâtiments à vapeur, chargés de recueillir les membres de la famille royale : lord Palmerston avait également envoyé aux consuls anglais des différents ports de la Manche, l'ordre de les traiter avec tous les égards et de leur donner toute l'assistance qui serait en leur pouvoir. *L'Express* fut renvoyé, en toute hâte, pour être mis à la disposition du roi, et ce fut, par le fait, à bord de ce bâtiment que Sa Majesté effectua son passage.

A première vue, le refus du capitaine anglais peut paraître un peu dur ; mais, en fait, il était justifiable, et, après tout, ce fut probablement une circonstance heureuse. Il paraît très peu vraisemblable que le plan proposé eût réussi : le temps manquait pour combiner la correspondance des mouvements du Havre et de Trouville, — le même obstacle qui empêcha l'embarquement à Trouville se serait produit, — la manœuvre extraordinaire du paquebot aurait éveillé les soupçons, et, en supposant toutes les difficultés surmontées, on aurait encore eu à courir toutes les chances de la rencontre des deux bâtiments et tous les risques d'un transbordement par une grosse mer.

Quoi qu'il en soit, il ne paraissait plus y avoir d'autre ressource que d'essayer de traverser la Manche dans le bateau pêcheur qu'Hallot pourrait louer à Trouville. La position du roi était très pénible ; — il ignorait complètement ce qui était arrivé aux différents membres de sa famille, à ses enfants et à ses petits-enfants, depuis qu'il s'était séparé d'eux. La dernière nouvelle qu'il avait eue de la duchesse d'Orléans et de ses enfants, c'est qu'ils étaient enveloppés dans le périlleux tumulte de la Chambre. Il ignorait également ce qui se passait à Paris, et les troubles de Rouen étaient des indices alarmants d'un ébranlement général ; mais ce qui le préoccupait le plus, paraiss-

sait être l'idée de se séparer de la reine. Il n'y avait cependant pas d'alternative.

Hallot revint de Trouville avant que M. Besson fût reparti pour le Havre, et annonça qu'il s'était procuré, moyennant 3,000 francs, un bateau qui serait prêt à mettre à la voile pour l'Angleterre dans la nuit suivante, celle du lundi 28. Tous les conseillers du roi, trois militaires distingués et deux officiers de marine expérimentés, s'accordant à approuver ce plan, les choses furent ainsi arrêtées : — le lundi matin, MM. de Rumigny et de Perthuis, à pied et sous la conduite de Hallot, se dirigèrent par des chemins de traverse vers Trouville. M. de Pauligue prit la diligence; le roi, avec son valet de chambre, fut conduit par Racine dans un méchant cabriolet attelé d'un seul cheval si étique et si rétif, que Sa Majesté serait probablement arrivée à Trouville plus promptement, et à coup sûr plus à son aise, si elle avait fait le trajet à pied, comme le dit M. de Lamartine. La reine resta à La Grâce avec sa femme de chambre et le général Dumas, se proposant de prendre passage, — car on espérait qu'elle pourrait le faire sans être reconnue, — à bord des paquebots ordinaires, dès qu'elle serait informée de l'embarquement du roi.

Il était convenu que les personnes qui avaient précédé le roi l'attendraient à l'entrée de Trouville, pour l'accompagner, à pied, jusqu'au bateau, qui devait se trouver amarré à l'extrémité du quai, prêt à le recevoir. Le roi n'arriva au rendez-vous qu'après l'heure fixée; mais ce retard était sans importance, car il reçut, en arrivant, la fâcheuse nouvelle que le vent était trop fort et la mer trop mauvaise pour qu'on pût mettre à la voile : il sut, ce qui était plus décisif encore, que le bateau n'était pas à flot, et que, vu qu'on était à l'époque des marées de morte-eau, il ne pourrait être à flot avant vingt-quatre ou peut-être quarante-huit heures. Il paraît étrange qu'Hallot n'eût pas prévu cette difficulté; mais il n'y avait pas de remède. Cependant, M. de Rumigny, qui était arrivé à Trouville quelques heures avant le roi, avait déjà pris des mesures pour le cacher jusqu'au moment de son embarquement. Il s'était hasardé, dans ces circonstances critiques, à mettre dans sa confiance le capitaine du port, M. Henri Barbet, qui avait été autrefois décoré par Sa

Majesté. M. Henri Barbet entra chaudement dans ses vues et procura au roi un logement chez son frère, Victor Barbet, vieux marin dont la maison se trouvait dans un petit passage de jardin derrière la rue. C'est là que le roi, accompagné de Thuret et de M. de Pauligue, trouva un asile. La maison de Victor Barbet était tenue par sa fille, jeune veuve dont le mari, patron d'un bateau pêcheur, avait été récemment emporté par une lame pendant un coup de vent. C'était une femme extrêmement pieuse, qui avait une sorte de vénération religieuse pour la reine; elle avait appris à ses enfants à prier devant son portrait pour la famille royale. Ce fut une étrange surprise en même temps qu'un grand bonheur pour cette femme simple et dévouée, de recevoir le roi chez elle, de préparer et de servir de ses propres mains ses très modestes repas. Le roi resta dans cette maison toute la journée du 29 et jusqu'au 1^{er} mars au soir : les autres personnes de sa suite s'étaient établies dans une auberge voisine.

L'anxiété, déjà assez grande, de tous ces messieurs, fut singulièrement augmentée par la découverte que fit M. de Rumigny (qui le tenait probablement de Henri Barbet), que des ordres du Gouvernement provisoire étaient arrivés ce soir même à la Douane, enjoignant aux garde-côtes *d'apporter la plus grande vigilance à empêcher l'évasion des fugitifs politiques*. M. de Lamartine ne fait aucune allusion à cet ordre remarquable; il dit que : « Quoique Louis-Philippe et ses amis l'ignorassent, le » Gouvernement avait autorisé Lamartine à leur procurer lui-même, avec les égards et les prudences dues au péril et à l'infortune, les moyens de fuite. » (LAMARTINE, tome II page 73).

A merveille ! mais pourquoi n'en avoir pas donné avis à « Louis-Philippe et à ses amis ? » Un message bien intentionné aurait sans doute pu trouver ce prince, dans les huit jours de son royal pèlerinage. — Ce qu'on avait fait avec ostentation pour Charles X, on aurait pu le faire sans bruit pour lui ; et M. de Lamartine, qui nous dit avoir été autorisé à *procurer* les moyens de fuite, ne paraît avoir rien fait, non-seulement pour les procurer, mais même pour les faciliter au besoin. La famille royale se composait d'une vingtaine de personnes, qui s'échappèrent littéralement dans toutes les directions. Nord, Est, Sud et

Ouest, en cinq ou six groupes différents, sans qu'aucune d'elles ait vu trace de la protection de M. de Lamartine; mais, au contraire, après avoir subi, particulièrement les dames, une foule de persécutions et de dangers sans exemple dans l'histoire, à moins de nous reporter au règne de la *Terreur* n° 1. Deux pages plus loin, M. de Lamartine donne une version quelque peu différente des mesures généreuses du Gouvernement :

« — *Aucun ordre de s'opposer au départ du roi n'avait été donné* par personne, et les instructions les plus contraires à toute mesure contre sa sûreté et sa liberté, étaient dans les mains de ses agents. »

Il y a, entre cette dernière assertion et la précédente, une divergence assez remarquable. Être autorisé à *procurer les moyens d'embarquement et ne pas donner d'ordre de s'opposer au départ*, sont deux choses parfaitement distinctes : l'une signifie assistance active, l'autre veut simplement dire indifférence ou neutralité : toutes deux ne sauraient être vraies à la fois. Mais que penser, après cela, de cet ordre spécial, dont M. de Lamartine ne dit mot, d'apporter, sur toute la côte, la plus grande vigilance à intercepter les fugitifs, ordre extraordinaire, qui devait avoir les mêmes conséquences pour l'ex-roi que pour les ex-ministres ? Nous croyons sans peine que M. de Lamartine, et tous ses collègues avec lui, auraient été très fâchés qu'on eût arrêté le roi; nous croyons qu'ils auraient été fort embarrassés d'un prisonnier qui aurait bien pu se trouver en position de prendre à son tour ceux qui l'auraient pris. Ce que nous ne croyons pas, c'est qu'ils eussent le courage de donner cours, par des actes, à leurs sentiments de prudence ou de générosité. Pourquoi, si ces ordres ne devaient pas s'appliquer aux membres de la famille royale, n'avoir pas spécifié nettement que *les membres de la famille royale* ne devaient pas être inquiétés ? Pourquoi tous ces sentiments généreux restèrent-ils enfermés dans le sein ou dans le pupitre de M. de Lamartine, lorsqu'ils auraient pu être utiles aux parties intéressées, et pourquoi ne furent-ils révélés que lorsqu'ils ne pouvaient plus servir qu'à la satisfaction de sa vanité personnelle ? Mais, après tout, ces instructions secrètes, en admettant même qu'elles aient été réellement envoyées aux agents du gouvernement, eussent

été parfaitement inutiles. Ni le roi ni les ex-ministres n'avaient aucun danger réel à appréhender de la part des autorités *légales* : le véritable danger, c'étaient des insultes tumultueuses, peut-être un massacre, — en ce qui concernait particulièrement le roi, la presque certitude d'un assassinat. — Or, tous les actes publics du gouvernement, — cette circulaire expédiée aux ports, les mandats d'arrêt lancés simultanément à Paris contre la duchesse d'Orléans et contre les ex-ministres, — tous ces actes, disons-nous, tendaient à pousser la populace à des violences de ce genre, si quelqu'une des personnes que le citoyen Caussidière, en rappelant l'expédition de ces mêmes mandats d'arrêt, nomme « les oppresseurs du peuple, » était tombée entre ses mains.

La circulaire en question eut pour résultat immédiat d'aggraver considérablement les embarras personnels du roi : les sentinelles furent doublées sur toute la côte, et les routes qui conduisaient au port soumises à une surveillance plus rigoureuse. Ces dispositions alarmèrent tellement le capitaine Barbet, que, sans consulter le roi, il eut l'idée malheureuse de rompre le marché fait avec le premier bateau, qui ne pouvait pas être à flot, selon toute apparence, avant un ou deux jours, et d'en louer un autre qui était prêt ou qui paraissait devoir l'être plus tôt : il proposa inconsiderément de partager les 3,000 francs (que le roi avait apportés dans un sac, et dont le poids avait failli effondrer le vieux cabriolet de Racine), en donnant 1,000 francs au premier marinier, et le reste au second. Le premier marinier, mécontent de cet arrangement, alla aussitôt déclarer qu'on l'avait engagé pour transporter en Angleterre un étranger qui était caché chez Victor Barbet. Cette nouvelle occasionna une grande rumeur dans la petite ville, et chacun se disposa, suivant ses opinions politiques, à empêcher ou à favoriser la fuite de l'étranger. Ses amis furent heureusement plus nombreux et plus actifs. Dans la soirée du 1^{er} mars, vers huit heures, le capitaine Barbet, se précipitant dans la petite chambre où était le roi, lui dit qu'ils étaient trahis, que les autorités allaient faire une perquisition dans la maison, et qu'il restait à peine le temps de fuir ; puis, pressant, entraînant en quelque sorte le roi dans une obscure petite cour de derrière, il le remit aux mains d'un

inconnu qui attendait là, et il se hâta de rentrer lui-même dans la maison pour se disposer à recevoir la visite dont on était menacé. « Sire, dit tout bas l'inconnu au roi, un serviteur fidèle et dévoué va vous conduire en lieu de sûreté. » Prenant alors un gros paquet de clés, avec lesquelles il ouvrit successivement un certain nombre de portes, il traversa plusieurs cours et ruelles pour arriver à une maison où l'on entra par une porte de derrière. Cet inconnu était M. Guestier, homme à son aise, qui avait récemment cessé d'exercer les fonctions de maire de Trouville. M. de Lamartine et le capitaine Chamier défigurent l'un et l'autre les noms propres et tous les détails de l'affaire : cette inexactitude, nous le répétons, ne doit pas étonner de la part du capitaine, qui n'avait point accès aux sources officielles, mais elle n'est pas excusable de la part d'une personne qui parle *ex cathedra*, comme M. de Lamartine.

Chez M. Guestier, le roi trouva la famille de ce monsieur et quelques visiteurs qu'on n'avait pas eu le temps de congédier, ce qui, du reste, n'était pas nécessaire, puisqu'ils étaient tous pleins de zèle pour le service du roi. Ils assurèrent même Sa Majesté que c'était le sentiment unanime de la ville, — car, sur une population de plus de trois mille habitants, il n'y en avait que cinq à six qui fussent d'une opinion contraire ; « mais il faut l'avouer, ajoutèrent-ils, ces cinq ou six intimident tout le reste. »

Le roi fut rejoint dans cette maison par sa suite, qui s'était prudemment dispersée à la première alarme, et il devint évident qu'il ne restait plus qu'à sortir de Trouville dès que l'heure avancée aurait rendu les rues à peu près désertes. M. Guestier avait un cabriolet ; le propriétaire d'un hôtel voisin, dont les opinions étaient également royalistes, et à qui on s'adressa en conséquence, avait un char-à-bancs qu'il offrit avec empressement, mais en mettant, ainsi que M. Guestier, cette condition *sine quâ non* à son concours, qu'il aurait l'honneur de conduire lui-même sa voiture. Ici, cependant, survint un de ces petits incidents qui ont quelquefois des conséquences graves. La sellette du harnais du cabriolet de M. Guestier avait été envoyée chez le bourrelier pour être raccommodée. Il n'y avait pas moyen de s'en passer, et comme on ne pouvait s'en pro-

curer immédiatement une autre, toute la compagnie partit à pied pour gagner du temps, les voitures devant rejoindre plus tard. Il fallait, pour sortir de la ville, passer devant trois corps-de-garde; mais, malgré l'ordre du Gouvernement provisoire de doubler les factionnaires, deux des corps-de-garde n'en avaient pas, et celui qui était devant le troisième ne fit pas attention aux voyageurs. Il fut probablement heureux qu'on n'eût pas attendu les voitures, car le factionnaire ne put guère s'empêcher de les voir, mais il les vit vides. Ce fut seulement au village de Touques qu'elles rejoignirent les voyageurs, et, entre quatre et cinq heures du matin, elles les déposèrent à peu de distance de La Grâce : M. Guestier prit alors, avec son cabriolet, la direction de Quillebœuf, dans le but d'y chercher une retraite sûre pour le roi, tant il paraissait y avoir peu de chance qu'il pût s'embarquer à Honfleur. Il avait été convenu que, si Louis-Philippe parvenait à s'embarquer à Trouville, M. de Perthuis, en revenant rejoindre son bâtiment, l'annoncerait à la reine et afin de prévenir la surprise pénible que le retour du roi n'eût pas manqué de lui causer, M. de Perthuis prit les devants pour l'en informer. Sa Majesté fut fort émue en apprenant l'insuccès de cette tentative, et la fin de la nuit fut employée, assez tristement, à se raconter les tribulations du passé et à former des projets pour l'avenir, qui se présentait sous de sombres couleurs.

Le jeudi 2 mars, comme le jour commençait à poindre, les hôtes de La Grâce furent alarmés par l'arrivée d'un étranger, qui se trouva être M. Jones, vice-consul anglais au Havre; il était porteur d'un message par lequel le consul, M. Feathers tonhaugh, annonçait que le bateau à vapeur l'*Express* était de retour et mis entièrement à la disposition du roi, et que M. Jones était chargé de se concerter avec Sa Majesté sur les moyens d'embarquement. Il apportait en même temps une nouvelle plus agréable encore s'il était possible, — c'était une lettre de M. Besson, annonçant que le duc de Nemours, sa fille la princesse Marguerite, et la princesse Clémentine avec son mari et ses enfants, étaient en sûreté en Angleterre. Ces deux bonnes nouvelles ranimèrent toute la compagnie, qui était, avant leur arrivée, fort abattue, au physique et au moral. Mais restait en-

core la principale difficulté, celle de savoir comment gagner *l'Express*.

Il devenait urgent de fuir : non-seulement le procureur de la République s'était rendu en hâte à Trouville, accompagné de gendarmes pour arrêter l'étranger (qui, heureusement, en était parti depuis plusieurs heures) ; mais, ayant appris là que cet étranger n'était autre que le roi, et que M. de Perthuis était avec lui, ce fonctionnaire en conclut que Sa Majesté était à La Grâce, et une visite domiciliaire eut lieu subséquemment au pavillon. Il était clair que ce procureur de la République n'était pas un de ces « agents » que le Gouvernement provisoire avait chargés de protéger et de faciliter le départ du roi. M. Jones retourna au Havre par le paquebot qui l'avait amené, portant au consul l'expression de la reconnaissance du roi : Sa Majesté invitait en outre M. Featherstonhaugh à se concerter avec M. Besson sur la meilleure marche à suivre, promettant de se conformer implicitement à ce qu'ils décideraient.

En même temps, le général descendait à Honfleur pour voir ce qu'il y aurait moyen de faire de ce côté, dans le cas où aucune proposition réalisable n'arriverait du Havre ; mais le paquebot du soir ramena M. Besson et M. Jones avec le résultat du conseil qui avait été tenu de l'autre côté de l'eau, — c'était que toute la compagnie quittât sur-le-champ La Grâce, et, à la faveur de l'obscurité du soir, prit passage pour le Havre sur le même paquebot qui avait amené ces messieurs. Au Havre, on n'aurait plus, en débarquant du paquebot d'Honfleur, que quelques pas à faire sur le quai pour gagner *l'Express*. La reine devait toujours être *madame Lebrun* ; mais le roi, muni d'un passeport anglais, était devenu *M. William Smith*. Il n'y avait pas un moment à perdre. Louis-Philippe, déguisé comme nous l'avons vu précédemment et enveloppé en outre d'une grosse redingote, prit, avec MM. de Rumigny et Thuret, un chemin, tandis que *madame Lebrun*, appuyée sur le bras de son neveu, en prenait un autre. Il y avait beaucoup de monde sur le quai d'Honfleur, et plusieurs gendarmes ; mais *M. Smith* reconnut bientôt M. Jones, le vice-consul, et après lui avoir souhaité le bonjour assez haut en anglais (peu de MM. Smith parlent mieux cette langue), il lui prit le bras et passa à bord

du paquebot, où il s'assit aussitôt sur un des bancs destinés aux voyageurs. *Madame Lebrun* se plaça de l'autre côté. Ce paquebot, appelé *le Courrier*, avait été employé au Tréport, l'été précédent, par le roi, pendant son séjour à Eu. *M. de Lamartine*, qui se trompe sur le lieu même de cet embarquement et qui en dénature toutes les circonstances, a cru devoir enjoliver son récit en prétendant que Louis-Philippe fut reconnu par les gens de l'équipage qui, avec ce sentiment d'honneur et de générosité inné chez tous les Français, ne voulurent pas le trahir. Nous sommes persuadés que bien peu de marins, en effet, auraient été capables de trahir le roi; mais le fait est qu'il ne fut pas reconnu; et quand le *steward* se présenta à lui, comme aux autres voyageurs, pour recevoir le prix du passage avec une petite gratification pour les musiciens, *M. Smith* secoua la tête, comme s'il ne comprenait pas le français, et ce fut *M. Jones* qui paya pour tous deux. En débarquant sur le quai du Havre, au milieu d'une foule de monde et des crieurs des différents hôtels, on trouva *M. Featherstonhaugh* qui, adressant la parole à *M. Smith*, comme à son oncle qu'il était enchanté de revoir, le conduisit quelques pas plus loin, jusqu'à bord de *l'Express*, amarré le long du quai et en pleine vapeur: *madame Lebrun* les suivit. Quand ils furent descendus dans la chambre, *Featherstonhaugh* s'écria: « Dieu merci, Sire, vous voilà en sûreté! » Le roi répéta cette exclamation, à laquelle se joignit pieusement la reine avec un sentiment d'autant plus vif de reconnaissance que *M. Featherstonhaugh* leur apprit que la duchesse de Montpensier était arrivée à Londres, et que le duc de Montpensier, ainsi que la duchesse de Nemours et ses deux fils, étaient en sûreté à Jersey; mais on n'avait encore aucune nouvelle de la duchesse d'Orléans et de ses enfants.

Pendant que Leurs Majestés se félicitaient ainsi de leur délivrance, elles ne se doutaient pas, non plus que *M. Featherstonhaugh*, que le plus grand danger qu'elles eussent encore couru était à peine passé, si même on pût dire qu'il l'était réellement. Il y a au Havre, comme le savent tous ceux qui ont débarqué dans ce port, une certaine femme exerçant les fonctions de commissionnaire, et qu'on voit toujours, à l'arrivée des paquebots, fort affairée à recommander des logements ou

des hôtels et à offrir ses services aux dames, voire même aux messieurs, qui peuvent éprouver le désir d'échapper à l'inspection trop sévère des agents de la douane. Cette brave femme donc, — ordinairement si polie et parfois si utile, — faillit occasionner un grand malheur. Soit à l'aide de la lanterne sourde qu'elle porte habituellement, soit à la lueur des lampes à gaz, elle reconnut sur-le-champ le roi, et, dans l'étourdissement de la surprise que lui causa cette découverte, elle courut en faire part à un officier qui exerçait je ne sais quel commandement dans le port. Celui-ci se dirigea en toute hâte vers l'*Express* et entrevit le roi comme il descendait dans la chambre. Il reconnut que l'avis qu'on lui avait donné était exact, et commença aussitôt à faire au capitaine Paul quelques observations sur ses préparatifs évidents de départ. Le capitaine répondit qu'il partait avec des dépêches. Cette réponse parut peu satisfaisante à l'officier, qui exprima le désir de visiter ses chambres. Le capitaine Paul répondit brusquement que ce serait à son prochain voyage, et comme le bâtiment commençait à se mettre en mouvement, l'officier n'eut que le temps de passer à terre, comme avait déjà fait le consul. « Dites-moi donc, je vous prie, demanda-t-il à M. Featherstonhaugh, quelle est la personne que vous avez mise à bord de l'*Express*? » — « Mon oncle, » répondit M. Featherstonhaugh. — « Votre oncle? » reprit le fonctionnaire, d'un air d'incrédulité. « Ah ! monsieur le consul ! » Et il se retira en secouant la tête. Il envoya aussitôt, ainsi qu'on le sut plus tard, un rapport à M. Deschamps, commissaire du Gouvernement provisoire à Rouen.

Le vent était violent et la mer très grosse ; cependant l'*Express* fit une assez bonne traversée, et Leurs Majestés furent débarquées, le 3 mars, de bonne heure, près de Newhaven ; elles arrivèrent à Claremont le 4.

Le dernier incident, sur le quai du Havre, est à peu près le seul que M. de Lamartine ait reproduit exactement : la cause de cette exactitude, qui n'est pas dans les habitudes de l'auteur, s'explique facilement. Il avait vu le rapport de l'officier en question au commissaire de Ledru-Rollin ; si nous relevons cette circonstance, assez insignifiante en elle-même, c'est qu'elle tend à prouver, selon nous, que cet « agent du gouvernement » n'a-

vait reçu, pour son compte, aucune instruction qui eût pour objet de protéger et de faciliter le départ du roi. M. de Lamartine, quoique en possession sans doute de rapports officiels, termine son récit par deux inexactitudes qui méritent d'être citées, comme échantillons de la légèreté avec laquelle il écrit l'histoire. Il dit que le roi arriva au Havre dans un paquebot de Rouen, et qu'il débarqua « à Southampton, où l'attendait l'hospitalité de son » gendre le roi des Belges, dans leur château royal de Claremont. » (I. 53.) Ce sont là des bagatelles ; mais il est au moins étrange que le dictateur qui chassa et remplaça (Dieu sait comment !) le roi, et qui affecte de donner, au sujet de son évasion, des détails si minutieux, ait ignoré son embarquement à Honfleur et le point de la côte d'Angleterre où il débarqua ; — qu'il ait ignoré que, quelque respectueux et empressé que se fût sans aucun doute montré le roi des Belges, si l'on avait pu prendre ses ordres, la réception de Louis-Philippe à Claremont ne fut pas, et ne pouvait pas être préparée ni prévue par lui.



(1) Ce fut ainsi que la nation française, ou plutôt les cinquante conspirateurs et deux mille bandits qui usurpaient son nom et son autorité, expulsèrent Louis-Philippe avec sa famille, — homme remarquable par ses talents personnels et ses vertus privées, — roi qui n'avait d'autre tort que d'avoir accepté originellement sa couronne des mains de ceux à qui l'insurrection l'avait livrée, comme sa seule faute aura été d'avoir entrepris la tâche sans espoir de gouverner légalement un peuple qui, selon nous, ne pourra jamais être gouverné que par un pouvoir arbitraire ou quelque chose d'approchant. Et qu'a-t-il gagné au change, ce peuple ? Des ministres avortés, obligés à chaque lune de céder la place à d'autres ; trois dictateurs successifs (2),

(1) NOTE DU DIRECTEUR DE LA REVUE BRITANNIQUE. Dans ce qui va suivre, encore plus que dans ce qui précède, l'auteur anglais a seul la responsabilité de ses opinions politiques. Trois mots nous ont paru intraduisibles.

(2) « A. coxcomb, — a jacobin, — a puppet. »

tous les trois gouvernant, non par les lois, mais par la force, et dont deux sont déjà frappés d'ostracisme. La France a obtenu ce système d'élection qui, fondé sur l'esprit de faction, sur la supercherie et la terreur, s'intitule le suffrage universel. Ce système, avant même de développer ses inévitables et funestes éléments, a déjà prouvé qu'il ne peut sauvegarder la liberté et qu'il doit aboutir sûrement à un despotisme qui n'aura eu d'analogie que celui de la Convention et de Bonaparte. Avons-nous besoin de rappeler au lecteur les scènes de délire, de pillage, d'intrigue et de confusion qui composent le mélodrame de Lamartine, les dix mille tués et les douze mille prisonniers de la bataille d'Austerlitz du général Cavaignac? Ignorent-ils qu'à l'heure qu'il est, dans ce pays de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *fraternité*, on compte plus de prisonniers politiques que la Bastille n'en a reçu pendant les quatre cents ans de son existence! Eh bien! les détails du despotisme que le gouvernement du suffrage universel a composé à la France, sont encore plus extraordinaires. Pendant que nous écrivons, deux circonstances s'offrent à nous, qu'on regarde comme triviales et même ridicules à Paris, mais qui nous semblent caractéristiques du système de la législation et du gouvernement révolutionnaires.

Le *Journal des Débats* du 27 février 1850, rend compte d'une discussion qui avait eu lieu la veille à l'Assemblée nationale, sur les deux points suivants : une loi avait été votée en août 1848, pour réglementer la publication des affiches et placards, etc. ; mais cette loi contenait une clause exceptionnelle en faveur des circulaires, discours, etc., etc., des candidats, pendant les quarante-cinq jours qui précèdent une élection générale. L'expulsion et l'exil de Ledru-Rollin, de Boichot, etc., créaient trente vacances de représentants. Le gouvernement, prétendant que ce n'étaient pas là des élections *générales*, voulait que les discours et circulaires des candidats n'eussent pas le bénéfice de la clause, doctrine ratifiée depuis par la cour de cassation. L'opposition, de son côté, prétendait que les premiers principes de la liberté électorale dictaient une interprétation contraire, et qu'il était absurde de dire qu'une élection générale donnait au candidat une licence qui lui était refusée lorsqu'il en avait le plus besoin pour soutenir sa candidature. A cela, on ajoutait encore que

l'esprit et la teneur de toute la loi démontraient que par ces mots, élections *générales*, il fallait entendre toutes les élections de membres de l'Assemblée nationale, pour les distinguer des autres élections locales et particulières aux fonctions de membres des *conseils* communaux, départementaux et autres, etc., etc.; c'était là indubitablement l'interprétation naturelle, dictée par le simple bon sens, et si elle eût été douteuse, on devait s'attendre qu'une Assemblée nationale, sortie du suffrage universel, s'empresserait de faire disparaître une si absurde restriction mise sur la liberté des électeurs. Nullement. Un membre de l'opposition s'étant plaint que le préfet d'un des départements avait supprimé la circulaire d'un candidat, les ministres avouèrent que cela avait eu lieu par leur ordre, et l'Assemblée, presque sans débat, passa à l'ordre du jour. Il y a mieux; on a depuis présenté une loi pour supprimer le privilège en question, même dans les élections générales; on propose encore de nouvelles et sévères restrictions sur la presse, plus strictement répressives que les ordonnances de Charles X ou que les lois de septembre de Louis-Philippe. A propos de ces mesures et des clameurs qu'elles occasionnent, le *Journal des Débats*, le plus sensé et le plus judicieux journal en France, dit :

« Nous avons malheureusement appris que, dans les révolutions, c'est toujours la liberté qui souffre, et ceux qui se plaignent aujourd'hui, — MM. Pascal Duprat, Crémieux, etc., — furent les promoteurs de l'état de siège et des autres mesures violentes des dictateurs. M. Crémieux assure que « *jamais, non jamais, la monarchie n'avait proposé des lois si sévères.* » Eh bien! nous ne le nions pas: c'est vrai; mais à qui la faute? » (*Débats* du 22 mars.)

« O liberté, s'écriait madame Roland, que d'atrocités sont commises en ton nom! »

Dans la même séance du 26 février à laquelle nous avons fait allusion, nous trouvons une preuve encore plus étrange de la nouvelle espèce de liberté dont jouit la France. Si quelque chose caractérisait plus spécialement ce pays dans de meilleurs jours, c'étaient la joyeuse humeur et la gaité de sa population, surtout en province. *Les danses et les chansons* de la France forment un contraste aux jouissances moins sobres des

nations plus septentrionales. Il n'est pas d'Anglais qui n'ait lu, avec un sentiment d'envie, le charmant tableau que Sterne nous a laissé de cette heureuse contrée « qui s'étend des bords du Rhône aux bords de la Garonne, » où les enfants basannés du travail, l'invitèrent à se joindre à leur danse, au son du fifre et du tambourin, en chantant leur ronde : *Viva la joia! Fi don la tristessa!* (1) Dans cette même région, — entre ces deux fleuves, — est situé le moderne département de l'Ardèche, dont une des principales villes conserve encore le nom joli et *jusqu'ici* caractéristique de *Joyeuse*. Mais l'Ardèche est condamnée à ne plus être *joyeuse*; à la fin de l'automne dernier, le préfet de l'Ardèche jugea convenable de publier la proclamation suivante :

Art. 1^{er}. Les chansons, les danses, les promenades et les farandoles sur les voies publiques, avec ou sans drapeaux ou musique, sont interdites, de jour et de nuit, dans tout le département de l'Ardèche.

Art. 2. Sont également interdits les chants, les déclamations et les concerts dans les cabarets, cafés, restaurants et autres établissements publics.

Cette loi extraordinaire, imposée à une grande province par le caprice et le bon plaisir d'un préfet, fut dénoncée par les représentants du département, qui se plaignirent d'abord prudemment et sans bruit au ministre de l'intérieur; mais, n'obtenant aucune satisfaction, l'un d'eux, M. Chabert, soumit la question à l'Assemblée nationale. Or, comment cette dénonciation fut-elle reçue?

Lorsque M. Chabert eut lu le premier article, éclata un *rire général*. Lorsqu'il eut lu le second, *grande hilarité!* M. Chabert alors voulut faire observer « que le département était parfaitement tranquille, — point de troubles, — point d'état de siège. » — « Je demande, dit-il, par quelle loi, par quel droit le préfet peut interdire ces choses? (*On rit* et un membre s'écrie : *le droit à la farandole!*) Remarquez, continue M. Chabert, qu'il n'est pas question d'assemblées tumultueuses, de chansons licencieuses ou séditieuses... non, rien de tout cela; mais de

(1) *Tristram Shandy*, vol. VII, chap. 42 et suivants.

chansons inoffensives, de promenades, de concerts...» — Le ministre de l'intérieur l'interrompt : « *Et de farandoles !* » (On rit aux éclats.)

Le ministre trouvait le mot *farandole* ridicule (1) ; mais ne vit-il pas que la prohibition de la *farandole* était à la fois ridicule et odieuse ? Et le *Journal des Débats*, dans son *premier-Paris*, approuve l'accueil fait à la plainte de M. Chabert, s'étonnant que l'Assemblée ait toléré si long-temps *ce ridicule commérage* ! C'est ainsi que la nouvelle République française comprend la liberté civile.

Nos lecteurs demanderont : mais les journalistes, — le ministre, — l'Assemblée nationale ont-ils perdu toute idée de droit, de légalité, de liberté ? Non. Le journal est un des plus estimables journaux de Paris, le ministre de l'intérieur est un homme de sens et honnête, la majorité de l'Assemblée est bien intentionnée. Ils voyent, comme nous-mêmes, l'institutionnalité de ces actes ; mais ils sont si alarmés, comme l'est tout homme sage en France, de leur position dangereuse sur un volcan ; — ils voyent s'accumuler autour d'eux tant de matériaux combustibles, un si grand nombre d'incendiaires insensés ou pervers, qu'ils sont forcés de tolérer, de commettre même, sous un faux air de douceur et de légèreté, ces outrages contre la loi, le bon sens et la liberté publique, qui, dans d'autres temps, exciteraient l'indignation et la vengeance d'un peuple civilisé.

Bien moins nombreux étaient les désordres que M. Guizot décrit comme « odieux et intolérables, » à la fin de la grande Rébellion d'Angleterre :

« Tant d'oppression au sein de tant d'anarchie semblait d'autant plus odieuse et intolérable, qu'elle provenait d'hommes qui, naguère, avaient tant exigé du roi et tant promis eux-mêmes en fait de liberté ! et d'hommes parmi lesquels un grand nombre étaient naguère inconnus, obscurs, sortis des conditions dans lesquelles le peuple n'était pas accoutumé à reconnaître et à respecter le pouvoir suprême, n'ayant à l'empire qu'ils exer-

(1) Farandole, danse particulière aux Provençaux ; c'est une espèce de course mesurée. *Dictionnaire français*.

» çaient si violemment, point d'autre titre que leur mérite personnel, titre contesté quand il ne s'est pas élevé au-dessus de toute comparaison, et la force matérielle dont ils disposaient, titre qui offense et aliène ceux-là mêmes qui s'y soumettent, tant que leur vainqueur ne les a pas complètement abattus et avilis. » (Guizot, pag. 54 et 55.)

Et comment tout cela finira-t-il ? Tout ce qui semble certain, c'est que l'état présent ne peut durer. On a éprouvé une grande surprise et une grande alarme en France, par le triomphe des candidats socialistes aux dernières élections. Nous éprouvons, nous aussi, les plus vives craintes sur le résultat final et certain du suffrage universel, — qui sera la prédominance de la majorité brutale sur l'intelligence et la propriété, — mais de la surprise, non. L'analyse des votes, dans cette circonstance, nous démontre qu'il n'y a aucun changement dans les forces des partis, et qu'ils attendent tous, également tremblants et se tenant en équilibre, la prépondérance de l'épée. Mais quand bien même il n'y aurait aucun danger à craindre des socialistes, comment la constitution existante peut-elle fonctionner ? Si les éléments du pouvoir qu'elle consacre sont en complet désaccord, ne faut-il pas que l'Assemblée, se débarrassant du président, devienne une seconde Convention, ou que le président se débarrasse de l'Assemblée pour devenir Napoléon III ? L'une et l'autre de ces alternatives seraient possibles pour quelque temps, mais ni l'une ni l'autre ne sauraient durer. Quant au prince-président, comme affectent de le nommer ceux qui croient à des *idées napoléoniennes* et à des visions impériales, nous maintenons notre opinion, qu'il est simplement un ressort d'arrêt. Il a, jusqu'ici, joué son rôle dans l'intermède avec convenance, avec gravité et (généralement) avec un bon sens manifeste ; mais ce n'est qu'un intermède. A notre point de vue comme Anglais, tory, légitimiste, — si la France doit être une république, le président doit être un républicain ; si elle doit être une monarchie, ce ne peut être qu'une monarchie légitime héréditaire. Les Français ont déjà essayé d'une *quasi légitimité* dans les conditions les plus favorables, et elle a échoué. Qui peut espérer que le gouvernement d'un roi mineur avec une femme pour régente, aurait plus de durée et de force que l'habileté, l'expérience et l'adresse politique du roi Louis-Phi-

lippe ? Si le génie, le talent d'un homme et le pouvoir fondé sur le choix national pouvaient garantir la stabilité, ni Napoléon ni Louis-Philippe ne seraient tombés ; mais ce que le peuple donne il peut l'ôter ; s'il peut l'ôter, il l'ôtera. Si le peuple peut couronner un homme, il peut le découronner, et comme Drawcansir (le héros tyran d'une tragédie de Dryden), il vous dira : « Je le ferai parce que j'ose le faire ! » Le principe héréditaire a été adopté, non dans l'intérêt d'aucune des races royales qui en ont le bénéfice, mais dans l'intérêt des peuples eux-mêmes, — pour assurer la paix intérieure et le bonheur des nations, — pour réprimer les ambitions individuelles, — écarter le plus grand des maux, la guerre civile, — pour empêcher, comme dit le poète, « qu'on puisse se frayer une voie sanglante jusqu'au trône, et fermer sur le genre humain les portes du temple de la Clémence : »

Forbid to wade through slaughter to a throne
And shut the Gates of mercy on mankind.

On parle à Paris de fusion des partis, c'est-à-dire de la fusion des légitimistes et des orléanistes : cela nous paraît un non-sens funeste. Aucune alliance apparente de ces partis ne pourrait écarter les difficultés de la situation, elle pourrait les aggraver. Tout ce qui se fera doit être l'acte de la nation entière, guidée non par le sentiment de quelques-uns, mais par l'expérience de tous, par l'effet, en un mot, que produira sur *l'opinion publique*, la vraie reine du monde, la grande épreuve où la France se trouve si malheureusement engagée, mais qu'il faut qu'elle subisse jusqu'au bout. Le temps et les événements apprendront au peuple français si une république convient à ses goûts, à son caractère, à ses intérêts. Si cela est, nous souhaitons qu'il rencontre un Washington ; mais nous attendons plutôt un Cromwell. Dans le cas contraire, le peuple français a notre exemple devant lui, et M. Guizot, dans son tableau de l'Angleterre en 1660, indique clairement l'analogie des cas et l'identité du remède :

« Il fallait arriver au dénouement : tous les pouvoirs, tous les » noms qui avaient fait la Révolution ou que la Révolution avait » faits, avaient été mis et remis à l'épreuve. Aucun obstacle exté-

» rieur, aucune résistance nationale ne les avaient entravés pour
 » gouverner ; aucun n'y avait réussi ; ils s'étaient tous entre-dé-
 » truits, ils avaient tous épuisé, dans ces stériles combats, ce
 » qu'ils avaient pu conserver de crédit et de force. Leur nullité
 » était à nu. Cependant l'Angleterre restait à leur merci, la nation
 » avait perdu, dans ces longues et tristes alternatives d'anarchie
 » et de despotisme, l'habitude et le courage de régler elle-même
 » ses destinées.....

» Dans cet interrègne de vingt mois, au milieu de cette ex-
 » plosion ridicule de tant de prétendants chimériques, celui-là
 » seul ne parut point, qui était, dans la pensée de toute l'Angle-
 » terre, soit espérance, soit crainte, le seul prétendant sérieux...

» Le bon sens, d'ailleurs, était venu (aux royalistes) avec les
 » longs revers ; ils avaient appris à ne pas prendre leurs désirs
 » pour la mesure de leurs forces, et à comprendre que si Charles
 » Stuart devait retrouver la couronne, c'étaient l'intérêt et le mou-
 » vement général de l'Angleterre qui pouvaient seuls la lui ren-
 » dre, non pas une insurrection de Cavaliers. » (GUIZOT, pag.
 97, 98 et 100.)

NEW MONTHLY MAGAZINE.

MONSIEUR GUIZOT.

I.—THE REVOLUTIONARY STORM.

EUROPE has just been struck by one of those extraordinary shocks which defy all the powers of foresight to provide against them. For century after century, the philosopher has not ceased to declaim on the mysterious inscrutability of the workings of Providence, and it has been as constantly the task of the historian to demonstrate the truth of what he taught; yet it requires now and then an event like that which has just taken place before our eyes to impress it upon us in present and deep conviction. It was but yesterday that Europe reposed from one end to the other in apparent security, with no visible cause to threaten its general tranquillity; and now, without any foreseen cause, every European state is filled with fears and apprehensions of no ordinary description. A powerful monarchy, strong in its resources, and busy in strengthening and extending its friendly alliances with the nations around, has in an instant been changed to a democracy, internally weak and confused, its external relations broken up, or regarded with suspicion, and even with terror. A few hours have sufficed to throw from the summit of prosperity a great monarch, rich beyond the ordinary wealth of his brother sovereigns, surrounded by wise and able counsellors, with a numerous army at his beck, and happy in a promising family of princes and princesses, to become an almost penniless wanderer, shrinking from the gaze of his own countrymen, and seeking shelter in the hospitality of a foreign land. Princes and princesses, friends, counsellors, are in a moment divided and scattered to the four points of heaven, and the throne, of which they were the ornaments and support, is levelled with the dust, to be trodden under foot by the very lowest of those who bowed before it.

We have seen such catastrophes produced by the disasters of long and sanguinary wars, or the result of a continued reign of oppression and tyranny; but in the great and sudden revolution which has just taken place in France neither of these causes existed. The government of Louis Philippe has been mild and patriotic, favourable to the development of the national resources, and of that true national glory which consists in being respected and trusted by other nations; the commercial prosperity of France has been rapidly increasing; its industry has been encouraged; the patronage shown to literature, science, and art, had made it a model for the rest of Europe; the social condition of the people was everywhere improving; and constitutional liberty was every day better understood by the middle and higher classes, and thus becoming more firmly established. But unquiet people were also busy instilling the poison of political discontent into willing ears, and the spirit of evil had spread widely among that class of the population where it is most difficult to provide against its effects. The encroachments of the

crown had been effectually put a stop to in 1830; the danger then lay on the other side, and the history of France during the last eighteen years has been that of a continual struggle between constitutional liberty and a turbulent revolutionary spirit, which, by unforeseen events, has for a moment gained the mastery, and has at once overthrown the constitution of the country, and dislocated the whole frame of society, in one of the most important members of the great European confederacy. It is a fearful state of things to contemplate, and one which must, by its paramount importance, absorb for some time public attention even in this country, to the exclusion of almost every other subject; the more so since England has become the haven of refuge for the fugitives. For we have now amongst us nearly all those who have so long and so firmly protected the institutions of their country against the encroachments of unprovoked revolutionary violence—both the court, and the king, and the ministers are here, and among these no single name excites greater interest and sympathy, both for his own greatness, for the prominent part he has acted in the late events, and for the greater personal danger from which he has escaped, than Monsieur Guizot. During the few days while we were ignorant of his fate, people in London inquired for news of the statesman as earnestly as though he had been a friend or a relative.

This feeling, however, although so widely prevalent, has not saved the ex-minister of France from the bitter attacks of a considerable portion of the English press; and many of the journals of the day continue to hold him up to popular odium, as the reckless champion of illiberal governments, or as a man who obstinately persisted in a senseless system, without the experience or foresight to carry it out. These are the cries of prejudice with regard to the past, or of blindness with regard to the significant language of the present. The events which are now rapidly passing before us, so full of deep and fearful meaning, must already have opened the eyes of most of the advocates of the French Revolution of 1848 in this country; and perhaps we may assist in strengthening the conviction which these events carry with them, by our slight historical review of what preceded it.

II.—MONSIEUR GUIZOT BEFORE 1830.

Few men have been so nearly connected with all the great political convulsions which have agitated France since the last century, as M. Guizot. Born at Nîmes, in 1787, of an old Protestant family, he was but an infant when the first revolution burst over his country, and his father, an advocate in that city, perished on the scaffold, a victim of the popular ferocity of that fearful period. His mother, who still lives to share, after an interval of half a century, in this new flight from revolutionary resentment, retired with her child to Geneva, and there he pursued those youthful studies which laid the foundation of future celebrity. He returned, while still young, to his native country, and distinguished himself by his literary activity during the later years of the empire.

In 1814, the Bourbons were restored to the throne, and then M. Guizot was first brought into the ministry, with his friend the Abbé Montesquieu, under whom he took place as under-secretary of state (or, as it was then termed in France, *secrétaire général*) for the Interior. When a new revolution, produced by the re-appearance of Napoleon, again

drove the Bourbons into exile, and the great object of emulation seemed to be who should first desert the sovereign to whom they had so recently sworn allegiance and promised devotion, the under-secretary of the Interior continued faithful to the principles he had espoused; he remained at Paris till towards the end of the Hundred Days, when, the return of Louis XVIII. being already foreseen, he went to the king at Ghent, to convey to him the advice of the constitutional Royalists and to declare to him the ameliorations which that party considered to be necessary in the charter. When the fate of Napoleon had been finally decided by the battle of Waterloo, and the king returned to Paris, M. Guizot took office again, and from this time till 1820 he continued to act with the government as under-secretary of Justice, and as counsellor of state, and it was his influence and devotion to the cause of constitutional monarchy which contributed most to give the comparatively liberal character that distinguished the earlier years of the reign of the new king. His exertions chiefly led to the establishment in France of the liberty of the press and the trial by jury, and to the reform of the electoral system which was accomplished in 1817. The principle upon which the latter was then established was identical with the one consecrated in England by the Reform Bill, namely, the fixing a limit of general franchise so low as to include all the intelligence of the country and that portion of the population which represented its political interests, and to exclude that class whose voice was most likely to be influenced by corruption or by ignorance. A variety of circumstances, which distinguish the state of society in the two countries, caused this franchise to include a smaller number of electors than come within a similar plan in England.

In 1820, the internal policy of France underwent a total change, and the government was placed in the hands of the ultra-aristocratic party and the clergy. The liberal party was now in disgrace, and from this date until 1830, M. Guizot again devoted himself to literary pursuits. As professor of history in what was then called the *Ecole Normale*, he continued during two years to deliver a course of lectures on the history of France, which were already laying the foundation of that grand school of historical literature and research which has since extended itself over Europe. But M. Guizot's liberal views of history were as distasteful to the Jesuits, who then ruled in France, as Victor Cousin's doctrines in philosophy, and the lectures of the two professors were placed under interdiction at the same time in 1822. Instead of being silenced by this act of persecution, the professor of history threw himself with redoubled energy upon literature, and besides being connected with several journals of influence, he produced, during this period, some of his most important works. His "*Essays on the History of France*," from the fifth to the tenth century, excited considerable attention. It was during this period, also, that M. Guizot laboured to make his countrymen better acquainted with the history and literature of England, as a step towards effacing those old international prejudices which had so long formed an obstacle to any cordial friendship or alliance between the two countries. One of his publications, undertaken with this object, was a new translation of Shakespeare; and in 1827 appeared the two first volumes of his "*History of the English Revolution*," which extends to the death of Charles I.; the continuation of this work was interrupted by political events.

During the whole period of which we are now speaking, M. Guizot acted firmly with the Opposition to the government, but in an opposition strictly constitutional and legal, having no connexion whatever with the secret societies which have scarcely ever ceased to exist in France, or with their plots. He also assisted the cause of constitutional liberty with his pen in many ways ; and four pamphlets, published with the object of supporting these liberal views, commanded especial attention.—1. “*Du Gouvernement de la France depuis la Restauration ;*” 2. “*Des moyens de Gouvernement et d’Opposition dans l’état de la France ;*” 3. “*Des Conspirations et de la Justice Politique ;*” 4. “*De la Peine de Mort en Matière Politique.*”

M. Guizot was restored to his professorship of history in the April of 1827, and he then commenced that series of lectures on the history of European society which were rendered so attractive by the novelty and profundity of their views, as well as by the eloquence with which these were enforced. Many of his numerous audiences still remember them with feelings of delight. These lectures, as far as they went, were subsequently published collectively, and form the two works so celebrated throughout Europe under the title of “*The History of Civilisation in Europe*” and “*The History of Civilisation in France.*” They were cut short by a new political convulsion.

III.—THE REVOLUTION OF 1830.

THE court since 1820, under Louis XVIII., and still more under Charles X., had been making rapid strides on the road to arbitrary power, and was breaking down one after another all the fences which the restoration seemed to have raised round the constitution. The Liberal party looked upon the different ministries since the date just mentioned as so many attempts at effecting a counter revolution, which should liberate the throne from the conditions of the charter of 1814. At last, the ministry of the Prince de Polignac, heedless of the discontent which prevailed throughout the country, and of the threatening character which it had already assumed, seemed resolved to set at defiance all opposition, however constitutional in form or objects. It was found impossible with the system of election established in 1817 to procure a parliament which would consent to any unconstitutional encroachments of the crown ; and the partisans of the measures which the latter was then pursuing talked openly of the necessity of abolishing the system of election. They appeared even to hold out threats of governing without parliaments. The Opposition journals spoke out boldly in defence of the constitution, and the ministers commenced a persecution of the press. The public agitation increased, and every thing threatened a great catastrophe ; yet the king and his ministers persisted in their blindness. In March, 1830, when Charles X. met a parliament in which the Opposition had a decided majority, the king’s opening speech spoke of that Opposition as malevolent and perfidious ; and a few days after, without allowing it to proceed to business, the king prorogued the Chamber with the well-understood intention of dissolving it as soon as he had taken measures to secure the election of one more pliant to his will. A portion of the ministerial press openly recommended that the executive should take all power into its own hands, that it should abolish the existing electoral system, and that

a new one should be established, in which all the electors were to be immediately dependent on the court.

Without at first going the whole length of these recommendations, the king and his ministers prepared for a system of interference and intimidation in the elections on such a scale as was, perhaps, never practised on a similar occasion, if we except what seems now to be going on under "the Republic." All the prefects of departments who were suspected of not being sufficiently devoted to carry out the views of the cabinet, were dismissed, and instructions were issued to use every influence, and even to put in practice every sort of trickery, to secure a return of none but royalist deputies, and then, in the middle of May, the Chamber was dissolved. The prefects and their inferior agents did the work of the government with which they were charged by the king's ministers without any hesitation, yet the court party was completely defeated, and the Opposition majority in the new parliament was much greater than before. Instead of yielding to this significant demonstration, the language of the ministerial organs was more violent than ever, and the intention of the king to govern by his own will was publicly hinted at. They talked of the insolence of parliaments that pretended to curb the authority of the crown, and spoke of the charter, by which the sceptre of the restoration was held, as no longer binding. The Opposition journals defended the constitution with warmth, and the press was attacked as an incendiary to rebellion.

The new parliament, though called for the 3rd of August, never met under Charles X. On the 25th of July the king signed three memorable ordinances; the first destroyed the liberty of the press; the second dissolved the new parliament before it had met; the third prescribed a new mode of election, by which the deputies were to be such only as would be agreeable to the court. These ordinances appeared in the *Moniteur* on the morning of the 26th of July. They amounted to an abrogation of the constitution of the country; it was a declaration of war to the knife against all opposition, and as such the challenge was accepted, for there was a universal determination to resist. The deputies of the Opposition who were in Paris held a meeting the same day, and towards evening the agitation in Paris was rapidly increasing. The first open resistance was made by the newspaper proprietors, who refused to obey the ordinances on account of their unconstitutional character, and on the 27th they were visited with the punishment threatened for disobedience. This was the signal for an insurrection of the populace, which soon became general; and during the two following days the struggle between the people and the soldiers was carried on with unabated fury, until the restored branch of the Bourbons was hurled from the throne, of which it had deliberately violated the constitutional bonds. Within a few days after the promulgation of the ordinances, the ministers who had signed them were in custody as criminals.

The deputies in Paris had again met on the 27th of July, and they continued to hold frequent meetings at the houses of one or the other during the troubles of the following days. M. Guizot was one of this small section of the legal representatives of the nation, and his example of calmness and moderation amid the perils with which they were surrounded, contributed not a little to give confidence to the others. It was he who drew up nearly all their acts and resolutions. At the meeting of the 27th, which was held at the house of Casimir Perier, the number of deputies present

amounted to thirty-two. Men were killed in the street before the house during the time they were assembled. They met next morning in the house of M. Audrey de Puyraveau, when the number was reduced to twenty. It was at this meeting that the ineffectual attempt was made to open negotiations with the court, with the object of putting a stop to the bloodshed which was going on in the capital. The king, in spite of all warnings, remained obstinate. M. Guizot drew up the "declaration" of the deputies, which was brought forward at this meeting, and which was finally agreed to at another meeting in the afternoon. At a third meeting, held at night, only a dozen deputies reached the appointed place, for the war between the insurgents and the troops was then at its greatest violence. The house was, as usual, guarded by strong bodies of the populace, for, besides the inevitable dangers attendant on such a turbulent scene, orders had been given by the government to seize upon the persons of the Opposition deputies who attended these meetings. The latter now determined to assume the direction of the popular movement and to risk their lives on the result; and they only separated at midnight to meet again the next morning (July 29) at Lafitte's. That day decided the contest in favour of the populace.

There was a considerable party who, finding the power for the moment in the hands of the mob, would have taken advantage of the popular victory to proclaim a Republic, and thus hurry the country into the same disasters with which it is threatened at present. But the men who had taken the lead in the movement, and who had been unwilling to proceed to the last extremities so long as there remained any hope of inducing the king to listen to moderation, had rallied round the constitution of their country to defend it, and not to destroy it, and, when it was secured, they conceived that the work was ended. They had relieved France from the tyranny of the crown, and they now stepped forward to rescue it from the violence of the mob. They insured the triumph of moderation by recalling into existence the National Guard, which, being chiefly composed of people of the middle class in society, who understood the necessity of public tranquillity, formed a counterpoise to the sudden power of the populace. It was M. Guizot who drew up the proclamation announcing the success of the Revolution, and recommending the choice of the Duke of Orleans as king. The majority of the intelligent classes approved of the choice, and the constitution of France was allowed to proceed immediately in its usual working, without having received any injury, either from the encroachments of the crown on one side, or from the violence of the revolutionary spirit on the other.

The latter party, however, remained disappointed and gloomy, and made several attempts to recover the superiority it had held for a moment, which led to disorders in some parts of the country, and to the formation of a number of secret societies and clubs of a dangerous tendency.

On the 1st of August, 1830, M. Guizot was appointed Minister of the Interior, in a cabinet composed of the most respectable leaders of the former Opposition. He began with a determined resistance to the revolutionary spirit which had manifested itself, and one of his first acts was to suppress the political clubs. The mob demanded clamorously that the ministers of Charles X. should be brought to the scaffold; and it was M. Guizot's bold and generous advocacy of the principle in support of which he had formerly written, that political offences should not be visited

with death, that by disappointing the thirst for blood, first rendered him unpopular. The cabinet was, however, not unanimous in these sentiments of moderation and resistance to the democratic movement; and the contrary principles gaining for a moment the upper hand, M. Guizot resigned on the 3rd of November, along with the Duc de Broglie, Casimir Perier, General Sebastiani, the Count Molé, &c., after having held office only three months.

IV.—MONSIEUR GUIZOT AS MINISTER OF STATE.

THE party which advocated the policy of listening to the clamours of the mob, by which in fact they were supported, was now for a while in power; but the continued antagonism between conservatism as regarded the constitution, and republicanism (for those were in reality the two contending principles in the state), made it difficult to form a ministry of any degree of stability or efficiency. M. Guizot, whose three months in 1830 may be considered as little more than a provisional ministry, continued to uphold in the Chamber of Deputies the cause of resistance and order within, and of peace without, and was the uniform supporter of Casimir Perier, until the autumn of 1832, when this policy gained the ascendancy. In the new cabinet formed on the 11th of October, 1832, he was named Minister of Public Instruction, which office he held (with the brief interruption from February 26, to September 6, 1836) till the 15th of April, 1837.

The Ministry of Public Instruction is an important division of the government, and has to deal with some of the most delicate questions in the internal policy of the country. When M. Guizot entered upon it, many of its branches were in great confusion, and had been long neglected or mismanaged; but his accession to power opened a new epoch for literature, science, and education in France. The encouragement which he gave to the development of learning and knowledge, and the discernment and impartiality with which it was given, were things quite new in that country. One of his first acts as minister was to re-establish by a royal ordinance, dated the 26th of October, 1832, the old Academy of Moral and Political Sciences in the History of France, which had been abolished in 1802 by Napoleon, then First Consul, as dangerous to the government on account of its free discussion of political questions. By the law relating to primary instruction, passed on the 28th of June, 1833, he insured the foundation of a school in every commune in the kingdom, and provided the necessary funds for its support. In 1834 he established the grand Historical Commission attached to the Ministry of Public Instruction in Paris, and supported by branch commissions throughout the country, which laid the foundation for that eminence in historical and archaeological science for which France has since become so remarkable.

These were the three more prominent acts of M. Guizot as Minister of Public Instruction; his administration, as we have just stated, ended in 1837, on the breaking up of the Conservative cabinet, which was again followed by several short-lived ministries of different colours, while he remained altogether out of office. His return, at least partially, to his favourite literary pursuits, was marked in 1839 by the appearance of his "*Life of Washington*," which, though but a comparatively brief essay, attracted so

much notice that it was immediately translated in England and Germany. On the 10th of February, 1840, M. Guizot was sent as ambassador to London, for the purpose of labouring to preserve a good understanding between the two countries amid the difficulties attendant on our policy in the East. The favourable impression which he then made personally in this country is remembered everywhere. He was recalled suddenly and unexpectedly to join in a new cabinet, when the rash policy of M. Thiers had nearly produced a European war. From the 29th of October, 1840, to the 23rd of February, 1848, while holding the ministry of foreign affairs, M. Guizot has been virtually prime minister of France, although Marshal Soult held the nominal premiership. M. Guizot succeeded to the latter as president of the council in 1847.

During this long period—much longer than any ministry had hitherto been able to sustain its ground since the Revolution of 1830—M. Guizot persevered in one uniform policy of supporting constitutional order and resisting the revolutionary spirit which ambitious and designing people were labouring to spread among the lower and even among the middle classes. With this object he raised up the Conservative party in the Chamber of Deputies; and the strength of that party among the better classes of society in France is fully demonstrated by the fact that two successive general elections—in 1842 and 1846—gave it a large majority in the Chamber. This policy was indeed, the only one which assured the stability of the throne of Louis Philippe, and as a safeguard against the dangers with which that policy was likely to be threatened on the event of the king's demise, the law of the regency was passed on the sudden death of the Duke of Orleans. During the whole of the period of which we are now speaking, the national riches and prosperity were advancing rapidly; extensive public works, executing in all parts of France, railways, roads, monuments, furnished a sufficient proof of this; and during late years the public revenue was regularly progressing with an annual augmentation of about a million sterling. All these were advantages derived from the general and individual security that was beginning to be felt throughout France under a free constitutional government. This security had just been increased by the final reduction of Algiers and capture of Abd-el-Kader, which had at least taken away one element that might interrupt the peace of the foreign relations of the country.

The foreign relations of a country are naturally those which can hardly, under any circumstances, be looked upon among neighbouring states, whether friendly or hostile, without a division of opinion, inasmuch as, some way or other, they must affect conflicting interests. A principal aim of M. Guizot's foreign policy was evidently to strengthen the constitutional throne of 1830. Within a short period after his accession to power, he succeeded in restoring the good understanding with the rest of Europe which had been gravely compromised under the ministry that preceded him; and in spite of a number of serious difficulties in the mutual relations of France and England, arising from the question of the right of visit, the affair of Otaheite, the war with Morocco, and, more especially, the Spanish marriages, they have all been arranged in a pacific manner, and M. Guizot has laboured with success to preserve the friendly relations between the two countries. We believe that he regarded the Spanish alliance chiefly as a new safeguard to the constitutional monarchy existing in France.

V.—THE REVOLUTION OF 1848.

FOR eighteen years the party which was disappointed in its hopes of establishing a republic in 1830 has never ceased to agitate the masses against the government of Louis Philippe. The political clubs were suppressed, but they gave place to a multitude of secret societies, which were equally, if not more dangerous in their tendency, because the secrecy of their movements made it more difficult to provide against them. Some of those which were less cautious in their proceedings were from time to time detected and put down, but others managed to keep out of the reach of the authorities. It was their action on society which produced so many attempts on the life of the king, as well as a number of scattered and partial insurrections. Their field of action was most extensive among the lower orders; and the revolutionary spirit which has so long been characteristic of the French populace was now combined with wild Utopian schemes of a change in the social relations which could not fail to flatter and seduce the working classes, in a country where the operatives are far more accustomed to entertain and discuss such theoretical questions than in England. The specious doctrines of "communism," and other such like schemes, which were ostensibly to place the operative classes on an equality with, but in reality to make them masters over, the other orders, were spreading widely through that portion of society in France which they promised more especially to benefit. Persons were found, indeed, among the more intelligent classes, weak enough to believe that such schemes would benefit society; and there were others, too wise to be deceived in this respect, who took up the cause merely as an instrument for gratifying their personal ambition.

It was this which gave its dangerous character to the Opposition in France. In outward appearance constitutional, its concealed and ultimate object was to overthrow the constitution then existing; it was the mob of Paris for which they were working, and this was perfectly well known even to those who had themselves no intention of going so far, but who engaged this dangerous ally in the vain belief that when, by its assistance, they had succeeded in bringing themselves into power, they would be able to control its further operations.

That portion of society which chiefly possessed an interest in the preservation of order and national security, felt in general the necessity of resisting this movement from below, and showed this sentiment by their support of the government, which, in the constitutional body to which the welfare of the state was more especially intrusted, had a continued and substantial majority. Thus the revolutionary Opposition found that, with the increasing prosperity of their country, their strength became diminished.

From this moment the extreme Opposition took precisely the same position with regard to the constitution which had been occupied by Charles X. when he was deprived of the throne. In the one case, the king demanded a parliament which should act in obedience to his own will; when he could not obtain this, in the ordinary course of elections, he tried to subvert the legitimate operations of the electoral system; and finding this also unavailable, he determined to abolish, by force, the electoral system itself, and with it, of course, the constitution. The revolutionary Opposition under the reign of Louis Philippe demanded

in the same way a Chamber, which should not be a calmly deliberative assembly, but one that would act under their control and carry out only their views ; when they could not obtain this under the free action of the constitution, they clamoured for an electoral reform, by which they meant an alteration of the constitution that should throw the right of electing almost entirely into the hands of those who were under their own influence and guidance ; this not being granted, they resolved to obtain it by force, even to the destruction of the constitution. The arbitrary monarch and the arbitrary mob aimed equally at tyrannising over France ; each in its way had recourse to coercion, but what the former was hindered from doing by the Revolution of 1830, has been at length effected by the latter in the Revolution of 1848.

The electoral system was no grievance, unless it be a grievance to confine the possession of political power to that portion of the people which knows how to use it, and whose interest it is to use it for the advantage of the Commonwealth. It was the same constituency which returned the Chamber that so firmly resisted the encroachments of the crown under Charles X., except that the franchise had been considerably extended after the events of 1830 ; and it was not likely, therefore, that it would now choose a Chamber that would betray the interests of the country under Louis Philippe. But the demand for electoral reform was the most popular cry that had yet been raised by the Opposition ; and many joined in it without perceiving the real end at which its violent supporters aimed. In every country it is the same—constant agitation will invariably produce converts, whether the object be good or bad.

In the same manner, personal attacks, incessantly repeated, seldom fail in the end to draw odium upon those against whom they are directed. The abuse with which the Opposition journals for eighteen years loaded the name of M. Guizot, was unbounded. He had been from the first the most persevering and the most energetic supporter of the constitution of his country—a main bulwark of the throne which had been confirmed and established in 1830, and even his unexceptionable character for probity and public virtue seemed only to render him more obnoxious to the multitude, because it added to his moral force. Knowing perfectly well what the Opposition really aimed at, he determined to stand by the throne and the king he had so long supported, to the last. He refused to bend before the clamour for electoral reform, because, in the first place, he believed that it was not necessary, and because he saw perfectly well that it would turn to the profit, not of constitutional opposition, but of revolutionary anarchy. At the same time, he announced his willingness to take the subject into consideration at a future period, providing the Conservative party could agree on the question. The obstinacy with which M. Guizot has been charged, was not an unwillingness to listen to any reasonable demands, but a determination not to surrender up to popular violence what it was his most sacred duty to defend.

M. Guizot was perfectly well aware that at the same time, and before this question of reform was so violently agitated, the revolutionists were preparing for a desperate attempt to overthrow the existing constitution, and establish a republic in its place ; it was even known that the death of Louis Philippe was the period which had been fixed upon in the secret societies for striking the decisive blow, against which event the govern-

ment had taken what measures of security it could. That period, it was supposed, could not be very remote ; but whether the agitation by the reform banquets had any reference to it, we are not prepared to state. It appears to us, however, quite clear, in spite of all that has been said to the contrary, that these reform banquets were essentially seditious meetings, and, in the position of parties, dangerous to the tranquillity and safety of the state, especially when they were to be held in the capital. The government, unwilling to have even the appearance of trespassing upon the liberty of the subject, as long as the danger did not seem serious, allowed them to take place in the provinces without interfering ; but it felt obliged to prevent the monster banquet at Paris, on account of the grave consequences which it was foreseen must arise from it. The Opposition itself can hardly have expected that it would pass without seriously disturbing the peace of the metropolis ; intended, however, as a threat, it could not be too menacing. In the end, the minister came to an understanding with the Opposition, to bring the question of the legality of the banquets, on which they placed so much stress, before a court of justice for decision ; and it was not till the committee of the Parisian banquet had issued a proclamation, giving directions for a grand manifestation, in terms which its most violent advocates in the Chamber did not venture to avow, and which were both dangerous to the peace of the capital, and a usurpation on the legal power of the state, that he found it necessary to forbid it altogether.

The result is but too well known. For two or three days before the determination of the ministers to forbid the banquet, the agitation had been going on ; and on Tuesday, the 22nd of February, the day fixed by the committee for holding it, the mob of Paris began to assemble in a riotous manner. The government looked forward to disturbances, and had made preparations for repressing them. On the morning of the 22nd, M. Guizot left the Ministry of Foreign Affairs, and passed that and the following day at the Ministry of the Interior, from whence were issued all the orders against the insurrection of the populace. The Opposition however, had not itself expected, that on this occasion the disturbance would have assumed so decisive a character ; and we are enabled to state from the highest authority, that on the morning of the 23rd of February, nothing indicated that the revolutionary party had changed its intention of waiting for the death of Louis Philippe as the period for its attempt on the constitution. But the king showed hesitation at a fatal moment ; and the announcement of petitions for electoral reform, signed by the National Guards, decided Louis Philippe at 2 o'clock in the afternoon of Wednesday the 23rd), to change his ministry, in the belief that his would effectually appease the discontented Parisians. There is every reason to believe that it was the dismissal of the cabinet which, taken as a proof of the weakness of the crown, decided the revolutionary party to display its whole force and strike the definitive blow for which it had been long preparing. The king sent for the Count Molé, who, in the night between the 23rd and the 24th, declined undertaking the formation of a new cabinet. During the night the king had an interview with M. Guizot, and then he sent for M. Thiers, who, with Odilon Barrot, undertook readily to form a ministry and restore the capital to tranquillity ; but they demanded as a preliminary step that orders should be im-

mediately sent to Marshal Bugeaud to cease from employing any force against the mob, promising that they would appease the latter by persuasion, and by their own influence. The troops, who might have preserved the throne and constitution, were thus restrained from action; while almost the only persuasion employed by the new ministers to silence the mob consisted in placarding on the wall a proclamation announcing that the king had dismissed his old ministers, and charged them with the formation of a cabinet. Paris was thus at once thrown into the hands of the revolutionary party, and the troops having been once countermanded, they could no longer be brought to act with efficiency, but seemed to have allowed themselves to be borne on with the irresistible course of events. M. Guizot saw the king for the last time in Paris at half-past nine o'clock on the morning of the 24th, when there was no thought of abdication. But within three or four hours Louis Philippe, deserted by those who had now undertaken to support him, was obliged to secure his personal safety by a hasty flight. The remark which the English journals put into the king's mouth on his landing in England, that the French people had deposed Charles X. for attacking the Charter, while he was now driven away for defending it, is strictly true—the constitution, which was saved by the revolution of 1830, had been destroyed by the revolution of 1848.

After quitting the king on the morning of the 24th, M. Guizot returned to the Ministry of the Interior, and remained firm at his post of duty until about twelve o'clock, when a body of five or six thousand of the insurgents burst in, and he was obliged to seek refuge in the house of a friend. He there remained concealed six days, without any communication with the exterior.

VI.—THE FLIGHT.

ONE of the most remarkable circumstances connected with the Revolution of 1848, was the extraordinary mystery which for some days enveloped the fate of the fugitives. The king, his family, and his ministers, suddenly disappeared, and nobody could even guess the route they had taken. Nearly all that was known of Louis Philippe for a week after his disappearance was, that he had proceeded from Paris to St. Cloud; and so completely were people in ignorance of his subsequent movements, that he was reported almost at the same time in the newspapers to have been drowned in the Channel, to have been dead of chagrin in France, and to have been alive and well at Brussels. As to M. Guizot, according to these same journals, he seemed to have succeeded in solving an old and difficult problem of one person being in five or six different places at the same time. We are enabled to give the particulars of their escape from the most unquestionable authority.

Louis Philippe was more unfortunate than Charles X. in this, that having sought his only personal defence in the protection of his own subjects, he had no strong body of foreign guards to cover his retreat. When he found that his palace was on the point of being invaded by an infuriated populace, he made instant preparations to quit it and to leave Paris. The royal party, consisting of the king and queen, the Duchess of Nemours and her children, and the Duchess of Coburg and her children, descended from the palace of the Tuileries into the garden, and

waited within the railings looking on the Place de la Concorde for the arrival of their carriage. This, however, was detained by an unexpected accident, for one of his piqueurs and three of the horses had been killed by the populace, before it could leave the court of the Tuileries. The news of this disaster perhaps made the king's flight more precipitate; he called for two broughams, which happened to be standing on the place for hire, and, entering into one with a part of his family, and placing the rest in the other, he drove off in all haste to St. Cloud. His retreat was protected first by a detachment of cavalry and a party of artillery, which occupied the alley and the place, and another party of cuirassiers served him as an escort on the way to St. Cloud. The king at this time was without any money on his person; for, in his hurried departure from the Tuileries, he had forgotten to take a sum of about 12,000 francs in gold which was deposited in his *secrétaire*. One of his officers, however, who subsequently joined him, happened to have 1000 francs in his pocket, which he immediately handed to his royal master.

From St. Cloud the royal family went to Versailles, and thence to Trianon; and then, having disguised themselves as well as they could, they proceeded by an ordinary conveyance to Dreux, undetermined as yet to which point on the coast they should direct their steps. The Dukes of Nemours and Montpensier had now joined them, but quitted them again to take a separate route, and arrived in England before them. The royal party remained at Dreux that night, and next day the king resolved that they should proceed to one of his forests, in the neighbourhood of Evreux, for the purpose of consulting with the steward of his property there, a man in whom he placed great confidence. This was Friday, the 25th of February. When they arrived there, they found that the steward was absent, having gone upon business to Evreux; upon which a messenger was sent in search of him, and the whole party sought a temporary refuge in a farm-house by the road-side, the inmates of which, entirely ignorant of the quality of their guests, gave up to them two private rooms. This farm-house proved in the sequel a second Boscobel. When the steward arrived, he had a private interview with the king, in which he strongly recommended him to trust himself to the loyalty of the farmer in whose house he was a guest, for he was well known for his warm attachment to his person and government.

The farmer was immediately called in and presented to the king, who found in him all the devotion which he had been led to expect; the royal fugitives remained in his house in perfect security, until they had resolved on the direction in which it appeared safest to continue their flight. The farmer's offer to be their guide was willingly accepted, and as the king had a friend on the coast of Grasse, above Honfleur, in whom he could place confidence, it was determined to proceed thither. The principal difficulty lay in finding any kind of conveyance across the country, for the distance was upwards of thirty leagues; but the farmer had himself some very strong horses, with which he offered to try to go the whole distance without changing. In order not to excite suspicion in the country through which they had to pass, the royal party was divided into three. The king, with one of his grandchildren and the farmer, went first in a kind of cabriolet belonging to the latter, and reached the coast with-

ent stoppage or accident. Two or three hours after came the queen and some others of the royal family; and a third carriage was equally successful in carrying to the place of rendezvous the remainder. At this place they found there was no chance of meeting with a vessel of any kind bound for England, and they, therefore, proceeded to Trouville, where they remained two days and two nights, with no greater prospect of success. At length they reached Honfleur, and there found a small steamer ready to start for Havre, on which, still preserving the strictest disguise, they obtained a passage. At Havre, as it is well known, the king found one of the English steamers which Queen Victoria had sent to the coast for his use, should he arrive there, and, after a rough voyage, he landed with his family at Newhaven, in Sussex, on Friday, March 3rd. The Duke and Duchess of Coburg, the Duke of Nemours, and the Duchess of Montpensier, who had separated from them at an early stage of their journey, were already in London.

The last of the royal family who left Paris was the Duchess of Orleans, who, on the disastrous Thursday which had driven her father-in-law from his throne, made an effort to recover it for her child, by throwing herself on the protection of the Chamber of Deputies, to which she went with her two children, the Count of Paris and the Duke of Chartres, accompanied by the Duke of Nemours. The Chamber was confused and hesitated; Odilon Barrot made a feeble appeal for the heir to the throne, which only brought upon himself suspicions of being less warmly affected, than it was supposed, to the sovereignty of the mob. Other members called for the formation of a temporary and Provisional Government, which should take the responsibility off their shoulders; and the question was decided by the hostile irruption of the populace into the Chamber, whose *gallantry* did not extend so far as to show respect for princesses, and their attitude was so threatening, that the duchess and her party made their way through the crowd and escaped. After a journey, which was not quite so chequered with adventures as that of the king, she reached Ems, in Germany, with her two children, wearied and moneyless.

The danger which threatened the ministers of the crown was doubtless more real than that of the royal family, though it is difficult to say what might have happened even to the king, had he fallen into the hands of the mob, either in the capital or in the provinces. The threats were loudest against MM. Guizot and Duchâtel. The latter, after having escaped from the Ministry of the Interior, disguised, and bearing a false passport, went direct in a post-chaise from Paris to Beauvais. As soon as he arrived at that city, he quitted the conveyance which had brought him, and turning off from the direct route, he made his way across Normandy to Havre, where he embarked for England without meeting with any difficulty. But he found the country through which he passed full of a variety of rumours; and when he entered a small town named Meru, he was arrested by a body of rough fellows who called themselves the National Guard, and who demanded a sight of his passport. After examining this, and finding, as far as they could judge, that all was right, they allowed him to pass; but they informed him that their reason for stopping him was, that two strangers had passed through the town the day before, who had not been examined, but who, they had since

been told, were the Duke of Nemours and M. Guizot; and they added, that if they had known it, they would immediately have taken them into the middle of the street and shot them.

M. Guizot we have left in safe concealment in the house of a friend in Paris, while a hundred reports were spread abroad as to the route which he had taken in his flight, which were in some instances apparently confirmed by the friendly fictions of those who were anxious to prevent any suspicion of his being in Paris. One person, on his arrival in London, wrote back to a correspondent in Paris that he had just met the president of the council in a street of the English capital. There was also a circumstantial account that he had been saved from the mob by a member of the Chamber of Deputies, that he had been carried secretly to the country house of a friend near the coast of Normandy, and that he was there waiting *incognito* an opportunity to pass over into England. At Paris it was universally believed that he was in London; while at London it was as generally supposed that he was at Brussels.

In the midst of this uncertainty as to his fate, M. Guizot left his friend's house without exciting any suspicions, on Wednesday afternoon, the 1st of March, and took his place in the railway-train to Brussels, where he arrived with no other hindrance than that caused by a difficulty of passing the river at Valenciennes, the populace having destroyed the bridge. From Brussels M. Guizot proceeded immediately by railway to Ostend, where he embarked on an English steamer which landed him at Dover about mid-day on Friday, March 3, and he arrived in London the same afternoon. He there found his two daughters, who had arrived with their governess on the previous day, and who had not seen or heard any intelligence of their father, except such as was conveyed by the ordinary newspapers, since the first outbreak of the insurrection in Paris. M. Guizot had removed his family from the Ministry of Foreign Affairs to the house of a friend, where they were more secure] from danger or insult. After remaining till the tumults in the capital were somewhat pacified, the two young ladies, accompanied by their governess, with no other luggage than they could carry in their hands, left the house, and, not daring to leave Paris publicly, made their way on foot through the town, and, unknown, were assisted over the barricades by the very men who had so recently been vociferating vengeance against their father. When they got clear of the town they entered a public conveyance, which carried them to Senlis. There they took the railway, and proceeded direct to Boulogne, where they passed over to Folkestone, and so immediately to London. They were followed in the space of a few days, first by their brother, and subsequently by their grandmother.

VII.—THE REPUBLIC AND ITS PROSPECTS.

FRANCE has at length obtained her much longed-for republic, and M. Guizot's constitutional struggle is at an end. We have yet to see exemplified in that unhappy country the blessings of universal suffrage, and the advantages of national poverty and bankruptcy over national riches and prosperity. We have endeavoured to speak of the past in the light in which it will be viewed by the impartial historian at some

distant period ; the future is too full of uncertainty, and the movement of events too rapid, to allow us to speculate upon it. The picture is the more dark to our eyes, from the inextricable confusion of the present.

In many of its characteristics totally dissimilar from the great Revolution of the last century, the Revolution of 1848 has one point of resemblance—the mob of Paris is again the despotic master of France, and it has only as yet shown more moderation than formerly, because it has met with less resistance. The old Revolution raised the lower classes on the ruins of an ancient, rich, and proud aristocracy, and thus gave them the power to tyrannise over the middle classes. The present Revolution is, in one of its points of view, a development, on an immense scale, of what occurred in the Flemish towns during the thirteenth century—the combination of the operatives to coerce and use the rest of society to their own advantage. The suddenness of the change makes it more difficult to foresee in what direction it will be carried, but it is advancing with no common rapidity. One day overthrew the throne of Louis Philippe ; the next saw the previous leaders of the movement, Odilon Barrot and his party, who had been willing to stop at an intermediate point, thrown aside and neglected. A provisional government nominally rules France, but it is only at the beck of the populace, and by the toleration of the clubs ; it has only appeased them by making condition after condition, and promise after promise, none of which it can by any stretch of possibility fulfil, until these promises are becoming absolute absurdities. The members of this government, no doubt, expect to be continued in power by the result of the elections, but the moment must soon arrive when the mob will find their incapability to perform the conditions imposed upon them, and will turn them off ignominiously, to substitute more violent agents in their place. They appear, in fact, to be already undermined. It is hoped that the moderate party will be strong in the first republican chamber ; but the mob of Paris is stronger than the chamber, and will enforce its obedience. The National Guard is already in disgrace, because it demanded that influence should be given to the *bourgeoisie*. The mob will have no class of society superior to itself ; the interests of the “*ouvrier*” alone are to be consulted ; and who is there, as far as we can see at present, to coerce it. There are men among those who at present appear to rule the destinies of France, who are no doubt generous and humane ; but when the time comes, which it certainly will, that the mob of Paris demands victims, these men must either comply, or give up their places to those who are less scrupulous.

Liberté ! égalité ! fraternité ! Liberty in France is at present a mockery of the word. There is no liberty of the press ; there is liberty neither of thought, nor of word, nor of action. Equality there apparently will be at last ; but it is to be feared that it will be an equality of universal poverty and degradation, and many are the miseries and convulsions through which France will have passed before that equality arrives. What sort of fraternity it may bring with it, we dare not predict.

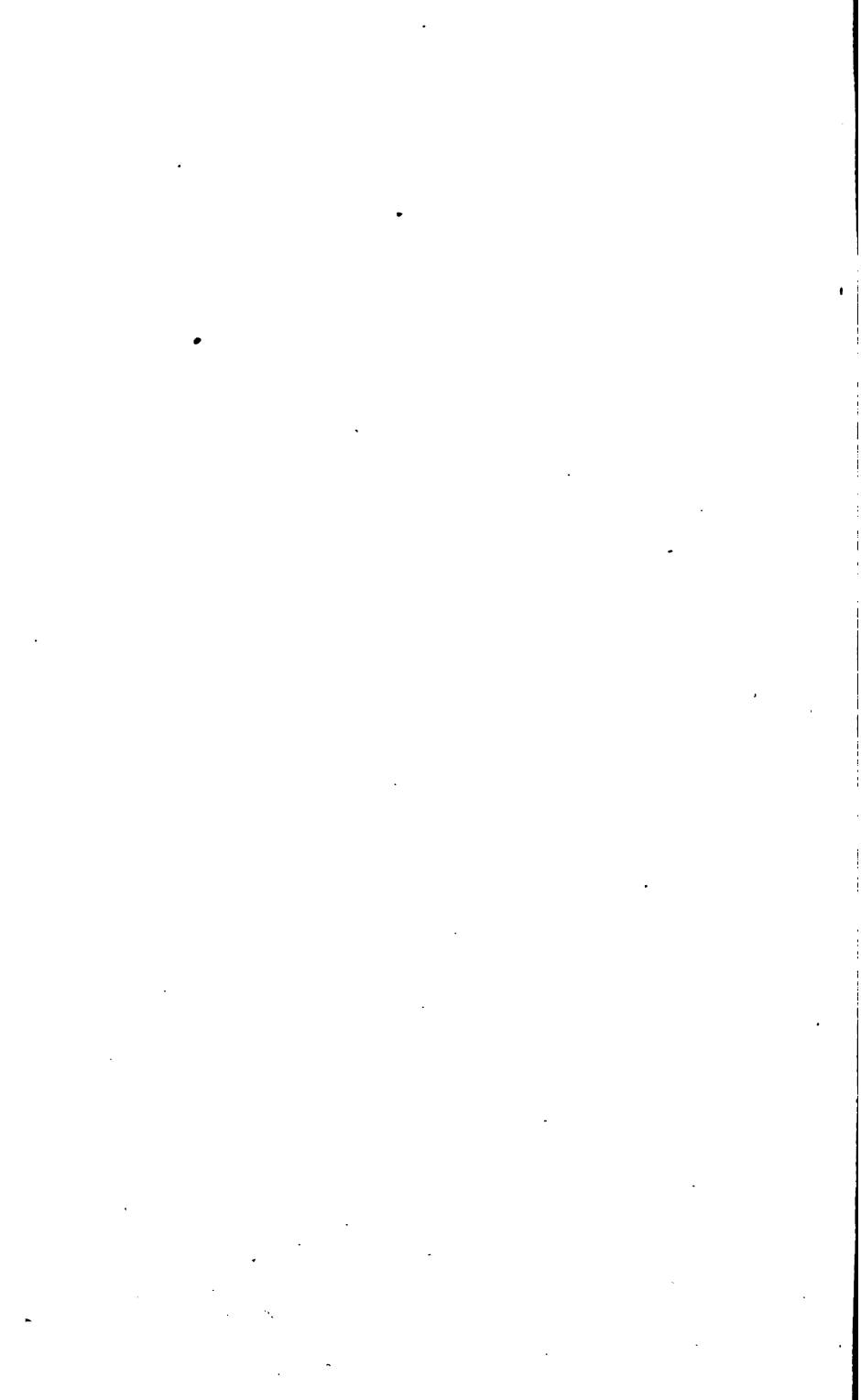
Le Mandataire des Princes de la Maison d'Orléans, au moment où la question de propriété que soulèvent les décrets du 22 janvier est déférée aux tribunaux, croit devoir appeler l'attention des juges, et celle de tous les hommes impartiaux, sur un côté de cette question qui, jusqu'à présent peut-être, n'avait pas été suffisamment mis en lumière. Il se persuade qu'après la lecture du remarquable travail de M. Le Berquier, lequel, d'ailleurs, consiste principalement dans la reproduction de documents officiels encore inédits, il n'y aura plus aucun doute dans l'esprit des magistrats, ni dans celui du Gouvernement lui-même, ni enfin dans l'opinion publique, sur le point le plus important de la discussion, à savoir : qu'au 7 août 1830, il n'existait ni un principe général et permanent, ni une loi spéciale et positive, en vertu desquels les biens appartenant au duc d'Orléans aient dû être alors dévolus à l'État.

Ed. BOCHER.

Paris, le 15 avril 1852.

NOTA. L'affaire est indiquée pour être plaidée, au 16 avril 1852.

Avocats plaidants, MM. PAILLET et BERRYER.



SEULE QUESTION :

LE 7 AOÛT 1830, UNE LOI EN VIGUEUR ORDONNAIT-ELLE LA RÉUNION,
A L'ÉTAT, DES BIENS DONNÉS ?

Les défenseurs du décret du 22 janvier ont cherché d'abord à attaquer l'origine des biens de la famille d'Orléans.

Mais cette origine a été placée au-dessus de toutes les attaques, et dégagée de tous les doutes.

Pourquoi, d'ailleurs, ces attaques rétrospectives ?

Soutient-on que ces biens n'ont point appartenu à la famille d'Orléans, et dès lors qu'il est juste de les lui enlever ? Non ; et le décret que l'on défend reconnaît lui-même la légitimité de l'origine que l'on attaque.

On soutient seulement que les biens dont il s'agit ont cessé d'appartenir à la famille d'Orléans, par le fait même de l'avènement au trône du chef de cette famille.

Il n'y a, il ne peut donc y avoir entre les défenseurs du décret et ceux des droits de la famille d'Orléans, qu'une seule question à débattre, et cette question, la voici :

« Le 7 août 1830, jour de la donation attaquée, existait-il un texte de loi en vigueur qui prescrivît la révolution à l'État des biens du prince qui allait monter sur le trône ? »

Oui, répondent les défenseurs du décret ; et ils s'appuient, ainsi que le décret, sur d'anciens édits, sur les lois de 1790, et sur une loi de 1814.

Il y a bien un sénatus-consulte de 1810, qui, à lui seul, ren-

verserait toute cette doctrine ; mais les défenseurs du décret n'en parlent pas !

Si donc il est établi, contrairement à cette assertion, que les anciens édits sur la dévolution ont été abolis avec la féodalité ; qu'à partir de ce moment, le principe de la dévolution, d'ailleurs profondément modifié, a dû être formellement stipulé dans la Constitution de chaque règne ; que chaque gouvernement, en réglant la liste civile, a stipulé à cet égard ce qu'il a entendu, sans se croire assujéti, ni à l'antique loi féodale, ni à ce qui avait été réglé par le gouvernement antérieur ; qu'ainsi, Napoléon ne s'est point soumis aux règles de la Constitution de 1791 ; que Louis XVIII a adopté d'autres règles que Napoléon ; et qu'enfin, le 7 août 1830, il n'existait aucune loi en vigueur sur cette matière qui prescrivît la dévolution à l'État des biens du prince appelé au trône ; si, disons-nous, ces vérités ressortent clairement de documents *précis, officiels, irrécusables*, la seule question qu'il y ait à décider sera péremptoirement résolue en faveur de la famille d'Orléans.

Ces documents trouveront leur place dans les développements qui vont suivre :

§ 1^{er}. — *Que les lois et édits de l'ancienne monarchie ont été abolis avec la féodalité.*

On invoque d'abord, contre la donation du 7 août, l'ancienne législation, et l'on cite un édit de Henri IV et des opinions de jurisconsultes du temps.

Napoléon, qui n'aimait pas qu'on fouillât dans une législation que nos révolutions ont détruite, disait : « qu'avec quelques vieux édits de Chilpéric ou de Pharamond, déterrés au be-

soin, il n'était personne qui pût se dire à l'abri d'être dûment et légalement pendu » (1).

Au moins, la famille d'Orléans n'a-t-elle à redouter pour ses biens aucune conséquence légale de l'ancienne législation, car cette législation est tombée, tombée sans retour avec la féodalité.

Quelle était, en effet, l'économie de ces anciens édits, que l'on voudrait appliquer en 1852? Il est curieux de la rappeler.

Gilbert, que l'on a déjà cité, l'expliquait en ces termes : « La personne du roi est tellement consacrée à l'État, qu'elle s'identifie en quelque sorte avec l'État lui-même, et, *comme tout ce qui appartient à l'État est censé appartenir au roi, tout ce qui appartient au roi est réciproquement censé appartenir à l'État.* »

Delaguesle ajoutait : « Par le saint et politique mariage entre nos rois et la Couronne, les seigneuries qui leur appartiennent particulièrement, sont censées, par le même moyen, appartenir au royaume; le domaine public attire le domaine particulier, en sorte qu'il se fait *un mélange indissoluble du tout en tout.* »

Et cela faisait dire à Enjubault lui-même, en parlant de cette réunion des biens du prince régnant au domaine de la Couronne : « La réunion n'est point fondée sur une loi particulière; elle avait lieu avant l'ordonnance de 1566; *c'est une émanation, une suite naturelle de nos lois féodales*, en vertu desquelles le fief dominant est réuni de plein droit au fief servant, lorsque l'un et l'autre *se trouvent appartenir au même propriétaire* » (2).

Ainsi, toute la théorie des anciens édits reposait sur cette idée, que ce qui appartenait à l'État *était censé appartenir au roi*; qu'il s'établissait entre le domaine public et le domaine privé

(1) Mémorial de Sainte-Hélène.

(2) Rapport à l'Assemblée Constituante.

du prince un *mélange indissoluble*, et que l'un et l'autre se trouvaient réunis comme le fief dominant et le fief servant, dans la main du même propriétaire !

Or, que se passa-t-il dès les premiers moments de la révolution ? D'une part, le domaine de l'État fut retiré des mains du roi, et, pour éviter toute confusion entre ce domaine et ce qui touchait plus particulièrement au roi lui-même, il fut créé une *liste civile* ; d'autre part, la féodalité fut abolie.

Que devenait donc, à partir de ce moment, la loi fondamentale de l'ancienne monarchie, cette loi féodale qui confondait les deniers du prince avec ceux de l'État ? Elle était frappée de mort, car elle n'avait plus de raison d'être. C'est ce qu'Enjubault, parlant au nom du comité des domaines, déclarait en ces termes : « L'abolition du système féodal, disait-il, obligera l'Assemblée Nationale de consacrer cette réanion, pour l'avenir, par un décret formel (1). »

Que veut-on prouver dès lors avec les édits de Henri IV ? qu'ils sont encore en vigueur de nos jours ? Mais l'Assemblée Nationale les a abolis avec la féodalité ! Qu'ils peuvent du moins servir d'exemple ? Mais, tout insignifiant que soit un exemple historique quand il s'agit d'appliquer une loi, un exemple n'a de valeur qu'autant qu'il est emprunté et appliqué à des faits d'un même ordre. Aujourd'hui, le domaine de l'État est-il censé appartenir au roi ? Henri IV avait-il une liste civile ?

§ 2. — *Pourquoi et comment fut consacrée la dévolution par l'Assemblée Constituante.*

La féodalité avait été abolie le 4 août 1789 ; c'est le 13 novembre de la même année qu'Enjubault signalait les conséquences que cette abolition avait eues pour le principe de la

(1) Rapport à l'Assemblée Constituante, du 13 novembre 1789.

dévolution. Depuis trois mois, ce principe de l'ancienne monarchie n'existait donc plus dans nos lois. Pour obliger, dans l'avenir, le prince régnant à la dévolution, il fallait un *décret formel*. Première conséquence du nouvel ordre de choses, car on a vu que, sous l'ancienne monarchie, le principe avait été appliqué en vertu du droit féodal pur, avant d'être écrit dans aucune loi !

Lorsque le comité des domaines voulut décréter la vente des domaines de l'État, il rencontra les biens du roi parmi ces domaines.

Il se posa donc cette question : « Le roi de France peut-il avoir un domaine privé distinct du domaine de la Couronne ? » (1)

La question revenait d'abord à celle-ci : Les biens que possédait Louis XVI, à son avènement au trône, doivent-ils être compris dans la vente des biens de l'État ?

Oui, répondit le comité. Et cela était juste, car Louis XVI était monté sur le trône sous la loi féodale. La dévolution s'était alors opérée de plein droit. A son égard, il y avait, pour ainsi dire, chose jugée. La dévolution fut donc consacrée pour le passé.

Restait l'avenir; et, en présence de nouvelles institutions, il appartenait à l'Assemblée Constituante de changer la loi de l'ancienne monarchie. Sous l'ancienne monarchie, si le Roi avait pu parfois disposer de biens qui lui provenaient de *donation* ou de *succession*, il lui avait toujours été interdit de disposer d'*acquisitions* par lui faites à *titre particulier*. Par cette porte eussent pu s'écouler les trésors de l'État ! L'Assemblée constituante se demanda donc si Louis XVI pourrait disposer des biens acquis pendant son règne; et, entraînée par la force des choses, cédant malgré elle à la distinction qui séparait le nouveau gouvernement de l'ancien, elle répondit qu'il pourrait en disposer. « Votre comité, dit Enjubault, plein de respect pour le grand principe de l'union domaniale, n'a cepen-

(1) Rapport d'Enjubault.

dant cru devoir le consacrer qu'avec une exception que la rigueur de la loi semble réprouver; mais *il a cédé à l'empire des circonstances*. Il a pensé que si un monarque, dispensateur absolu des deniers publics, était dans l'impossibilité d'acquiescer pour lui-même, *l'admission de la liste civile pouvait aujourd'hui faire fléchir le principe*, et suspendre momentanément l'effet de la réunion. Il a même cru qu'un *monarque économe* pourrait user de cette faculté à l'avantage de ses puînés, que la loi prive aujourd'hui de toute possession foncière » (1).

En conséquence, il fut permis au Roi, pendant son règne, de disposer des acquisitions par lui faites à titre particulier (2).

Mais déjà n'était-ce pas là, nous le demandons, la consécration la plus manifeste d'un *domaine privé* distinct du domaine de l'État? N'était-ce pas là la conséquence rationnelle du nouveau système de la liste civile? N'était-ce pas aussi la plus large brèche qui pût être faite à la loi fondamentale de l'ancienne monarchie? Comment! il y aura désormais pour le prince régnant une caisse particulière, des biens particuliers, quand jusqu'alors ses finances et ses biens s'étaient confondus de droit avec ceux de l'État (3)? Comment! nous verrons sur le trône de France un *monarque économe* qui pourra songer à l'avenir de ses enfants? Quelle est donc cette monarchie, sous laquelle le Roi pourra donner libre essor à ses sentiments paternels, et, à l'exemple du plus obscur bourgeois, fera des économies pour l'établissement des siens? Quel est donc ce genre de royauté?

Cette monarchie, c'est la monarchie moderne, que l'on veut confondre avec l'ancienne monarchie; c'est la monarchie des

(1) Procès-verbaux de l'Assemblée Nationale, tom. 35.

(2) Constitution de 1791, chap. 2, sect. 1, art. 9.

(3) A tant d'autres témoignages sur ce point, on peut ajouter celui de Lefebvre de la Planché: « Toute distinction, dit-il, entre le domaine public et le domaine privé, est inconnue aujourd'hui. On ne fait aucune différence entre le domaine qui appartient au public et celui qui appartient au roi. »

constitutions ; ce genre de royauté, c'est celui que permet la liste civile, nouveau principe qui a fait fléchir l'ancienne loi fondamentale de la dévolution, qui a enlevé au monarque les biens de l'État et finira un jour par lui rendre les siens, sans danger pour la fortune publique.

Nous sommes donc bien loin déjà du *mariage saint et politique* d'autrefois, de cette confusion indissoluble des biens du monarque et des biens de l'État, de cette réunion du fief dominant et du fief servant dans les mains du même propriétaire ! Laissez passer Louis XVI, qui avait encore un pied dans la féodalité, et vous verrez se développer ce germe du domaine privé, déposé avec le principe de la liste civile dans les constitutions modernes. En cette matière, il n'avait pas été donné à l'Assemblée Constituante de faire table rase et de séparer complètement le présent du passé. L'on ne saurait oublier la situation qui lui était faite, et que, à l'origine de ses séances, Mirabeau caractérisait ainsi : « Nous avons, avait-il dit, un gouvernement préexistant, un roi préexistant, des préjugés préexistants. Il faut, autant qu'il est possible, assortir toutes ces choses à la révolution, et sauver la souveraineté du passage (1). »

Si donc, en présence de la famille régnante, l'Assemblée Constituante avait dû admettre la dévolution, au moins ne l'avait-elle consacrée qu'en la modifiant profondément et en portant la plus grave atteinte à son principe même, à son principe qui, avec les nouvelles institutions, avait cessé d'être la loi fondamentale de la monarchie.

§ 3. — Que le principe de la dévolution consacré par l'Assemblée Constituante, n'a pas survécu à la constitution de 1791.

D'où procèda dès lors le principe de la dévolution ? d'une loi

(1) Séance du 18 septembre 1789.

formelle, ainsi que l'avait annoncé Enjubaute. Et quelle fut cette loi? la Constitution de 1791, contenant les stipulations réciproques de la nation et de la famille régnante.

Cependant, le décret du 22 janvier et les défenseurs de ce décret ont cherché le principe de la dévolution dans les lois du 9 mai et du 22 novembre 1790.

Quelles sont donc ces deux lois? Sont-elles distinctes de la Constitution de 1791, et posèrent-elles la règle de la dévolution d'une manière absolue, et en dehors de la constitution, non pas seulement pour la famille régnante alors, mais pour tous les temps, pour tous les règnes, pour toutes les monarchies?

Nous pourrions nous borner à cette simple observation, que l'Assemblée Constituante n'avait pas le droit d'enchaîner l'avenir, et que les monarchies n'ont aujourd'hui d'autres lois fondamentales que celles qui sont formulées dans les constitutions acceptées par elles et par la nation. Mais il faudrait ignorer bien profondément ce qui eut lieu à l'occasion de ces lois, pour leur attribuer une aussi étrange portée; le rappeler, c'est démontrer en même temps qu'en citant ces lois, au lieu de citer la Constitution de 1791, les rédacteurs du décret du 22 janvier ont commis une erreur matérielle.

Comment donc fut décrétée la Constitution? On sait qu'elle fut décrétée par lambeaux. L'Assemblée Constituante fit autant de décrets, pour la justice, pour les finances, pour l'administration; et ces décrets, à raison des circonstances, furent immédiatement exécutés. On avait tout aboli dans la nuit du 4 août; il fallait tout reconstituer, et le service public, les intérêts de l'Etat comme ceux des particuliers, ne pouvaient attendre qu'un corps de lois complet fût arrêté par l'Assemblée. Les finances, surtout, avaient exigé de promptes mesures; on touchait à la banqueroute, il fallait vendre les biens de l'Etat. Dans ces biens, nous l'avons dit, se trouvèrent ceux de la famille régnante. Il fallut décider si ces biens étaient

réunis à ceux de l'État, et s'ils pouvaient être vendus avec eux. C'est ce que fit la loi du 9 mai 1790, en appliquant à Louis XVI le principe de la dévolution. — Plus tard, il fallut définir le domaine de la nation et régler le mode d'aliénation de ce domaine; c'est ce que fit la loi du 22 novembre 1790, qui attribua à la nation les biens particuliers du prince, dévolus jusque-là au domaine de la couronne.

Au bout de deux années, la tâche de l'Assemblée Constituante fut accomplie; elle avait tout réglé par ses décrets, et reconstitué les grands pouvoirs de l'Etat. Mais où était la Constitution proprement dite? Elle était disséminée dans des lois nombreuses et diverses. Que fit l'Assemblée Constituante pour couronner son œuvre? Elle fit rechercher, et classer dans un ordre méthodique, tous les décrets qui étaient véritablement constitutionnels, pour en former le texte de la *Constitution* qu'elle avait promis de donner à la France par le serment du *Jeu de Paume*. Deux comités furent chargés de ce travail. Leur rapporteur, Thouret, le soumit à l'Assemblée: « La mission, dit-il, dont vous avez chargé vos comités était bornée à trier et à réunir ceux de vos décrets qui sont *essentiellement constitutionnels*; ce n'est donc pas du fond même de ces décrets que j'ai à vous entretenir, mais seulement du plan que vos comités ont adopté, et des considérations qui ont servi de règle générale pour discerner les décrets *vraiment constitutionnels* de ceux qui ne le sont pas (1). »

Et lorsque Louis XVI fut appelé à jurer la Constitution, il prouva par son serment de « maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale, aux années 1789, 1790 et 1791 (2). »

Or, parmi les dispositions constitutionnelles dont s'étaient emparés les deux comités, se trouvèrent naturellement celles

(1) *Moniteur* du 9 août 1791.

(2) Constitution, chap. 2, sect. 1, art. 4.

des lois des 9 mai et 22 novembre 1790, sur la dévolution des biens du prince et sur les droits de sa famille. Ces dispositions composèrent dès lors l'art. 9 du titre *De la royauté* et l'art. 8 du titre *De la famille du Roi*.

Le premier de ces articles était ainsi conçu : « Les biens particuliers que le Roi possède à son avènement au trône sont réunis irrévocablement au domaine de la nation : Il a la disposition de ceux qu'il acquiert à titre singulier ; s'il n'en a pas disposé, ils sont pareillement réunis à la fin du règne. »

La Constitution, arrêtée dans ces termes par l'Assemblée nationale le 3 septembre 1791, fut *acceptée* par le Roi le 13 du même mois, et *jurée* par lui le 14. « J'ai examiné attentivement l'acte constitutionnel que vous avez présenté à mon acceptation, dit le Roi : *je l'accepte* et le ferai exécuter (1). »

Nous répétons maintenant notre question : D'où procéda la dévolution décrétée par l'Assemblée Constituante? des deux lois que citent les défenseurs du décret, ou de la Constitution acceptée par Louis XVI? Evidemment, elle n'eut d'autre base que la Constitution de 1791, dans laquelle les deux dispositions constitutionnelles de ces lois étaient venues se confondre.

Et d'ailleurs, qu'étaient elles-mêmes ces lois? des lois constitutionnelles, votées et exécutées comme telles avant même la révision de la Constitution.

Par conséquent, demander si ces lois ont posé des règles générales et absolues, pour tous les temps, pour tous les règnes, pour tous les rois, c'est demander si la Constitution était elle-même une règle générale et absolue.

L'Assemblée Constituante avait-elle donc la prétention de déposer dans son œuvre des règles immuables, devant survivre à cette Constitution qui réglait, d'un côté, les droits de la nation, de l'autre, l'état *politique et civil* du Roi et de sa famille, selon l'expression de Thouret? Non, son orgueil ne s'est pas

(1) Message du roi à l'Assemblée Nationale.

élevé jusque-là. « Les droits des nations, avait dit Frochot, « ont été proclamés en vain, si l'on ne reconnaît pas ce principe, qu'au peuple appartient le pouvoir de rectifier, de modifier sa Constitution, de la détruire même, de changer la « forme de son gouvernement et d'en créer un autre... L'avénir ne vous appartient pas; un jour peut-être il changera vos « lois. (1) »

Ce jour n'était pas éloigné. Le 22 septembre 1792, la royauté était abolie par la Convention; avec elle tombait la Constitution de 1791, et, avec la Constitution, le principe de la dévolution consacré par l'Assemblée Constituante pour Louis XVI, et accepté par lui.

On comprend donc bien que les défenseurs du décret du 22 janvier cherchent un appui en dehors de la Constitution de 1791, dont ils ne parlent pas. Mais, loin de survivre à la Constitution, les lois qu'ils invoquent avaient elles-mêmes cessé d'exister le jour où la Constitution, qui en reproduisait littéralement les termes, avait été sanctionnée par l'acceptation du Roi.

Nous disons que le principe de la dévolution était frappé de mort avec la Constitution même qui le stipulait, et, à cet égard, un doute subsistât-il qu'il s'évanouirait devant les imposants témoignages que nous allons emprunter aux gouvernements monarchiques qui, plus tard, se sont succédé en France.

Napoléon a répudié la dévolution; Louis XVIII l'a acceptée (on verra pourquoi). Mais l'un ou l'autre a-t-il imaginé que le principe de la dévolution consacré par l'Assemblée Constituante atteignît ses biens personnels au jour de l'avènement? En aucune façon. Dans la dévolution, l'un et l'autre n'ont vu qu'une condition que l'on pouvait débattre, et ils l'ont débattue, chacun au point de vue de ses préoccupations, de ses idées et de ses intérêts.

Rappelons les faits.

(1) Séance du 31 août 1791.

§ 4. — *Que les biens personnels de Napoléon n'ont été dévolus ni de droit ni de fait à l'État. — Opinion de Napoléon sur la question même.*

Napoléon veut fonder une dynastie et rétablir la monarchie héréditaire.

Dans sa motion d'ordre au tribunal, Curée exposait ainsi l'origine de ce nouveau Gouvernement : « Nous avons été ramenés, dit-il, par la pente irrésistible des événements, au point que le vœu national avait hautement marqué en 1789, et où nous avait laissés l'Assemblée Constituante elle-même ; mais pourtant avec cette différence essentielle, qu'au lieu que cette Assemblée, ou n'avait voulu, ou n'avait osé, en établissant un nouveau pacte social, changer la dynastie à qui elle en confiait l'exécution : ce qui entraîna bientôt la ruine de son ouvrage ; ici, au contraire, nous avons l'inappréciable avantage de trouver à la tête de la nation le chef auguste d'une famille propre à former le premier anneau de la *nouvelle dynastie*, et certes d'une dynastie qui sera dans le nouvel ordre de choses (1). »

Le sénatus-consulte organique du 28 floréal an xii posa les bases de la nouvelle monarchie héréditaire. Il disposa que la liste civile de Napoléon serait réglée comme elle l'avait été pour Louis XVI, par la loi du 26 mai 1791 ; mais il n'avait rien dit des biens personnels de Napoléon.

Par un décret postérieur et spécial, Napoléon voulut qu'on fît ce qu'on avait fait pour Louis XVI, ce que l'on a fait dans la suite pour tous les princes qui ont occupé le trône ; il voulut qu'on réglât sa situation et celle de sa famille.

Un projet de sénatus-consulte fut préparé à cet effet par

(1) Séance extraordinaire du 10 floréal an xii.

Treilhard, Cambacérès, Daru, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély. Il contenait un titre tout entier sur le Domaine privé de Napoléon. L'article 43 de ce projet disposait en ces termes : « Les biens qui forment le domaine privé de l'Empereur ne sont, en aucun temps ni sous aucun prétexte, réunis de plein droit au domaine de l'État. »

Le projet fut soumis au conseil d'État, où se retrouvaient beaucoup d'anciens membres de l'Assemblée Constituante, et, notamment, Defermon, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, qui avaient travaillé à la Constitution de 1791. Il fut discuté d'abord dans une commission spéciale, ensuite au sein du conseil d'État en assemblée générale. S'éleva-t-il une voix, une seule, pour demander l'application du principe de la dévolution des biens de Napoléon à l'État, soit en vertu des anciennes lois féodales, soit en vertu de la Constitution de 1791 ? Non, et ce furent les auteurs mêmes de ces lois de 1790 et de 1791 que l'on invoque aujourd'hui, qui gardèrent le silence !

Il y a plus. Veut-on savoir sous la sauvegarde de quelles considérations fut placé ce règlement de la fortune du Prince ? Le projet du sénatus-consulte porta jusqu'à sa dernière rédaction le préambule suivant :

« Considérant que l'acte des Constitutions du 28 floréal an XII a seulement posé les bases de la législation relative à la dotation de la Couronne et à celle de la famille impériale; qu'il laisse des lacunes à remplir dans ce qui concerne les apanages; *que la condition des biens acquis par l'Empereur à titre singulier n'est pas textuellement fixée;*

« Considérant qu'on ne peut ni suppléer à la législation actuelle, ni la compléter par le droit antérieur, LE SEUL DROIT EN VIGUEUR SUR CES MATIÈRES ÉTANT CELUI QUE LES CONSTITUTIONS ONT ÉTABLI; que cependant il ne serait pas sans inconvénient d'abandonner, pour l'avenir, à l'incertitude des interprétations des objets aussi importants, qui se lient aux droits de la souveraineté; qu'il est, au contraire, indispensable de déter-

miner avec précision, de développer et de compléter le système des lois qui doivent les régir invariablement, décrète ce qui suit (1). »

Si ce préambule n'a point été inséré au bulletin officiel, il ne révèle pas moins les principes généraux sur lesquels reposait le sénatus-consulte. Et quels étaient ces principes ? C'est qu'on ne pouvait ni suppléer à l'acte des constitutions, ni le compléter par le droit antérieur ; c'est que le seul droit en vigueur sur ces matières était celui que l'acte des constitutions avait établi ; c'est que le silence de l'acte des constitutions n'autorisait point à rechercher des règles dans le passé ; c'est que le passé n'offrait aucun principe absolu et fondamental sur ce point. Voilà ce que pensa le conseil d'Etat ; voilà ce que pensait Napoléon lui-même. On n'ignore pas que le projet de sénatus-consulte fut longuement médité par lui, annoté et retouché de sa main.

Mais suivons ce projet au Sénat conservateur. Là, il est présenté, au nom du chef de l'Etat, par Regnaud de Saint-Jean d'Angély, qui en expose l'économie en ces termes :

« Ce que la loi civile a fait pour tous les Français, la loi politique doit le faire pour la famille auguste appelée au trône par les vœux de la France. . . . C'est cette loi, qui est pour ainsi dire le code de la dynastie impériale, que nous vous apportons. Son auguste chef veut la fonder, comme sa monarchie, sur les institutions et sur les lois, autant que sur la gloire et sur la puissance.

« Il ne s'agissait pas seulement de régler définitivement la dotation de la Couronne, d'abord fixée par la loi de 1791, et rétablie par l'acte des Constitutions du 28 floréal. Le trône et le monarque ont encore d'autres biens dont la législation n'est pas établie. . . . Pour mieux assurer l'inaliénabilité du domaine de la couronne impériale, sa majesté a voulu le séparer

(1) Bulletins du conseil d'Etat, n° 1795.

de tous les autres biens qui appartiennent à d'autres titres à la couronne, ou à la personne même du monarque. »

Arrivant au domaine privé de l'Empereur, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély prononça ces paroles :

« Souvent le monarque est satisfait, l'homme ne l'est pas, et le souverain peut envier quelque chose à ses sujets..... Il jouira du domaine de la couronne, mais il n'en disposera pas ; il disposera du domaine*extraordinaire, mais il n'en jouira pas. Usufruitier de ces biens à jamais substitués, dépositaire de ces trésors qu'il a le droit de distribuer, un *Empereur peut cependant regretter, pour lui ou pour sa famille, le plaisir attaché à la possession, à la disposition d'une propriété privée.* Et si ce sentiment, ou, si l'on veut, cette faiblesse, trouve accès dans le cœur du monarque, cette *loi serait-elle juste, serait-elle sage, qui le placerait entre le sacrifice de ses goûts et le sacrifice de ses devoirs, qui l'obligerait à dissimuler un penchant que la nature aurait mis dans son cœur, qui le forcerait de descendre à des voies cachées pour le satisfaire? Non, elle ne serait pas sage, elle ne serait pas juste, cette loi ; elle accuserait ceux qui l'auraient conçue... d'avoir cru que le cœur des Rois ne peut ressembler au cœur de leurs sujets... Sa Majesté crée pour des siècles, elle prépare des lois pour une longue succession de princes, et elle n'a pas voulu, contrariant une disposition naturelle, exposer le dépositaire du pouvoir suprême à satisfaire en secret un penchant qui peut se rattacher aux plus légitimes, aux plus nobles, aux plus doux sentiments (1.) »*

Nous recommandons ces paroles du conseiller d'État délégué par l'Empereur au Sénat pour y exposer les motifs du sénatus-consulte qui fut la loi de l'Empire ; nous les recommandons aux méditations des défenseurs du décret du 28 janvier, qui ont écrit, à l'adresse du roi Louis-Philippe, ces

(1) Bulletins du Sénat, séance du 20 janvier 1810.

lignes dont on peut contester la convenance : « La proclamation de déchéance a excité moins de colères et moins de larmes que le décret de restitution (c'est le décret du 22 janvier). On ferait croire, en vérité, que, pour certains cœurs, le domaine privé était plus précieux que l'un des plus beaux trônes de l'univers (1). »

Mais passons.

Le Sénat nomme aussitôt une commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte, et de décider s'il est ou non conforme aux règles du droit, aux principes constitutionnels. Elle se compose de MM. Garnier, Abrial, Demeunier, Lacépède, et Chasset. Au bout de vingt jours, la commission rendit compte de son examen. Elle choisit pour rapporteur M. Demeunier. Le choix était significatif, et les paroles de M. Demeunier aurent une valeur toute particulière, car il avait été l'un des rapporteurs de la Constitution de 1791 !

Que les hommes impartiaux retiennent donc ces paroles du rapporteur :

« Nos institutions monarchiques, dit-il, ne sont pas encore complètes sur l'objet important soumis à votre délibération : tout appelle une révision des principes suivis jusqu'à présent, et des *dispositions neuves dans des circonstances tout-à-fait nouvelles*. La nécessité d'un code précis sur une matière liée de si près aux plus grands intérêts de l'Etat nous a paru bien démontrée.

« Lorsqu'en 1704 on rétablit la monarchie, le sénatus-consulte, quant aux moyens de pourvoir aux dépenses du trône et du monarque, suivit mot à mot la loi du 26 mai 1791 ; et cependant, il faut bien en convenir, cette loi était anti-monarchique. — A l'époque de la révolution, la législation domaniale était un chaos que personne n'avait jamais pu débrouiller ; elle reposait sur des principes bizarres ou absurdes qui, en der-

(1) Réponse à la protestation.

nière analyse, menaient à cette conclusion : Rien n'appartient à la nation, presque rien n'appartient aux communes, et tout ce qui n'est pas une propriété particulière ou une propriété de corporation, appartient au domaine du Roi. Ainsi, à proprement parler, il n'y avait point de domaine de l'État... L'Assemblée Constituante, en abolissant le régime et les droits féodaux, avait remédié à une grande partie du désordre, et il était facile de circonscrire le domaine de la Couronne dans de justes bornes ; mais, entraînée par le mouvement de la révolution, elle oublia toutes les règles de la prudence et passa d'une extrémité à l'autre. Le domaine de la Couronne semblait avoir tout envahi pour tout dissiper ; dans la crainte des mêmes abus, elle ne voulut plus le reconnaître, et elle le transforma en domaine national... Ainsi, la Couronne et le Roi n'eurent plus de domaine. »

Après avoir établi la nécessité de donner une dotation à la Couronne, M. Demeunier aborda la question du domaine privé :

« Le projet, dit-il, *rétablit en faveur du monarque un domaine privé*, provenant, soit de donations, soit de successions, soit d'acquisitions, le tout conformément aux règles du droit civil... Les biens immeubles et droits incorporels faisant partie du domaine privé de l'Empereur ne seront, en aucun temps ni sous aucun prétexte, réunis de plein droit au domaine de l'État.— Ici se présente un quatrième principe à examiner.

« Nos rois ont toujours eu spécifiquement un domaine privé. Par un édit de Henri IV, et après une longue opposition de la part de ce prince, en cas de mort la réunion de plein droit à la couronne fut établie. Il est vraisemblable que ses successeurs ont souvent éludé cette disposition sévère, en *indemnifiant* leurs familles : et ils en avaient les moyens faciles, car, revêtus d'un pouvoir absolu, ils disposaient du trésor public à peu près arbitrairement.

« La constitution de 1791 (1) réunit irrévocablement au domaine de l'Etat les biens particuliers que le Roi aurait possédés à son avènement au trône ; elle y réunit à la fin d'un règne les biens acquis par le prince à titre singulier, toutefois seulement lorsqu'il n'en aurait pas disposé. Vous savez, Sénateurs, qu'elle ne voulut reconnaître d'autre domaine que celui de l'Etat, *et les conséquences que, dans l'exagération de ses idées, elle tira de ce principe fondamental, peuvent d'autant moins nous servir de guide*, que le projet de sénatus-consulte donne à la couronne un domaine en toute propriété, dont l'Empereur sera simple usufruitier, et établit même un domaine extraordinaire absolument distingué de celui de l'Etat. »

Les défenseurs du décret du 22 janvier repoussent l'idée du domaine privé avec dédain ; ce domaine n'aurait été imaginé, suivant eux, par le roi Louis-Philippe, que dans des *idées de fraude* ; on trouve même cette regrettable expression dans le préambule du décret du 22 janvier, qui invoque la loi de dévolution des anciens édits, et la déclare la « règle fondamentale de la monarchie. »

Seules, les paroles de M. Demeunier défendraient la mémoire du roi Louis-Philippe, et rétabliraient les vrais principes de la matière ; elles étaient cependant prononcées pour la défense et en l'honneur de Napoléon.

« Le rétablissement d'un domaine privé, dit-il, paraît commandé par des raisons de justice et de politique. — La loi ne doit jamais contrarier les sentiments naturels. Les institutions qui contrarient les dispositions du cœur humain ne réussissent jamais ; celles qui, dans une monarchie, blessent secrètement le cœur des rois, ne tardent pas à disparaître. Un monarque, simple usufruitier de la plus riche dotation attachée à sa couronne, regretterait presque toujours un domaine privé dont il

(1) On voit que M. Demeunier prend le principe de la dévolution *dans la Constitution* elle-même, et non pas, comme le décret du 22 janvier, dans les lois de 1790, que la Constitution avait reproduites et remplacées !

pût disposer au gré de ses affections. Si la justice et la morale permettaient de lui interdire un domaine privé, cette loi serait illusoire. Les Princes, dominés par des affections particulières, sauraient bien, pour les satisfaire, puiser dans le trésor public, ou même dénaturer le domaine de la couronne. — Qu'une dynastie commence ou qu'elle soit très-ancienne, le prince doit avoir à sa disposition les moyens d'ajouter à la splendeur de sa famille, et de créer par ses largesses ou ses bienfaits des appuis au trône. *Le rétablissement du domaine privé est donc un principe dans la monarchie.* »

Encore une fois, c'était l'un des auteurs de la Constitution de 1791 qui parlait ainsi, un de ceux qui y avaient inscrit le principe de la dévolution des biens. Qu'est devenu pour lui ce principe? Il ne le rappelle que pour dire qu'il n'est point un exemple à suivre et qu'il ne convient point à la nouvelle monarchie. Ce qui est, au contraire, selon lui, un principe aujourd'hui pour la monarchie, c'est *le rétablissement du domaine privé!*

Nous n'avons point à défendre le sénatus-consulte de 1810; mais comme les attaques dirigées contre la donation du 7 août et contre la conduite du roi Louis-Philippe retombent d'aplomb sur la doctrine de ce sénatus-consulte, permettons cependant à M. Demeunier de répondre, en citant la conclusion de son rapport :

« Ce projet, dit-il, règle avec sagesse plusieurs des grands intérêts de la monarchie... L'ensemble des dispositions complète notre législation domaniale. Le Code civil avait, en quatre articles, résolu un grand nombre de questions relatives au domaine public, mais il en restait beaucoup d'autres. — Le sénatus-consulte qui vous est proposé terminera ce qui concerne la nature et la transmission de toutes les espèces de propriétés. — Antérieurement à la révolution, cette partie de la législation était obscure et embrouillée; celle-ci sera claire et nette. Au lieu de mille arrêts du Conseil, édicts ou ordonnances qui, d'après

des principes étranges, ont régi l'Etat sur ce point jusqu'à la fin de la troisième race, la France aura, dès les premières années de la quatrième dynastie, une législation domaniale simple, peu étendue, et cependant complète.

« Dans l'ensemble des dispositions du sénatus-consulte, on ne retrouve pas seulement les vastes idées, les vues profondes et les généreux sentiments de Sa Majesté; ON Y RECONNAIT LES VRAIS PRINCIPES DE LA MONARCHIE TEMPÉRÉE.

« La commission propose, à l'unanimité, l'adoption du projet de sénatus-consulte (1). »

Et le Sénat conservateur déclara conforme à la Constitution et aux lois du pays le sénatus-consulte du 30 janvier 1810, qui consacrait le domaine privé de l'Empereur, d'après les considérations développées par les rapporteurs du conseil d'Etat et du Sénat.

En définitive, que résulte-t-il de ces irrécusables documents? que le principe de la Constitution de 1791 sur la dévolution fut une lettre morte pour l'Empire, aussi bien que les *principes étranges*, selon l'expression de M. Demeunier, tirés des arrêts du Conseil, des édits et des ordonnances de l'ancienne monarchie; que la dévolution des biens du prince est une condition qui a besoin d'être stipulée, soit dans la Constitution, soit dans une loi spéciale, et qu'on ne peut la décider en invoquant le droit antérieur; c'est que la consécration du domaine privé est fondée sur les principes de la monarchie tempérée. Et quels sont les garants de cette doctrine? C'est Napoléon, qui venge le roi Louis-Philippe des attaques dirigées contre le domaine privé; c'est le Sénat, composé pour une partie des anciens membres de l'Assemblée Constituante; c'est le conseil d'Etat; ce sont enfin les auteurs du Code civil, c'est-à-dire cet aréopage de législateurs dont la France peut citer les noms avec le plus d'orgueil!

(1) Bulletin du Sénat, séance du 20 janvier 1810.

Nous avons dit que les défenseurs du décret du 22 janvier Maient restés muets en présence de cette loi de l'Empire. Nous nous sommes trompé. « Que nous parle-t-on de l'Empire, a-t-on répondu, et de ce que ses lois autorisaient ! Qui aurait pu contester à l'Empereur la légitimité de son domaine privé ? Ce n'est pas le Trésor qui l'avait fourni, *c'était la conquête* (1). »

Jusqu'alors, c'est la seule observation que l'on ait hasardée sur ce point.

Voici notre réponse :

En fait, c'est là une offense involontaire et gratuite à la mémoire de Napoléon. De quel nom nos adversaires qualifieraient donc le prince qui aurait grossi son trésor des dépouilles des vaincus ? — En droit, c'est là une erreur matérielle. Le domaine de la conquête, c'était le domaine extraordinaire. L'Empereur devait en *disposer* et non pas en *jouir*, selon l'expression de Regnaud de Saint-Jean d'Angély. Quant au domaine privé, c'était celui qui était advenu à l'Empereur par acquisition, donation ou succession. C'est de celui-là qu'il s'agit. L'un et l'autre domaines étaient réglés chacun dans un titre particulier, par le sénatus-consulte de 1810.

Voilà ce qu'on devrait n'être pas obligé de rappeler aux défenseurs du décret du 22 janvier.

Passons maintenant à la Restauration.

§ 5. — *Qu'au jour de son avènement, les biens particuliers de Louis XVIII n'ont point été dévolus de plein droit au domaine de l'Etat.*

Le décret du 22 janvier prétend que les biens du roi Louis-Philippe ont été dévolus à l'État par le fait de l'avènement au trône, et il invoque l'exemple de la Restauration ; il cite au même temps la loi du 8 novembre 1814.

(1) Constitutionnel du 2 avril.

Ce à quoi les défenseurs du décret ajoutent : « Assurément, la monarchie reconstituée sur la tête de Louis XVIII, après une interruption de plus de vingt ans, n'était plus la monarchie de Louis XIV, et cependant le principe de la dévolution n'en avait pas moins conservé toute sa force (1). »

Est-il donc vrai que le principe de la dévolution avait alors conservé toute sa force, et qu'à l'égard des biens particuliers de Louis XVIII, les anciennes lois, ou la constitution de 1791, ont reçu de plein droit leur application ?

Une première réflexion détruirait cette double affirmation, et la voici : les biens de Louis XVIII ont été si peu dévolus de plein droit à l'État, au moment de son avènement au trône, qu'il a été nécessaire de consacrer plus tard la dévolution par une loi spéciale.

Mais cette affirmation est encore démentie par les faits ; nous soutenons et nous allons prouver qu'alors ni le Gouvernement, ni les deux Chambres n'ont imaginé que les biens de Louis XVIII eussent été frappés de la dévolution par les lois antérieures.

L'article 23 de la Charte de 1814 disposait que : « la liste civile serait fixée pour toute la durée du règne, par la première Législature assemblée depuis l'avènement du Roi. »

Mais la Charte, pas plus que le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII, ne s'était expliquée sur le domaine privé du Roi.

Dès lors, les biens du prince, d'après le système des défenseurs du décret du 22 janvier, étaient dévolus de droit à l'État, en vertu des lois fondamentales de la monarchie.

Eh bien ! la première législature est assemblée ; elle se propose de régler la liste civile du Prince, et quelle est la première question qu'elle débat ? Celle de savoir si le Prince doit avoir ou non un domaine privé ! !...

(1) Réponse à la protestation.

De deux choses l'une, ou le décret du 22 janvier commet une erreur évidente et manque de base, ou les députés de cette époque étaient de profonds ignorants, car voici ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont fait :

D'abord c'est M. Delhorme, ancien membre du Corps législatif, qui, s'appuyant sur l'article 23 de la Charte, demande qu'il soit statué par une loi sur les finances particulières du Prince : « Au milieu, dit-il, de cet heureux bouleversement du passé, *l'état du monarque, sous le rapport de ses finances particulières, n'a point été fixé et ne pouvait l'être ; à vous seuls, Messieurs, appartenait le droit de le déterminer* les premiers. Il est du devoir de la nation, il est, j'oserai le dire, de sa justice, d'achever ce que cette lacune nécessaire de la Charte laisse encore d'imparfait dans la restauration générale. — Nous aurons pour nous guider le souvenir de ce qui se fit en 1791, en combinant néanmoins ce souvenir avec les différences que de grands événements et vingt-trois années écoulées depuis lors, sont susceptibles de produire. (1). »

Ainsi, dans la pensée de M. Delhorme, l'état du monarque, sous le rapport de ses finances particulières, n'était pas encore fixé, et le monarque était sur le trône depuis plus d'un mois ! Et puis, qu'était-ce, pour ceux qui allaient fixer cet état, que la Constitution de 1791 ? un simple souvenir qui devait se combiner avec le nouvel ordre de choses et les différences introduites par les événements !

Une commission est nommée pour examiner la proposition et pour préparer un projet de loi ; elle se compose de MM. Clansel de Coussergues, Faure, Jourdain, Flaugergues, Pervinquères, Gallois, Le Marchand de Gomicourt, Lalouette et Chabaud de Latour. En l'absence de M. Delhorme, auteur de la proposition, c'est M. Chabaud de Latour qui soumet à la Chambre le projet de loi arrêté par la commission. « Le premier

(1) Procès-verbaux de la Chambre des Députés, séance du 22 juin 1824.

« titre, dit le rapporteur, renferme tout ce qui est relatif à la
« liste civile et au domaine de la couronne; le second traite
« *du domaine privé du Roi*. S'il jouit comme souverain du do-
« maine de la Couronne, comme tous les Français il peut hé-
« riter, acheter, vendre, contracter, enfin jouir de tous les
« droits civils; ce titre consacre ces droits et en règle l'exer-
« cice. »

Et l'article 19 du projet était conçu en ces termes : « Les
« biens immeubles faisant partie du domaine privé ne sont,
« en aucun temps ni sous aucun prétexte, réunis de plein
« droit au domaine de l'État; la réunion ne peut s'opérer que
« par la loi (1). »

Ce système parut trop large à un député, M. Rivière, qui
chercha à le restreindre dans un projet de loi qu'il soumit à la
commission. M. Rivière voulait bien que le Roi pût disposer de
son domaine privé, mais il demandait qu'il en disposât dans
les dix ans du jour où ce domaine lui serait advenu, faute de
quoi il serait réuni au domaine de la couronne (2).

Au nom de la commission centrale, M. Silvestre de Sacy
rendit compte de l'examen du projet de M. Rivière :

« On s'est demandé, dit-il, par quels motifs on pourrait jus-
tifier le système adopté par l'auteur du projet, système qui
assujétirait le Roi à disposer de ses domaines privés dans les
dix ans à compter du jour où il en serait devenu proprié-
taire; — faute de quoi, comme aussi si le Roi venait à dé-
céder dans les dix ans sans avoir fait aucune disposition, ses
domaines privés seraient réunis de droit au domaine inalié-
nable de la couronne.

« Invoquerait-on les anciens principes en cette matière? Ils
seraient, il est vrai, favorables à ce système; mais ne serait-
ce pas tomber dans une erreur très-réelle que d'appliquer à la

(1) Procès-verbaux de la Chambre des Députés, séance du 26 juillet 1814.

(2) *Idem*, séance du 1^{er} août 1814.

forme actuelle de notre gouvernement les principes qui régissaient les domaines, lorsque nos rois disposaient seuls de tous les revenus de l'État, sans que la nation intervint pour rien dans l'emploi qui en était fait ? Alors, sans une disposition telle que celle dont il s'agit, les revenus de l'État, les impôts mêmes auraient pu être détournés de leur vraie destination... Aujourd'hui, si le Roi achetait des domaines privés, ce ne serait qu'au moyen des économies qu'il aurait faites sur le revenu que l'État lui assigne, et dont la libre disposition lui est assurée.—Ces motifs paraissent avoir déterminé la première Commission qui a présenté à la Chambre un travail sur cet objet. Elle vous avait proposé un article ainsi conçu (voir plus haut), et qui se trouvait dans le sénatus-consulte du 30 janvier 1810. La commission vous propose de substituer cet article à celui que contient le projet de M. Rivière. »

Et, en effet, l'article de la première commission fut rétabli dans le projet (1).

Comment ! depuis deux mois que la Chambre s'occupait de cette question, il n'était venu à l'esprit d'aucun de ses membres que, suivant l'affirmation des défenseurs du décret du 22 janvier, « le principe de la dévolution avait conservé toute sa force ! »

Non, et l'on peut affirmer que le principe contraire eût été consacré comme le voulait la commission, sans les circonstances dont nous allons parler.

On sait que dans les vingt-trois années qu'il avait passées à l'étranger, Louis XVIII avait contracté des dettes dont le chiffre s'élevait à trente millions. Or, en même temps que la Chambre des Députés s'occupait de la liste civile et des biens particuliers du Roi, elle était saisie d'un projet de loi tendant à ce que les dettes du Roi fussent payées par l'État. Et sur quelles raisons s'appuyait cette demande ? sur ce que l'État, par les di-

(1) Procès-verbaux de la Chambre des Députés, séance du 20 août 1814.

vers changements de branche de nos Rois, s'était enrichi de leurs domaines, et de ceux-là surtout que tant d'alliances avaient attribués à la branche des Valois et à celle des Bourbons.

Il y avait une évidente contradiction entre les deux projets. Ou le Roi devait garder ses biens et payer les dettes qu'il avait contractées à l'étranger, ou il devait réunir ses biens à ceux de l'État et le charger d'acquitter ses dettes. Le Roi prit ce dernier parti.

C'est le 23 août 1814 que M. Sedillez présenta à la Chambre le rapport de la loi relative aux dettes du Roi. Dès le lendemain, M. Clausel de Coussergues proposa de supprimer du projet de loi sur la liste civile le titre qui consacrait le domaine privé du Prince, et il fit cette déclaration : « Je ne crois pas, dit-il, qu'il soit conforme, ni à la dignité de nos monarques, ni à leurs sentiments paternels pour leurs sujets, de distinguer leurs intérêts particuliers de ceux de leur couronne... Prenons nos exemples dans l'histoire de Henri IV. »—Et, après avoir rappelé l'édit de 1607 et l'ordonnance de Moulins, l'orateur ajouta : « Je vous proposerais donc, Messieurs, de substituer à tout le titre sur le domaine privé, ces deux articles qui sont le résumé de l'ordonnance de l'Hôpital et de l'édit de Henri IV (1). »

La Chambre des Députés, dont la commission s'était d'ailleurs concertée avec les Ministres du Roi, ne se méprit pas sur le caractère de la proposition qui lui était faite. Elle admit donc la dévolution à l'État des biens du Prince.

La loi, ainsi modifiée, fut présentée à l'agrément de Louis XVIII, qui l'accepta dans les termes où elle avait été arrêtée par la Chambre, sans vouloir y rien changer. M. de Blacas-Dauphs, ministre de la maison du Roi, fut chargé de porter l'acceptation royale à la Chambre des députés, et là il s'exprima en ces termes :

(1) Procès-Verbaux de la Chambre des Députés, séance du 24 août 1814.

« Sa Majesté croit ne pouvoir mieux reconnaître la sagesse de vos vues qu'en *les adoptant sans réserve*, comme un gage solennel de l'union touchante et inaltérable qui subsiste entre Elle et vous (1). »

La loi fut promulguée à la date du 8 novembre 1814, avec cette déclaration pour préambule : « C'est avec la plus entière confiance que nous agréons la demande qui nous est faite par les deux Chambres de proposer sur cet objet une loi conforme aux vues que leur attachement à notre personne et à la majesté du trône leur a inspirées. A ces causes, nous avons proposé, les Chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit. »

Au moyen de ces propositions, de ces acceptations réciproques et formelles, le pacte fut conclu.

Quant à la loi qui mettait les trente millions dûs par le Roi à la charge de l'État, elle vint ensuite et ne souffrit aucune difficulté ; elle porte la date du 21 décembre 1814.

Voilà comment fut consacrée la dévolution des biens de Louis XVIII. En vertu de lois antérieures et préexistantes, ayant conservé toute leur force ? Non ; personne ne crut à l'existence de pareilles lois ; et cela est si vrai, que la commission de la Chambre, que la Chambre elle-même s'étaient d'abord prononcées pour la consécration du domaine privé ; cela est si vrai, que ceux-là même qui ont fait admettre la dévolution, dans des circonstances et pour des raisons spéciales, n'ont vu dans le passé que des souvenirs et des exemples ; ils ont invoqué ces souvenirs et ces exemples ; ils n'ont pas fait plus. Et dans quelle loi se trouvait écrit ce principe de la dévolution ? Dans une loi de liste civile, votée pour un règne, proposée à Louis XVIII et *acceptée* par lui, loi tirant sa seule force de la volonté et du consentement réciproques de la nation et du Roi.

(1) Procès-verbaux de la Chambre des Députés, séance du 26 octobre 1814.

C'est cette loi qu'on oppose au roi Louis-Philippe ! A ce compte, pourquoi ne pas lui opposer le sénatus-consulte de 1810 !

En succédant à Louis XVIII, Charles X déclara accepter et la Charte de 1814 et la loi du 8 novembre de la même année sur la liste civile et sur les biens du roi. Il ne demanda qu'une chose, c'est que l'on ajoutât à la dotation de la couronne les biens qu'avait acquis le feu roi et dont il n'avait pas disposé, ainsi que les écuries d'Artois, provenant des biens particuliers de Charles X lui-même.

Un projet de loi fut proposé aux Chambres par Charles X. Louis XVIII n'avait pas cru devoir, en pareille circonstance, user de son droit d'initiative ; il avait laissé les Chambres proposer un projet de loi et l'avait accepté. Ici les rôles sont renversés, mais le fond des choses est toujours le même. C'est Charles X qui propose, ce sont les Chambres qui vont accepter à leur tour sans réserve, et sans observer les formalités prescrites pour le vote des lois ordinaires. « La Commission, dit le rapporteur à la Chambre des Députés, a pensé qu'aucune des dispositions de ce projet de loi ne devait être changée. Il vous est présenté sans la formule ordinaire qui nomme des défenseurs à tous les projets de lois... Votre Commission croit que, par un sentiment des convenances, plus facile à saisir qu'à exprimer, nous devons accepter la loi telle qu'elle nous est présentée. » (1).

De son côté, la Chambre des Pairs, saisie du projet de loi, voulut l'accepter séance tenante, et sans qu'une commission fût chargée de l'examiner, désirant par là témoigner au roi l'empressement qu'elle mettait à adhérer aux propositions qu'il avait faites. Cette mesure parut contraire aux règlements. Un membre de la Chambre la justifia par ces paroles, d'une vérité élémentaire, mais qu'il est bon de rapporter : « La loi

(1) Procès-verbaux de la Chambre des Députés, séance du 8 janvier 1825.

proposée, dit-il, est une loi spéciale, unique pour chaque règne, et dont l'adoption plus ou moins prompte ne peut former un précédent applicable à d'autres lois (1). »

Et le projet fut, en effet, immédiatement adopté, sans rapport préalable, sans Commission et sans discussion.

Ainsi fut rendue, pour le règne de Charles X, la loi du 17 janvier 1825, qui n'est elle-même qu'une dérogation à la loi du 8 novembre 1814. D'après cette dernière loi, qu'avait acceptée Charles X, que fussent devenus les biens qu'il voulait voir ajouter à la dotation de la Couronne? Ils eussent été réunis à ceux de l'État. De même qu'elles auraient pu, sur la demande de Charles X, modifier plus complètement cette loi de 1814, les Chambres d'alors réunirent à la dotation de la Couronne les biens dont il s'agit, et consacrèrent ainsi la dérogation qui était réclamée par le souverain.

Nouveau contrat, nouveau pacte conclu entre la nation et le roi qui montait sur le trône !

Mais, après la chute de la dynastie régnante, que devint la Charte de 1814, que devinrent les lois de 1814 et de 1825, acceptées réciproquement par la nation, par Louis XVIII et par Charles X? Ce qu'étaient devenues la Constitution de 1791 et la loi qui réglait la liste civile de Louis XVI, ce qu'étaient devenus le sénatus-consulte organique du 28 floréal an xii et le sénatus-consulte du 30 janvier 1810, sur la dotation et les biens particuliers de Napoléon !

§ 6. — *Donation du 7 août 1830.*

Le 7 août 1830, quel était donc l'état des lois pour le duc d'Orléans? Ce qu'il était pour Napoléon avant le sénatus-consulte de 1810; ce qu'il était pour Louis XVIII lui-même avant

(1) Procès-verbaux de la Chambre des Pairs, séance du 14 janvier 1825.

la loi du 8 novembre 1814; ce qu'il eût été pour Charles X avant la loi du 17 janvier 1825, s'il n'eût pas accepté et la Charte et la liste civile de Louis XVIII. — Il y avait pourtant cette différence, à l'avantage du duc d'Orléans, qu'il n'y avait encore pour lui ni charte ni trône !

Dans cet état de la législation, ce n'est pas seulement le 7 août que Louis-Philippe pouvait disposer de ses biens en faveur de ses enfants, il pouvait encore légalement en disposer en 1831, en 1832, et jusqu'à ce que sa situation fût arrêtée par une loi spéciale. Que devait-on faire à son égard ? Il fallait faire ce qui avait été fait et pour Napoléon, et pour Louis XVIII, et pour Charles X; il fallait régler sa liste civile et sa situation particulière, au moyen d'une loi *spéciale pour son règne*. Cette loi a été rendue, c'est celle du 2 mars 1832 : à l'exemple du sénatus-consulte de 1810, elle consacre que le Roi conserve son domaine privé, et qu'il en a librement et légalement disposé par la donation du 7 août.

Mais les adversaires triomphent ! Si la dévolution n'était pas prescrite par la loi, pourquoi, s'écrient-ils, le roi Louis-Philippe a-t-il fait la donation du 7 août ?

Pourquoi ?

Nous pourrions répondre d'abord qu'il a fait cette donation précisément parce qu'il a pensé qu'elle ne lui était interdite par aucune des lois du pays, et nous trouverions de l'écho en France en plaçant ainsi la question sous l'égide de la loyauté du Roi.

Mais il a fait cette donation, parce que c'était avant de monter sur le trône qu'il convenait de régler ce pacte de famille; il a fait cette donation, parce qu'il voulait à l'avance manifester sa volonté sur la question du domaine privé, qui devait être livrée plus tard à l'examen des Chambres législatives, comme cela s'était fait sous les autres gouvernements. Il pensait, comme avait pensé Napoléon lui-même, qu'il ne serait pas sans inconvénient d'abandonner la question « à l'incertitude des interprétations »; il pensait que le mauvais

vouloir peut se glisser au sein d'Assemblées délibérantes, et il réglait ainsi le sort de sa famille dans la plénitude de son droit. Et voyez comme la précaution était superflue ! C'est après cette manifestation de sa volonté, c'est après cet acte du droit privé, c'est après une loi spéciale de son règne, votée librement par les pouvoirs réguliers de l'époque, c'est après les lois mêmes de la révolution qui l'a renversé, c'est après la reconnaissance la plus formelle résultant des actes du gouvernement du Président actuel lui-même, c'est après tant et de si inutiles consécérations du principe qui légitimait sa conduite et ses vues, que l'on vient, dans un pays qui a au cœur le sentiment du respect de la propriété, et qui, par ses représentants légaux, s'est prononcé sur cette libre disposition de l'un de ses rois, que l'on vient, disons-nous, éteignant toutes les lumières du droit et de la raison, parler d'illégalité et de fraude !

Et au nom de quelles lois, grand Dieu ! les défenseurs du décret veulent-ils flétrir ainsi la mémoire du roi ? au nom des édits de Henri IV, *abolis* avec la féodalité ; au nom des lois de 1790 et de 1791, ensevelies sous la Constitution de cette époque, de l'aveu même de ceux qui les ont écrites, de ces lois *proposées* alors par la nation et *acceptées*, à titre de pacte et de convention, par Louis XVI ; au nom de la loi de 1814, *proposée* également par la nation et *acceptée*, formellement acceptée par Louis XVIII, après un débat contradictoire, après ces stipulations où l'État prenait 30 millions à sa charge !

Dans cette évocation du passé, on n'oublie qu'une chose, celle-là seule qui aujourd'hui devrait fixer les regards : le sénatus-consulte de 1810 ! Il est vrai qu'il défend, qu'il justifie et qu'il venge la donation du 7 août ; il est vrai qu'il condamne et détruit par la base le décret du 22 janvier. Mais il est l'œuvre de Napoléon, du conseil d'État et du Sénat ; c'était une grande loi à méditer, un bel exemple à suivre. Nous le rappo-

lons aux défenseurs du décret du 22 janvier, et leur portons, en terminant, le défi d'emprunter à l'Empire une ligne, une phrase, un mot, qui ne soit la condamnation de la thèse qu'ils soutiennent, et que nous combattons avec la conviction qu'en cela nous soutenons encore moins les intérêts de la famille d'Orléans que la cause bien entendue de la propriété en France.

Résumons nous :

Le décret du 22 janvier a voulu briser la donation du 7 août 1830, parce que, dit le préambule, les biens qui la composent devaient être réunis au domaine de l'Etat, en vertu 1^o des lois de l'ancienne monarchie; 2^o des lois de 1790; 3^o des lois du 8 novembre 1814 et du 17 janvier 1825.

Or, nous avons démontré, par des preuves nombreuses, officielles et décisives :

Que les lois de l'ancienne monarchie sur la dévolution ont été abolies par l'Assemblée Constituante avec la féodalité;

Qu'à partir de ce jour, et avec l'institution des listes civiles, la dévolution n'a pu résider que dans une clause des Constitutions ou des lois spéciales à chaque règne;

Qu'elle a dû être consacrée par une disposition formelle, même pour le règne de Louis XVI, tout en recevant alors la plus grave atteinte, par la création de la liste civile, mais que, stipulée pour Louis XVI par la Constitution de 1791 (ou, suivant le décret, par les lois de 1790), elle n'a pas survécu à la Constitution elle-même;

Que sous l'Empire, le conseil d'Etat, posant nettement les principes de la matière, a proclamé que la dévolution ne remonte pas au-delà des Constitutions de chaque Gouvernement, et l'a rejetée pour Napoléon et sa dynastie;

Que l'on a dû la consacrer de nouveau, par un texte formel, pour les règnes de Louis XVIII et de Charles X, et que ni l'un ni l'autre de ces monarques n'avait été soumis de

plein droit à la dévolution qu'on voudrait infliger au Roi Louis-Philippe;

Que ces lois ont ce caractère particulier, qu'elles sont le résultat d'une convention débattue et arrêtée entre la nation et les souverains dont elles réglaient la situation financière vis-à-vis de l'Etat; qu'ainsi, les lois de 1790 et 1791 ont été spécialement *acceptées* par Louis XVI, celle de 1814 par Louis XVIII, celle de 1825 par Charles X;

Que ces lois n'ont été votées que pour la durée du règne auquel elles s'appliquent, et qu'aucune d'elles n'était en vigueur le 7 août 1830;

Que soumettre à ces lois spéciales et personnelles le Roi Louis-Philippe, autant vaudrait lui imposer les engagements de Louis XVI, de Louis XVIII et de Charles X; autant vaudrait, par un décret, obliger les citoyens à exécuter les conventions les uns des autres;

Enfin, que la seule loi qui puisse être opposée au Roi Louis-Philippe était la loi de son règne, à la date du 2 mars 1832, qui a fait pour lui ce que d'autres lois avaient fait pour ses devanciers, en réglant sa liste civile et son domaine particulier, et en ratifiant la donation par lui faite le 7 août.

Tout cela étant démontré,

Le décret du 22 janvier est donc sans fondement, sans raison et sans cause. Dans cet état, peut-il avoir un effet?

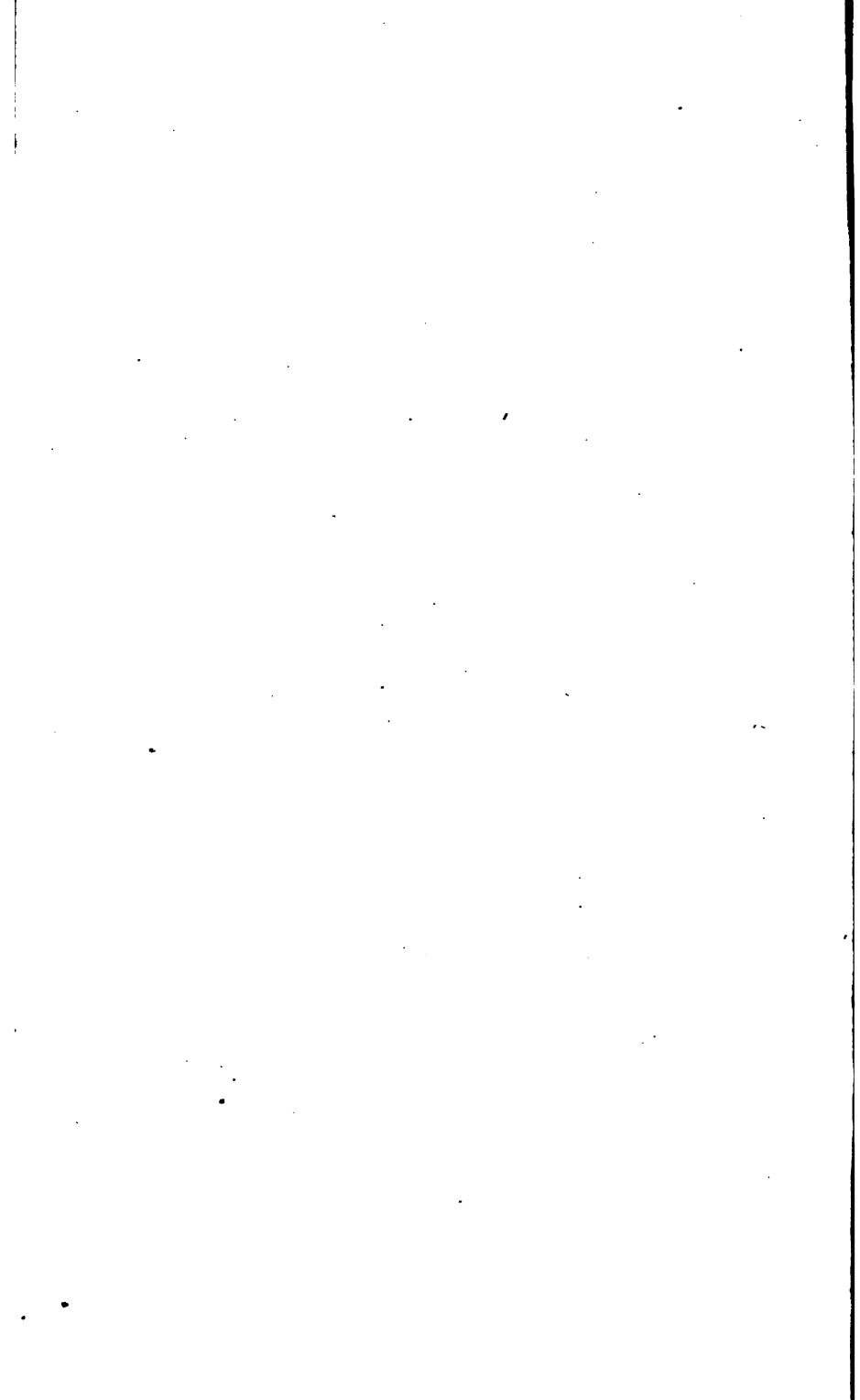
Le chef de l'Etat aurait-il approuvé ce décret, si sa religion n'avait pas été trompée par l'exposé légalement faux qui le précède?

Non, a déjà répondu et répondra de nouveau avec nous la conscience publique.

JULES LE BERQUIER.

Avocat à la cour d'appel.

Paris, le 10 avril 1852.



MÉMOIRE

A CONSULTER

ET CONSULTATION

PAR

**MM. DE VATINESNIL,
BERRYER,
ODILON BARROT,
DUFAYE,
PAILLET,**

SUR LES DÉCRETS DU 22 JANVIER 1852

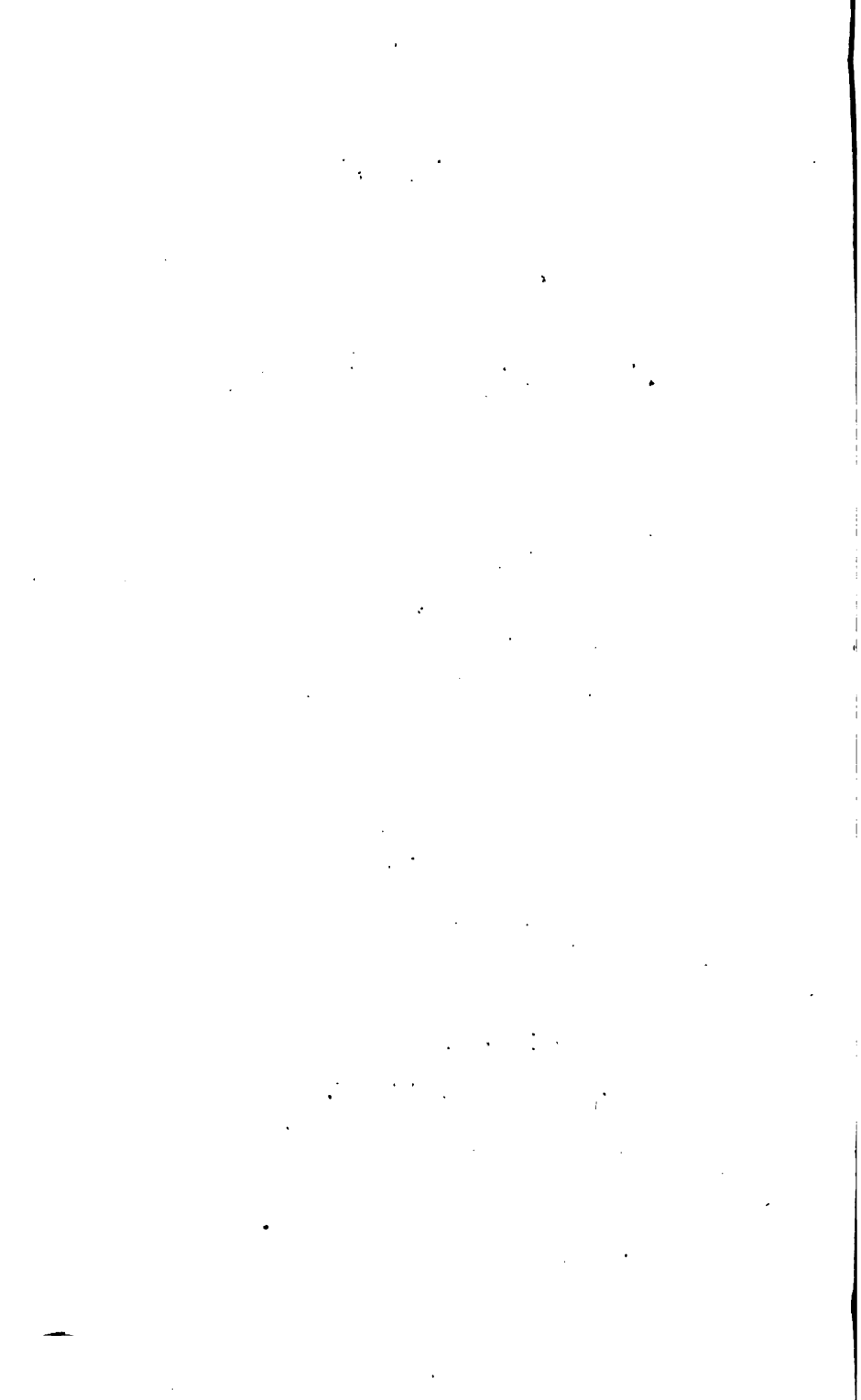
RELATIFS

AUX BIENS DE LA FAMILLE D'ORLÉANS.



PARIS,
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

—
1852



MÉMOIRE A CONSULTER

SUR LES

DÉCRETS DU 22 JANVIER 1852.

La famille d'Orléans vient faire appel aux lumières du Barreau.

Elle lui demande de l'éclairer sur le caractère légal et sur la portée des décrets du 22 janvier dernier.

N'est-ce pas une véritable question de propriété qu'a tranchée le second de ces décrets, et lui appartenait-il de la juger? Peut-il faire obstacle à ce que les droits de la propriété demeurent placés sous l'égide protectrice des tribunaux?

Telles sont les questions soumises à l'examen des jurisconsultes éminents dont la famille d'Orléans a cru pouvoir réclamer le concours.

Un rapide exposé des faits doit précéder la discussion.

Afin de se faire une idée exacte de la fortune possédée par M. le duc d'Orléans, au moment où il est monté

sur le trône, il faut se rendre compte des éléments dont elle se composait.

Les biens du Prince étaient de diverses natures :

1° Biens apanagers ;

2° Biens patrimoniaux	{	Recueillis de la succession maternelle ;
		Rachetés de la succession bénéficiaire de son père ;
		Provenant d'acquisitions faites de 1814 à 1830.

Personne n'ignore quelle fut l'origine, ni quelle était la nature de l'apanage d'Orléans. Ce n'est point à *titre gratuit* qu'il avait été constitué au Chef de cette branche, alors mineur, par l'édit de mars 1661, mais bien à *titre successif*, pour lui tenir lieu de sa part héréditaire dans les successions de Louis XIII son père, et d'Anne d'Autriche sa mère. Cet apanage représentait la légitime de la branche d'Orléans ; il formait le prix de la renonciation en faveur du frère aîné, Louis XIV, aux domaines, terres et seigneuries, meubles et effets mobiliers, *échus par le trépas de feu leur dit seigneur et père*. « Par là, comme le disaient les lettres patentes du 7 décembre 1766, le vœu de la nature a été rempli, et la Royauté a acquitté ses obligations. »

Frappés de confiscation par les lois de la Révolution, les biens apanagers avaient été rendus au duc d'Orléans par trois ordonnances des 18-20 mai et 7 octobre 1814, confirmées plus tard par la loi du 15 janvier 1825, qui ne créa pas l'apanage à titre nouveau, mais statua par forme de simple déclaration et reconnaissance d'un droit préexistant.

Ces biens représentaient en 1830, pour la famille d'Orléans un revenu net de 2,500,000 francs.

Par suite de l'avènement de M. le duc d'Orléans au trône, l'apanage tout entier, et sans en rien excepter, a fait retour à l'État, le 9 août 1830, conformément aux titres constitutifs de cet apanage, visés dans l'article 4 de la loi du 2 mars 1832. Le seul droit qui ait survécu à l'apanage en vertu de ces mêmes titres, est une indemnité à raison des accroissements qu'il aurait reçus depuis qu'il avait été rendu au Prince, jusqu'au moment où il était rentré dans le domaine de l'État; et encore la loi de 1832 avait-elle disposé que l'indemnité ne serait exigible qu'à la fin du règne.

Ainsi, dès le 9 août 1830, la fortune de la famille d'Orléans s'est trouvée diminuée de toute la valeur des produits de l'apanage; c'est l'oubli ou l'ignorance de ce fait qui a été l'origine d'erreurs trop longtemps accréditées sur la quotité des revenus de cette auguste Maison.

Quant à la fortune patrimoniale de M. le duc d'Orléans, elle se composait, comme nous l'avons indiqué : 1° des biens qu'il avait recueillis dans la succession de sa mère, et dont l'origine était toute patrimoniale (1); 2° des biens de la succession de son père, qu'il avait rachetés à la barre des tribunaux; 3° de ceux qu'il avait pu acquérir à divers titres.

C'est sur l'ensemble de ces biens patrimoniaux que porta exclusivement la donation du 7 août 1830.

Cette donation était-elle nécessaire pour soustraire le patrimoine privé du duc d'Orléans à l'application du principe ancien, en vertu duquel il y avait dévolution à l'État des biens du Prince montant sur le trône ?

(1) Aucun de ces biens n'avait, directement ni indirectement, le caractère apanager, ainsi qu'on l'a prétendu, en parlant de la principauté de Dombes, en échange de laquelle sont arrivés, à la maison d'Orléans, la plus grande partie des biens compris dans la donation du 7 août. Cette principauté n'a nullement fait partie d'un prétendu apanage que Louis XIV aurait constitué au profit du comte de Toulouse; elle a été recueillie, non dans la succession du comte de Toulouse, mais dans celle du duc du Maine, par M. le duc de Penthièvre, qui l'a ensuite transmise à sa fille madame la duchesse douairière d'Orléans, mère du Roi Louis-Philippe. Elle provenait à M. le duc du Maine du don que lui en avait fait, le 2 février 1681, *Mademoiselle de Montpensier*, qui la tenait elle-même héréditairement de Marie de Montpensier, sa mère, sur la tête de laquelle s'étaient réunis tous les biens patrimoniaux de la maison de Montpensier, [branche de celle de Bourbon.

Est-ce, comme on n'a pas craint de le dire, en fraude de ce principe que le duc d'Orléans avait donné à ses enfants la nue-propiété de ce qu'il possédait alors ? Est-il possible de prétendre que la loi de l'ancienne monarchie fût applicable, le 7 août 1830, au prince à qui la couronne ne revenait pas *conformément*, mais qui allait l'accepter *contrairement*, à cette ancienne loi monarchique ? — C'est ce qu'auront à décider les juriscultes auxquels on s'adresse en ce moment.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que la donation du 7 août constatait la volonté bien arrêtée de M. le duc d'Orléans de conserver à ses enfants le patrimoine héréditaire qu'il tenait lui-même de ses ancêtres, et que dans cette condition qu'il mettait, qu'il avait le droit de mettre, à son acceptation, il n'y avait rien qui dût *soulever la conscience publique*, comme le dit un des considérants du décret rendu le 22 janvier. N'était-ce pas assez que la maison d'Orléans perdît la propriété de l'apanage qui faisait retour à l'État ? Fallait-il que tout le surplus des biens de la famille fût engagé dans cette révolution ? Et cette révolution qui ne dotait pas ses enfants, précisément en vue du patrimoine privé que la donation du 7 août leur avait conservé, devait-elle plus tard leur enlever ce même patrimoine, et les dépouiller ainsi deux fois (1) ?

(1) L'acte du 7 août comprenait la nue-propiété de tous les

Une autre question à décider par la consultation, c'est jusqu'à quel point l'autorité de la loi du 2 mars 1832 peut être contestée ; jusqu'à quel point les droits qu'elle a créés, les actes qui se sont accomplis sous l'empire et sur la foi de ses dispositions, peuvent être aujourd'hui méconnus, anéantis.

Lors de la discussion de cette loi devant la Chambre des Députés, on posa expressément la question de savoir s'il y aurait un *domaine privé*, ou si l'on maintiendrait l'ancien principe de la *dévolution* des biens personnels du roi au domaine de l'État. Cette question fut discutée à deux reprises différentes, le 30 décembre 1831 et le 14 mai 1832. M. Dupin, commissaire du roi, soutint que l'ancien principe de dévolution était inapplicable. L'opposition elle-même, par l'organe de M. de Salverte, se prononça pour qu'on laissât au roi son domaine privé. Le général Bertrand soutint la thèse contraire. L'existence de la donation du 7 août fut

biens possédés alors par M. le duc d'Orléans, d'un revenu brut, déclaré dans la donation même, de 1,365,525 fr., et le fisc perçut le droit proportionnel qui lui était dû ; il le perçut même comme s'il s'agissait d'une donation ordinaire, et il fallut plus tard s'adresser aux tribunaux pour faire juger que le seul droit exigible était celui imposé par la loi de 1824 aux donations contenant partage. Le droit, ainsi réduit, fut cependant encore de 759,377 francs.

reconnue, et l'Assemblée, en pleine connaissance de cause, vota les articles suivants :

« Article 22. Le roi *conservera* la propriété des
« biens qui lui appartenaient avant son avènement au
« trône. Ces biens, et ceux qu'il acquerra à titre
« gratuit ou onéreux pendant son règne, composeront
« son domaine privé.

« Article 23. Le roi peut disposer de son domaine
« privé, soit par actes entre vifs, soit par testament,
« sans être assujetti aux règles du Code civil qui li-
« mitent la quotité disponible.

« Article 24. Les propriétés du domaine privé seront,
« sauf l'exception portée à l'article précédent, soumises
« à toutes les lois qui régissent les autres propriétés.
« Elles seront cadastrées et imposées.

« Article 26. Demeureront toujours réservés sur le
« domaine privé laissé par le roi décédé, les droits de
« ses créanciers, et les droits des employés de sa mai-
« son, à qui des pensions de retraite seraient dues par
« imputation sur un fonds provenant de retenues faites
« sur leurs appointements. »

Toutes les obligations imposées par cette loi au roi Louis-Philippe ont été strictement remplies par lui et par ses enfants. Les biens composant son domaine privé ont été, comme les biens des particuliers, cadastrés et soumis à l'impôt commun. Ces mêmes biens, lorsqu'il

est tombé du trône, sont demeurés chargés du paiement des dettes contractées et des pensions accordées pendant son règne ; et chaque jour, depuis, leur revenu et une partie de leur capital ont servi à l'acquittement des unes et des autres.

Pendant près de vingt années, cette loi de 1832 a été pour le roi Louis-Philippe la loi du père de famille. Sous la protection des dispositions que nous venons de rappeler, ses huit enfants se sont mariés. Tous ont apporté en dot, dans les familles étrangères auxquelles ils se sont alliés, les droits qui en résultaient pour eux (1).

(1) Ainsi, dans le contrat de mariage de la reine des Belges, se trouve la clause suivante :

« S. A. R. apporte audit mariage tous les droits de propriété qui lui sont acquis et qui lui appartiennent en vertu de
« la donation paternelle à elle faite par acte du 7 août 1830,
« ainsi que tous les droits qui lui appartiennent ou pourront
« lui appartenir à tout autre titre et de quelque nature qu'ils
« soient. »

On retrouve exactement la même stipulation dans les conventions matrimoniales :

Du prince Alexandre, duc de Wurtemberg, et de la princesse Marie d'Orléans ;

De M. le duc de Nemours et de la princesse Victoire de Saxe-Cobourg-Gotha ;

De S. A. S. le prince Auguste-Louis-Victoire de Saxe-Cobourg-Gotha, et de madame la princesse Clémentine d'Orléans ;

Du prince de Joinville et de la princesse Dona Françoise,

Sapt traités de mariage en la forme diplomatique ont été conclus. Ces traités sont atteints par le décret du 22 janvier.

Les testaments seraient détruits comme les contrats de mariage. Le roi, en vertu de l'art. 29 de la loi de 1838, a fait ses dispositions testamentaires, et il les a combinées avec celles de son auguste sœur, la princesse Adélaïde, pour éviter le morcellement des grands corps de domaines que l'un et l'autre voulaient conserver intacts dans leur famille. A celui des enfants du Roi dont la part était plus grande dans une succession, l'autre succession donnait une part moindre ; les deux testaments établissaient ainsi, selon le vœu de leurs auteurs, une juste égalité entre les héritiers ; et de cet accord si naturel, si légitime, il résulte cependant la conséquence que, en même temps que par la confiscation des biens de la donation le testament du roi est, en principe, détruit, celui de sa sœur, en fait, est brisé.

titie de S. M. Dom Pedro, et sœur de l'empereur actuel du Brésil ;

Du duc d'Anmale et de S. A. R. madame la princesse Marie-Caroline-Auguste des Deux-Siciles ;

Du duc de Montpensier et de S. A. R. la princesse Marie-Louise-Ferdinande, infante d'Espagne.

Par ces mêmes conventions, le douaire des princesses est garanti par l'hypothèque légale de la princesse future épouse sur les biens immeubles compris dans la donation du 7 août.

Ce ne sont pas seulement les actes intervenus entre les membres de la famille d'Orléans qui sont mis en question par le décret; il doit aussi anéantir ceux qui intéressent les tiers, actes d'emprunt, actes de vente, baux, locations, etc., etc.

Ainsi, il a été vendu, soit à l'amiable, soit par adjudication, pour 9,622,162 fr. des biens de la donation, qui sont aujourd'hui dans les mains de soixante-deux familles. Si l'acte du 7 août est nul, ces ventes ne sont-elles pas nulles aussi?

Des baux ont été passés avec des fermiers, des emprunts ont été contractés, des hypothèques ont été consenties. Ces hypothèques, ces emprunts, ces baux, seront-ils également annulés?

Des constructions considérables, des châteaux, des usines, etc., ont été élevés sur des terrains compris dans la donation du 7 août : que deviendront-ils ?

Enfin des pensions, des secours, que le Roi, dans sa bonté, a bien voulu maintenir après 1848, malgré l'exil, malgré les charges imprévues que la Révolution faisait peser sur ses biens, sont payés à d'anciens serviteurs, ou sont dus aux serviteurs actuels de la Maison. Quel sera le sort des titulaires de ces secours et de ces pensions, dont le chiffre annuel s'élève à près de 300,000 fr. ?

Ce que font les décrets du 22 janvier, la révolution de février ne l'a point voulu faire. La donation du 7

août fut respectée par le Gouvernement provisoire; et les rigueurs du pouvoir se bornèrent alors à un séquestre temporaire, étendu à toute la famille, mais qui n'affectait que la gestion des biens, sans méconnaître au fond le droit des propriétaires.

La donation du 7 août n'a point seulement échappé à la tourmente révolutionnaire de février. Depuis, et à toutes les époques, par l'Assemblée Constituante en 1848, par l'Assemblée Législative et par le Pouvoir exécutif en 1850, elle a été reconnue, consacrée

Le 5 juillet 1848, une proposition est faite par un Représentant, M. Jules Favre; elle a le même objet, elle s'appuie sur les mêmes motifs, elle se sert presque des mêmes termes que le décret du 22 janvier dernier. Elle n'est pas même défendue; et l'Assemblée (assemblée constituante et souveraine) la rejette à l'unanimité.

Le 4 février 1850, l'Assemblée Législative, loin de contester les effets de la donation, autorise le feu roi Louis-Philippe à consentir un emprunt qui serait hypothéqué sur les biens de cette donation; et comme le Roi n'en avait conservé que l'usufruit, les Princes, nus-propriétaires, qui n'étaient pas personnellement obligés à la dette, interviennent spontanément pour engager ce patrimoine, et l'offrir en garantie aux créanciers de l'ancienne Liste civile. Enfin, le Ministre des finances de

M. le Président de la République concourt personnellement à cet emprunt, qu'il sanctionne de sa signature (1); et comme déjà il avait été pris au nom de l'État, créancier hypothécaire alors, sur ces mêmes biens dont il se prétend aujourd'hui propriétaire, une inscription de 26 millions, le Ministre consent en faveur des prêteurs une antériorité d'hypothèques, leur donnant ainsi un gage qu'il reconnaissait à cette époque comme étant la propriété de leurs débiteurs communs.

Ce n'est pas tout. La Commission de l'Assemblée Législative, saisie du projet de loi ministériel, ayant proposé de lever le séquestre qui pesait sur les biens particuliers de M. le prince de Joinville et de M. le duc d'Aumale, le Ministre des finances (M. Fould), organe de la pensée du Gouvernement, est venu, au nom de M. le Président de la République, réclamer une mesure plus équitable et plus juste, en

(1) Voici la clause de l'acte d'emprunt :

« De son côté, M. le Ministre des finances déclare approuver ces conventions.

« De plus, et en vertu des pouvoirs que lui confère le décret du 25 octobre 1848, M. le Ministre des finances consent à ce que les inscriptions prises au profit de l'État soient primées par celles qui seront formées en vertu des présentes. »

demandant que la levée du séquestre fût étendue aux biens compris dans la donation du 7 août (1).

Il y a de cela moins de deux ans !

N'est-ce pas assez pour établir que la propriété des biens auxquels s'appliquent les décrets du 22 janvier repose tout à la fois sur les titres les plus anciens, les plus incontestables, sur les actes émanés de trois gouvernements successifs, sur les lois de la République, comme sur celles de la Monarchie ?

Il devrait suffire, dans une pareille question, d'invoquer les principes et les lois ; car ils couvrent d'une égale inviolabilité tous les droits, tous les intérêts, et ne distinguent pas entre les possesseurs des plus riches patrimoines et ceux des plus pauvres héritages. Mais puisque les décrets du 22 janvier ont, parmi les motifs de leurs considérants, allégué l'importance de la fortune de la Maison d'Orléans, qu'ils estiment à 300 millions de francs, et que leur auteur consent à ne réduire qu'à 100 millions, nous devons, sur ce point aussi, opposer des chiffres exacts à des chiffres fictifs, et la vérité à l'erreur.

Le domaine actuel de la Maison d'Orléans se com-

(1) Séance de l'Assemblée Législative du 4 février 1850.
Voir *Moniteur* du 5.

pose en partie de parcs, de châteaux, d'un entretien dispendieux, et de propriétés telles que Neuilly, Monceaux, etc., d'un produit presque nul, et d'une réalisation très-difficile.

Le revenu annuel, calculé en moyenne sur les deux dernières années, et déduction faite des charges de propriété seulement, *contributions, frais de régie, etc.*, s'établit ainsi :

1 ^o Biens compris dans la donation du 7 août 1830 (déduction faite de ceux qui ont été aliénés depuis 1830) (1)	1,109,000 fr.
2 ^o Biens acquis par le Roi depuis 1830 (partie invendue)	175,000
3 ^o Biens provenant de la succes- sion de Madame Adélaïde . .	863,000
4 ^o Biens appartenant en propre à la Reine, indépendamment de l'usufruit du domaine d'Aumale	49,000
5 ^o Biens appartenant en propre à M. le duc d'Aumale	900,000
Total	3,096,000 (2)

(1) Parmi ces biens se trouve le domaine d'Aumale, dont l'usufruit appartient à la Reine, en vertu du testament de madame la Duchesse douairière, et dont la nue-propriété seulement a fait partie de la donation.

(2) Dans le détail de ces revenus, il n'est pas question du

De ce revenu, ou plutôt du capital qu'il représente, et qu'on ne peut pas, en raison même de la nature des biens, évaluer à plus de 103 millions, il faut retrancher une somme de 30 millions environ, montant des dettes qui restent encore aujourd'hui à acquitter par M. le duc d'Aumale et par les héritiers du Roi.

Resterait donc 73,000,000 fr.
auxquels, pour plus d'exactitude, il convient d'ajouter une somme de 8 millions pour le mobilier et pour les immeubles non susceptibles de revenu.

douaire de Madame la duchesse d'Orléans. Ce douaire ne présente aucune question à discuter ni à résoudre. Le décret du 22 janvier n'y porte aucune atteinte; et il n'aurait pu y toucher sans qu'il en résultât, nous ne disons pas une confiscation, mais une banqueroute partielle.

Ce douaire, en effet, constitué par le contrat de mariage, dressé en forme diplomatique, du 4 avril 1837, a été confirmé par la loi spéciale du 7 mai suivant. — Après la mort de M. le duc d'Orléans, arrivée le 13 juillet 1842, il ne s'agissait plus que d'exécuter le contrat et la loi: et la somme de 300,000 fr., inscrite dans cette loi, a été portée au budget de l'Etat, comme portion de la *Dette publique*. La même disposition s'est reproduite chaque année jusqu'en 1848; et depuis la révolution de février, après une légère contradiction, qui a cédé presque aussitôt devant le principe, le vote s'est renouvelé. C'est ainsi que le douaire a été porté au budget de la présente année 1852; en telle sorte que le décret du 22 janvier, en rappelant le douaire, ne fait autre chose que laisser à la dette son caractère, et à la loi son exécution pure et simple, *sans novation*.

Telle est, au vrai, dans l'état actuel, la fortune de tous les membres de la famille d'Orléans, constatée de la manière la plus exacte et la plus authentique, d'après les livres officiels de la comptabilité de la Maison. Tel a été, pour le patrimoine de cette famille, le résultat de l'avènement au trône de son auguste chef. Elle a perdu la propriété de l'apanage ; et, depuis 1848, elle consacre une partie de ses biens propres à l'acquittement d'obligations contractées presque en totalité pour l'accomplissement des devoirs d'une royauté qui n'est plus.

Maintenant, si l'on pouvait admettre que les décrets seront exécutés, voici quelles en seraient les conséquences :

La famille d'Orléans perd tous les biens compris dans la donation du 7 août 1830 ;

Et il lui reste :

En dehors de la fortune de M. le duc d'Aumale, qui est un patrimoine particulier, sur lequel les autres enfants n'ont aucun droit :

1° La fortune de la Reine, mais dont la plus grande partie se compose d'un usufruit, et ne constitue qu'une ressource malheureusement trop passagère ;

2° Les biens dont le Roi est devenu acquéreur depuis la donation du 7 août, et qui, après les aliénations des-

tinées au paiement des dettes, pourront représenter
environ un revenu de..... 100,000 fr.

3° Les biens de la succession de ma-
dame Adélaïde, qui, déduction faite des
charges testamentaires et administrati-
ves, peuvent valoir environ..... 800,000

C'est un revenu total de 900,000

à partager entre vingt-huit personnes, dont seize en-
fants mineurs! Et les propriétés sur lesquelles il est
assis, des propriétés comme *Randan, Arc*, doivent être
vendues dans le délai d'un an!

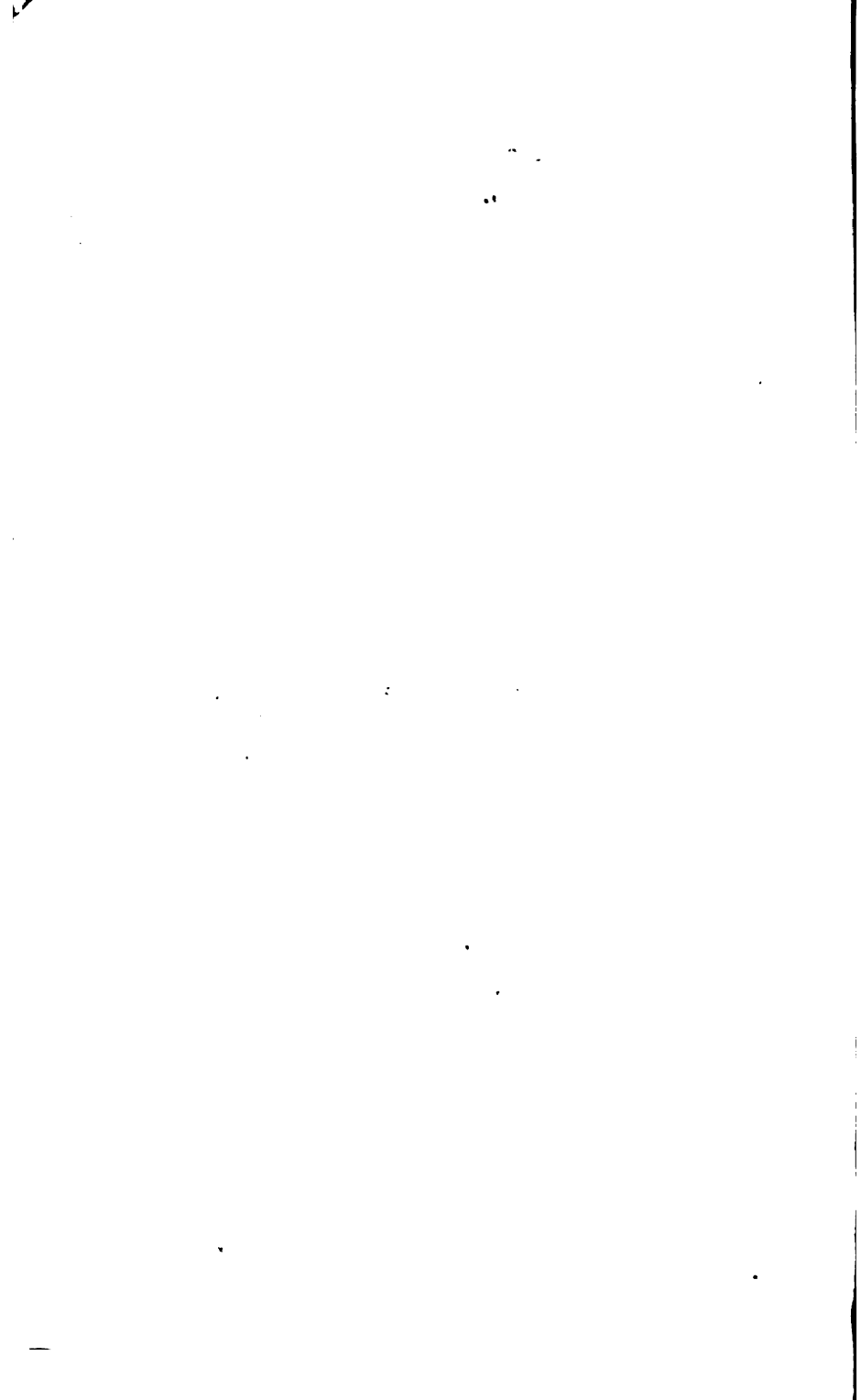
Voici les faits dans toute leur vérité.

Le mandataire des enfants du Roi Louis-Philippe
demande, au nom de cette auguste famille, aux juris-
consultes qui ont bien voulu répondre à son appel, de
dire quels sont les moyens légaux de résister à cette vio-
lation du droit sacré de la propriété.

Paris, 4 février 1852.

Le mandataire,

ED. BOCHER.



CONSULTATION.

Les Conseils soussignés,

Vu le mémoire à consulter ci-contre, présenté au nom de la famille d'Orléans par M. Bocher, son mandataire ;

Vu les décrets du 22 janvier 1852, insérés au *Moniteur* et au *Bulletin des lois*, affichés et publiés ;

Vu la Réclamation contre ces décrets, adressée le 26 janvier à M. le Président de la République par MM. Dupin, Laplagne-Barris, le duc de Montmorency, le comte de Montalivet, et Scribe, exécuteurs testamentaires du feu Roi Louis-Philippe ;

Consultés sur le caractère légal et la portée du second de ces décrets, ainsi que sur la juridiction à laquelle doit être déferée la question de propriété qu'il soulève ;

Sont d'avis :

1° Que, lorsque les décrets du 22 janvier ont été rendus, les Princes de la Maison d'Orléans étaient propriétaires incommutables des biens qui forment l'objet du second de ces décrets ;

2° Que ce décret n'a pu enlever à la famille d'Orléans la propriété des biens dont il s'agit ;

3° Que ce même décret ne forme pas obstacle à ce que la question de propriété entre l'Etat et la famille d'Orléans, et toutes les contestations accessoires qui peuvent s'y rattacher, soient portées devant les tribunaux.

Ces trois propositions vont être successivement justifiées.

§ 1^{er}.

Lorsque les décrets du 22 janvier ont été rendus, les Princes de la Maison d'Orléans étaient propriétaires incommutables des biens qui forment l'objet du second de ces décrets.

Les biens auxquels s'applique le second décret du 22 janvier dernier appartenaient, à titre purement patrimonial, à Louis-Philippe duc d'Orléans. Aucun de ces biens n'avait une origine domaniale ni apanagère ;

c'est un point constant et que le décret ne révoque aucunement en doute.

L'unique motif de ce décret est que les biens dont il s'agit se seraient trouvés réunis au domaine de l'État par l'avènement de Louis-Philippe à la Couronne.

Si ce motif est erroné, le décret manque absolument de base : les biens sont restés sous l'empire du droit commun ; ils ont été transmis patrimoniallement par le père aux enfants ; ils sont protégés par la force invincible du principe de l'inviolabilité de la propriété, qui a trouvé sa consécration dans toutes les Constitutions, sans en excepter celle du 14 janvier 1852. (Voir l'article 26, n° 1^{er}, de cette Constitution.)

Or, trois raisons, également décisives, repoussent l'idée de la réunion de ces biens au domaine de l'État.

PREMIÈRE RAISON.

Les lois de l'ancienne Monarchie, aux termes desquelles les biens particuliers du Prince qui parvenait au trône étaient, de plein droit et à l'instant même, réunis au domaine de l'État, n'étaient pas applicables à la Royauté établie en 1830.

Les lois qui ordonnaient cette réunion, et notamment l'édit de 1607, étaient fondées sur l'essence même de la Monarchie traditionnelle.

Il y avait une famille auguste qui se trouvait identifiée avec l'État, qui avait participé à toutes les gran-

deurs et à toutes les gloires de la France, et qui, par des réunions successives de provinces et de fiefs, avait rétabli l'unité nationale détruite sous les faibles successeurs de Charlemagne. Ses devoirs étaient d'accord avec ses droits. Le sceptre était assuré à perpétuité à l'aîné de cette famille, et, réciproquement, cet aîné appartenait au pays; il se *consacrait* et se *dédiait* à lui, comme le dit Henri IV dans l'édit de 1607 (1). Il ne devait donc conserver rien en propre, car il ne pouvait avoir d'intérêts distincts de ceux de l'État; et d'ailleurs, à quoi lui auraient servi des biens propres? Est-ce que la fortune publique n'était pas là pour pourvoir à ses dépenses privées, aussi bien qu'à l'éclat de sa haute situation?

Est-ce que l'avenir de ses enfants n'était pas assuré? Et le nom *d'enfants de France* qu'on leur donnait, n'exprimait-il pas la condition toute spéciale dans laquelle ils se trouvaient placés?

Après la mort du Roi, son successeur le remplaçait

« (1) Par cette loi (dit Merlin), Henri IV reconnaît que les
« Rois ses prédécesseurs se sont dédiés et consacrés au public,
« duquel ne voulant avoir rien de distinct et séparé, ils ont
« contracté avec leur couronne une espèce de mariage saint et
« politique, par lequel ils l'ont dotée de toutes les seigneuries
« qui, à titre particulier, pouvaient leur appartenir; en sorte
« que, s'il y a eu des réunions expresses, elles ont plutôt dé-
« claré le droit commun, que rien déclaré de nouveau en fa-
« veur du royaume. »

sans intervalle et sans condition. Il y avait changement de personne, mais perpétuité de pouvoir; et cette chaîne, qui n'avait jamais été interrompue dans le passé, s'offrait à l'imagination avec le même caractère de continuité dans l'avenir.

Cette union du royaume et de la race royale, que l'édit de 1607 avait encore qualifiée de *mariage saint et politique*, devait nécessairement entraîner l'incorporation au domaine de la Couronne des biens privés du Prince qui montait sur le trône.

Toutes ces raisons sont parfaitement déduites par Lefebvre de La Planché... « La personne privée (dit-il) « ne peut plus exercer de droit de possession ni de « propriété; elle est entrée dans un nouvel être dans lequel elle se confond; et elle y est entrée telle qu'elle « était avec tous ses droits. Le Prince se donne lui-même sans réserve et *pour l'éternité; il n'a nulle inquiétude à avoir pour l'avenir; sa postérité est celle de l'Etat; ses enfants sont les enfants de la France.* »

Sous la Monarchie du droit traditionnel, rien n'était plus équitable et plus logique que ces maximes.

Maintenant supposez, au contraire, une dynastie nouvelle, s'établissant après une révolution et en vertu d'un pacte ou d'une élection qui n'emprunte rien à la loi de l'ancienne Monarchie, est-ce qu'il sera possible de lui appliquer les mêmes règles, et de dire que son

patrimoine privé se trouve, de plein droit, fondu dans celui de l'Etat ?

Il est manifeste que non.

Aucun des motifs ci-dessus exposés ne saurait militer en faveur d'un tel système.

Sous le régime de la Monarchie traditionnelle, l'héritier présomptif, à qui la Couronne était assurée, devait à son tour au pays sa personne et ses biens ; il y avait un lien réciproque établi d'avance, et c'était en vertu de ce lien, formé par la loi fondamentale du pays, et fortifié par la puissance des souvenirs historiques, que tout ce qui appartenait au Prince au jour de son avènement était, de plein droit, réuni au domaine de l'Etat.

Mais, lorsqu'une dynastie nouvelle vient occuper le trône, ce ne sont pas les principes antérieurs sur l'hérédité qui sont la source de son pouvoir ; loin de là : le sceptre n'est remis entre ses mains que contrairement à ces principes. Comment donc serait-elle soumise à une obligation qui n'est que la conséquence de ces mêmes principes ? Au lieu d'invoquer le droit traditionnel, elle le répudie ; on ne saurait donc non plus l'invoquer contre elle ; et, comme l'ancienne règle qui consacrait la réunion des biens du Monarque au domaine de l'Etat dérivait de ce droit traditionnel, le chef de la nouvelle dynastie échappe nécessairement à l'empire de cette règle.

« La personne du Roi (disait Gilbert, inspecteur
« général du domaine de la Couronne) est tellement
« *consacrée* à l'Etat, qu'elle s'identifie en quelque
« sorte avec l'Etat même ; et comme tout ce qui appar-
« tient à l'Etat est réputé appartenir au Roi, tout ce
« qui appartient au Roi est réciproquement censé ap-
« partenir à l'Etat. »

M. Dalloz remarque avec raison que cette maxime
devait disparaître sous un ordre de choses qui n'avait
plus pour base unique le principe monarchique.

Si nous examinons la législation qui a précédé la
révolution de 1830, la doctrine que nous venons
d'exposer va se trouver confirmée par les faits, c'est-
à-dire par les phases diverses de cette législation.

Les décrets de l'Assemblée Constituante de 1789
avaient limité le pouvoir de Louis XVI ; mais ils n'en
avaient pas changé l'origine : c'était toujours comme
aîné de la famille de Hugues Capet qu'il occupait le
trône. Aussi l'article 6 de la loi du 22 novembre 1790
avait-il reproduit la règle tracée par l'édit de 1607.
Cet article veut que.... les biens particuliers *du Prince
qui parvient au trône soient, de plein droit et à
l'instant même, unis au domaine de la nation, et
que cette union soit perpétuelle et irrévocable.*

Cet article prescrivait aussi la réunion au domaine
national des *biens* que le *Roi acquerrait* pendant son
règne, à quelque titre que ce fût. Cette disposition

était conforme aux anciennes traditions de la Monarchie ; car tout le monde connaît la réponse du procureur général de Harlay à Louis XIV :

« Sire, tout ce que vous acquérez en votre nom appartient à la Couronne. »

L'article 7 exceptait, toutefois, les *acquisitions faites par le Roi, à titre particulier*. Elles étaient, pendant son règne, à sa disposition ; ce temps passé, elles se réunissaient au domaine public. C'était une innovation dont nous indiquerons ci-après le motif.

Bientôt, la République remplaça la Monarchie ; mais en 1804 le régime monarchique reparut : l'Empire fut fondé. Quel système adopta-t-il relativement au domaine de la Couronne et aux biens particuliers du Prince ? Se conforma-t-il à ce que le décret du 22 janvier dernier appelle *l'ancien droit public de la France* en cette matière ?

Nullement ; et la raison en est simple : il ne s'appuyait pas sur le passé ; c'était en lui-même, ou, si l'on veut, dans les votes du peuple qu'il trouvait sa consécration.

Le sénatus-consulte organique du 28 floréal an xii s'était borné à déclarer que la Liste civile resterait réglée ainsi qu'elle l'avait été par les articles 1^{er} et 4 de la loi du 26 mai 1791, c'est-à-dire que l'Empereur devait, comme Louis XVI, avoir une Liste civile de 25 millions, et la jouissance des maisons,

parcs et domaines énoncés dans cette loi du 26 mai 1791. Il avait ajouté que l'Empereur aurait des palais impériaux aux quatre points principaux de l'empire (art. 15 et 16 du sénatus-consulte de l'an XII). Mais rien n'avait été décidé relativement au système domanial. Le sénatus-consulte du 30 janvier 1810 y pourvut par des dispositions très-étendues (il n'a pas moins de 90 articles). Tout fut réglé par ce sénatus-consulte, relativement à l'Empereur régnant, à ses successeurs, aux Princes de sa famille, au domaine de la Couronne, aux apanages et aux douaires des Impératrices.

Y trouve-t-on une disposition semblable à celle de l'ordonnance de 1607 et de la loi du 22 novembre 1790 ? Y est-il dit que les biens qui appartiendront à l'Empereur, lors de son avènement au trône, seront, de plein droit et à l'instant même, réunis au domaine de la Couronne ? Non ; cette règle, que le décret du 22 janvier dernier qualifie de *règle fondamentale de la Monarchie*, ne figure pas dans le sénatus-consulte de 1810, et elle ne devait pas y figurer ; car la Monarchie impériale n'avait rien de commun avec l'antique Monarchie des Rois de la troisième race, et ce qui était conforme à la nature de celle-ci aurait été contraire à la nature de celle-là.

Le sénatus-consulte de 1810 distingue trois sortes de domaine.

La première comprend les biens, meubles et immou-

bles qui forment la dotation de la Couronne, et qui sont inaliénables et imprescriptibles.

La seconde est le domaine extraordinaire, qui se compose des biens provenant de conquêtes.

Enfin, la troisième est le domaine privé.

« L'Empereur (porte l'article 31 du sénatus-consulte) a un domaine privé, provenant, soit de donations, soit d'acquisitions; le tout conformément aux règles du droit civil. »

Les biens appartenant à l'Empereur au moment de son avènement à la couronne faisaient évidemment partie du domaine privé.

« Les biens immeubles et droits incorporels du domaine privé de l'Empereur (porte l'art. 48) ne seront, en aucun temps et sous aucun prétexte, réunis de plein droit au domaine de l'État; la réunion ne peut s'opérer que par un sénatus-consulte. »

L'Empereur pouvait disposer de son domaine, soit par acte entre vifs, soit par testament, sans être lié par aucune des dispositions du Code civil (art. 35).

S'il mourait *ab intestat*, les droits de ses héritiers aux biens du domaine privé étaient réglés par les articles 43, 44, 45, 46 et 47; et ce qu'il y avait de remarquable, c'est que, s'il ne laissait que des princesses, le parent en ligne collatérale qui lui succédait comme

Empereur avait droit à une part d'enfant (art. 46). Ainsi, les institutions impériales, bien loin d'enlever au monarque appelé au trône les biens qu'il possédait lors de son avènement, pour les réunir au domaine de l'État, ajoutaient au contraire à son patrimoine privé, en lui conférant un droit anormal d'hérédité dans le domaine privé de son prédécesseur, lorsqu'il n'était pas le descendant en ligne directe de celui-ci.

C'était exactement le contre-pied des règles de l'ancienne Monarchie et la négation absolue de cette maxime de l'édit de 1607, que le monarque ne devait avoir *rien de distinct et de séparé*.

Les faits ont été parfaitement d'accord avec le droit. L'Empereur Napoléon possédait des biens au moment de son avènement au trône : il avait entre autres le domaine de La Malmaison; ce domaine ne devait pas être et n'a pas été réuni au domaine de l'État.

Les observations qui précèdent ont d'autant plus d'importance, que les institutions et les actes de l'époque impériale sont aujourd'hui, en beaucoup de points, présentés comme modèles.

En 1814, la Restauration vient *renouer la chaîne des temps*, comme le porte le préambule de la Charte de Louis XVIII; ce monarque s'asseyait sur le trône de ses pères, en vertu du droit traditionnel; et, par une conséquence invincible, l'ancienne maxime sur le droit de la réunion à la Couronne des biens privés du monar-

que, doit reprendre son autorité immémoriale: aussi se trouve-t-elle consacrée par l'article 20 de la loi du 8 novembre 1814, ainsi conçu :

« Les biens particuliers du Prince qui parvient au trône sont, de plein droit et à l'instant même, réunis au domaine de l'État, et l'effet de cette réunion est perpétuel et irrévocable. »

Ainsi, en ce qui concerne les biens appartenant au monarque au moment de son avènement au trône, les termes de la loi sur la Liste civile et la dotation de la Couronne étaient exactement semblables à ceux de la loi du 22 novembre 1790.

Ils ne différaient même que très-peu de cette loi de 1790, quant aux biens que le Roi pouvait acquérir pendant son règne; ces biens, qualifiés *domaine privé*, n'étaient pas, de plein droit, réunis au domaine de l'État; ils ne l'étaient qu'autant que le Roi n'en avait pas disposé, soit entre vifs, soit par testament. Dans ces dispositions, le Roi n'était pas lié par les règles du Code civil. C'était en ce dernier point que consistait la dérogation à la loi de 1790. S'il mourait sans avoir disposé, la réunion au domaine de l'État s'opérait immédiatement. Ainsi il n'y avait aucun changement au droit de l'ancienne Monarchie, à l'égard des biens que le Roi possédait au moment de son avènement au trône; il n'y en avait que relativement aux biens acquis depuis cet

avènement, et déjà le changement sur ce dernier point existait en grande partie dans la loi de 1790.

Ce changement s'explique facilement. Sous l'ancien régime, il n'y avait pas de Liste civile ; le trésor royal subvenait indistinctement aux dépenses de l'État et aux dépenses personnelles du Roi. Le Roi ne pouvait acheter qu'en puisant dans le Trésor ; et, par conséquent, toute acquisition par lui faite l'était au moyen de deniers publics. La Charte de 1814 ayant décidé, comme la Constitution de 1791, que le Roi aurait une Liste civile (art. 23), il pouvait employer à des acquisitions les économies faites sur cette Liste civile, et par conséquent avoir un domaine privé,

Le système de la Restauration différait donc d'une manière notable de celui de l'Empire. Il en différait essentiellement, quant aux biens existants au moment de l'avènement du monarque, dont il prescrivait, conformément aux anciennes lois de la Monarchie, la réunion immédiate et de plein droit au domaine de l'État, ce que le système de l'Empire n'avait pas fait. Il en différait, à certains égards, quant aux biens acquis depuis l'avènement du Roi, puisque, d'une part, il n'admettait pas de succession *ab intestat* à ces biens, comme l'avait fait le sénatus-consulte de 1810, et que, d'autre part, il ordonnait la réunion de ces biens au domaine de l'État, dans le cas où le Roi n'en disposerait pas, tandis que le sénatus-consulte portait que

la réunion ne pourrait avoir lieu que de l'autorité du sénat.

Tel était l'état des choses au moment de la révolution de 1830.

Louis-Philippe, duc d'Orléans, appelé au trône par les actes politiques du mois d'août, avait deux sortes de biens :

- Des biens d'apanage,

Et des biens qui lui appartenaient à titre purement privé.

Les biens d'apanage ont été réunis au domaine de l'État par son avènement. Cette réunion s'est opérée immédiatement ; tout est consommé à cet égard ; Louis-Philippe n'a conservé aucun des objets qu'il possédait à titre d'apanage ; c'est un point incontestable et incontesté.

Mais, quant aux biens privés, la réunion au domaine de l'État pouvait-elle résulter de l'acceptation par lui de la Couronne qui lui était offerte ?

C'est là que réside la question ; car, nous ne saurions trop le répéter, le décret du 22 janvier ne statue que sur des biens de cette dernière espèce.

Deux systèmes opposés se trouvaient en présence.

L'un avait existé sous l'Empire, parce qu'il était conforme à la nature d'une Monarchie nouvelle.

L'autre avait existé sous la Restauration, parce qu'il était la reproduction du droit séculaire de l'ancienne

Monarchie, et que ce droit, modifié dans le sens d'une sage liberté par la Charte de 1814, quant aux garanties des citoyens et aux formes du Gouvernement du Roi, ne l'avait été en aucune manière relativement aux règles de la succession au trône, et avait, au contraire, reçu à cet égard la plus solennelle consécration.

De ces deux systèmes, quel était celui qui s'adaptait à l'ordre de choses établi au mois d'août 1830 ?

Le premier évidemment, puisque la Maison d'Orléans arrivait à la Couronne comme dynastie nouvelle, et avec une solution de continuité manifeste entre le passé et l'avenir.

Ainsi, faisons abstraction pour un moment de la donation du 7 août, dont nous nous occuperons plus tard ; raisonnons hypothétiquement, comme si cette donation ne fût pas intervenue. Les biens possédés à titre purement patrimonial par Louis-Philippe, et qui sont les seuls dont il s'agit aujourd'hui, n'auraient pas été réunis au domaine de l'État ; ils seraient restés sa propriété personnelle, car on n'aurait pu appliquer, ni l'édit de 1607, ni la loi du 22 novembre 1790, ni celle du 8 novembre 1814, monuments et conséquences du droit traditionnel que la révolution de 1830 venait de briser.

Dans l'hypothèse de la non-existence de la donation du 7 août, les Princes d'Orléans n'en seraient pas moins propriétaires ; seulement, au lieu de l'être devenus en 1830, comme donataires, ils le seraient devenus en mo-

meint du décès de leur père, comme légataires ou héritiers.

La loi du 2 mars 1832 sur la Liste civile du nouveau règne a reconnu et consacré cette doctrine; nous disons avec intention *reconnu* et *consacré*, car elle ne l'a pas créée; elle lui a seulement imprimé le sceau de son autorité, comme le législateur le fait quelquefois à l'égard d'un droit préexistant qu'il déclare, et auquel il rend hommage.

« Le Roi (porte l'art. 22 de cette loi) *conservera la propriété des biens qui lui appartenaient avant son avènement au trône*; ces biens et ceux qu'il acquerra à titre onéreux pendant son règne composeront son domaine privé. »

L'article 23 ajoute que « le Roi peut disposer de son domaine privé, soit par actes entre-vifs, soit par testament, sans être assujetti aux règles du droit civil qui limitent la quotité disponible. »

Si les principes et les faits qui précèdent avaient été mieux connus des conseillers qui ont proposé au chef de l'Etat le décret du 22 janvier, ils n'auraient pas inséré dans ce décret des expressions qui contiennent un blâme contre le législateur de 1832.

« Considérant (porte ce décret) que les biens compris dans la donation du 7 sont se trouvant irrévocablement incorporés au domaine de l'Etat, n'ont

« pu en être distraits par les dispositions de l'article 22
« de la loi du 2 mars 1832; que ce serait, contraire-
« ment à tous les principes, attribuer un *effet rétro-*
« *actif* à cette loi, que de lui faire valider un acte radi-
« calement *en d'après la législation existante* à
« l'époque où cet acte a été consommé; que d'ailleurs
« cette loi, *dictée dans un intérêt privé par les en-*
« *traînements d'une politique de circonstance*, ne
« saurait prévaloir contre les droits permanents de l'E-
« tat et les *règles immuables du droit public.* »

Non il n'y avait pas de *législation existante* en vertu de laquelle la réunion dût s'opérer de plein droit; car cette législation était propre à la Monarchie traditionnelle et étrangère à la Monarchie de 1830.

Il n'y avait pas, sur ce point, de *règles immuables de droit public*; car celles que l'Empire avait adoptées étaient totalement différentes des maximes et des dispositions de l'ancien *droit public* français; elles s'en éloignaient encore plus que ne l'a fait la loi de 1832; personne ne s'en est jamais plaint; et certainement ce ne sera pas au nom du neveu de l'Empereur qu'on donnera le signal d'une critique à ce sujet.

Enfin, les Chambres de 1832 n'ont pas mérité le reproche d'avoir cédé aux *entraînements d'une politique de circonstance*, et d'y avoir sacrifié les *droits permanents de l'Etat*; car la loi de 1832 est conforme à l'essence même du Gouvernement établi en

1830; et il importe de remarquer que l'article 22 fut adopté sur la proposition d'un Député de l'opposition, M. Eusèbe Salverte, qui voyait dans cette disposition un moyen de mieux caractériser la révolution de juillet et de la séparer plus nettement du régime antérieur. Il faut ajouter que jamais, dans les Chambres, où le langage de l'opposition a été quelquefois si vif, il ne s'est élevé aucune expression de blâme ni même de regret à l'égard de cette disposition ni à l'égard de l'acte du 7 août.

La propriété de la Maison d'Orléans et l'existence de cette propriété, à l'époque de 1832, ont donc été reconnues par la loi sur la liste civile, et cette reconnaissance emporte invinciblement la négation de la prétendue réunion qui se serait effectuée en 1830.

Les lois qui ne contiennent que des règles générales et abstraites peuvent toujours être abrogées; et, quand leur abrogation a lieu, elles perdent toute autorité à partir de l'abrogation.

Mais il en est autrement de celles qui ont reconnu le droit d'une personne, soit que ce droit consiste dans la propriété d'un objet, soit qu'il dérive d'un contrat. La loi devient alors irréfragable; elle participe à l'inviolabilité de la propriété et des conventions. Son abrogation est d'autant plus impossible, qu'elle serait nécessairement entachée d'*effet rétroactif*, puisqu'elle porterait atteinte à des droits acquis et proclamés. Or,

qu'est-ce que le décret du 22 janvier, si ce n'est l'abrogation des articles 21 et 22 de la loi de 1832, puisque ces articles portent que le Roi Louis-Philippe *conservera les biens qui lui appartenaient avant son avènement au trône*, tandis que le décret décide que ces biens ont été réunis au domaine de l'État à l'époque du mois d'août 1830? Les rédacteurs du décret se sont avec raison montrés ennemis de tout *effet rétroactif*; mais, à leur insu, ils sont tombés dans l'erreur même qu'ils ont si injustement reprochée au législateur de 1832.

Les articles 22 et 23 de la loi 1832 ne sont pas un hors-d'œuvre dans cette loi; ils ont un rapport direct avec son objet, et sont inséparables de ses autres dispositions. En effet :

1^o Il s'agissait de fixer le chiffre de la Liste civile du Roi. Quel devait être ce chiffre? Il était nécessairement subordonné à la question de savoir si le Roi avait ou non des propriétés privées. Les Chambres ont donc dû examiner cette question, en formuler la solution dans la loi, et prendre en considération le revenu du domaine privé, pour déterminer le montant annuel de la Liste civile.

2^o La loi de 1832, après avoir accordé au Prince royal une somme annuelle d'un million, a disposé en ces termes, relativement aux fils puînés du Roi et aux princesses ses filles :

« *En cas d'insuffisance du domaine privé, les*
« dotations des fils puînés du Roi et des princesses ses
« filles seront réglées ultérieurement par des lois spé-
« ciales (art. 20). »

Il est évident que, si la famille d'Orléans n'avait pas conservé la propriété de son *domaine privé*, et que ce domaine eût été réuni au domaine de l'État, comme le suppose le décret du 22 janvier, il aurait été nécessaire d'accorder des dotations aux fils puînés. Aussi, plus tard, quand ces dotations ont été demandées, les a-t-on combattues et repoussées en prenant pour base la règle tracée par l'article 20 de la loi de 1832, et en disant que le *domaine privé* était *suffisant* pour soutenir la dignité des Princes. Ainsi, non-seulement la reconnaissance des droits de la famille d'Orléans sur le domaine privé a été juste et conforme aux principes fondamentaux du régime de 1830, mais encore elle a été utile à l'État, qui s'en est prévalu pour limiter ses obligations.

Les articles 20 et 22 font donc partie intégrante et nécessaire du système de la loi de 1832; s'ils n'existaient pas, ce système serait incomplet. Et par conséquent la propriété du domaine privé a été marquée par cette loi d'un cachet d'inviolabilité qu'il n'appartient à personne de briser.

La loi de 1832 était une loi contractuelle; elle réglait les droits respectifs du Roi et de l'État; à côté de

certaines avantages, elle stipulait des charges et des obligations onéreuses; le tout était coordonné, et ce n'est pas après vingt ans d'exécution qu'il est possible d'en anéantir les effets.

SECONDE RAISON.

Jusqu'ici, nous avons fait abstraction de la donation du 7 août; et il résulte de ce qui précède, que, lors même que cette donation n'aurait pas existé, la réunion des biens du Roi Louis-Philippe au domaine de l'État ne se serait pas opérée.

Cette démonstration écarte sans retour les appréciations morales qu'on lit avec douleur dans le décret du 22 janvier.

L'acte du 7 août aurait soulevé la conscience publique.... En se réservant l'usufruit des biens compris dans la donation, Louis-Philippe ne se dépouillait de rien, et voulait seulement assurer à sa famille un patrimoine devenu celui de l'État. « La fraude à une loi d'ordre public n'existe pas moins lorsqu'elle est concertée en vue d'un fait certain qui doit immédiatement se réaliser. »

La fraude, où est-elle? Comment pourrait-elle exister, puisque l'acte du 7 août n'était pas nécessaire pour empêcher la réunion, qui n'aurait eu lieu dans aucun cas? Le sentiment de la justice joint à celui du respect pour la tombe, n'aurait-il pas dû détourner les

rédacteurs du décret, de le présenter dans de pareils termes à la signature du chef du Gouvernement?

Mais, maintenant, plaçons-nous dans une supposition tout-à-fait gratuite : admettons pour un moment que l'édit de 1607, la loi de 1790 et celle de 1814 eussent été applicables; que la donation du 7 août eût été une précaution; que cette précaution n'eût pas été superflue; qu'elle eût eu pour effet, en même temps que pour but, de préserver la fortune personnelle de Louis-Philippe de cette application : où serait alors la fraude, et où trouverait-on la cause de nullité de cette donation? Il nous est impossible de le concevoir.

Sous l'ancienne Monarchie, par la force du droit héréditaire, et selon l'adage *le Roi est mort, vive le Roi*, le caractère royal s'imprimait immédiatement sur la personne du successeur du Monarque décedé ou abdiquant, et les biens de ce successeur se trouvaient au même instant acquis à l'État. Tout ce que le nouveau Roi aurait essayé de faire après son avènement, pour soustraire ses biens à la réunion, aurait été blâmable, et surtout entièrement inefficace. Il n'avait pas d'ailleurs à se plaindre : héritier présomptif de la Couronne, il avait d'avance connu sa haute destinée; il avait donc pu et dû diriger ses affaires privées, de manière à assurer le sort de ses fils puînés et de ses filles.

Mais telle n'était pas la situation du Roi Louis-Philippe.

A la suite d'une révolution violente et imprévue, le trône, auquel sa naissance ne l'appelait pas, lui était subitement offert par la résolution de la Chambre des Députés du 7 août 1830, moyennant l'acceptation des dispositions et propositions contenues dans cette résolution. S'il acceptait, ses biens apanagers étaient nécessairement réunis au domaine de l'État; et c'est ce qui a eu lieu. Mais, père de huit enfants, devait-il exposer le patrimoine entier de sa famille à des chances dont les événements de 1848 ont fait connaître la réalité?

Les conditions posées dans la résolution du 7 août n'ayant aucun rapport direct ni indirect avec sa fortune privée, ne pouvait-il pas, en toute loyauté, n'accepter la couronne qu'après avoir transmis à ses enfants la propriété de cette fortune?

Quel tort faisait il à l'État? Aucun; car l'État n'avait jamais pu compter sur cette fortune; il n'avait pu y compter, ni d'après le droit héréditaire, qui n'appelait pas le duc d'Orléans à la royauté, ni d'après la résolution du 7 août, puisqu'elle était tout-à-fait étrangère aux biens. Louis-Philippe avait donc, à tous les points de vue, sous le rapport moral comme sous le rapport légal, la pleine liberté de ne formuler son *acceptation* qu'après avoir disposé en faveur de ses enfants des biens qu'il possédait à titre privé, et non apanager.

C'est ce qui a eu lieu, et il n'est arrivé au trône que dans cette situation.

Supposons qu'il ne l'eût pas fait, et supposons, en outre, que la législation de 1607, de 1790 et de 1814 eût été applicable à ses biens, l'État en serait aujourd'hui propriétaire; mais cette propriété ne serait-elle pas un de ces droits qui blessent l'équité, et qui révoltent la conscience?

Quoi! ces biens n'auraient été dévolus à l'État qu'en conséquence et en considération de la création d'une royauté établie à *perpétuité* en faveur de Louis-Philippe et de ses *descendants de mâle en mâle par ordre de primogéniture* (1); et la France, après avoir brisé cette royauté, du vivant même de Louis-Philippe, retiendrait ces mêmes biens, sans respect pour sa propre dignité, et pour l'esprit du pacte en vertu duquel ils lui auraient été transmis! Elle aurait détruit la cause de la réunion, et elle en conserverait le bénéfice! Puisqu'il faut reconnaître qu'un tel résultat choquerait toutes les notions de l'équité, comment peut-on soutenir que la donation du 7 août, qui met obstacle à ce qu'il ait lieu (toujours dans l'hypothèse de l'application possible de l'ancien droit sur la réunion), a été contraire au devoir et à la délicatesse?

Rien n'empêchait donc Louis-Philippe de se dessaisir.

(1) Résolution du 7 août.

par cette donation, de la propriété de ses biens en faveur de ses enfants. Elle doit produire tous ses effets légaux. Elle a, comme le porte l'article 894 du Code civil, *déponillé actuellement et irrévocablement* le donateur de la chose donnée.

Ainsi, au moyen de la donation du 7 août, Louis-Philippe n'était plus propriétaire de ses biens non apanagers, lorsque, le 9 du même mois, il est devenu Roi, par l'effet de son acceptation. Il suit de là que, quand même l'édit de 1607, et les lois de 1790 et de 1814 seraient applicables (ce que nous contestons) à cette royauté qu'on a nommée *contractuelle*, les biens de Louis-Philippe n'auraient pas été réunis au domaine de l'État, puisqu'ils avaient cessé d'appartenir au nouveau Roi deux jours avant son avènement au trône.

Les rédacteurs du décret du 23 janvier répondent que, *par suite de son acceptation, Louis-Philippe était roi dès le 7 août.*

C'est là une erreur manifeste. Louis-Philippe ne pouvait, aux termes de la résolution du 7 août, devenir roi que *moyennant l'acceptation des propositions et dispositions contenues dans cette résolution.* Or, il n'a accepté que le 9; la royauté ne date donc que de ce jour-là; en sorte que la donation étant consommée avant son avènement au trône, les biens compris dans cette donation n'auraient pas été atteints par la

dévolution, même sous le régime de la Monarchie traditionnelle.

Il suffit d'ailleurs, pour s'en convaincre, de lire le *procès-verbal* de la séance du 9 août. Il porte en tête que..... « MM les Pairs et MM. les Députés, s'étant
« réunis au Palais de la Chambre des Députés, sur
« la convocation de *Monseigneur Louis-Philippe*
« *d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant général*
« *du Royaume,* » etc.

Le *duc d'Orléans* n'était donc pas encore roi.

Puis, le *procès-verbal* constate que le Prince a lu
l'acceptation sans restriction ni réserve des clauses et engagements que renferme la déclaration du 7 août, et le titre de Roi qu'elle lui a conféré.

Après cette déclaration, M. le duc d'Orléans n'est encore qualifié que d'*Altesse Royale*, parce qu'il lui reste à prêter serment.

Mais, immédiatement après la prestation du serment, le *procès verbal* porte que « *Sa Majesté Louis-Philippe I^{er}, Roi des Français,* s'est placé sur le « trône, etc. »

Le moment où l'existence de la royauté a commencé est donc parfaitement précisé; ainsi, Louis-Philippe n'était encore que *duc d'Orléans* lorsqu'il a fait la donation du 7 août; et, au moment de son avènement à la Couronne, il n'était plus propriétaire des biens dont il s'agit.

La loi du 2 mars 1832 a si bien reconnu que la royauté ne datait que du 9 août, qu'elle contient une disposition transitoire ainsi conçue : « La présente Liste civile aura son effet à *partir du 9 août 1830.* » On ne contestera certainement pas en 1852, au législateur de 1830 et 1832, le droit de déterminer le jour précis auquel devait commencer la royauté qu'il venait lui-même de fonder.

Les jurisconsultes qui ont proposé à M. le Président de la République le décret du 22 janvier, ont confondu la condition apposée à un contrat consenti par toutes les parties, avec l'acceptation d'un contrat par l'une des parties.

Lorsqu'un contrat parfait par le consentement de toutes les parties est subordonné à une condition, et que cette condition vient à s'accomplir plus tard, elle a un effet *rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté* (1).

Mais lorsqu'un contrat proposé par l'une des parties n'est accepté que plus tard par l'autre partie, *l'engagement* et les droits qui en résultent ne datent que du jour de l'acceptation ; jusque là, il n'existait aucun lien, il n'y avait pas de convention, mais un simple projet de convention.

Ces principes, élémentaires en droit privé, s'ap-

(1) C. c., art. 1179.

pliquent au droit public toutes les fois qu'on procède par la voie conventionnelle ; ainsi, de même qu'elles régissent les traités diplomatiques, de même elles doivent régir les pouvoirs de l'État lorsqu'ils ont un caractère contractuel.

Aussi les rédacteurs du décret, comprenant la faiblesse de leur argumentation, ont-ils essayé de recourir à cette imputation de *fraude* que nous avons si complètement réfutée, et sur laquelle il serait aussi pénible que superflu de revenir. Cette idée une fois écartée, la transmission de propriété résultant de la donation du 7 août est inattaquable, même dans la supposition, inadmissible selon nous, que les anciens principes établis pour les *rois de France* pussent être applicables au *roi des Français*.

La question fût-elle régie par l'édit de 1607, la loi de 1790 et la loi de 1814, au lieu de l'être par le principe que les articles 22 et 23 de la loi de 1831 ont reconnu et consacré, la donation du 7 août n'en conserverait pas moins sa force et son intégrité ; et cette donation formerait un obstacle invincible au système de la dévolution ; car l'État n'aurait pu, le 9 août, recevoir du Roi des biens dont celui-ci s'était dépouillé deux jours auparavant.

TROISIÈME RAISON.

Nous n'avons encore considéré les choses qu'à leur

origine, et nous avons démontré que, dès l'époque de 1830 et de 1832, le droit de propriété de la Maison d'Orléans sur son domaine privé était incontestable.

Mais supposons qu'il pût rester quelques doutes à cet égard, ils auraient été levés par des actes subéquents dont l'autorité ne saurait être récusée.

La révolution de 1848 s'était accomplie ; les Princes d'Orléans ne pouvaient attendre des nouveaux pouvoirs ni faveur ni sympathie ; mais ils pouvaient en attendre une justice impartiale, et ils l'ont obtenue.

Le Gouvernement provisoire s'est borné à mettre sous le séquestre les biens du domaine privé. Cette mesure était expliquée par les motifs suivants :

« Considérant que les biens du domaine privé de
« l'ex-roi doivent être la garantie des créanciers de
« l'ancienne Liste civile.

« Considérant que l'Assemblée Nationale sera appelée à décider les questions relatives aux biens
« privés de la famille royale. » (Décret du 6 février.)

M. Garnier-Pagès, dans un rapport du 9 mars, après avoir déclaré que les biens de l'ancienne Liste civile avaient fait retour au domaine de l'État, ajoutait ces paroles remarquables : « Il est bien entendu que le
« domaine privé n'est point compris dans cette
« mesure, et qu'il reste provisoirement sous le sé-
« questre à la disposition de l'Assemblée Nationale » .

On voit que le Gouvernement provisoire avait le sen-

timent du droit de propriété de la Maison d'Orléans, et qu'il ne croyait pas à la réunion des biens particuliers de cette Maison au domaine de l'Etat.

Cependant l'Assemblée Nationale se réunit, et M. Jules Favre, usant de son droit d'initiative, lui soumet une proposition ayant pour objet de faire décider que « les
« biens meubles et immeubles composant le domaine
« privé de l'ex-Roi Louis-Philippe sont acquis au do-
« maine de l'Etat. »

Les motifs à l'appui de cette proposition étaient précisément ceux sur lesquels repose le décret du 22 janvier.

M. Jules Favre disait que « la donation du 7 août
« 1830 devait être considérée comme nulle et entachée
« de fraude ; que, purement fictif, cet acte n'avait eu
« pour but que d'empêcher la réunion légale des biens
« de M. le duc d'Orléans au domaine de la Couronne,
« conformément aux anciens principes. »

Le comité des finances délibère sur cette proposition, et il charge M. Berryer, son rapporteur, de soumettre à l'Assemblée un projet de décret qui, en écartant la proposition de M. Jules Favre, ordonne diverses mesures provisoires relatives aux biens placés sous le séquestre. La proposition de M. Jules Favre est combattue dans ce rapport par les principes qui servent de base à la présente consultation, et on y lit notamment le passage suivant :

« Loin de rechercher dans les circonstances présentes
« une occasion d'annuler un tel acte, la justice, la
« bonne foi, la dignité nationale doivent l'entourer
« d'un respect plus sévère. Désormais *les donataires*
« *de la nue-propriété* des biens *patrimoniaux de*
« *la Maison d'Orléans* n'en peuvent être dépossédés
« que par *une violation manifeste du contrat* :
« déclarer ces biens acquis à l'État, ce serait *consacrer*
« *une atteinte violente au droit de propriété,* » etc.

M. Jules Favre ne se présente pas même pour soutenir sa proposition ; elle est écartée ; et le projet de la Commission sur les mesures provisoires est adopté à l'unanimité par l'Assemblée, le 25 octobre 1848. Plusieurs des dispositions de ce décret reconnaissent le droit de propriété de la Maison d'Orléans. Nous nous bornerons à citer l'article 5, ainsi conçu : « Le conseil
« des Ministres fixera une provision sur les revenus
« actuels *pour chacun des PROPRIÉTAIRES.* »

Ainsi, l'Assemblée de 1848, qui réunissait tous les pouvoirs de la souveraineté, a consacré une seconde fois ce droit de propriété, déjà proclamé par le législateur de 1832.

Apparemment, on ne dira pas de cette seconde loi, comme on l'a dit de la première, qu'elle est due aux *entraînements d'une politique de circonstance*. Si, en 1848, on avait suivi les entraînements de la *politique de circonstance*, au lieu de s'attacher à la

justice, à la morale, au respect de la propriété et à la dignité nationale, avons-nous besoin de dire que ces *entrainements* auraient été décisifs contre une famille dont le trône venait d'être renversé, et qui avait été exclue du sol de la patrie? C'était une Assemblée républicaine qui statuait à l'égard d'une maison princière; mais cette assemblée s'éleva dans cette journée au-dessus des passions et des préjugés de parti; et ce sera pour elle un éternel honneur!

Ce n'est pas tout; la dernière Assemblée législative a marqué une troisième fois du sceau de la consécration légale, le droit de propriété des Princes de la Maison d'Orléans. Une loi du 4 février 1850 contient la disposition suivante: « A partir de cette époque (le 1^{er} août « 1850), *le séquestre sur les biens du domaine « privé sera levé.* »

Et (chose bien remarquable!) qui a eu l'initiative de cette disposition? — M. Fould, alors Ministre des finances.

La Commission de l'Assemblée s'était bornée à proposer la levée du séquestre, en ce qui concernait les biens particuliers de M. le prince de Joinville et de M. le duc d'Aumale. M. Fould est venu, *au nom de M. le Président de la République, réclamer une mesure plus équitable et plus juste*, en demandant que la levée du séquestre fût étendue aux biens com-

pris dans la donation du 7 août; et cette proposition a été adoptée.

La même loi a encore reconnu le droit de propriété de la Maison d'Orléans, en *autorisant* LES DÉBITEURS et le *liquidateur général* à *emprunter* jusqu'à concurrence de 20 millions de francs, pour achever la liquidation des dettes de l'ancienne Liste civile, et à consentir inscription avec antériorité d'hypothèque sur l'État lui-même.

En est-ce assez? Et, s'il en était autrement, combien faudrait-il de lois et d'actes du Gouvernement, pour que la reconnaissance d'un droit fût irréfragable, et pour qu'il y eût dans la société humaine quelque chose de fixe, de stable et de consommé?

Disons un dernier mot à ce sujet : à côté de cette série d'actes émanés de la puissance publique, il y a une autre série qui mérite d'être prise en sérieuse considération : c'est celle des dispositions privées; et ces deux séries sont liées ensemble; car les dispositions privées ont été faites sur la foi des actes de la puissance publique. Ces dispositions, dont le Mémoire à consulter contient l'énonciation consistent dans les contrats de mariage, les testaments, et enfin les actes à titre onéreux.

LES CONTRATS DE MARIAGE.

Ils renferment tous la clause suivante :

« S. A. R. apporte audit mariage tous les droits de
« propriété qui lui sont acquis et lui appartiennent
« en vertu de la donation paternelle à lui faite par
« acte du 7 août 1830, » etc., etc.

Ainsi les familles royales ou princières avec lesquelles
ont été contractées ces alliances par mariage se trouve-
raient frustrées. Croit-on que l'honneur de la France
n'en fût pas atteint ?

A ce sujet, il ne faut pas oublier deux considéra-
tions :

La première, que l'inviolabilité des contrats de ma-
riage des princes s'appuie à la fois sur le droit privé,
comme celle des contrats de mariage des citoyens or-
dinares, et sur le droit public, puisqu'ils sont passés en
exécution de conventions diplomatiques.

La seconde, que comme nous l'avons déjà dit, si
les princes et princesses n'avaient pas apporté en ma-
riage les droits incommutables que l'acte du 7 août leur
conférait sur les biens du domaine privé, l'État aurait
été tenu de leur constituer des dotations apanagères ou
des dots. Il n'en a été dispensé que par l'existence du
domaine privé. Aujourd'hui, on reprendrait, par un dé-
cret, le domaine privé, comme étant devenu la propriété
de l'État par la prétendue dévolution de 1830, et on ne
placerait pas les Princes dans la situation où ils auraient
été, si le système de la dévolution avait prévalu en 1830
ou en 1832, puisque, dans cette hypothèse, ils auraient

été dotés par l'État; c'est-à-dire qu'on aurait le bénéfice sans les charges.

Ainsi se trouveraient successivement appliqués à une même famille deux principes contraires, celui de la *séparation* et celui de la *dévolution*. Ce ne peut, cependant, être que l'un ou l'autre; car les appliquer tous les deux dans ce qu'ils ont d'onéreux, c'est vouloir une chose, non-seulement injuste, mais encore impossible.

LES TESTAMENTS.

Ceux du roi Louis-Philippe et de madame la princesse Adélaïde ont été combinés de manière à éviter le morcellement des biens. Non-seulement cette harmonie serait détruite, mais encore la position des princes d'Orléans se trouverait très-inégale. Ceux qui ont reçu une part plus forte des biens de leur père, parce qu'ils en ont reçu une moins considérable des biens de leur tante, éprouveraient une lésion énorme.

LES ACTES A TITRE ONÉREUX.

Nous comprenons, sous cette dénomination, les aliénations de biens faisant partie du domaine privé, et les emprunts avec hypothèque sur les biens de ce domaine.

Toutes ces conventions ont pour base la propriété dont le décret du 22 janvier nie l'existence; et comme ce décret fait remonter le droit de l'État au mois d'août

1830, si l'on tirait la conséquence logique de cette décision, la position des tiers se trouverait mise en question.

Ce que nous venons de dire s'étendrait jusqu'aux pensions constituées par le feu Roi.

Comment ne pas reconnaître que tous ces droits appartenant à des tiers, et ceux de la Maison d'Orléans, se prêtent un appui réciproque ?

Il y a une dernière considération que nous ne saurions omettre : elle est tirée de l'emploi que Louis-Philippe a fait de sa Liste civile et de la fortune privée de sa maison.

L'article 14 de la loi de 1832 l'autorisait à faire aux palais et domaines de la Couronne tous les changements qu'il jugerait convenable.

Il a largement usé de cette faculté ; la France le sait. Nous n'entrerons, à ce sujet, dans aucun détail ; nous ne prononcerons que deux mots : *Versailles* et *Fontainebleau* ; et nous nous bornerons à ajouter que de là est résulté un déficit considérable à prélever sur la fortune privée de la famille d'Orléans.

Si Louis-Philippe s'était considéré comme dépouillé par l'application de cet ancien droit qu'on invoque contre ses enfants, est-ce que, raisonnablement, moralement, paternellement, il aurait pu agir ainsi ? Est-ce qu'il n'aurait pas été amené par la force des choses à faire des épargnes sur sa Liste civile, pour assurer le sort

de sa famille, au lieu d'embellir des monuments qui, aujourd'hui, honorent la France, et y augmentent le concours des étrangers ?

Des droits respectables et de légitimes expectatives se sont fondés sur l'acte du 7 août, la loi de 1832, et tout ce qui est venu depuis les confirmer. On ne détruit point un pareil faisceau, dont la rupture produirait de tels mécomptes et entraînerait de tels débris.

Si jamais il y eut des droits acquis, confirmés, cimentés et inébranlables, ce sont ceux dont il s'agit.

§ II.

Le second décret du 22 janvier n'a pu enlever à la famille d'Orléans la propriété des biens dont il s'agit.

La proposition qui vient d'être énoncée est la conséquence de celle qui a été établie dans le paragraphe précédent.

Dès que la propriété existait d'une manière incommutable, il est manifeste qu'un décret n'a pu la détruire.

Cependant, pour éclairer de plus en plus la question, examinons en peu de mots quel est le caractère de ce décret.

Est-ce une mesure de confiscation ? Non, assurément. Qui aurait pu songer à une confiscation ? Est-ce

que cet odieux système n'a pas à jamais disparu de nos Codes? Si l'on eût proposé au chef de l'État de prononcer une confiscation, nous devons croire qu'il aurait refusé son consentement; et nous en trouvons l'assurance dans ces mots, qui forment le début des considérants du décret : « Considérant que, *sans vouloir*
« *porter atteinte au droit de propriété dans la*
« *personne des Princes de la famille d'Orléans,* »
etc.

Et cependant il y a une *atteinte portée au droit de propriété de la famille d'Orléans!* Et, comme on va le voir, cette atteinte est, sous quelques rapports, plus étendue que celle qui pourrait résulter d'une confiscation !

On trouve, dans le second décret du 22 janvier, *moins* et *plus* qu'une confiscation.

Moins, parce que la conscience du premier magistrat de la République repousse une telle mesure, et qu'il n'entend pas faire violence au droit, comme il le déclare par le considérant que nous venons de citer.

Plus, car la confiscation prend les choses dans l'état où elles sont; ses effets ne datent que du jour où elle a été prononcée; tandis que le décret du 22 janvier a un caractère déclaratif, au moyen duquel il étend son empire sur le passé, puisqu'il fait remonter au mois d'août 1830 la transmission à l'Etat de la pro-

priété des biens du domaine privé, ce qui ébranlerait tous les actes faits dans l'intervalle.

Le second décret du 22 janvier constitue-t-il une mesure d'ordre purement politique ?

Pas davantage. Le premier décret a le caractère d'une mesure de cette espèce. Ce décret est celui qui ordonne la vente dans le délai d'un an des biens appartenant aux *membres de la famille d'Orléans, à leurs époux et descendants*.

Comme jurisconsultes, nous n'avons pas à juger ici une telle mesure, qui n'est fondée que sur ce qu'on appelle la *raison d'Etat*; mais il n'y a rien de semblable dans le second décret. Là, il ne s'agit pas de savoir si les Princes d'Orléans vendront ou non des biens, si tout ce qu'ils possèdent disparaîtra ou ne disparaîtra pas du sol français, mais si la propriété des biens compris dans la donation du 7 août leur appartient ou appartient au domaine de l'État. La politique n'est nullement engagée dans cette dernière question.

Le second décret du 22 janvier est-il un acte législatif ?

Non encore.

Les lois posent des règles générales applicables aux cas qui peuvent se présenter dans l'avenir; elles n'ont pas d'effet rétroactif; elles ne statuent pas sur la valeur des titres de propriété antérieurs à leur promulgation; elles ne descendent jamais dans la conscience

des citoyens pour apprécier des allégations de fraude ou de simulation.

Or, le décret fait toutes ces choses. Ce n'est donc pas un acte législatif. Il ne se serait jamais trouvé un corps législatif qui eût adopté la proposition d'un tel acte, fondé sur de semblables motifs.

Qu'est-ce donc, enfin, que cet acte ?

La réponse à cette question résulte de ce qui précède. C'est une décision sur un litige.

A la différence des lois, les décisions judiciaires sont purement déclaratives; elles reconnaissent et consacrent un droit préexistant qui était contesté.

Ainsi, on demande à l'autorité judiciaire la nullité d'un titre; on le demande par application d'une loi antérieure à ce titre. Le juge rapproche la loi du titre; si le titre est conforme à la loi, il le maintient, et déclare par là qu'il a été valablement passé; s'il y est contraire, il l'annule, c'est-à-dire qu'il déclare que ce titre n'a jamais eu d'existence légale, que ce n'était qu'une vaine apparence et non une réalité.

« Ne confondons pas (disait M. Portalis) les jugements et les lois. *Il est de la nature des jugements de régler le passé, parce qu'ils ne peuvent intervenir que sur des actions ouvertes et sur des faits auxquels ils appliquent les lois existantes. Mais le passé ne saurait être du domaine des lois nouvelles, qui*

« ne le régissaient pas. » (Discours sur le premier titre du Code civil.)

Eh bien ! le second décret du 22 janvier procède exactement comme nous venons de l'expliquer.

Il discute les titres de la maison d'Orléans, notamment la donation du 7 août ; il discute aussi quelques-unes des ratifications que ces titres ont reçues ; il déclare que le tout est contraire à l'ancienne législation sur le domaine des Rois de France, et, d'ailleurs, entaché de fraude ; il en conclut que les biens patrimoniaux de la maison d'Orléans ont été dévolus au domaine de l'Etat dès le mois d'août 1830 ; et c'est sur cet ensemble de motifs qu'il prononce la *restitution au domaine de l'Etat* des biens dont il s'agit, tranchant ainsi, d'une manière déclarative, une question de propriété, puisqu'il décide que depuis vingt-deux ans la propriété appartient, non à la maison d'Orléans, mais au domaine de l'Etat.

Le décret fait exactement ce qu'aurait fait un tribunal qui, saisi d'une action en revendication formée par le domaine de l'Etat contre les Princes de la maison d'Orléans, aurait accueilli cette action et aurait ordonné la mise en possession de l'Etat.

C'est donc une décision en matière contentieuse.

Les décisions en matière contentieuse sont de deux sortes :

Les unes sont rendues sur les matières ordinaires

elles sont du ressort des tribunaux proprement dits.

Les autres sont rendues sur des contestations d'une nature exceptionnelle qui constituent ce que l'on appelle le contentieux administratif ; elles sont du ressort des tribunaux administratifs, c'est-à-dire des Conseils de Préfecture et du Conseil d'Etat.

A quelle catégorie appartient la matière sur laquelle le second décret du 22 janvier a prononcé ? Evidemment à la catégorie des matières ordinaires, qui sont du ressort des juridictions du droit commun.

En effet c'est un principe invariable en France, que les questions de propriété et de domanialité sont exclusivement de la compétence des tribunaux proprement dits. Ce principe a été hautement proclamé par le Gouvernement impérial. Nous nous bornerons à transcrire ici les motifs d'un décret du 8 juillet 1807 :

« Considérant que les questions *de propriété*
« *entre le Gouvernement et de simples particuliers*
« *appartiennent par le droit commun à la juri-*
« *diction des tribunaux, et que l'exception pro-*
« *noncée par l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ne*
« *s'applique qu'aux contestations relatives aux ventes*
« *nationales. . . . »*

Deux autres décrets, en date des 21 novembre 1808 et 18 janvier 1813, ont statué dans le même sens.

Ainsi les maximes sur l'attribution exclusive aux tribunaux des questions de propriété et de domanialité

(sauf l'*exception* posée par la loi de l'an viii) remontent à l'Empire. Elles reçurent une remarquable sanction dans les dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, à la discussion de laquelle l'Empereur prit une si grande part, et qui est un des plus beaux monuments de son règne (1).

Sous les régimes subséquents, la jurisprudence de l'époque impériale a été confirmée par un nombre infini de décisions émanées soit des tribunaux, soit du Gouvernement lui-même, qui a invariablement reconnu son incompétence en pareille matière.

Si, dans une même contestation, il y a complication de questions administratives et de questions de *propriété* appartenant à la juridiction ordinaire, les corps administratifs ne peuvent décider que les premières, et doivent renvoyer les autres aux tribunaux. C'est ce qu'a décidé un décret du 30 juin 1813, dans les termes suivants :

« Considérant que, si les conseils de préfecture sont
« chargés de prononcer sur le contentieux des domaines
« nationaux, c'est un *principe également consacré*
« *par une jurisprudence constante, que toutes les*
« *fois que la question de propriété doit être réso-*
« *lue par l'examen et l'interprétation d'actes an-*

(1) Voir les articles 14, 15, 16, 17 et 19 de cette loi.

« *lérieurs à l'adjudication, et par les maximes*
« *du droit commun, il n'appartient qu'aux tribu-*
« *naux ordinaires d'en connaître.* »

L'Empereur considéra cette décision comme devant servir de règle pour l'avenir, car il la fit insérer au *Bulletin des lois* (N^o 9413),

Il serait superflu de multiplier les citations à l'appui d'une vérité aussi constante, et sur laquelle les juriscultes ne sont pas moins unanimes que les magistrats. Nous croyons suffisant de reproduire à ce sujet les paroles de M. le président Favard de Langlade :

« Toute question de *propriété* est du ressort des
« tribunaux, et doit leur être renvoyée. »

Dans l'espèce actuelle, il s'agissait d'une question de propriété dont la solution dépendait de l'examen des titres et de l'application des lois.

Cette question était donc judiciaire ; en la décidant, le décret du 22 janvier a fait une œuvre qui était du domaine des tribunaux.

Pour que ce décret eût statué valablement, il aurait donc fallu que M. le Président de la République eût été investi du pouvoir judiciaire.

Nous n'avons pas besoin de prouver qu'il ne l'était pas, qu'il ne pouvait pas l'être, qu'il n'aurait pas voulu l'être ; car il connaît ces mémorables paroles de Montesquieu :

« Il n'y a point de liberté si la puissance de juger

« n'est pas séparée de la puissance législative et de
« l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance légis-
« lative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens
« serait arbitraire; car le juge serait législateur. Si elle
« était jointe à la puissance exécutive, le juge pour-
« rait avoir la force d'un oppresseur. *Tout serait*
« *perdu*, si le même homme ou le même corps des
« principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient
« ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exé-
« cuter les résolutions publiques, et celui de juger les
« crimes ou les différends des particuliers. » (*Esprit*
des Lois, livre 2, chap. 6.)

Le décret du 22 janvier est postérieur de huit jours à la Constitution. Or, les pouvoirs de M. le Président de la République sont définis et limités par cette loi fondamentale. Ces pouvoirs sont de deux sortes : les uns permanents, les autres temporaires.

Les pouvoirs permanents sont énoncés dans l'article 6, ainsi conçu :

« Le Président de la République est le chef de l'É-
« tat ; il commande les forces de terre et de mer, dé-
« clare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance, et
« de commerce, nomme à tous les emplois, fait les rè-
« glements et décrets nécessaires à l'exécution des
« lois. »

Voilà les diverses attributions de la puissance exé-
cutive.

Les pouvoirs temporaires sont déterminés par l'article 58, qui porte :

« La présente Constitution sera en vigueur à dater
« du jour où les grands corps de l'Etat seront consti-
« tués.

« Les décrets du Président, rendus par le Prési-
« dent de la République, à partir du 2 décembre jus-
« qu'à cette époque, *auront force de lois.* »

Par là, M. le Président est momentanément investi de la puissance législative.

Le 22 janvier, il réunissait donc la puissance législative et la puissance exécutive.

Mais avait-il la puissance judiciaire ?

Non. C'est ce qui résulte de la nature même des choses, de cette maxime fondamentale que les trois puissances ne peuvent jamais être réunies dans la même personne, des deux textes que nous venons de citer, et, en outre, de cet autre texte de la Constitution (article 8) :

« La justice se rendra en *son nom* » (au nom de M. le Président).

Si elle se rend *en son nom*, il ne peut donc pas la rendre lui-même; il ne le pourrait pas entre deux particuliers; il le peut moins encore dans une question de propriété et de domanialité entre l'Etat et un particu-

lier, puisqu'alors il serait juge et partie en sa qualité *de chef de l'Etat*.

M. le Président ne peut donc pas décider des questions de cette nature, puisqu'il n'a pas le pouvoir de juger; et nous sommes autorisés à croire, d'après la Constitution, qui est son œuvre, que, si ses conseillers lui avaient expliqué qu'il s'agissait d'une question de propriété, il se serait abstenu. Comment, en effet, aurait-il pu vouloir trancher une telle question, en présence de l'article 26 de la Constitution, qui garantit *l'inviolabilité de la propriété*? Cette inviolabilité n'est-elle pas d'ailleurs un de ces principes qu'on a appelés avec raison antérieurs et supérieurs à toutes les constitutions?

La puissance de ce principe est telle, que, si les biens du Domaine privé étaient mis en vente, personne ne pourrait les acheter avec sûreté, les anciennes règles sur les garanties de la vente des Domaines nationaux n'étant applicables qu'aux biens confisqués dans le cours de la première révolution.

Les jurisconsultes qui ont rédigé le second décret du 22 janvier ont cru atténuer la portée de cet acte en déclarant qu'il restait *encore à la famille d'Orléans* plus de 100 millions, comme si (en mettant même à part l'erreur énorme de cette évaluation) l'application des lois et le respect des principes pouvaient jamais dépendre des chiffres, et comme si l'injustice qui

frappe le domaine du riche ne menaçait pas aussi le champ du pauvre !

§ III.

Le second décret du 22 janvier ne forme pas obstacle à ce que la question de propriété entre l'Etat et la famille d'Orléans, et toutes les contestations accessoires qui peuvent s'y rattacher, soient portées devant les tribunaux.

Il est de l'essence du pouvoir judiciaire d'être indépendant. C'est pour assurer cette indépendance que l'inamovibilité du juge a été établie et qu'elle est maintenue par la Constitution (art. 20) :

Mais le pouvoir judiciaire, bien qu'exercé par des juges inamovibles, ne serait pas indépendant si le pouvoir exécutif pouvait à volonté ôter aux magistrats la connaissance des matières qui leur appartiennent en vertu de l'essence même des choses et par la force de la loi.

Quand l'inamovibilité n'existe pas et qu'on destitue un juge, on enlève le juge aux justiciables ; quand le pouvoir exécutif s'attribue à lui-même la connaissance d'une question judiciaire, ce sont les justiciables qu'on enlève aux juges. Le résultat est identique ; l'indépendance du pouvoir judiciaire est méconnue dans l'un comme dans l'autre cas.

Il suit de là qu'une ordonnance ou un décret qui a prononcé sur une question de propriété, ne peut détruire la compétence des tribunaux. Les magistrats conservent la connaissance du litige, comme si l'ordonnance ou le décret n'existait pas. Cet acte, à leur égard, est non-avenu. Ils ne l'annulent pas, parce qu'ils n'ont pas à cet égard le pouvoir réformateur; mais ils jugent nonobstant cet acte; c'est ce qu'on exprime en disant qu'un tel acte ne *fait pas obstacle* à ce que les tribunaux exercent librement leur juridiction.

Ce cas est tout-à-fait différent de celui où un acte émané de l'administration, dans des matières qui sont de son ressort, est produit devant les tribunaux. Si cet acte fait naître une question préjudicielle, et qu'il soit attaqué ou sujet à interprétation, la justice ordinaire ne peut passer outre; elle doit surseoir jusqu'à ce que le pouvoir administratif ait statué sur la validité ou l'interprétation de cet acte. Pourquoi? Parce que la matière est de la compétence de l'administration, et que les juges violeraient la règle de la séparation des deux pouvoirs, s'ils annulaient cet acte; s'ils l'interprétaient, ou s'ils le considéraient comme non-avenu.

Mais lorsqu'il s'agit d'une question de propriété, comme elle est évidemment et exclusivement du domaine des tribunaux, les actes émanés du pouvoir exécutif *sur le fond même* de cette question de propriété, n'empêchent jamais les tribunaux de la juger.

La jurisprudence offre de nombreux exemples à l'appui de cette doctrine.

Les lois du 28 ventôse et 19 germinal an xi, et celle du 14 ventôse an xii, avaient ordonné aux communes qui prétendaient à des droits d'usage dans les forêts de l'État, de produire leurs titres devant l'administration. Or, il est arrivé fréquemment que l'administration, par erreur, s'est crue en droit de prononcer sur la validité de ces titres. Le conseil d'État a constamment reconnu que ces décisions, quels qu'en fussent les termes, n'avaient que la valeur de simples avis, et ne *formaient pas obstacle* à ce que la question de l'existence ou de l'étendue du droit d'usage, qui a le caractère de propriété, fût portée devant les tribunaux ordinaires. (Voir, entre autres, la décision du conseil d'État du 22 janvier 1824.)

Il en est de même des ordonnances et décrets qui autorisent la création d'usines sur des cours d'eau. Ils ne *font point obstacle* à ce que les tribunaux soient saisis des questions de propriété qui peuvent s'y rattacher, et le juge civil a le pouvoir de réprimer pour le passé, et d'interdire pour l'avenir, tous travaux, même autorisés par l'administration, et qui porteraient atteinte aux droits qu'il a mission de faire respecter. (Décisions du conseil d'État, 29 août 1834, affaire Jobard; 24 octobre 1834, Billion du Roulet; 15 juillet 1835, Martin; 15 août 1839, Fauquet-Delarue; 5

décembre 1839, D. Sade; 27 juillet 1743, Gœpp.)

On trouve encore l'application de cette doctrine en matière de chemins vicinaux, d'expropriation pour cause d'utilité publique, de concession de lais et relais de la mer.

Relativement à cette dernière sorte d'affaires, la Cour de cassation a rendu, le 2 mai 1848, un arrêt remarquable. La Cour de Rennes avait sursis à statuer sur une contestation portée devant elle, jusqu'à ce que l'autorité administrative eût fixé la valeur et l'étendue d'une concession de lais et relais de la mer. L'arrêt de Rennes a été cassé, « attendu, en droit, que lorsque
« le Gouvernement, autorisé par une loi, concède une
« partie du domaine public ou du domaine de l'Etat,
« il ne figure pas dans l'acte comme pouvoir administratif procurant l'exécution des lois par des règlements ou décisions, mais qu'il stipule comme
« représentant l'Etat propriétaire, et aliénant, par une
« convention du droit civil, une partie de son domaine;
« que cet acte n'est pas un acte d'autorité, mais un
« contrat formé par le concours de deux volontés;
« *que les questions de propriété auxquelles donnent lieu les rapports de cet acte avec les droits
« des tiers, sont de la compétence des tribu-
« naux.* »

Ainsi l'Etat, quand il traite des droits du domaine, contracte comme partie privée,

De même, et par une raison identique, lorsqu'il veut faire rentrer entre les mains du domaine des objets mobiliers ou immobiliers qu'il prétend lui appartenir, et être induement détenus par des tiers, il agit à titre privé; il n'a pas le droit de se faire justice à lui-même, et il ne peut rentrer en possession que par l'autorité des tribunaux.

C'est par cette raison que l'Etat, aux termes de l'article 69 du Code de procédure, est représenté *devant les tribunaux par le préfet, lorsqu'il s'agit de domaines et droits domaniaux.*

Un acte quelconque par lequel l'Etat déclare la *domanialité* d'un bien ne peut donc avoir pour effet de dépouiller les tribunaux de la connaissance de l'affaire. Un tel acte n'implique qu'une prétention; il ne saurait avoir force de décision, parce que l'Etat, qui n'est que partie privée dans les questions de propriété et de domanialité, n'a pas plus caractère pour prononcer qu'un particulier ne l'aurait dans sa propre cause.

Voilà pourquoi toutes les questions de domanialité résultant de l'application de la loi du 14 ventôse an vi sur les domaines engagés, ont constamment été soumises aux tribunaux; et l'administration n'a été appelée à statuer en cette matière que sur les évaluations ayant pour objet de déterminer le montant du quart à payer par les détenteurs pour devenir propriétaires incommutables.

Ainsi, quels que soient les termes d'un décret relatif à une question de propriété existant entre l'État et un particulier, ce décret ne lie pas les tribunaux ; il n'a d'autre force que celle d'un ordre donné aux agents de l'administration de faire valoir et de soutenir les droits de l'État devant l'autorité compétente. Et comment en aurait-il davantage, lorsqu'il s'applique à une question de propriété et de domanialité entre l'État et des personnes qui n'ont été ni appelées ni averties d'aucune manière ?

Jadis les ordonnances ou arrêtés du conseil ainsi rendus se terminaient ordinairement par cette clause.... *sauf notre droit en autre chose* et *L'AUTRUI EN TOUT*, et, lors même que cette réserve n'était pas écrite, elle était toujours sous-entendue. Cette maxime se trouve solennellement rappelée dans un arrêt de la Cour de cassation du 19 juillet 1827, rendu sur les conclusions de l'un des conseils soussignés, et qui fut prononcé et rédigé par le savant et vénérable Président Henrion de Pansey. On y lit le considérant ci-après : « At-
« tendu que ce fut une maxime incontestable de notre
« droit public, que *les rois de France furent*
« *toujours dans l'heureuse impuissance de por-*
« *ter aucune atteinte aux propriétés de leurs su-*
« *jets.* — Ainsi, dans les arrêts du Conseil portant
« quelques concessions au profit de particuliers, on li-
« sait cette formule par laquelle ils terminaient : « *sauf*

« *notre droit en autre chose et l'autrui en tout,*
« *clause toujours supposée lors même qu'elle n'était*
: « *pas écrite, de manière que ces arrêts n'avaient au-*
! « *cune efficacité s'ils n'étaient revêtus de lettres pa-*
« *tentes qui devaient être enregistrées dans les Cours*
- « *souveraines, lors duquel enregistrement les par-*
« *ties intéressées et qui pouvaient se prétendre*
« *lésées dans ces actes par l'autorité publique,*
- « *avaient la faculté de former opposition, et le*
« *Parlement, saisi par cette opposition, statuait*
« *CONTRADICTOIREMENT sur les moyens respec-*
« *tifs, »* etc.

Heureuse impuissance, en effet, que celle de *porter atteinte à la propriété privée* ! heureuse pour les particuliers, non moins heureuse pour le pouvoir, et qui a survécu aux révolutions, puisque, si elles ont bouleversé nos institutions politiques, grâce à Dieu, du moins, elles ont jusqu'ici respecté nos lois civiles !

Des actes qui émanent de la puissance exécutive, radicalement incompétente en cette matière, et qui, de plus, ne sont pas contradictoires, laissent donc entière la faculté de débattre devant la justice ordinaire la question de propriété et de domanialité.

De même que les décisions en matière d'usage forestier n'ont été considérées que comme des *avis*, de même un décret relatif à une question de propriété ne vaut, en présence des magistrats, que comme une in-

struction donnée aux agents du Domaine. Le juge reste souverain, indépendant et impartial entre l'Etat prétendant à la propriété, et le citoyen résistant à cette prétention ; car l'un et l'autre ne sont que des parties égales en droit devant la majesté de la Justice.

Les rédacteurs du décret semblent avoir subi involontairement l'empire de cette vérité, lorsque, dans l'avant-dernier considérant, ils se sont servis de ces expressions : *les biens ainsi REVENDIQUÉS.....* Oui, il ne pouvait y avoir qu'une *revendication* ; et c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient d'y faire droit.

Un conflit ne pourrait, en pareil cas, être élevé avec succès.

Le conflit, dans une matière essentiellement contentieuse, est la revendication d'un litige qui est du ressort de l'administration et qui se trouve porté devant les tribunaux. Si le conflit est confirmé, il faut que la contestation puisse être portée devant la juridiction administrative : car il est indispensable que tout procès trouve un juge. Or, ici, l'administration ne saurait jamais être appelée à juger, puisqu'il s'agit d'une question de propriété. L'article 130 du Code pénal lui imposerait le devoir étroit de se déclarer incompétente. Cet article défend aux administrateurs d'*entreprendre sur les fonctions judiciaires, en s'ingérant de connaître des DROITS ET INTÉRÊTS PRIVÉS* du ressort des tribunaux. L'administration serait donc tenue de

se dessaisir ; elle ne pourrait faire autre chose que de reconnaître son incompétence et de renvoyer aux tribunaux.

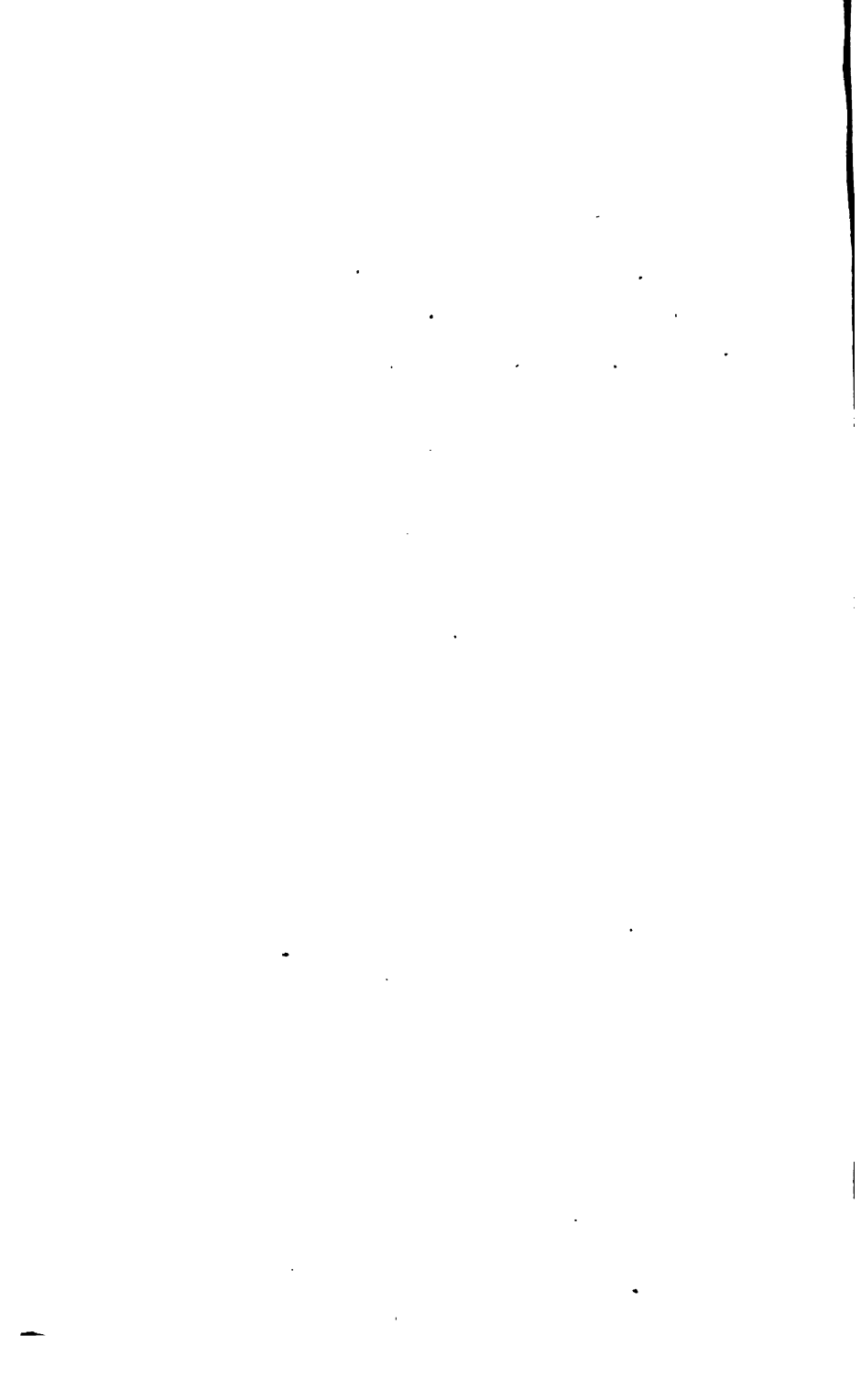
Ainsi le conflit serait inadmissible, et nous nous plaisons à croire qu'il ne sera pas élevé. Le premier considérant du décret déclare que *le Président ne justifierait pas la confiance du peuple français, s'il permettait que des biens qui doivent appartenir à la Nation fussent soustraits au domaine de l'Etat*. Comme maxime générale, ces paroles sont irréprochables ; mais il y a un autre devoir non moins sacré à remplir : c'est de respecter l'ordre des juridictions. Le chef de l'Etat remplit ces deux devoirs, lorsqu'après avoir formé une *revendication*, il s'abstient de tout acte qui pourrait en enlever la connaissance aux tribunaux.

Le décret du 22 janvier rappelle l'autorité des Parlements en cette matière. Personne ne rend un hommage plus sincère que nous à la science, à la sagesse, à l'impartiale fermeté des magistrats qui siégeaient dans ces grands corps ; mais si les juges actuels n'ont pas hérité de leur pouvoir politique, ils sont leurs dignes successeurs sous le rapport de l'exacte application des lois et des principes de la justice ; et, comme le pouvoir politique est étranger à la solution des questions de propriété et de domanialité, nos tribunaux ont, sur ce point, autant d'autorité que les parlements ; ils sont, à

cet égard, comme eux, les ministres de la loi et les gardiens des droits privés; ils offrent aux parties et à l'opinion publique la garantie de ces décisions éclairées et indépendantes, en présence desquelles tout intérêt se résigne et toute émotion se calme.

Délibéré à Paris, le 14 février 1852.

Signé : DE VATIMESNIL,
BERRYER,
ODILON BARROT,
DUFAYRE,
A. PAILLET.



**PIÈCES
ET DOCUMENTS.**



PIÈCES ET DOCUMENTS.

I.

NOTE.

L'article inséré dans le journal *la Patrie*, du 27 janvier 1852, et signé *Amédée de Césena*, énonce entre autres choses,

1^o Que le Prince de Lamballe était frère du duc de Penthièvre ;

2^o Que Louis XIV a constitué en faveur du comte de Toulouse, enfant naturel légitimé de ce Roi et de madame de Montespan, un apanage dont la principauté de Dombes faisait partie ;

3^o Que le comté d'Eu était compris dans ce même apanage ;

4^o Que le domaine de Vernon y figurait aussi.

Ces assertions sont autant d'erreurs.

1^o.

Le Prince de Lamballe était le *filz*, et non

le frère du duc de Penthièvre, ainsi qu'on le voit sur un tableau généalogique ci-joint. — Si cette erreur du journaliste est sans importance quant à l'objet principal de l'article, elle prouve du moins avec quelle légèreté il a parlé de faits qu'il n'a pas pris le soin de vérifier.

2°.

La principauté de Dombes n'a nullement fait partie d'un prétendu apanage que le Roi Louis XIV aurait attribué à son fils légitimé le comte de Toulouse.

Cette principauté, dont la majeure partie avait été donnée, en 1400, par Edouard de Beaujeu, prince de Dombes, à Louis II de Bourbon, son cousin, fut acquise, pour le surplus, par ce dernier, en l'année 1402.

La postérité de Louis II se divisa en deux branches : Bourbon-Beaujeu et Bourbon-Montpensier ; et la principauté de Dombes était, après des vicissitudes diverses, successivement arrivée dans les mains de Henri, duc de Montpensier, lorsque ce Prince mourut en 1608, ayant pour seule héritière une fille née en 1605. Elle épousa, en 1626, Gaston d'Orléans, et décéda en 1627, laissant au berceau une fille unique, si célèbre depuis sous le nom de *mademoiselle de Montpensier*, laquelle mourut en 1693.

Le 2 février 1681, elle avait fait don entre vifs, sous réserve d'usufruit, de la principauté de Dombes à M. le duc du Maine, qui était, comme le comte de Toulouse, fils naturel légitimé de Louis XIV et de madame de Montespan. Cette donation, acceptée par madame de Montespan pour son fils mineur, avec autorisation du Roi, fut confirmée par lettres patentes de mademoiselle de Montpensier, du 24 octobre de la même année, enregistrées au Parlement de Dombes, le 19 novembre suivant, et fut ratifiée par le duc du Maine, devenu majeur, qui exerça dans la Dombes tous les droits de la souveraineté jusqu'à son décès, arrivé en 1736.

Le duc du Maine, aux termes de son testament du 30 octobre 1705, avait grevé de substitution la principauté de Dombes en faveur de sa postérité de l'un et de l'autre sexe, et, à son défaut, il appelait son frère, le comte de Toulouse, et les enfants de celui-ci, aussi avec charge de substitution. Il confirma ces dispositions par un codicille du 21 février 1736, où il déclara qu'en qualité de souverain de la dite principauté il dérogeait à toutes lois et coutumes qui pourraient être contraires, voulant que cette substitution, dans toutes ses branches, fût graduelle, perpétuelle, et sans bornes.

Il eut pour successeur le prince de Dombes, son fils aîné, qui mourut sans enfants le 1^{er} septembre 1755, et dont la succession fut recueillie par le comte d'Eu, son frère.

Par un contrat notarié, du 49 mars 1762, M. le comte d'Eu céda au Roi Louis XV, à titre d'échange, la principauté et souveraineté de Dombes, avec toutes ses dépendances, et reçut du Roi, en contre-échange, les vicomtés d'Argentan et d'Exmes, la terre de Sorel, le comté de Dreux, le domaine de Crécy, le duché de Gisors, le marquisat de Bizy, le domaine de Pacy-sur-Eure, la baronnie d'Ivry, la forêt de Vernon, celle des Andelys, et la partie de la forêt de Mérey appartenant au Roi.

M. le comte d'Eu est mort en 1775, sans que les évaluations des domaines échangés, prescrites par l'édit d'octobre 1744, eussent été mises à fin.—Comme il décédait sans postérité, et que, d'un autre côté, M. le comte de Toulouse, son oncle, était mort dès l'année 1737, il laissa pour héritier substitué, non point son oncle le comte de Toulouse, mais son cousin-germain, le duc de Penthièvre, père de madame la duchesse douairière d'Orléans.

Des faits dont l'exposé précède (et sans qu'il soit même besoin de suivre les incidents subis

par l'échange de 1702, confirmé seulement le 27 septembre 1791 par décret de l'Assemblée Nationale), il résulta que la Dombes n'a jamais fait partie d'un apanage que Louis XIV aurait constitué en faveur de M. le comte de Toulouse sur le domaine de l'État; qu'elle n'a jamais été possédée à aucun titre par M. le comte de Toulouse; et que M. le comte d'Eu, qui a eu M. le duc de Penthièvre pour héritier substitué et légataire universel, l'avait recueillie dans la succession de son frère, le prince de Dombes, héritier lui-même de M. le duc du Maine, qui, à son tour, tenait cette principauté de mademoiselle de Montpensier, dont elle était un bien patrimonial provenant de ses ancêtres maternels.

3°.

Le comté d'Eu, vers la fin du x^e siècle, était possédé par les descendants de Rollo, chefs des Normands. Il resta dans la maison de Normandie jusqu'au commencement du xiii^e, et passa, en 1219, dans la maison de Brienne; en 1350, dans la maison d'Artois; en 1471, dans la maison de Bourgogne-Nevers; puis dans les maisons de Clèves et de Lorraine-Guise. — Mis en adjudication sur décret, il fut;

suivant arrêt du parlement de Paris en date du 27 mars 1662, acquis par mademoiselle de Montpensier, qui en fit ensuite l'abandon au duc du Maine. Enfin, ce comté, recueilli dans la succession du duc du Maine par son fils le prince de Dombes, et ensuite dans la succession de ce dernier, par son frère le comte d'Eu, est devenu la propriété de M. le duc de Penthièvre, père de madame la duchesse douairière d'Orléans, sans que M. le comte de Toulouse, mort trente-huit ans avant son neveu le comte d'Eu, en ait jamais eu la possession.

Il y a seulement lieu d'ajouter, pour l'exposé complet des faits, que, par acte notarié du 14 septembre 1773, le comte d'Eu avait vendu ce domaine au Roi Louis XV moyennant 12 millions de livres; mais que l'état des finances n'ayant pas permis d'acquitter cette somme, la vente a été résolue par un autre contrat notarié du 28 août 1775, contenant rétrocession, par le Roi Louis XVI, à M. le duc de Penthièvre, légataire universel du comte d'Eu, des biens qui avaient fait l'objet du précédent contrat.

4°.

Quant au domaine de Vernon, l'on a vu, dans le paragraphe 2 ci-dessus, qu'il a été compris

dans les biens cédés par Louis XV au comte d'Eu, en échange de la principauté de Dombes.

— On ne peut donc que s'en référer à ce qui a été dit plus haut, pour établir que le comte de Toulouse n'a jamais été investi de la propriété de ces divers biens; et que, en ce point comme pour les autres, l'article du journal *la Patrie* repose sur des faits inexacts.

ENFANTS NATURELS DE LOUIS XIV

•
AVEC M^{re} DE MONTESPAN.

Duc du MAINE.

† 1736.

Comte de TOULOUSE.

† 1737.

Prince

Comte d'Eu,

es.

décédé sans postérité

† 1^{er} sept. 1755.

le 18 juill. 1775.

Duc de PENTHIÈVRE.

† 4 mars 1793.

Prince
de LAMBALLE.

Duchesse douairière
d'ORLÉANS.

Le Roi

LOUIS-PHILIPPE.

M^{re} ADÉLAÏDE.

•



II.

EXTRAIT

DE LA LOI DU 2 MARS 1832

SUR LA LISTE CIVILE.

TITRE II.

Du douaire de la Reine, de la dotation de l'héritier de la Couronne, et des Princes et Princesses fils et filles du Roi.

Art. 21.

En cas d'insuffisance du domaine privé, les dotations des fils puînés du Roi et des Princesses ses filles, seront réglées ultérieurement par des lois spéciales.

TITRE III.

Du domaine privé.

Art. 22.

Le Roi conservera la propriété des biens qui

lui appartenaient avant son avènement au Trône : ces biens, et ceux qu'il acquerra à titre gratuit ou onéreux pendant son règne, composeront son domaine privé.

Art. 23.

Le Roi peut disposer de son domaine privé, soit par acte entre vifs, soit par testament, sans être assujéti aux règles du Code civil qui limitent la quotité disponible.

III.

DISCOURS DE M. DUPIN AINÉ

DANS LA DISCUSSION

DE LA LOI SUR LA DOTATION DE LA COURONNE
ET DE LA LISTE CIVILE,

PRONONCÉS

DANS LES SÉANCES DES 7, 9, 10 ET 13 JANVIER 1832.

(Extraits du *Moniteur* des 8, 10, 11 et 14 janvier 1832.)



Y aura-t-il un DOMAINE PRIVÉ ? Ou maintiendra-t-on l'ancien principe de la dévolution des biens particuliers du prince qui parvient à la couronne, au domaine de l'État ? M. de Salvette s'était prononcé pour qu'on laissât aux rois leur domaine privé ; M. le général Bertrand avait soutenu le contraire, en alléguant l'exemple de Hugues-Capet et celui de l'Empire. Il fallut répliquer sur-le-champ.

Messieurs, le principe de la dévolution des biens du prince régnant à la couronne, au moment de son avènement, a été pendant

longtemps un principe de droit public français : on avait même cédé à cette espèce d'impulsion du passé, en conservant cette même dévolution dans les diverses lois portées depuis que ce droit public a reçu en d'autres points d'importantes modifications.

L'honorable M. Salverte a compris que les raisons qui avaient fait établir anciennement ce principe de la dévolution, n'étaient plus les mêmes aujourd'hui, et qu'elle ne pouvait pas être établie de plein droit.

L'honorable collègue qui descend de cette tribune (M. le général Bertrand), en parlant de Hugues-Capet et de sa dynastie, me fournit l'occasion de démontrer avec plus d'évidence, que les principes aujourd'hui ne peuvent plus être les mêmes que ceux d'autrefois ; qu'ils sont complètement différents, et que par conséquent il faut aussi que les dispositions de la loi changent sur ce point.

Un mot sur le point historique.

Sous les deux premières races, il existait un domaine privé, qui se partageait également entre tous les enfants du roi. Il n'y avait pas d'inconvénient, et l'histoire a vanté la sagesse de Charlemagne dans l'administration de ses domaines, et les dispositions qui se trouvaient à ce sujet

dans son capitulaire *de Villis*, qui est connu de tous ceux qui ont étudié les vieilles chartes. Mais, à cette époque, il y avait aussi partage de la souveraineté, et voilà ce qu'il y avait de funeste; voilà ce qui entraîna des guerres civiles désastreuses et la ruine de la dynastie carlovingienne.

Quel était l'état de la France à la fin de la deuxième race? Le système de la conquête était poussé à l'excès. On donna d'abord aux militaires des récompenses pécuniaires, puis des bénéfices, ou, si vous voulez, des majorats, car on se ressemble de plus loin. Les bénéfices à temps étaient donnés à la charge du service militaire. Ils furent donnés à vie, quand les seigneurs eurent assez de puissance pour les retenir, et ils devinrent enfin héréditaires quand, plus puissants encore, ils trouvèrent le moyen de fixer l'hérédité dans leur famille.

Et n'oubliez pas qu'en y fixant les biens, ils y fixèrent aussi un pouvoir politique attaché à la possession de ces biens. Ainsi, à chaque fonction publique, était attachée une dotation avec le titre qui rendait la dotation héréditaire. Ce ne fut pas seulement un bien et un revenu, ce fut aussi un pouvoir politique, de manière que la puissance suprême cessa d'être un pou-

voir central, un pouvoir unique; mais il fut morcelé, démembré, disséminé avec toutes les propriétés particulières; il était devenu en quelque sorte patrimonial, et il se rattachait à peine au souverain par la loi de la suzeraineté à l'époque de Hugues-Capet, qui, dit-on, a fondé un système.

Messieurs, Hugues-Capet n'a point fondé de système; il était lui-même le résultat du système dont j'ai parlé, il n'était qu'un de ces seigneurs de l'empire, qu'un descendant de ces anciens capitaines qui, ayant de grands domaines avec une puissance politique attachée à leur possession, se sentirent assez forts pour mépriser la race de Charlemagne, qui d'ailleurs avait bien mérité son sort, puisqu'elle s'était alliée avec l'étranger, et avait cessé d'être française. Hugues-Capet fut choisi par les autres seigneurs pour consacrer le système de la spoliation ancienne; pour que chacun, sous son règne, étant précisément dans la même position que lui, demeurât possesseur héréditaire et irrévocable de son fief, et de la portion de la puissance publique qui y était attachée. Ils ne voulurent le reconnaître comme souverain qu'à la condition qu'ils seraient eux-mêmes de petits rois particuliers, et que chacun aurait dans ses

terres, droit de justice, droit de guerre privée, lui rendant à peine quelques restes de foi et hommage, avec l'obligation de le suivre à la guerre lorsqu'elle aurait un caractère général, et seulement pendant un temps donné.

Vous voyez que ce n'est pas là une fondation de Hugues-Capet, mais l'usage des fiefs.

Tous les historiens vous disent qu'à cette époque la couronne de France était gouvernée, non pas par un droit public résultant d'une constitution écrite placée sous la protection d'assemblées délibérantes, mais comme un vaste fief. Vous concevez très-bien alors que Hugues-Capet arrivant à la couronne, y venait avec ses domaines, avec ses fiefs, avant tout comme seigneur féodal. Il était duc de France, duc de l'endroit qui était alors le plus central ; il fut choisi par ses compagnons, et l'assemblée, du reste, fut influencée par un poste de six cents hommes qui n'était pas bien éloigné, à ce que disent les historiens.

Voilà donc le principe de la réunion des domaines du roi à la couronne. La couronne était le premier des fiefs, car tous les autres fiefs en relevaient : le roi était le premier souverain fiefieux de son royaume ; tout le monde relevait de lui, et, par cette raison, il ne relevait de per-

sonne, et, suivant le langage de nos pères, il ne relevait que de Dieu et de son épée. Il ne relevait que de Dieu, et c'est de là que plus tard on a voulu faire dériver un *droit divin* dont on a essayé d'abuser au profit du despotisme ; tandis que du temps de nos aïeux, quand tous les autres rois baisaient la mule du pape, cette formule n'exprimait que l'indépendance du roi de France vis-à-vis du souverain pontife : vis-à-vis de tous autres, le roi de France ne relevait que de son épée, surtout quand il savait s'en servir.

Le principe de la réunion et de la dévolution est donc uniquement un principe féodal. C'est parce que le roi faisait corps avec ses fiefs, parce qu'il ne se séparait pas de sa terre, pas plus que les hommes qui étaient attachés à sa glèbe, qu'en venant à la couronne il y apportait ses terres, ses châteaux, ce qui s'identifiait avec la couronne devenue dans sa main un seul et même fief. Il y réunissait ses domaines et ses fiefs particuliers, de la même manière que les autres seigneurs, quand ils encouraient félonie, voyaient leurs fiefs dévolus à la couronne, c'est-à-dire faire retour au grand fief, au fief central. Ce principe de la réunion à la couronne était général ; il opérait, soit que la réunion se

fit par acquisition, par confiscation ou par voie de conquête.

Il n'est donc pas inutile, pour défavoriser le principe de la dévolution des biens privés du Roi à la Couronne, d'avoir montré que ce principe n'est autre chose que le principe féodal mis en action ; et le principe qu'on a appelé inaliénabilité n'est encore que le principe féodal ; car, de même que le seigneur d'un fief ne pouvait le démembrer, de même le Roi ne pouvait démembrer la couronne de France, qui, entre ses mains, était un fief qu'il devait transmettre intact à ceux qui venaient après lui.

Ce n'est pas là, comme vous le voyez, une fondation de Hugues-Capet ; c'était l'usage des fiefs, qui ensuite devint une maxime d'Etat, parce qu'il fut très-utile aux Rois. Précisément parce qu'il était sorti du sein de la féodalité, ils cherchèrent à en tourner les maximes à leur profit, jusqu'à ce qu'ils fussent assez forts pour la détruire.

Eh bien ! ce qui n'était d'abord qu'une maxime d'Etat, fut, en 1566, converti pour la première fois en loi. On fut obligé de faire une loi, parce que les fiefs avaient déjà subi beaucoup d'altération, et que les Rois avaient trouvé moyen de dilapider plus ou moins leurs do-

maines par des concessions aux grands seigneurs, à ceux qui savaient se rendre redoutables; car, dans ce temps, il ne s'agissait pas d'acheter le vote des gens : on votait à coup d'épée, et l'on obtenait leur acquiescement en satisfaisant leur avidité et en les contentant sous divers rapports. On porta alors l'édit de 1566, qui fut une loi proposée par le chancelier de l'Hôpital.

Cette loi consacre l'inaliénabilité du domaine comme principe, avec cette exception, que le domaine pourrait être engagé moyennant finance à la charge de perpétuel rachat. C'est-à-dire que, si un domaine était engagé pour 100,000 fr., on avait, au bout de cent ou deux cents ans, toujours enfin, le droit de rentrer dans ce domaine, en remboursant, parce qu'il n'était pas aliéné, mais simplement engagé.

Le second moyen de disposer du domaine, était l'apanage. Dans l'origine, les apanages étaient de grands fiefs donnés, non pas à l'héritier présomptif de la couronne, puisqu'il devait succéder au trône sans partage, mais à ses frères ou à ses fils puînés, à charge de retour à la couronne. Quant aux acquisitions, le prince pouvait en prononcer la réunion expresse, et, s'il ne le faisait pas, il suffisait d'une administra-

tion confuse avec les autres biens du domaine pendant dix ans, pour en induire son acquiescement tacite ; ou s'il mourait sans en avoir disposé, les biens restaient à l'État. Et pourquoi ? parce que, dans ce système, le partage du royaume entre les fils du roi n'ayant plus lieu, la couronne restait possesseur des biens particuliers sur lesquels il n'avait pas été statué. C'étaient des espèces d'épaves pour la couronne, comme des biens vacants, qui ne peuvent avoir d'autres maîtres que la couronne elle-même.

Voilà notre ancien droit français.

Sous Henri IV, on essaya de contester l'application de ce droit. Il n'est pas inutile de rendre compte de ce qui a eu lieu alors, afin de savoir bien ce qu'on entend établir aujourd'hui.

Une question de réunion très-grave était alors soulevée. La résistance apportée par Henri IV à la réunion de ses domaines n'était pas seulement motivée sur la tendresse qu'il portait à sa sœur, quoique ce soit le motif qu'il en a donné, et par le désir de voir payer ses créanciers, ce qui était d'équité naturelle ; mais, au-dessus de ces deux considérations de droit privé, les affections de famille et les droits des tiers, il y avait une immense question politique.

Quoique élevé durement, Henri IV avait été

élevé sur le trône; non-seulement il avait des domaines particuliers, mais une couronne; plus petite, il est vrai, que celle de France, et de nature à être absorbée par elle-même, mais enfin une couronne distincte. Il importait que le principe d'unité, d'indivisibilité de la couronne de France, que le principe de réunion ne reçût aucune infraction.

On opposa donc à Henri IV l'édit de 1566 et les maximes du royaume. Le Parlement, gardien de ces lois, refusa d'adhérer au vœu de Henri IV; il fit des remontrances, et força le roi d'accepter le principe de la réunion du royaume de Navarre, des fiefs et de toutes les souverainetés particulières qui étaient dans son domaine. Voilà la véritable cause de l'édit de juillet 1607.

Mais faites encore attention à une chose, le prince n'était pas censé dépouillé de ses biens personnels par cette dévolution, il ne les apportait pas au fisc pour s'en séparer lui-même, car *il n'y avait pas alors de domaine de l'Etat distinct de celui de la couronne*; il n'y avait que ce dernier domaine, la Couronne, c'est-à-dire alors l'Etat, la royauté. *Le roi se trouvait donc toujours, comme roi, possesseur des biens qui lui avaient appartenu comme particulier.*

Il en disposait avec beaucoup d'autres objets, non pas à titre d'aliénation, mais à titre d'engagement, dont il gratifiait trop souvent les courtisans, et à titre d'apanages dont il dotait ses enfants; enfin, par toutes les dispositions qui, pour n'être pas irrévocables, n'en procuraient pas moins d'énormes jouissances aux courtisans, aux dépens des revenus, qui, au fond, étaient la véritable richesse de l'Etat.

Après Louis XIII, on fit l'application de ce principe. Louis XIV succéda seul à la couronne, et il constitua à son frère un apanage, à charge de retour.

Sous Louis XVI, au commencement de son règne, il n'y avait pas de domaine privé.

C'est ici que je prie la Chambre de considérer s'il en est résulté quelque bon effet pour le domaine public, quelque avantage même pour la couronne.

Nous étions bien loin des anciennes lois des fiefs à cette époque; les seigneurs féodaux avaient disparu. Il ne restait plus que des titres insignifiants, sans attribution politique. Ainsi, la dévolution au domaine ne pouvait se considérer réellement que sous le rapport financier.

.

En 1791, il s'opéra un grand changement. Au lieu de dire que le domaine était inaliénable, nos premiers législateurs introduisirent le principe contraire, que le domaine était essentiellement aliénable. Pourquoi ? parce qu'alors ce n'était plus en raison de la plus grande masse de terre que possédait le prince, et du plus grand nombre d'hommes que ces terres portaient particulièrement comme dépendances de leur domaine, que s'appréciait la puissance du roi. Ce n'était plus le roi de *France*, c'était le *roi des Français*, c'était le *roi par la loi constitutionnelle* en vertu du pouvoir de l'État, par la nation et en son nom, et non plus en vertu du principe de la féodalité.

Aussi, vous voyez introduire le principe contraire. Le domaine sera aliénable ; seulement, il faudra, pour l'aliéner, une loi, le consentement des pouvoirs d'alors comme aujourd'hui ; enfin une liste civile dont une partie sera dotée en immeubles, et l'autre en argent.

On permit au roi d'avoir un domaine privé ; on en juge ainsi par la loi qui dit que, s'il vient à décéder, il y aura dévolution de ce domaine à la couronne.

Mais c'était, sans le savoir, un reste des anciennes impressions dont on ne pouvait encore

entièrement se défendre. De même qu'on a de la peine à se défaire de certaines habitudes de langage qui ne tiennent qu'aux mots, on a aussi beaucoup de peine à se défaire de l'impression des choses; on continue d'y obéir sans s'en rendre compte, quand il y aurait de bons motifs de changer.

Il y a des habitudes politiques qui ne changent pas plus aisément que les habitudes de la vie privée.

Quoi qu'il en soit, on permit un domaine privé en 1794, et l'on maintint le principe de la dévolution de ce domaine à l'Etat en cas de décès du roi.

Sous l'Empire, on établit aussi qu'il pourrait y avoir un domaine privé, et en même temps un domaine extraordinaire, pour faciliter un système de dotation, de majorats, qui n'a pas été poussé aussi loin que sous Hugues-Capet; car, Dieu merci! on n'a pu couvrir la France de majorats, et ceux qui les ont possédés n'ont pu en faire un droit terrier ni un pouvoir politique; il n'y avait que des biens de conquête que le chef a partagés à ses compagnons.

Sous Louis XVIII, on fit encore une modification. Il n'y eut plus de domaine extraordinaire, et, pour qu'il n'y en eût plus, on commença par

dissiper complètement tout ce qui restait de l'ancien ; on accorda aussi à la Couronne une liste civile, et l'on maintint le principe de la dévolution.

Il y a ici quelque chose à dire en faveur de la dynastie qui est actuellement sur le trône de France : c'est qu'elle a tout confié au sol français. L'apanage du duc d'Orléans était en immeubles. La succession de son père, composée de 112 millions à l'époque de la révolution, était alors grevée de 74 millions de dettes. Tous les biens ont été vendus, moins dix millions retrouvés en 1814, et sur lesquels il restait 35 millions de dettes à payer.

Au lieu de suivre un exemple trop général, donné par les grands seigneurs et les princes, qui renonçaient à des successions obérées et laissaient les créanciers se lamenter, le duc d'Orléans a accepté celle de son père. Il l'a acceptée sous bénéfice d'inventaire, pour éviter les saisies et se donner le temps de liquider ; mais aussitôt, les biens ont été mis en vente, il les a rachetés aux enchères ; en même temps il a annoncé l'intention de payer toutes les dettes, et, en faisant chaque année un fort prélèvement sur les revenus de son apanage, il a trouvé le moyen de payer complètement toutes les dettes de son

père, quoiqu'il n'eût laissé que 10 millions d'actif ! A ce point qu'il n'y a plus maintenant un homme, en France ni à l'étranger, qui puisse se dire créancier du Roi des Français !

La succession maternelle est échue ; elle était encore toute patrimoniale, toute foncière ; des indemnités y étaient attachées. Ce qui en est provenu a été employé en entier par le prince, non compris les dépenses qu'il avait déjà faites pour l'accroissement du Palais-Royal. Et il savait bien, cependant, qu'il construisait sur un terrain domanial, puisque le Palais-Royal était apanage ! Au lieu d'exploiter le sol, de le ravager comme l'ont fait certains princes apanagistes, il l'a orné de ces belles constructions qui sont une des merveilles du pays, un des monuments dont la nation peut s'enorgueillir.

On peut tirer de tous les faits que je viens d'énumérer cette conséquence, que la branche d'Orléans, la dynastie aujourd'hui régnante, s'est identifiée avec la nation française au plus haut degré. Jamais prince, jamais dynastie n'a plus lié son sort et ses destinées au sol de la patrie que la maison d'Orléans : elle a confié

son avenir et tout ce qui lui appartient au sol français. (*Acclamations.*)

Non-seulement le roi actuel n'a jamais acheté de bien qu'en France, mais il n'a jamais placé de l'argent qu'en France ; tout est sous la main de la nation, comme tout est sous la garde de son gouvernement constitutionnel. (*Marques réitérées d'assentiment.*)

Dès lors, *je ne comprends pas pourquoi le prince régnant a fait un abandon à ses enfants de tous les biens qui lui appartenaient au moment de son avènement au Trône.*

Je ne puis voir en cela, de la part de ceux qui ont conseillé cet abandon, qu'une espèce de *préoccupation du passé* ; ils n'ont pu échapper à *l'influence* de ce principe de dévolution, qu'ils supposaient toujours existant comme principe général, sans réfléchir que c'était une nouvelle liste civile qu'il s'agissait de voter, et que les lois de l'*ancienne* dynastie n'y étaient plus applicables.

C'était une constitution nouvelle, *une dynastie nouvelle*, une liste civile nouvelle, qui amèneront des conséquences nouvelles dans les lois comme dans le régime et dans l'avenir du pays. Il importe de remarquer qu'au moins le Prince ne faisait pas fraude à une loi qui, évidemment,

ne lui est pas applicable; car on ne peut pas lui appliquer la loi de l'ancienne dynastie.

Il y a séparation entre les deux dynasties. Aujourd'hui, ce n'est pas la législation de Hugues-Capet qui nous régit; il n'y a plus de seigneuries particulières, plus de justices privées, plus de serfs, plus de vassaux; il n'y a que des citoyens soumis au joug de la loi et à l'autorité constitutionnelle de ceux qui commandent en son nom. *La législation est donc maîtresse de changer, sur ce point, les anciens principes, et de statuer différemment.*

On dira : Mais si le prince peut si facilement acheter un domaine privé, il détournera une portion de la liste civile pour grossir ce domaine. Ah! messieurs, Louis-Philippe serait bien mal inspiré ou bien mal conseillé, si une pareille pensée pouvait lui venir ou lui être suggérée!

Accroître le domaine privé avec la liste civile, ce serait faire perdre à cette dernière son nom; ce serait lui faire perdre son caractère que de l'employer à un autre usage que celui auquel elle est destinée.

La liste civile, comme complément de la royauté, *doit être employée royalement, et non dans des vues d'intérêt privé.* Voilà ma profession de foi sur la liste civile; et ce n'est qu'à ce

titre que je l'ai défendue. Supposons, au contraire, un prince qui n'aurait pas de domaine privé, et qu'il ait huit enfants dont il veuille avantager quelques-uns. S'il lui était interdit de faire des acquisitions à découvert, quelle facilité n'aurait-il pas de faire des acquisitions sous leur nom, en leur en fournissant les fonds ?

Ce serait alors le cas où le prince pourrait concevoir la malheureuse et impolitique pensée de détourner les fonds de la liste civile pour remplir de pareilles vues ou céder aux perfides conseils qui pourraient lui être donnés d'en agir ainsi.

Laissez, au contraire, le domaine privé à découvert, et j'ose prédire qu'on ne verra pas de tels abus. L'opinion publique qui, pour un roi constitutionnel, est un guide sûr, important à consulter, serait là pour arrêter l'exécution de ce conseil funeste pour la royauté, et ce détournement ne pourrait pas aller bien loin.

J'ai déjà dit que le Trésor ne gagnait guère à ces réunions qui, établies par la loi, sont toujours si facilement éludées. Dans ces derniers temps, en effet, les rois morts ont toujours laissé plus de dettes que de biens, et les créanciers des rois m'ont toujours semblé les plus exposés. . . .

.
Je sais bien que, même d'après l'ancien principe, l'État ne succédait aux dettes que jusqu'à concurrence des biens, qu'autant qu'il en était devenu plus riche, et, suivant l'expression des jurisconsultes, *quatenus ex his locupletior factus est*. Mais on ne soumet pas ces biens à l'enchère, et alors les créanciers se récrient ; ils se figurent que l'État a succédé à des richesses immenses qui pouvaient les satisfaire ; que ces biens avaient une valeur extraordinaire, et que l'on doit tout payer. Vous vous faites ainsi *les liquidateurs de successions dont les dettes n'appartiennent pas à la nation et ne doivent pas peser sur elle*. Restez plutôt dans le droit commun. Il ne faut pas qu'aujourd'hui on se figure que les rois sont des individus dont les pieds, pour ainsi dire, ne touchent pas au sol, et qu'ils n'appartiennent plus à l'humanité. Laissez-leur les affections de famille, des biens privés, des biens grevés d'impôts et assujétis à toutes les charges publiques ! qu'ils s'aperçoivent, au moins, par les comptes de l'intendant, que l'impôt pèse sur la propriété ! Qu'ils le sachent au moins une fois par an ! Ce système de franchise me paraît plus avantageux que ce qui s'est pratiqué dans les derniers temps.

Si vous adoptez l'amendement de M. Salverte, il ne faut plus s'occuper des créanciers personnels du roi : au contraire, il faut proclamer bien haut le principe que jamais les dettes du roi ne seront payées par l'Etat; que des fournisseurs ne pourront pas, par des pétitions, venir après lui réclamer le paiement de ce qui leur sera dû. Il faut leur dire bien nettement, une fois pour toutes : « Vous avez contracté avec le roi, c'était
« à lui à vous payer; à son défaut, que son héri-
« tier vous paie s'il le veut, qu'il vous paie par
« piété filiale, mais *jamais l'Etat ne devra payer*
« *les dettes du roi.* »

Et ensuite nous verrons la liste civile marcher d'après la loi que vous avez faite, et développer ce système qui sera une ère nouvelle pour les rois comme pour les peuples; et sur ce point, je l'espère, comme sur tout le reste, la Charte sera une vérité.

La Chambre adopte l'article suivant :

« Le Roi conservera la propriété des biens qui
« lui appartenaient avant son avènement à la
« couronne; ces biens, et ceux qu'il acquerra à
« titre gratuit ou onéreux, composeront son do-
« maine privé. »

*Sur la disposition du domaine privé, et la dot
des Princesses.*

Messieurs, j'appellerai l'attention de la Chambre sur un point important.

Je rappellerai que le sénatus-consulte du 30 janvier 1810 portait que le chef de l'Etat ne serait pas limité par les prohibitions du code civil, dans la disposition qu'il pourrait faire de son domaine privé.

Ce n'était pas légèrement qu'une semblable exception avait été faite en faveur du chef de l'Etat.

Personne plus que moi n'est partisan de l'égalité des partages en matière de succession; c'est à ce principe que nous devons la prospérité et la grandeur de la France, plus de cordialité et d'intimité dans les familles, et je déclare que je m'opposerai à toute exception à ce principe, soit qu'il s'agisse d'une loi de *substitution qui ferait outrage à l'égalité* entre frère et sœur, soit même qu'il s'agisse de *majorat, dont je ne suis pas plus partisan aujourd'hui que précédemment.*

Mais remarquez qu'il n'y a pas d'autre moyen de maintenir l'égalité au profit de la France,

que de s'écarter ici de la loi d'égalité. Voici pourquoi :

Entre simples citoyens, l'égalité existe, non pas seulement dans une famille, mais dans toutes les familles, et c'est ce qu'on appelle le droit commun ; mais, par l'usage qui s'est établi entre les souverains, les alliances n'ont lieu que de maison souveraine à maison souveraine.

Par conséquent, si vous adoptiez pour principe l'égalité absolue de partage entre tous les membres de sa famille, le roi des Français se trouverait singulièrement lésé en mariant ses enfants à d'autres souverains qui tiendraient pour principe, au contraire, que les successions ne se partagent qu'entre les mâles, et que les filles ne doivent avoir qu'une dot, qu'un véritable trousseau.

Ainsi, arrivant que les cinq princes de la famille royale vinssent à se marier en pays étranger, leurs femmes ne leur apporteraient en mariage, comme la duchesse de Berry, que 800 mille francs ou un million, par exemple, et elles n'auraient plus rien à prétendre dans la succession de leurs familles ; tandis qu'un prince étranger qui épouserait une princesse française aurait le huitième de la fortune privée du roi, c'est-à-dire que si les biens du roi se montent à

80 millions, il en recevrait dix. Ce serait dix millions qui passeraient forcément à l'étranger (1).

Ainsi, vous le voyez, ce n'était pas légèrement que l'exception à la règle générale avait été faite en faveur de Napoléon ; car il y avait un grand inconvénient politique à appeler des princes étrangers à la possession de riches patrimoines en France, les mariages entre princes ne produisant pas toujours des *alliances*....

Au contraire, si vous maintenez la disposition : « que le roi n'est pas lié, dans l'emploi et la disposition de son domaine privé, par les articles prohibitifs du Code civil, » il pourra s'établir comme maxime d'État, dans la maison de France, que la succession immobilière sera toujours réservée aux princes qui habiteront le sol. Les princesses mariées avec des princes étrangers recevront une dot, sans rappel à succession ; et il n'y aura point là d'injustice, car les mariages de souverains se font par conventions diplomatiques.

J'appelle donc l'attention de la Chambre sur

(1) Pour remédier à cet inconvénient autant que possible, dans le contrat de mariage de la reine des Belges on a mis une clause de réversion de ses biens à la maison de France, à défaut d'héritiers mâles.

l'article 24 du projet de la Commission, parce que je crois qu'il vaut mieux que l'amendement de M. Salverte, et qu'il pourrait y avoir danger et ruine pour la France, s'il n'existait pas un correctif à cette disposition.

La Chambre adopte l'article 24 en ces termes :

« Le roi pourra disposer de son domaine
« privé, soit par actes entre vifs, soit par tes-
« tament, *sans être assujetti aux règles du*
« *Code civil.* »

*Discours prononcé par M. Dupin sur cette ques-
tion : Le domaine privé du roi est-il ou non
dévolu à l'État par le fait de l'avènement ?*

(Séance du 30 décembre 1831. — *Moniteur* du 31.)

MESSIEURS,

J'ai été étonné d'entendre parler comme d'une question problématique, comme d'une question de droit, de la question de savoir si les biens

du domaine privé du roi auraient été ou non dévolus de plein droit au domaine de l'État par son avènement au trône ?

Quoi ! cela ferait question à l'époque où nous sommes, en présence de la Constitution de 1830 ! Je vais montrer que cela ne peut faire doute ni pour l'ancien régime, ni pour le régime actuel qui est tout-à-fait nouveau.

Dans l'ancien ordre de choses, cela n'aurait pas fait question, parce que la succession était dans l'ordre de légitimité. C'est ce que prouvent ces maximes de l'ancienne monarchie : le roi ne meurt pas en France ! Le roi est mort, vive le roi ! Le successeur était investi à l'instant même où le prédécesseur était décédé, et la dévolution s'opérait de plein droit en vertu du principe de légitimité.

C'est donc de la légitimité que l'on fait sans le savoir, quand on vient prétendre que, parce que Louis-Philippe est devenu roi en 1830, tout son bien est dévolu à la couronne ; cela ne peut pas être, et l'on a même le droit de vous dire : cela ne sera pas.

Il y a eu un établissement nouveau ; et ce n'est point par ordre de légitimité ni de quasi-légitimité, de restauration, ni de quasi-restauration, que Louis-Philippe est devenu

roi des Français ; c'est par le plein gré de la nation ; dont le vœu , exprimé par vous , a été ratifié par tous.

Vous avez mis vos conditions dans une Charte ; mais Louis-Philippe aurait pu dire : Je n'en veux point, et vous auriez cherché un roi ailleurs ; de même que vous aviez le droit de faire vos conditions et de dire : Vous serez roi à ce titre, il avait le droit de vous dire : Je n'accepte point vos conditions. Ainsi, c'est un établissement entièrement nouveau, un établissement né d'un contrat, d'une convention entre les deux parties.

Maintenant, après cette convention, que vous avez faite pour la politique dans la Charte rédigée par vous, soumise au roi et acceptée par lui, sanctionnée par le serment de toutes les parties, il restait un autre établissement à faire, celui de la liste civile. De quel droit, si ce n'est par une confiscation, venir dire : Louis-Philippe avait des biens, et parce qu'il est devenu roi des Français, tous ses biens sont dévolus à l'Etat ?

Il y avait, j'en conviens, une loi pareille faite pour Louis XVIII, pour Charles X et pour leurs successeurs dans l'ordre de légitimité ; mais il n'y en a point qui ait réglé jusqu'ici le sort des

biens du roi appelé en vertu de la Charte de 1830. C'est une *convention* à faire entre lui et vous, en toute liberté; car lui aussi est appelé à donner sa sanction à votre loi.

Voici vos droits.

Permis à vous, en votant la liste civile, de faire votre calcul, d'avoir égard à ce que le roi possède ou ne possède pas, si vous voulez. Ceux qui sont influencés par cette considération peuvent dire : Je donne trois millions de moins, parce que le Roi possède trois millions de revenu, et que je ne veux donner que tant de millions à un Roi qui possède tant.

C'est à vous à examiner, à discuter ce que vous devez accorder convenablement, décemment, nationalement. Voilà votre droit, il n'est pas autre. Réciproquement, le roi conserve la liberté, le droit de défendre la possession de son domaine privé, et de refuser toute condition qui ne lui semblerait pas de nature à être acceptée.

En un mot, la loi est à faire; la dotation de la couronne de 1830 est une chose toute nouvelle; il y a en quelque sorte table rase; vous êtes obligés de voter une liste civile, mais le chiffre est libre, et c'est là-dessus seulement que peut s'exercer votre toute-puissance, et non sur les

biens privés dont vous ne pouvez pas dépouiller le roi malgré lui.

Vous n'avez pas le droit de dire à Louis-Philippe comme on l'aurait dit au fils de Charles X ou à tout autre membre de sa dynastie : Vous arrivez à la succession légitime, vous êtes saisi de la couronne ; la légitimité vous fait roi malgré vous, et, avant même votre acceptation, votre patrimoine est dévolu à la Couronne.

Voilà ce qu'on aurait pu dire dans une autre hypothèse ; mais ce n'est pas l'ordre de choses établi par la Révolution de 1830. Ici, tout est de convention.

IV.

RAPPORT DE M. BERRYER,

SUR

La proposition de M. Jules Favre, tendant à déclarer acquis au domaine de l'Etat les biens composant le domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe.

(Séance du 10 Octobre 1848.)

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Vous avez chargé votre Comité des finances d'examiner la proposition qui vous fut présentée, le 5 juillet dernier, par notre honorable collègue, M. Jules Favre; elle a pour objet de *déclarer acquis au domaine de l'Etat les biens composant le domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe.*

Dans la première séance du Comité où cette proposition fut discutée, quelques membres en demandèrent l'ajournement, craignant que les graves questions qu'elle soulève ne rencontrassent

trop d'esprits prévenus et trop de dispositions passionnées. La majorité de votre Comité pensa, au contraire, que le devoir et le besoin d'être juste, que le respect du droit, imposeraient silence aux ressentiments et aux passions politiques ; qu'enfin, dans les premiers temps de la République, en présence de théories téméraires ou coupables qui inquiètent et menacent les droits fondamentaux de la société, il fallait saisir toute occasion solennelle de poser avec calme et fermeté les principes du gouvernement de la France et les règles de modération et de justice que l'Assemblée Constituante veut proclamer au nom de la nation.

La proposition de M. Favre est ainsi conçue :

« Les biens meubles et immeubles composant
« le domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe sont
« déclarés acquis au domaine de l'État.

« Une Commission de dix membres nommée
« par M. le Ministre des finances surveillera la
« liquidation des créances grevant lesdits biens.

« Les princes de la maison d'Orléans, proprié-
« taires d'immeubles situés sur le territoire de la
« République, seront tenus d'en opérer la vente
« dans le délai de six mois.

« Faute par eux de s'être conformés à cette dis-
« position, les immeubles seront vendus à la dili-

« genre de l'administration des domaines, pour le
« prix en être distribué à qui de droit. »

Déjà, sous la date du 26 février, le Gouvernement provisoire avait rendu le décret suivant :

« Considérant que la Liste civile ayant été votée pour la durée du règne de l'ex-roi, l'État ne peut être engagé au-delà des sommes qui ont été allouées par le budget ;

« Considérant que les biens du domaine privé de l'ex-roi doivent être la garantie des créanciers de l'ancienne Liste civile ;

« Considérant que l'Assemblée Nationale sera appelée à décider les questions relatives aux biens privés des membres de l'ex-famille royale,

« Décrète :

Article premier.

« Tous les biens meubles et immeubles désignés sous le nom de *biens de la Liste civile* feront retour au domaine de l'État.

Art. 2.

« Les biens désignés sous le nom de *biens du domaine privé*, tant ceux de l'ex-roi que ceux des membres de l'ex-famille royale, meubles et immeubles, seront administrés, sous séquestre, sans

préjudice des droits de l'État et des droits des tiers, auxquels il sera pourvu.

Art. 3.

« Une Commission sera nommée pour la liquidation de l'ancienne Liste civile, et des délégués du Gouvernement seront chargés de maintenir le séquestre mis sur les biens du domaine privé et sur les biens des membres de l'ex-famille royale, jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait statué sur la destination ultérieure de ces biens. »

Un décret du 1^{er} mars institua un administrateur général « de tous les biens meubles et immeubles, sous séquestre, appartenant soit au domaine privé, soit aux princes et princesses de l'ancienne famille royale. »

Un autre décret du 5 mars a nommé une Commission de liquidation.

Dans un rapport du 9 du même mois, M. Garnier-Pagès, alors Ministre des finances, avait dit au nom du Gouvernement provisoire : « Les biens de l'ancienne Liste civile ont fait retour au domaine de l'État. Il est bien entendu que le domaine privé n'est point compris dans cette mesure, et qu'il *reste provisoirement sous le séquestre*, à la disposition de l'Assemblée Nationale. »

Son successeur, M. Duclerc, dans l'exposé de la situation financière qu'il vous présenta le 12 juin, s'était exprimé en ces termes : « Si, comme je le
« pense, Citoyens, et comme j'aurai l'honneur de
« vous le proposer, vous décidez que le domaine
« privé de l'ex-roi devra supporter les dettes du
« domaine privé, les dettes de la Liste civile et les
« reprises que l'État a le droit et le devoir de faire,
« en restitution des coupes sombres ou allemandes
« dont il a été tant de fois parlé, vous trouverez
« là encore un notable accroissement de res-
« sources. »

La proposition sur laquelle vous êtes appelés à prononcer, présente évidemment un autre caractère et aurait d'autres effets que les actes du Gouvernement provisoire et que les projets ministériels dont nous n'avons pas à nous occuper en ce moment. Pour préciser l'objet de la proposition qui vous est soumise, votre Comité a demandé à l'honorable M. Favre ce qu'il comprenait dans la désignation de biens meubles et immeubles composant le domaine privé de l'ex-roi, qu'il s'agirait de déclarer acquis à la nation.

M. Jules Favre a expliqué sa pensée, en rappelant au Comité que, le 7 août 1830, au moment où la Chambre des Députés délibérait sur la Charte

nouvelle qui allait appeler au trône M. le duc d'Orléans, ce prince fit à ses enfants, par un acte authentique, donation entre vifs de la nue-propriété de tous les biens qu'il possédait en France à titre particulier, et ne se réserva sur ces biens qu'un droit d'usufruit. Le jour où il fut déclaré roi, ce droit d'usufruit constituait seul tout le domaine privé, qui s'accrut depuis, et de quelques acquisitions faites pendant la durée du règne, et des droits légués par Madame Adélaïde à son frère.

Suivant M. Favre, cette donation du 7 août 1830 doit être considérée comme nulle, non avenue et entachée de fraude. Purement fictif, cet acte n'aurait eu pour but que d'empêcher la réunion légale des biens de M. le duc d'Orléans au domaine de la couronne, conformément aux anciens principes du droit domanial.

Nous devons vous faire remarquer qu'il ne s'agit ici que des biens propres et patrimoniaux, advenus à la maison d'Orléans par successions ou acquisitions.

La donation entre vifs du 7 août ne dispose d'aucuns des biens qui ont fait partie de l'apanage constitué par Louis XIV en faveur de son frère, conformément à l'édit de 1631, à la déclaration de 1672 et aux lettres patentes de 1692. Ceux de

ces biens apanagers qui se trouvaient invendus, au moment de la Restauration, ont été remis par le roi Louis XVIII à M. le duc d'Orléans, aux termes de ses ordonnances des 18 et 20 mai, 17 septembre et 7 octobre 1814. Cette restitution fut confirmée et consacrée, à l'avènement du roi Charles X, par l'article 4 de la loi du 15 janvier 1825, et une ordonnance, du 20 décembre de la même année, enjoignit à M. le duc d'Orléans de « faire dresser les états, par départements, de la « consistance des biens, de quelque nature qu'ils « soient, composant l'apanage dont il avait été remis en possession. »

Mais, à l'époque du 9 août 1830, tous ces biens dépendants de l'apanage ont fait retour au domaine de l'État ; et plus tard ces mêmes biens ayant été réunis, par l'article 4 de la loi du 2 mars 1832, à la dotation immobilière de la Liste civile, en ce moment ils ont de nouveau fait retour au domaine public, en vertu du décret du Gouvernement provisoire qui a fait rentrer dans le domaine de l'État tous les biens dépendants de la dotation de la Liste civile.

C'est donc exclusivement et spécialement à l'égard des biens propres et patrimoniaux de la Maison d'Orléans, que M. Jules Favre revendique

l'application des principes du droit de réunion.

C'était, en effet, une maxime de l'ancienne monarchie, maxime consacrée depuis plusieurs siècles et notamment par l'édit de 1607, « que les biens
« possédés par les rois avant leur avènement à la
« couronne s'unissent au domaine dans l'instant. »
Mais il importe de bien connaître l'origine de cette dévolution, et d'en discerner le principe pour en faire une saine et légitime application.

« Par le saint et politique mariage, disaient les
« jurisconsultes (1), par le saint et politique mariage entre nos rois et leur couronne, les seigneuries qui leur appartiennent particulièrement, sont censées, par même moyen, appartenir au royaume. »

La loi de dévolution était une conséquence de la loi de successibilité au trône.

Par cette loi immuable, la personne du prince, héritier de la souveraineté, était acquise à la Nation, ses droits et ses biens personnels devenaient le droit et le bien de l'État. « La personne privée,
« dit un vieil auteur (2), ne peut plus exercer de
« droit de possession ni de propriété; elle est en-

(1) Remontrances de M. de La Guesle, 1591.

(2) M. Lefèvre de Laplanche, Traité du Domaine.

« trée dans un nouvel être dans lequel elle se
« confond, et elle y est entrée telle qu'elle était,
« avec tous ses droits. Le prince se donne lui-
« même sans réserve et pour l'éternité; il n'a nulle
« inquiétude à avoir pour l'avenir; sa postérité
« est celle de l'État, ses enfants sont les enfants
« de la France. »

C'est ainsi que le domaine public s'est formé des grands fiefs de Hugues Capet et des riches possessions de ses fils, les Valois et les Bourbons.

Quand Louis XVIII monta sur le trône, en vertu des lois antiques de la monarchie, le vieux droit domanial dut être aussi remis en vigueur, et l'article 20 de la loi du 8 novembre 1814 fut ainsi conçu :

« Les biens particuliers du prince qui parvient
« au trône sont, de plein droit et à l'instant même,
« réunis au domaine de l'État, et l'effet de cette
« réunion est perpétuel et irrévocable. »

Mais n'est-ce pas confondre et les temps, et les principes, et leurs conséquences légales, que d'appliquer ces maximes de l'ancien régime français au gouvernement fondé en 1830 ? La Chambre des Députés proclamant alors, au nom du peuple, des droits inaliénables, invoquant et la nécessité des circonstances, et l'intérêt momentané de la nation,

constitua sur ces bases une royauté nouvelle, soumise évidemment, par son principe même, à tous les changements de la volonté nationale.

Ainsi était écartée de notre droit politique la doctrine de l'inadmissibilité du droit à la couronne, et avec elle disparaissait la règle de la dévolution nécessaire des biens personnels du prince à l'État et de leur union au domaine public.

C'est dans ce nouvel ordre d'idées que fut conçue la loi du 2 mars 1832, qui régla l'établissement de la nouvelle Liste civile ; des principes contraires à ceux de l'ancien droit furent adoptés et consacrés en ces termes, par l'article 22 de cette loi : « Le
« roi conservera la propriété des biens qui lui ap-
« partenaient avant son avènement au trône ; ces
« biens et ceux qu'il acquerra à titre gratuit ou
« onéreux, pendant son règne, composeront son
« domaine privé. »

Il a paru à votre Comité des finances qu'en présence d'une disposition aussi formelle, il était impossible d'invoquer les principes antérieurs ; qu'il n'était pas permis de prétendre que ces anciens principes auraient dû continuer de recevoir leur application sous l'empire du régime nouveau. Le droit de propriété privée et personnelle étant maintenu en faveur du chef de l'État, le domaine pu-

blic ne pouvait être considéré comme frustré par une donation faite par le prince antérieurement à l'acceptation de la couronne, et d'autant moins que l'article 23 de cette même loi du 2 mars 1832 dit expressément : « Le roi peut disposer de son domaine privé soit par acte entre vifs, soit par testament, etc. »

Mais, a dit l'auteur de la proposition qui nous occupe, cette loi même a fait fraude au domaine, le vote des Chambres ne fut pas libre, la délibération fut influencée par l'ascendant de la volonté royale.

Votre Comité n'a point pensé que de telles objections fussent sérieuses. Si de pareils arguments étaient accueillis contre une loi votée dans les formes constitutionnelles, tous les droits réglés par la législation pourraient, à chaque changement de Gouvernement, être remis en question, et, sur toutes les matières, il faudrait attribuer un effet rétroactif aux décisions législatives de tout pouvoir nouveau. D'ailleurs, il n'est pas exact de dire que la disposition de l'article 22 ait été dictée par des volontés royales ou des complaisances ministérielles; ce fut un des orateurs les plus ardents et les plus persévérants de l'opposition, M. Eusèbe Salverte, qui proposa cette rédaction; son amendement, adopté par l'Assemblée, est devenu textuellement

l'art. 22 dont nous venons d'avoir l'honneur de vous donner lecture.

Il ne faut pas oublier que, par une juste déduction du principe, cet article fit écrire dans la même loi : qu'il ne serait constitué de dotation pour les fils puînés et les filles du roi, qu'en cas d'insuffisance du domaine privé. De cette disposition légale et du fait de la donation du 7 août 1830, s'élevèrent plus tard les objections les plus sérieuses et les mieux fondées contre les demandes de dotations princières, qui furent vainement présentées aux deux Chambres à diverses reprises.

Enfin la loi de 1832 n'existât-elle pas, la donation du 7 août n'en serait pas moins un contrat librement consenti à une époque où son auteur n'était enchaîné, quant à la disposition de ses biens, par aucun lien de notre droit public. Jusqu'au jour où il a accepté le pacte révocable qui s'est formé entre lui et la Chambre des Députés, le prince, comme propriétaire, n'était assujetti, ainsi que tous les citoyens français, qu'aux règles du droit commun. Il est monté au trône sous la foi de la validité de l'acte qu'il avait pu faire à son gré, en faveur de ses enfants. L'évènement qui l'en a fait descendre et qui en a éloigné sa famille, en fondant la République, justifie toutes les prévisions de la

donation. Loin de rechercher dans les circonstances présentes une occasion d'annuler un tel acte, la justice, la bonne foi, la dignité nationale doivent l'entourer d'un respect plus sévère. Désormais les donataires de la nue-propriété des biens patrimoniaux de la maison d'Orléans n'en peuvent être dépossédés que par une violation manifeste du contrat; déclarer ces biens acquis à l'État, ce serait consacrer une atteinte violente au droit de propriété, ce serait prononcer une confiscation arbitraire.

La confiscation est rayée de nos codes, elle ne doit plus y reparaître.

Le principe de la confiscation est contraire aux règles fondamentales de notre législation. Confisquer, ce n'est point infliger une peine personnelle, c'est frapper la descendance d'un châtimement immérité. Rétablie sous le faux prétexte de la raison d'État et de l'intérêt politique, la confiscation ne sera pour l'ordre et la paix publique qu'une vaine et funeste ressource. Toute iniquité se trahit elle-même; le temps combat pour les droits violés; et l'expérience des révolutions nous doit enseigner qu'on ne saurait sauver ni le pouvoir, ni la liberté par l'injustice.

Qu'il s'agisse d'un monarque ou d'un simple particulier, que la spoliation atteigne des palais ou

des chaumières, de modestes champs ou de vastes domaines, il n'importe ! le mal est le même, et ce mal est contagieux. En nos jours, plus qu'en aucun temps, l'envahissement de la propriété, l'oubli des droits, le mépris des contrats, seraient des exemples pleins de périls pour la sécurité de toutes les conditions sociales; et tout Gouvernement doit être convaincu que sa dignité, sa force, son influence sur les intérêts de tous, seront jugées et mesurées dans l'esprit des peuples, par le respect qu'il saura garder pour le droit, la justice et l'honnêteté publique.

Dans la seconde partie de sa proposition, M. J. Favre demande qu'une Commission de dix membres, nommés par M. le Ministre des finances, soit chargée de surveiller la liquidation des créances dont le domaine privé peut être grevé. Il avait été pourvu à cet égard par le décret du 26 février, que nous avons rappelé au commencement de ce rapport; aujourd'hui M. le Ministre des finances, en modifiant le séquestre provisoirement établi sur les biens des membres de la famille d'Orléans, reconnaît la nécessité de prendre des mesures pour opérer une liquidation définitive, conformément à la loi et au droit, et pour assurer le paiement, soit de l'État, soit des particuliers ré-

gulièrement reconnus créanciers de l'ancienne Liste civile ou du domaine privé.

L'affectation des biens qui composaient le domaine privé, au paiement des dettes de la Liste civile, est conforme aux dispositions de l'art. 26 de la loi du 2 mars 1832, ainsi conçu :

« Demeurant toujours réservés sur le domaine
« privé, délaissé par le roi décédé, les droits de ses
« créanciers et les droits des employés de sa
« maison à qui des pensions de retraite seraient
« dues par imputation sur un fonds provenant de
« retenues faites sur leurs appointements. »

Mais, aux termes de l'art. 24 de la même loi,
« les propriétés du domaine privé sont soumises
« à toutes les lois qui régissent les autres pro-
« priétés. » Et c'est conformément à ces règles du
droit commun que la liquidation des dettes de la
Liste civile doit être suivie.

Enfin, par un dernier article, notre honorable collègue voudrait que les princes de la maison d'Orléans, propriétaires d'immeubles situés sur le territoire de la République, fussent tenus d'en opérer la vente dans un délai de six mois, faute de quoi les immeubles seraient vendus à la diligence de l'administration des domaines, pour le prix en être distribué à qui de droit.

Cette injonction, ainsi proposée, peut ne pas paraître renfermer une atteinte formelle au droit de propriété ; elle serait, dit-on, justifiée par les circonstances et par l'intérêt politique. Mais est-elle, en effet, une conséquence nécessaire de l'interdiction du territoire prononcée par le décret de l'Assemblée Nationale contre tous les membres de la famille d'Orléans ? La nature même de biens immeubles n'offre-t-elle pas une garantie à l'intérêt politique ? Le séquestre établi par le Gouvernement provisoire sur tous les biens meubles et immeubles appartenant aux princes et princesses de l'ancienne famille royale, nous a paru présenter, au point de vue de la tranquillité publique, une sécurité plus grande que la conversion de ces vastes domaines en capitaux disponibles.

Tels sont les divers motifs qui déterminent votre Comité des finances à vous proposer de ne point prendre en considération la proposition de M. Jules Favre.

Cependant, citoyens Représentants, il nous est parvenu diverses réclamations de la part de plusieurs particuliers, créanciers ou de la Liste civile, ou du domaine privé, ou de quelques-uns des membres de la famille d'Orléans ; vous avez, notam-

ment, ordonné le renvoi à votre Comité des finances d'une pétition signée par un grand nombre de ces créanciers, qui demandent leur paiement et sollicitent une prompte liquidation. Le commerce de Paris est intéressé dans ces réclamations pour des sommes considérables, dont le prochain recouvrement serait un bienfait dans les circonstances présentes.

L'intérêt du Trésor public, qui se porte aussi créancier, est d'accord, à cet égard, avec l'intérêt des particuliers. Pour la sécurité et la conservation de ces différents droits, les biens de tous les princes et princesses de la maison d'Orléans sont, il est vrai, placés provisoirement sous le séquestre; mais le caractère, les effets de ce séquestre et les formes qui doivent le régir, ne sont déterminés par aucunes règles certaines.

Notre législation autorise et règle le séquestre et ses conséquences dans les cas d'absence, de déshérence, de contumace, et dans tous les cas où la justice ordinaire intervient entre des prétentions contradictoires élevées sur un gage litigieux, sur une propriété contestée ou délaissée. Mais ici l'autorité administrative a seule prononcé; c'est dans un intérêt politique que le séquestre a été ordonné; les règles du droit commun, les disposi-

tions spéciales de nos codes, ne sauraient recevoir, de plein droit, leur application à ce cas tout exceptionnel.

Dans un tel état de choses, le séquestre n'a d'autre effet que de rendre indisponibles les biens de toute nature, et de suspendre toute action sur ces biens, tout exercice de droits, soit des propriétaires, soit de leurs créanciers.

Il importe pourtant qu'il soit procédé, sans plus de retard, à une liquidation régulière et complète dans l'intérêt légitime et du Trésor et des particuliers. Sans porter aucune atteinte aux droits de propriété, sans violer ni méconnaître les contrats qui l'ont constituée, vous pouvez ordonner qu'une liquidation sera faite, sous la surveillance de l'Etat, au nom de tous les intérêts publics et privés, et qu'elle sera poursuivie par lui en sa qualité de créancier.

Des aliénations, des emprunts seront nécessaires; ils ne pourront être effectués, par les fondés de pouvoirs des propriétaires, que d'accord avec la Commission de liquidation, et sauf l'approbation du Gouvernement, M. le Ministre des finances devra, en outre, veiller à ce que tous les fonds provenant, ou des revenus des biens, sauf les frais de régie et d'administration, ou des emprunts

et des aliénations qui auraient lieu, soient versés à la Caisse des dépôts et consignations. Ces opérations se peuvent faire avec régularité et facilité; car nous avons appris que tous les membres de la famille d'Orléans, donataires aux termes de l'acte du 7 août 1830, viennent de consentir, personnellement, par des actes authentiques, une hypothèque générale et spéciale sur les immeubles dont ils ont la nue-propriété, à l'effet d'assurer l'entier paiement des créances de toute nature dont *l'ex-roi*, leur père, est resté débiteur en France.

Enfin, citoyens Représentants, comme il est de notoriété publique que la valeur des biens qui composent l'ancien domaine privé et de ceux qui ont été l'objet de la donation du 7 août, offre un gage plus que suffisant pour l'entier acquittement de toutes les dettes, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, nous vous proposons d'autoriser le Ministre des finances à restituer immédiatement aux membres de la famille d'Orléans les effets mobiliers à leur usage personnel, et les valeurs mobilières que nos lois déclarent insaisissables, dont ils seront reconnus propriétaires, ainsi que les biens dotaux et tous les droits garantis par les contrats de mariage, qui d'ailleurs ont reçu la

forme et l'autorité de conventions diplomatiques; d'ordonner enfin que, jusqu'à l'apurement définitif des opérations de la liquidation, le Conseil des Ministres fixera, sur les revenus annuels des biens séquestrés, une provision en faveur de chacun des propriétaires.

Nous avons senti qu'il serait contraire à la dignité et à la générosité de la France d'imposer d'autres souffrances et d'autres misères à ceux qui doivent tant souffrir d'être proscrits du territoire de la République, ou de laisser des Etats étrangers porter l'hommage de leurs secours à une famille qui pendant près de vingt années avait obtenu l'honneur de gouverner notre pays et de commander nos armées et nos flottes.

(C'est sur ce rapport qu'est intervenu le décret du 25 octobre 1848.)

DÉCRET DU 25-28 OCTOBRE 1848,

RELATIF

A LA LIQUIDATION DES DETTES DE L'ANCIENNE LISTE CIVILE
ET DU DOMAINE PRIVÉ.

Article premier. — Le Ministre des finances est autorisé à prendre les mesures administratives qu'il jugera convenables pour opérer l'entière liquidation des dettes de l'ancienne Liste civile et du domaine privé, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, sauf le recours des ayant-droit devant les juridictions compétentes, conformément aux règles du droit commun.

Le liquidateur général sera nommé par arrêté du chef du pouvoir exécutif.

Art. 2. — Les créanciers devront, dans les trois mois de la promulgation du présent décret, adresser leurs demandes et produire leurs titres au liquidateur général.

Jusqu'au 31 décembre 1849, il ne pourra être intenté d'action ni exercé de poursuites sur les biens séquestrés.

Art. 3. — Le liquidateur général pourra,

dans l'intérêt de la liquidation, stipuler toutes hypothèques et prendre toutes inscriptions sur les biens compris dans le séquestre, en son nom, pour la masse des créanciers.

Dans le cas où, pour activer la liquidation, un emprunt sera jugé nécessaire, il sera négocié par les mandataires des propriétaires, avec le concours du liquidateur général, et sous l'autorisation du Ministre des finances.

Le Ministre des finances est autorisé à consentir que les hypothèques et inscriptions qui seront prises, en vertu du présent article, au profit de l'Etat, soient primées par celles au profit des prêteurs et des créanciers.

L'intérêt des sommes empruntées pourra être stipulé à un taux supérieur à cinq pour cent, avec ou sans commission.

Art. 4. — Le Ministre des finances est autorisé à remettre aux divers membres de la famille d'Orléans les biens dotaux, douaires et valeurs mobilières, ainsi que les objets à leur usage personnel.

Art. 5. — Le conseil des Ministres fixera une provision sur les revenus annuels pour chacun des propriétaires.

Art. 6. — Même après l'emprunt contracté et

les inscriptions prises, le Ministre des finances conservera la haute surveillance sur la régie et l'administration des mandataires des propriétaires, et ceux-ci ne pourront ni vendre, ni renouveler les baux, ni faire aucune coupe de bois extraordinaire qu'avec le concours du liquidateur général et l'autorisation du Ministre.

Art. 7. — Dans tous les cas, les sommes provenant d'emprunts, de ventes et de recouvrement quelconque, même des revenus, seront déposées à la caisse des consignations.

Aucune des sommes ainsi déposées ne pourra être délivrée aux ayant-droit que sur mandat du liquidateur général.

Art. 8. — Les dispositions des art. 4, 5, 6 et 7 du présent décret sont applicables aux biens particuliers de M. le duc d'Aumale et de M. le prince de Joinville.

La surveillance de l'administration des biens de M. le duc d'Aumale sera confiée à un commissaire spécial nommé par le chef du pouvoir exécutif.

Art. 9. — L'art. 3 du décret du 26 février, les décrets des 5 et 12 mars, et le décret du 15 avril 1848, relatifs à la liquidation de la Liste civile et du domaine privé, sont abrogés.

Art. 10. — Les opérations et le compte définitif de la liquidation, en ce qui concerne les droits de l'État, seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale.

**Signé : ARMAND MARRAST, *Président*; PEUPIN, LÉON
ROBERT, LANDRIN, BÉRARD, EMILE PEAN,
F. DEGEORGE, *Secrétaires*.**

Le Chef du pouvoir exécutif,

Signé : CAVAIGNAC.

V.

DISCOURS DE M. FOULD,

MINISTRE DES FINANCES,

SUR LA LOI DU 4 FÉVRIER 1850.

Messieurs, le décret du 25 octobre 1848, relatif à la liquidation des dettes de l'ancienne Liste civile, porte, dans son article 2, que, jusqu'au 31 décembre 1849, les créanciers ne pourront intenter d'action, ni exercer de poursuites sur les biens du domaine privé placés sous le séquestre.

Le Gouvernement a eu l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi tendant à proroger de trois mois cette dérogation au droit commun.

En vous proposant d'urgence ce projet, quelques jours avant l'expiration du terme fatal, le Gouvernement avait pour but unique de sauvegarder divers intérêts civils, que le moindre retard aurait pu compromettre.

Votre Commission n'a pas cru devoir se renfermer dans cette limite ; elle a voulu agrandir sa mission ; elle a abordé la question même de la levée du séquestre, question d'un ordre supérieur, essentiellement politique, qui nous place à un autre point de vue et en présence d'autres intérêts. La Commission vous demande, en effet, de décider que M. le prince de Joinville et M. le duc d'Aumale rentreront dès aujourd'hui dans la libre disposition de leur fortune particulière, en laissant sous la main de l'État, d'une manière indéfinie, les biens composant le domaine privé.

La Commission, entrant dans cette voie, a-t-elle fait, par la solution incomplète qu'elle vous propose, tout ce que la justice exige et tout ce que les circonstances peuvent comporter ?

Nous ne le pensons pas.

Le Gouvernement, préoccupé de cette question, et consultant l'état actuel du pays, avait reconnu la possibilité d'une solution plus libérale. Il serait venu prochainement vous soumettre ses résolutions ; mais puisque l'occasion nous en est fournie, nous n'avons aucun motif pour tarder davantage à vous communiquer toute la pensée du Président de la République et du cabinet.

Le décret du 25 octobre 1848 a placé à la fois hors du droit commun, quant à leurs intérêts civils, Louis-Philippe, sa famille et ses créanciers.

Dans l'esprit de la loi, cette position exceptionnelle, commandée par des circonstances extraordinaires et les exigences du moment, avait un caractère essentiellement transitoire ; il ne pouvait entrer dans la pensée équitable et généreuse du Président de la République de la prolonger au-delà du terme rigoureusement nécessaire.

A l'égard des princes, nous partageons l'avis de la Commission : la liquidation de leurs affaires, complètement étrangère au Trésor, n'offre ni complication, ni embarras. Il est de la dignité de la République de replacer immédiatement leurs intérêts purement privés sous l'empire de la loi ordinaire. Ils continueront à prouver à la France, nous en sommes convaincus, qu'elle a raison de compter sur leur loyauté, et qu'elle a pu se montrer envers eux, sans imprudence, bienveillante et juste.

En ce qui concerne le domaine privé, la Commission a reconnu que l'interdiction des poursuites judiciaires et le séquestre sont deux mesures intimement corrélatives. Néanmoins,

en vous proposant de proroger la première jusqu'au 31 décembre 1850, elle maintient l'autre indéfiniment ; de telle sorte que les créanciers rentreraient dans le droit commun, alors que le droit exceptionnel continuerait à peser sur le débiteur.

Les circonstances permettent, et nous vous proposons de faire revivre les lois générales du pays pour tous ces intérêts, à partir d'une époque identique que nous fixons au 1^{er} août 1850.

Dans les prévisions du décret du 25 octobre et des représentants de la famille d'Orléans, la liquidation ne semble pas devoir s'opérer au moyen de la vente des immeubles ; elle a chance de se terminer avec les ressources d'un emprunt dont la négociation, heureusement commencée, rendra plus que suffisant le délai que nous proposons. Cette négociation sera librement poursuivie par les mandataires du comte de Neuilly, qui en régleront eux-mêmes les conditions. Le Gouvernement n'interviendra, pour l'autoriser, qu'autant qu'elle réunira les conditions d'équité et de publicité qui doivent entourer une opération de cette nature.

Dans tous les cas, serait-il juste d'étendre davantage le délai que nous venons d'indiquer ?

N'oublions pas que des marchands, des artistes, des ouvriers, en grand nombre, attendent depuis deux ans avec résignation, mais non sans dommage, le solde de leurs comptes, et que le Trésor, créancier lui-même de sommes importantes, n'est pas en position de négliger cette ressource. »

Sans doute, il y aurait injustice à rendre aux créanciers la liberté des poursuites, si on devait maintenir les biens du débiteur dans les conditions d'indisponibilité où le séquestre les place aujourd'hui; mais, en rendant au même moment aux créanciers et au débiteur le bénéfice du droit commun, n'enlève-t-on pas, de part et d'autre, tout motif de plainte fondée?

Nous aurions pu vous apporter un projet de loi conforme à ces idées; mais cette marche aurait nécessité le retrait du premier projet, et entraîné sans utilité de nouveaux retards. Nous avons cru, mon honorable collègue de la justice et moi, que nous répondions mieux au désir de l'Assemblée en lui soumettant par voie d'amendement, en vertu de notre droit d'initiative parlementaire, la proposition ci-après, qui, ainsi que je l'ai dit, *résume la pensée du Gouvernement.*

Voici le paragraphe additionnel :

- « A cette époque, le séquestre mis sur les
« biens du domaine privé sera levé. »
 - « Les lois et décrets antérieurs à la présente
« loi cesseront d'avoir leur effet en ce qu'ils
« auraient de contraire à cette disposition. »
-

VI.

LOI

**RELATIVE A LA LIQUIDATION DE L'ANCIENNE LISTE CIVILE
ET DU DOMAINE PRIVÉ.**

Du 4 Février 1850.

L'Assemblée Nationale Législative a adopté d'urgence la loi dont la teneur suit :

Article premier. — L'interdiction prononcée par le paragraphe 2 de l'article 2 du décret du 25 octobre 1848, relatif à la liquidation de l'ancienne Liste civile, est prorogée jusqu'au 1^{er} août 1850.

A cette époque, le séquestre mis sur les biens du domaine privé sera levé.

Les lois et décrets antérieurs à la présente loi cesseront d'avoir leur effet en ce qu'ils auraient de contraire à cette disposition.

2.—L'article 8 du décret du 25 octobre 1848, et toutes autres dispositions concernant les biens particuliers de M. le prince de Joinville et de M. le duc d'Aumale, qui ne sont pas com-

pris dans la donation du 7 août 1830, sont abrogés.

3. — Les débiteurs et le liquidateur général sont autorisés à emprunter, s'ils le jugent convenable, par adjudication, avec publicité et concurrence, suivant le mode adopté pour l'emprunt de la ville de Paris, conformément au décret du 24 août 1848, ou suivant tel autre mode adopté dans les emprunts publics, des sommes qui pourront s'élever jusqu'à vingt millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 février 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé : DARU, Vice-Président; ARNAUD (de l'Ariège), PRUPIN, LACAZE, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. ROUHER.

EXTRAIT DE L'ACTE D'EMPRUNT

PAR SOUSCRIPTIONS

DE LA SOMME DE VINGT MILLIONS PAR M. LE COMTE DE NEUILLY,
PASSÉ DEVANT M^e ESNÉE ET M^e DENTEND, NOTAIRES A PARIS,
LES 25 ET 26 FÉVRIER 1850.

§ 6.

*Intervention de M. le Liquidateur général et de
M. Fould, Ministre des finances.*

M. Vavin, en sa qualité de Liquidateur général de l'ancienne Liste civile et du domaine privé, reconnaît que les conventions qui précèdent ont eu lieu avec son concours, et y donne son adhésion.

De son côté, M. le Ministre des finances déclare autoriser ces conventions.

De plus, et en vertu des pouvoirs que lui confère le décret du 25 octobre 1848, M. le Ministre des finances consent à ce que les inscriptions prises au profit de l'Etat soient primées par celles qui seront formées en vertu des présentes.

Par suite, le Comptoir national et les créan-

ciers qui auront concouru à l'emprunt seront, dans tous ordres et distributions, colloqués par préférence à l'État.

VII.

DECRET

**PORTANT QUE LES MEMBRES DE LA FAMILLE D'ORLÉANS SONT
TENUS DE VENDRE TOUS LES BIENS QUI LEUR APPARTIENNENT
EN FRANCE.**

Du 22 Janvier 1852.

Le Président de la République,

Considérant que tous les gouvernements qui se sont succédé ont jugé indispensable d'obliger la famille qui cessait de régner à vendre les biens meubles et immeubles qu'elle possédait en France;

Qu'ainsi, le 12 janvier 1816, *Louis XVIII* contraignit les membres de la famille de l'Empereur *Napoléon* de vendre leurs biens personnels dans le délai de six mois, et que, le 10 avril 1832, *Louis-Philippe* en agit de même à l'égard des princes de la famille aînée des *Bourbons*;

Considérant que de pareilles mesures sont toujours d'ordre et d'intérêt public;

Qu'aujourd'hui plus que jamais de hautes considérations politiques commandent impérieusement de diminuer l'influence que donne à la famille d'*Orléans* la possession de près de trois cents millions d'immeubles en France ;

Décète :

Article premier.—Les membres de la famille d'*Orléans*, leurs époux, épouses et leurs descendants, ne pourront posséder aucuns meubles et immeubles en France : ils seront tenus de vendre, d'une manière définitive, tous les biens qui leur appartiennent dans l'étendue du territoire de la République.

2. — Cette vente sera effectuée dans le délai d'un an, à partir, pour les biens libres, du jour de la promulgation du présent décret, et, pour les biens susceptibles de liquidation ou discussion, à partir de l'époque à laquelle la propriété en aura été irrévocablement fixée sur leur tête.

3. — Faute d'avoir effectué la vente dans les délais ci-dessus, il y sera procédé à la diligence de l'administration des domaines, dans la forme prescrite par la loi du 18 avril 1832.

Le prix des ventes sera remis aux propriétaires ou à tous autres ayants droit.

Fait au palais des Tuileries, le 22 janvier 1852.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre d'État,

Signé : X. DE CASABIANCA.

DECRET

• QUI RESTITUE AU DOMAINE DE L'ÉTAT LES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES QUI SONT L'OBJET DE LA DONATION FAITE, LE 7 AOUT 1830, PAR LE ROI *Louis-Philippe*.

Du 22 Janvier 1852.

Le Président de la République,

Considérant que, sans vouloir porter atteinte au droit de propriété dans la personne des princes de la famille d'*Orléans*, le Président de la République ne justifierait pas la confiance du Peuple français s'il permettait que des biens qui doivent appartenir à la Nation soient soustraits au domaine de l'État;

Considérant que, d'après l'ancien droit public de la France, maintenu par le décret du 21 septembre 1790 et par la loi du 8 novembre

1814, tous les biens qui appartenaient aux princes lors de leur avènement au trône étaient de plein droit et à l'instant même réunis au domaine de la couronne;

Qu'ainsi le décret du 21 septembre 1790, de même que la loi du 8 novembre 1814, portent :

« Les biens particuliers du prince qui par-
« vient au trône, et ceux qu'il avait pendant
« son règne, à quelque titre que ce soit, sont
« de plein droit et à l'instant même unis au
« domaine de la Nation, et l'effet de cette union
« est perpétuel et irrévocable ; »

Que la consécration de ce principe remonte à des époques fort reculées de la monarchie; qu'on peut, entre autres, citer l'exemple de *Henri IV* : ce prince ayant voulu empêcher, par des lettres patentes du 15 avril 1590, la réunion de ses biens au domaine de la couronne, le parlement de Paris refusa d'enregistrer ces lettres patentes, aux termes d'un arrêt du 15 juillet 1594, et *Henri IV*, applaudissant plus tard à cette fermeté, rendit, au mois de juillet 1604, un édit qui révoquait ses premières lettres patentes;

Considérant que cette règle fondamentale de la monarchie a été appliquée sous les règnes de

Louis XVIII et de *Charles X*, et reproduite dans la loi du 15 janvier 1825 ;

Qu'aucun acte législatif ne l'avait révoquée le 9 août 1830, lorsque *Louis-Philippe* a accepté la couronne ; qu'ainsi, par le fait seul de cette acceptation, tous les biens qu'il possédait à cette époque sont devenus la propriété incommutable de l'Etat ;

Considérant que la donation universelle sous réserve d'usufruit, consentie par *Louis-Philippe* au profit de ses enfants, à l'exclusion de l'aîné de ses fils, le 7 août 1830, le jour même où la royauté lui avait été déférée, et avant son acceptation, qui eut lieu le 9 du même mois, a eu uniquement pour but d'empêcher la réunion au domaine de l'Etat des biens considérables possédés par le prince appelé au trône ;

Que, plus tard, lorsqu'il fut connu, cet acte souleva la conscience publique ;

Que, si l'annulation n'en fut pas prononcée, c'est qu'il n'existait pas, comme sous l'ancienne monarchie, une autorité compétente pour réprimer la violation des principes du droit public, dont la garde était anciennement confiée aux parlements ;

Qu'en se réservant l'usufruit des biens compris dans la donation, *Louis-Philippe* ne se dé-

pouillait de rien, et voulait seulement assurer à sa famille un patrimoine devenu celui de l'Etat;

Que la donation elle-même, non moins que l'exclusion du fils aîné, dans la prévoyance de l'avènement au trône de ce fils, était, de la part du roi *Louis-Philippe*, la reconnaissance la plus formelle de cette règle fondamentale, puisqu'il fallait tant de précautions pour l'éluder;

Qu'on exciperait vainement de ce que l'union au domaine public des biens du prince ne devait résulter que de l'acceptation de la couronne par celui-ci, et de ce que cette acceptation n'ayant eu lieu que le 9 août, la donation consentie le 7 du même mois avait dû produire son effet;

Considérant qu'à cette dernière date *Louis-Philippe* n'était plus une *personne privée*, puisque les deux Chambres l'avaient déclaré roi des Français, sous la seule condition de prêter serment à la Charte ;

Que, par suite de son acceptation, il était roi dès le 7 août, puisque ce jour-là la volonté nationale s'était manifestée par l'organe des deux Chambres, et que la fraude à une loi d'ordre public n'existe pas moins lorsqu'elle est concertée en vue d'un fait certain qui doit immédiatement se réaliser;

Considérant que les biens compris dans la

donation du 7 août, se trouvant irrévocablement incorporés au domaine de l'Etat, n'ont pu en être distraits par les dispositions de l'article 22 de la loi du 2 mars 1832 ;

Que ce serait, contrairement à tous les principes, attribuer un effet rétroactif à cette loi que de lui faire valider un acte radicalement nul d'après la législation existante à l'époque où cet acte a été consommé ;

Que, d'ailleurs, cette loi, dictée dans un intérêt privé par les entraînements d'une politique de circonstance, ne saurait prévaloir contre les droits permanents de l'Etat et les règles immuables du droit public ;

Considérant, en outre, que, les droits de l'Etat ainsi revendiqués, il reste encore à la famille d'*Orléans* plus de cent millions, avec lesquels elle peut soutenir son rang à l'étranger ;

Considérant aussi qu'il est convenable de continuer l'allocation annuelle de trois cent mille francs portée au budget pour le douaire de la duchesse d'*Orléans* ;

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les biens meubles et immeubles qui sont l'objet de la donation faite, le 7 août 1830, par le roi *Louis-Philippe*, sont restitués au domaine de l'Etat.

2.—L'Etat demeure chargé du payement des dettes de la liste civile du dernier règne.

3.—Le douaire de trois cent mille francs alloué à la duchesse d'*Orléans* est maintenu.

4.—Les biens faisant retour à l'Etat, en vertu de l'article 1^{er}, seront vendus en partie à la diligence de l'administration des domaines, pour le produit en être réparti ainsi qu'il suit :

5.—Dix millions sont alloués aux sociétés de secours mutuels autorisées par la loi du 15 juillet 1850.

6.—Dix millions seront employés à améliorer les logements des ouvriers dans les grandes villes manufacturières.

7.—Dix millions seront affectés à l'établissement d'institutions de crédit foncier dans les départements qui réclameront cette mesure, en se soumettant aux conditions jugées nécessaires.

8. — Cinq millions serviront à établir une caisse de retraite au profit des desservants les plus pauvres.

9.—Le surplus des biens énoncés dans l'article premier sera réuni à la dotation de la Légion-d'Honneur, pour le revenu en être affecté aux destinations suivantes, sauf, en cas d'insuf-

finance, à y être pourvu par les ressources du budget.

10.—Tous les officiers, sous-officiers et soldats de terre et de mer en activité de service, qui seront à l'avenir nommés ou promus dans l'ordre national de la Légion-d'Honneur, recevront, selon leur grade dans la Légion, l'allocation annuelle suivante :

Les légionnaires (comme par le passé)	250 ^f
Les officiers.....	500
Les commandeurs.....	1,000
Les grands-officiers.....	2,000
Les grands-croix.....	3,000

11.—Il est créé une médaille militaire donnant droit à cent francs de rente viagère, en faveur des soldats et sous-officiers de l'armée de terre et de mer placés dans les conditions qui seront fixées par un règlement ultérieur.

12.—Un château national servira de maison d'éducation aux filles ou orphelines indigentes des familles dont les chefs auraient obtenu cette médaille.

13.—Le château de Saverne sera restauré et achevé, pour servir d'asile aux veuves des hauts fonctionnaires civils et militaires morts au service de l'Etat.

14.—En considération des présentes, le Président de la République renonce à toute réclamation au sujet des confiscations prononcées, en 1814 et en 1815, contre la famille *Bonaparte*.

15.—Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 22 janvier 1852.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre d'État,

Signé : X. DE CASABIANCA.

VIII.

LES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES

DU

FEU ROI LOUIS-PHILIPPE

AU PRINCE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Les exécuteurs testamentaires du feu roi Louis-Philippe obéissent à un devoir impérieux en venant protester contre le décret du 22 janvier 1852, relatif aux biens de la maison d'Orléans.

Ce décret renverse en effet de fond en comble, non-seulement les testaments qu'ils ont mission de faire exécuter, mais encore tous les contrats civils qui ont réglé et fixé la position et les droits des divers membres de cette auguste maison. Ils viennent, en dehors de toutes préoccupations politiques, signaler à la justice du prince Président de la République les erreurs

de droit sur lesquelles le second décret repose tout entier. Si ces erreurs n'étaient reconnues et redressées, elles constitueraient l'atteinte la plus grave aux droits sacrés de la propriété et de la famille.

Pour anéantir la donation du 7 août 1830, pour déclarer réunies au domaine public les propriétés possédées à cette époque par le duc d'Orléans, le second décret du 22 janvier 1852 invoque le principe ancien de la dévolution à l'État des biens privés du prince qui montait sur le trône. Nous pourrions examiner historiquement ce principe ; nous pourrions montrer que dans l'ancien droit lui-même il n'était considéré que comme une émanation de la féodalité, alors qu'il n'y avait pas de domaine de l'État distinct du domaine de la couronne : nous pourrions établir que l'empereur Napoléon l'a formellement repoussé (sénatus-consulte du 30 janvier 1810, titre III, articles 48 et 49) ; nous pourrions rappeler que le roi Charles X l'a écarté en fait au moyen d'une donation consentie en faveur de son fils putné, frère du prince qui était alors son héritier présomptif. Mais ces considérations seraient ici surabondantes : une seule, d'une toute autre nature, domine la question. L'ancien droit mo-

narchique ne saurait être sérieusement invoqué contre le prince qui recevait la couronne, non pas conformément, mais contrairement à cet ancien droit.

Le roi Louis Philippe a occupé le trône après le roi Charles X : il n'a pas été son successeur et son héritier. Les lois de l'ancienne monarchie ne pouvaient s'appliquer à une monarchie nouvelle, à une Constitution nouvelle, à une liste civile nouvelle, devant amener des conséquences nouvelles dans les lois comme dans le régime et dans l'avenir du pays. Ainsi, en abandonnant à ses enfants, le 7 août 1830, leur patrimoine héréditaire, le prince ne faisait aucune fraude à une loi qui ne lui était pas applicable. Le droit et les faits suffisent à repousser cette tache que les considérants du décret infligeaient à sa mémoire.

En l'absence même de toute donation, le principe ancien de la dévolution des biens eût dû rester lettre-morte ; mais à plus forte raison quand telle avait été la condition sous laquelle le duc d'Orléans avait accepté la couronne en 1830. Ce prince n'hésita pas à dévouer sa vie au salut de la société en péril, au milieu d'une tourmente qu'il n'avait ni suscitée ni désirée, mais il entendit que ses enfants conser-

vassent le patrimoine que lui-même tenait de ses ancêtres.

La donation du 7 août, inutile au point de vue d'un droit qui n'existait plus, ne constatait qu'une chose, la volonté bien arrêtée du prince qui allait monter sur le trône, de maintenir la propriété de son domaine privé dans les mains de sa famille, et c'était assurément une condition qu'il avait le droit de stipuler *le 7 août 1830*. A cette époque, en effet, quoique déclaré roi des Français par les deux Chambres, il n'était, jusqu'à son acceptation de la couronne, que simple prince français. Cela est si vrai que, par une disposition de la loi du 2 mars 1832, il a été dit que la liste civile n'aurait son effet qu'à partir *du 9 août*, le duc d'Orléans ne se reconnaissant roi que le jour où il avait accepté la couronne et prêté serment à la Constitution. A ce moment donc, il y a eu contrat, convention solennelle, entre la nation et le prince ; et en nous pénétrant de tous les souvenirs de cette époque, nous ne pouvons comprendre à quelle source on a été puiser l'idée que cette donation, connue plus tard, aurait soulevé la conscience publique. Bien loin de là, il est certain qu'à l'autorité des principes sous la protection desquels nous venons de la placer, était venu se joindre

non-seulement la sanction de la loi, mais encore la consécration de sa validité par tous les pouvoirs publics qui se sont succédé en France depuis 1830.

En 1830, il est vrai, les parlements gardiens des principes du droit public n'existaient plus; mais les pouvoirs n'étaient pas pour cela concentrés dans une main unique, et les deux Chambres auraient eu, sans doute, le droit et le devoir de faire application de l'ancien principe monarchique au prince monté sur le trône, si ce principe eût paru devoir lui être appliqué.

Or, elles ont au contraire formellement reconnu (art. 22 de la loi du 2 mars 1832) que le roi avait *conservé* la propriété des biens qui lui appartenaient avant son avènement au trône.

La loi du 2 mars 1832, œuvre de pouvoirs éminemment indépendants, et que l'histoire n'accusera pas d'une trop grande condescendance pour les intérêts matériels de la famille royale, n'a nullement rétroagi sur un passé qui ne lui appartenait pas. Elle s'est bornée à reconnaître que les principes du droit public invoqués par le décret du 22 janvier n'étaient pas applicables à la position toute spéciale du duc d'Orléans, et qu'à aucun moment il n'y avait eu dévolution à l'Etat des biens de la donation. La

loi du 2 mars 1832 a été déclarative du droit préexistant, comme l'eût été un jugement qui serait intervenu sur une prétention analogue du domaine de l'Etat; seulement, elle a statué avec plus d'autorité et de solennité. Nier, ainsi que le décret du 22 janvier ne craint pas de le faire, la compétence et l'autorité des pouvoirs publics de la monarchie constitutionnelle, c'est menacer tous les intérêts créés ou garantis pendant une période de trente années; c'est faire un premier pas vers une perturbation profonde dans notre droit public.

La révolution de 1848 est survenue, qui aurait suffi à elle seule pour détruire les effets de ce prétendu retour au domaine de l'Etat, même alors (ce qui n'est pas) qu'il aurait eu lieu en 1830; car, si le droit des anciens temps voulait que le prince, devenant roi, apportât à l'Etat sa fortune personnelle, c'était apparemment sous la condition qu'il conserverait la couronne. Mais le Gouvernement provisoire, bornant ses rigueurs à une mesure de séquestre, respecta et reconnut lui-même la donation du 7 août 1830.

Au mois d'octobre 1848, la question s'est engagée devant l'Assemblée Constituante, sur la proposition d'un Représentant, M. Jules Favre.

Le rapport fut confié à l'honorable M. Berryer.

« Qu'il s'agisse d'un monarque ou d'un simple particulier, disait l'éloquent rapporteur, que la spoliation atteigne des palais ou des chaumières, de modestes champs ou de vastes domaines, il n'importe ! le mal est le même, et ce mal est contagieux, en nos jours plus qu'en aucun temps. L'envahissement de la propriété, l'oubli des droits, le mépris des contrats, seraient des exemples pleins de périls pour la sécurité de toutes les conditions sociales, et tout Gouvernement doit être vaincu que sa dignité, sa force, son influence sur les intérêts de tous, seront jugées, mesurées dans l'esprit des peuples par le respect qu'il saura garder pour le droit, la justice et l'honnêteté publique. »

La proposition fut *unanimentement* rejetée, sans que son auteur ait même essayé de la soutenir à la tribune.

Plus tard, l'Assemblée Législative, loin de contester la donation du 7 août, autorisa le feu roi Louis-Philippe à consentir un emprunt, et dans cet emprunt sont intervenus les donataires pour hypothéquer les biens compris dans la donation. Bien plus, le Gouvernement lui-même concourut aussi à cet emprunt conclu par l'ad-

ministration des biens de la Maison d'Orléans, et signé par le Ministre des finances, au nom de l'Etat, qui, ayant déjà pris une hypothèque sur ces mêmes biens dont on prétend aujourd'hui qu'il était dès lors propriétaire, a consenti, au profit des prêteurs, une antériorité d'hypothèque.

En 1850, enfin, une Commission de l'Assemblée ayant proposé de lever le séquestre sur les biens de LL. AA. RR. le prince de Joinville et le duc d'Aumale, M. le Ministre des finances vint, *au nom* de M. le Président de la République, exposer la pensée du Gouvernement et réclamer de l'Assemblée une mesure plus complète et plus juste, en demandant la levée du séquestre sur les biens mêmes de la donation du 7 août 1830, qu'il obtint ainsi de restituer à son royal propriétaire. (Voir le *Moniteur*, discours de M. Fould, du 24 février 1850.)

Ainsi, à toutes les époques, et jusqu'au décret de 22 janvier 1852, consécration après des débats solennels de la propriété de la famille d'Orléans; triple reconnaissance que les biens de la dotation n'ont cessé de lui appartenir.

Arrivons aux conséquences de ce décret.

Ce n'est pas seulement à la propriété du chef de la famille qu'il porte atteinte; il renverse tous

les pactes intervenus soit entre les membres divers de cette famille, soit avec des tiers.

Des avantages en avancement d'hoirie ont eu lieu au profit de certains enfants du roi, des dots ont été constituées par huit contrats de mariage, des traités diplomatiques sont intervenus à cet égard avec huit puissances étrangères : plusieurs des enfants du roi l'ont précédé ; ils sont eux-mêmes représentés par des héritiers mineurs, les uns Français, les autres étrangers ; une partie des biens de la donation ont été vendus ; les autres ont été affectés à l'emprunt. Droits héréditaires , droits des princes étrangers, droits des mineurs, droits des tiers, le décret s'attaque à tout, renverse tout.

Il y a plus : en brisant le testament du roi, le décret fausse encore celui de Madame Adélaïde, son auguste sœur.

Le roi et Madame avaient en effet combiné leurs dispositions testamentaires de manière à éviter le morcellement, dans la main de leurs enfants, des grands corps de biens dont ils étaient propriétaires. A cet effet, l'une des successions assurait davantage à celui qui avait moins dans la seconde. Les deux testaments s'harmonisaient ainsi pour réaliser la pensée commune, l'égalité entre tous.

Cette égalité disparaît si le testament du roi est détruit, et le testament du roi est détruit si les biens de la donation sont distraits du patrimoine commun. En effet, celui des héritiers dans le lot duquel auront été placés des biens échappant à l'application du décret, pourra-t-il conserver la part qui lui a été faite par le testament, quand le décret frappera les biens attribués à son co-héritier ?

C'est à ce point de vue de l'exécution testamentaire confiée à nos soins, que notre mandat est engagé, et que nous avons mission et devoir d'en appeler à la justice mieux éclairée du chef de l'État.

Dans tous les cas, nous demanderons des juges.

C'est une question de propriété que tranche le décret, et il la tranche soi-disant par application des principes du droit public, tandis que la solution de ces sortes de questions appartient essentiellement aux tribunaux dont l'autorité est restée debout.

En terminant, les exécuteurs testamentaires du feu roi Louis-Philippe ne peuvent se taire sur deux grandes erreurs de fait proclamées par les décrets du 22 janvier. Bien qu'étrangères au point de droit, ces erreurs paraissent malheureusement avoir exercé une trop grande

influence sur sa solution, pour qu'elles ne soient pas rectifiées par eux.

D'après les décrets, la famille d'Orléans posséderait 300 millions d'immeubles en France, et, distraction faite des biens de la donation, il lui resterait plus de 100 millions. De pareils chiffres ne peuvent avoir été fournis que par des personnes absolument étrangères aux affaires de la famille d'Orléans.

Les exécuteurs testamentaires du feu roi Louis-Philippe, dont la mission a été de tout approfondir, sont en mesure d'affirmer que l'un et l'autre chiffre sont complètement erronés. Bien plus, ils attestent que l'exécution du décret du 22 janvier 1852 serait la ruine à peu près complète des héritiers du feu roi Louis-Philippe.

Ils espèrent donc qu'ils n'auront pas fait vainement appel à la justice et à la loyauté du Prince Président de la République.

Paris, le 26 Janvier 1852.

Signé : DUPIN.

LAPLAGNE-BARRIS.

DUC de MONTMORENCY.

Comte de MONTALIVET.

SCRIBE.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
MÉMOIRE A CONSULTER.....	5
CONSULTATION	23
PIÈCES ET DOCUMENTS.....	81
I. — Note sur l'origine des biens.....	83
II. — Extrait de la loi du 2 mars 1832, sur la Liste civile.	91
III. — Discours de M. Dupin dans la discussion de cette loi	93
IV. — Extrait du rapport de M. Berryer sur la pro- position de M. Jules Favre	121
Décret du 25 octobre 1848.....	141
V. — Discours de M. Fould sur la loi du 4 février 1850.....	146
VI. — Loi du 4 février 1850.....	151
Extrait de l'acte d'emprunt passé les 25 et 26 février 1850	153
VII. — Décrets du 22 janvier 1852.....	155
VIII. — Réclamation des exécuteurs testamentaires du feu Roi Louis-Philippe.....	165